

**Aden soutient  
la politique de la France  
à Djibouti**

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Arabie, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,  
12 fr. ; Canada, 5 c. ; Danemark, 3 kr. ;  
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,  
16 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 200 l. ; Japon, 100 y.  
; Liban, 12 fr. ; Norvège, 5 kr. ; Pays-Bas,  
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 225 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 9

5, RUE DES ITALIENS

75002 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 6297-23 Paris

Tél. Paris n° 49672

Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DU JOUR

## Le dialogue Nord-Sud ajourné

Une déclaration de M. Perez Guerrero, coprésident de la conférence sur la coopération économique internationale, plus connue sous le nom de « dialogue Nord-Sud », a confirmé officiellement, jeudi 9 décembre, l'ajournement de la réunion ministérielle qui devait alors lieu du 15 au 17 décembre, à Paris. Cet ajournement était prévisible depuis quelque temps, dès lors que les quatre commissions de la conférence « violent » parvenues à aucun semblant substantiel au cours de multiples sessions qu'elles ont tenues tout au long de l'année 1976.

Assés curieusement, la déclaration des Dix-Neuf ne dit pas que l'ajournement résulte d'une décision commune des pays membres de la conférence, décision que seuls pourtant leurs gouvernements pouvaient prendre. Elle se borne à annoncer que, à la suite des consultations conduites par deux coprésidents de la conférence, « les pays participants ont été informés que la réunion ministérielle qui devait se tenir le 15 au 17 décembre a été ajournée au début de l'année prochaine ». Cet embarras provient du fait qu'aucun gouvernement n'a voulu prendre la responsabilité de cette décision, même si à l'initiative de M. Giscard d'Estaing. A leurs yeux, les pays riches sont de moins en moins enclins à accepter une modification des règles du jeu économique mondial, qui continuent de jouer à leur faveur ; ils traitent les pays moins développés comme des obstacles à leur développement et cherchent surtout à aggraver du temps. Ils n'ont d'ailleurs rien fait pour convaincre un opinion publique.

Ce manque de volonté politique est tout particulièrement manifeste au récent Conseil européen. La Haye. Celui-ci serait-il parvenu à s'accorder pour tracer une nouvelle ou au moins faire pas vers le règlement des deux questions auxquelles les pays sous-développés sont tout particulièrement intéressés : l'indépendance des matières premières et l'allégement de leurs dettes — l'une atmosphère plus favorable aurait permis de régler la négociation, tant au sein du dialogue Nord-Sud que de l'OCDE. Les pays porteurs de pétrole attendent en effet un « geste » des pays industrialisés pour justifier la modération que l'on attend d'eux en ce qui concerne la hausse des prix du brut. Comment négocier la décision d'ajournement ? On le saura à l'issue de la réunion qu'ils doivent tenir à la semaine prochaine. Et, elle, n'a pas été ajournée.

Le dialogue Nord-Sud est donc reporté au début de l'année prochaine, l'une des raisons avancées étant que certains pays « ne sont pas en mesure de prendre des décisions politiques qui permettraient d'assurer le succès de la conférence ». C'est évidemment à l'Etat-Unis qu'il s'agit, puis-til faut attendre encore un mois demi pour voir M. Carter stallé à la Maison Blanche. Le président élu a manifesté des réserves sur les problèmes de développement, mais il faudra aussi que les bonnes paroles ne soient pas une campagne électorale pour convaincre les pays du tiers-monde que quelque chose a changé.

## Le Monde

publiera  
dans son prochain  
numéro  
(daté 12-13 décembre)  
un supplément  
de 14 pages  
sur le Portugal

## L'indépendance du Québec demeure un « objectif absolu »

NOUS DÉCLARE M. RENÉ LÉVESQUE

M. René Lévesque, nouveau premier ministre du Québec, déclare au « Monde », dans une interview que nous publions page 4, qu'il n'est pas question de « délayer » l'engagement pris par son parti et que l'indépendance politique reste son « objectif absolu ». M. Lévesque affirme qu'un référendum sur cette question aura lieu avant quatre ou cinq ans, mais qu'il ne s'est pas engagé à le faire dans les deux ans qui viennent.

Le premier ministre, qui voit dans l'expérience scandinave une « source d'inspiration », souhaite « au plan économique le développement de formes collectives plus avancées » mais précise qu'il ne s'agit pas nécessairement de nationalisation ou d'étatisation, bien que cela doive servir à l'occasion.

La conférence des ministres des finances provinciaux et fédéraux s'est terminée d'autre part le 7 décembre à Ottawa dans une certaine mauvaise humeur. La répartition des recettes fiscales qui est au centre des négociations entre le gouvernement fédéral et les provinces s'annonce difficile.

## L'imbraglio fiscal

De notre correspondant

Montréal. — La première rencontre entre le nouveau gouvernement indépendantiste du Québec et le gouvernement fédéral a eu lieu cette semaine à l'occasion d'une conférence des ministres des finances provinciaux et fédéraux, tenue à Ottawa. Les deux représentants du Québec, MM. Jacques Parizeau, ministre des finances, et Claude Morin, ministre des affaires intergouvernementales, ont tenu leurs propres termes, à adopter une attitude « positive, réaliste et sereine ». Ils n'ont pas moins voulu réaffirmer que « le régime fédéral actuel doit être remplacé par un nouvel ordre politique », et qu'ils proposeraient, « le moment venu », au reste du Canada, « un nouveau type d'association qui tiendrait compte des exigences de l'interdépendance économique en même temps que des aspirations séculaires et nationales des Québécois à la maîtrise de leur destin national ».

Les objectifs de la conférence, beaucoup plus limités, portaient sur la répartition des recettes fiscales entre le gouvernement d'Ottawa et ceux des provinces, et sur l'emploi des sommes que le gouvernement fédéral verse chaque année aux provinces (près de 4 milliards et demi de dollars). L'ensemble de ces accords arrive à expiration en mars. Il reste peu de temps pour trouver un compromis. D'autre part, plusieurs gouvernements provinciaux souhaitent obtenir du ministre des finances fédéral, M. Donald MacDonald, des concessions particulières. Le Québec a ainsi tenté, sans succès, de convaincre Ottawa de financer une partie du déficit des Jeux olympiques.

La conférence s'est achevée mardi 7 décembre dans la mauvaise humeur : les provinces, unanimes, réclamaient du pouvoir central le maintien d'un revenu de 800 millions de dollars par an, que celui-ci a décidé de

supprimer. Le dossier sera reouvert la semaine prochaine lorsqu'il sera le premier ministre fédéral, M. Trudeau, rencontrera à Ottawa les dix premiers ministres provinciaux.

Les gouvernements provinciaux du Canada ont des pouvoirs plus importants et plus diversifiés que les gouvernements des États américains, en particulier dans le domaine budgétaire et fiscal. Ils ont une compétence fiscale traditionnelle, mais les matières qui relèvent de l'impôt fédéral font l'objet d'une constante négociation. Le gouvernement central entend exercer un certain contrôle sur les programmes (sociaux, médicaux ou autres), qui sont financés par les impôts fédéraux. Depuis longtemps, les provinces les plus puissantes, comme l'Ontario et le Québec, ont cherché à « récupérer » dans plusieurs secteurs le droit à l'impôt, ce qui ne va pas sans lui poser quelques problèmes lorsque les investissements des provinces s'accroissent au fur et à mesure de leur développement économique, ce qui se traduit par une plus grande dépendance vis-à-vis du fédéral.

ALAIN-MARIE CARRON.

(Lire la suite page 5.)

## DU R.P.F. AU R.P.R.

## La filiation du Rassemblement

par RENÉ RÉMOND

La métamorphose de l'U.D.R. en R.P.R. et l'apparition au firmament des formations politiques d'une nouvelle constellation posent, à quiconque sait qu'il n'y a pas plus en politique de commencement qu'il n'y a de fin, une question évidente : une réponse qui paraît évidente, mais qui n'est pas, même si le retrait dimanche après-midi de la photographie du général de Gaulle est peut-être le symbole d'une volonté de renouvellement plus marquée que l'affirmation de la fidélité ? Dans un premier temps, il y a à se demander si le Rassemblement va recréer la majeure partie de ses troupes dans la clientèle de l'U.D.R. Par leur présence, par leurs interventions, presque toutes les figures historiques du gaullisme de toujours ont cautionné l'initiative, même si dans leur for intérieur certains s'interrogent sur son opportunité : facteur essentiel dans un mouvement où les soutiens historiques fondent la légitimité. Tous les indices concordent pour souligner l'héritage : le sigle, le terme de rassemblement pour lequel Charles de Gaulle avait une prédilection, la mise en scène qui évoquait les grandes manifestations de 1947-1948 (mais qui est le Malraux de Chirac ?), les structures qui concentrent le pouvoir entre les mains d'un seul, la personnalisation autour d'un homme, la stratégie sans doute qui ne s'embarassera pas de nuances. Oui, le rassemblement de Jacques Chirac s'inscrit bien dans la tradition du gaullisme.

Ou du moins d'un certain gaullisme. Car, en trente années, le gaullisme a revêtu des visages successifs. Ce n'est évidemment pas le gaullisme de guerre, le pré-tendant à la succession étant trop jeune pour avoir pris une part

déjà longue du courant auquel le général de Gaulle a donné, sans toujours y consentir explicitement, son nom ? Les responsables de la nouvelle entreprise donneront-ils une réponse qui paraît évidente, mais qui n'est pas, même si le retrait dimanche après-midi de la photographie du général de Gaulle est peut-être le symbole d'une volonté de renouvellement plus marquée que l'affirmation de la fidélité ? Dans un premier temps, il y a à se demander si le Rassemblement va recréer la majeure partie de ses troupes dans la clientèle de l'U.D.R. Par leur présence, par leurs interventions, presque toutes les figures historiques du gaullisme de toujours ont cautionné l'initiative, même si dans leur for intérieur certains s'interrogent sur son opportunité : facteur essentiel dans un mouvement où les soutiens historiques fondent la légitimité. Tous les indices concordent pour souligner l'héritage : le sigle, le terme de rassemblement pour lequel Charles de Gaulle avait une prédilection, la mise en scène qui évoquait les grandes manifestations de 1947-1948 (mais qui est le Malraux de Chirac ?), les structures qui concentrent le pouvoir entre les mains d'un seul, la personnalisation autour d'un homme, la stratégie sans doute qui ne s'embarassera pas de nuances. Oui, le rassemblement de Jacques Chirac s'inscrit bien dans la tradition du gaullisme.

Ou du moins d'un certain gaullisme. Car, en trente années, le gaullisme a revêtu des visages successifs. Ce n'est évidemment pas le gaullisme de guerre, le pré-tendant à la succession étant trop jeune pour avoir pris une part

quelconque à l'épopée qui a fondé la légitimité première du général de Gaulle. Ce n'est pas davantage celui du gouvernement provisoire dont le chef d'appui était encore sur une sorte d'unanimité nationale qui fait qu'à certains égards le gaullisme n'est la propriété d'aucune famille politique.

(Lire la suite page 14.)

## LA DIVERSITÉ DE MOHOLY-NAGY

## Une dynamique de la vision

Le nom de László Moholy-Nagy est lié à quantité d'aventures, à celle du Bauhaus et à celle de l'art abstrait après la première guerre mondiale, à celles de l'art optique et de l'art cinétique, à celles du design, de la photographie et de la scénographie. C'est généralement par rapport à l'une ou l'autre de ces activités qu'on compte de tous les aspects de son œuvre, dont la diversité mérite réflexion.

Diversité chez Moholy-Nagy ne veut pas dire éclatement, dispersion ou encore papillonnement. En parcourant les six salles du Centre de création industrielle qui constituent la première exposition d'ensemble de son œuvre en France, on s'aperçoit que ce côté « touche à tout » n'est nullement le fait d'un dilettante. Chaque œuvre de Moholy-Nagy est une composition, et cette composition, qu'elle soit à deux ou à trois dimensions, qu'elle soit de plastique pure ou utilitaire, qu'elle soit statique ou

dynamique, de bois, de verre ou d'acier, qu'elle soit photographique ou typographique, s'insère dans un discours cohérent, celui d'un chercheur et d'un expérimentateur pleinement engagé dans son époque. L'œuvre de Moholy-Nagy entre tout entière dans le grand débat sur l'art dans ses rapports avec la société industrielle à une époque où l'avant-garde artistique, dont il fait partie, est fascinée par le monde de la machine.

Moholy-Nagy disait que son but était de « faire retrouver au monde moderne un équilibre entre une vie humaine biologiquement saine et la société industrielle actuelle ». Aujourd'hui, s'il vivait, après tout il n'aurait que quatre-vingt ans, il parlerait sans doute d'écosystème et de qualité de la vie. L'art dans ce contexte ne pouvait être considéré comme fin en soi.

GENEVIEVE BREERETTE.

(Lire la suite page 34.)

## AU JOUR LE JOUR

### BOITE DE VITESSES

Parmi les inventions des technocrates, il en est parfois de géniales, comme la formule de la politique contractuelle à changement de vitesse, dont l'idée a été lancée dans le débat sur les accords salariaux à l'I.R.D.F.-C.D.F.

La prise directe correspondrait à un rapport zéro entre les salaires et les prix, alors que la surmultipliée correspondrait aux grandes accélérations sur l'autoroute de la prospérité.

On ne parle pas encore de boîte de vitesses automatique, mais qu'on se rassure : les travailleurs se chargeront de débrayer.

ROBERT ESCARPIT.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 44.)

Temporelles  
Chaumetat point d'heure  
ui ne puisse  
re embellie

INVENTAIRE  
ARTISTIQUE  
DE LA  
CULTURE  
FRANÇAISE



# EUROPE

## Union soviétique

### Les préparatifs de la célébration du 70<sup>e</sup> anniversaire de M. Brejnev s'intensifient

De notre correspondant

Moscou. — Les préparatifs de la célébration, le 19 décembre, du soixante-dixième anniversaire de M. Brejnev s'intensifient. Les détails de la « fête » ne sont pas encore connus, mais il est vraisemblable que l'événement aura pas les proportions qu'avait eues le soixante-dixième anniversaire de M. Khrouchtchev, le 17 avril 1964, pour ne pas parler du soixante-dixième anniversaire de Staline, le 21 décembre 1929.

Il est peu probable cependant que la « fêlité », comme on dit ici, de M. Brejnev passe inaperçue. Déjà un certain nombre de dirigeants des partis frères au pouvoir ont fait le voyage de Moscou pour remettre au secrétaire général, avec les compliments de rigueur, la plus haute décoration de leur pays. Tel a été le cas notamment de MM. Hsank et Jivkov. Le maréchal Tito et M. Ceausescu ont profité de la présence de M. Brejnev à Belgrade et à Bucarest pour s'acquitter sur place de cette tâche. On attend encore des hommes comme MM. Gierak, Kadar et Honecker.

Que fera-t-on le 19 décembre ? Les officiels observent le plus grand effacement. Il est acquis qu'une cérémonie sera organisée avec le bureau politique et les secrétaires du comité central pour décerner une nouvelle décoration au secrétaire général. On ne pense pas, cependant, qu'un grand banquet, comme en 1964, soit organisé au Kremlin. Le secrétaire général doit s'attacher à recevoir un nombre important de télégrammes en provenance de l'étranger (mais que tiennent les dirigeants des P.C. occidentaux, de plus en plus réticents de-

vant les manifestations du culte de la personnalité ?), et aussi des différentes organisations politiques et sociales soviétiques. Seront-ils publiés dans la presse ? Pendant combien de jours ? L'histoire nous apprend que pour Staline ces télégrammes continuèrent à être publiés plusieurs années après le jour anniversaire, alors que pour Khrouchtchev tout était rentré dans l'ordre en quelques jours. Il est vrai que la cérémonie anniversaire de Khrouchtchev, qui aurait pu être interprétée sur le coup comme un indice de la puissance de M. Brejnev, ne fut en définitive, qu'un acte de façade : quelques mois plus tard, Khrouchtchev était congédié et remplacé par le héros d'aujourd'hui.

L'anniversaire sera marqué par la sortie de films et de livres. Parmi les films, signalons un documentaire intitulé *Histoire d'un communiste*, qui n'a jusqu'à présent, été présenté qu'à Dneprodzerzhinsk, en Ukraine, la ville natale de M. Brejnev, où est érigée une statue du secrétaire général. Parmi les livres, signalons, outre un récent recueil de discours du chef du parti consacré à la gestion de l'économie, un album de documents photographiques, avec d'impressionnantes légendes, intitulé *Leonid Brejnev : les pages d'une vie, les pages d'une époque*.

Parmi les projets qui auraient été écartés, on mentionne de source bien informée une pièce de théâtre mettant en scène M. Brejnev, et qui serait due à l'écrivain Solonov. Après lecture du manuscrit, le comité central aurait recommandé l'abstention.

JACQUES AMALRIC.

## Portugal

### Le ministre de l'agriculture s'engage à poursuivre les expropriations de terres dans l'Alentejo

Lisbonne (A.F.P., Reuters). — A trois jours du scrutin pour les élections locales du 15 décembre, M. Barreto, ministre portugais de l'agriculture, s'est engagé à exproprier, d'ici à la fin de juillet 1977, encore 500 000 hectares de terres appartenant à de gros propriétaires de la région de l'Alentejo.

En vertu de la réforme agraire décrétée l'année dernière par le gouvernement provisoire du général Gonçalves, plus d'un million d'hectares de terres ont déjà été confisqués et remis aux travailleurs.

M. Barreto a, cependant, accusé le P.C. de se servir du programme de réforme agraire pour « coloniser l'Alentejo ». Il a averti les ouvriers agricoles qui occupent illégalement ou assignent nuit fermes qui devraient, en vertu d'ordres officiels, être restituées à leurs propriétaires, que le gouvernement prendrait « toutes les mesures nécessaires » pour qu'ils renoncent immédiatement à leur action.

Le ministre a déclaré qu'avant de procéder à de nouvelles expropriations, à partir du 15 février, le gouvernement rendra à une cinquantaine de fermes à leurs propriétaires. La remise de petites fermes à des métayers dépossédés se poursuivra également.

M. Barreto a déclaré que le gouvernement encouragera les coopératives agricoles plutôt que la collectivisation des fermes, comme c'est le cas actuellement. Ces fermes, a-t-il déclaré, sont gérées par des syndicats d'obédience communiste.

D'autre part, le sabotage d'un acqueduc, commis le 9 décembre,

a privé Lisbonne de 90 % de son approvisionnement en eau. Lundi 6 décembre, déjà, deux sabotages avaient été commis contre les deux vannes ferrées les plus utilisées par les banlieusards de la capitale. Ces attentats n'ont pas été revendiqués.

Le 9 décembre enfin, deux réunions électorales ont donné lieu à des incidents, à Caparica, près de Lisbonne, et à Coimbra.

## République fédérale d'Allemagne

### Les députés sociaux-démocrates obligent le chancelier à réviser un accord conclu avec les dirigeants libéraux

De notre correspondant

Bonn. — Les négociations entre le parti social-démocrate et le parti libéral en vue de la formation du gouvernement, traitent depuis des semaines. Or, l'un des accords déjà conclus entre les dirigeants des deux partis a soulevé une telle vague de protestation que le chancelier, sous la pression de ses amis politiques, doit revenir sur sa décision. C'est sans précédent depuis que M. Schmidt est au pouvoir.

Les députés sociaux-démocrates réunis d'urgence jeudi soir 9 décembre ont parlé de « crise de confiance », de « trahison », de « perte de crédibilité ». Les journaux ouest-allemands tiennent : « Révolte dans le groupe parlementaire S.P.D. ».

A l'origine de cette fronde, il y a le sort de onze millions de retraités et les promesses qui leur ont été faites pendant la campagne électorale. « Qu'est-ce que c'est que ces chrétiens qui sèment l'angoisse et ont l'espérance ? » Sur toutes les places publiques, le chancelier Schmidt s'interrogeait ainsi, pendant la campagne, sur les convictions profondes de l'opposition, parce que la coalition mettait en doute la fiabilité financière du système des retraites. « Les retraités sont sûrs et augmentent comme prévu de 10 % le 1<sup>er</sup> juillet 1977. Le gouvernement lui a promis et il tiendra ses promesses. » C'était avant le 3 octobre.

Depuis, la situation financière des caisses de retraite n'a pas radicalement changé. Tout le monde savait qu'il manquait environ 5 milliards de Deutschmarks pour 1977 et que des mesures temporaires devaient être prises. Ne voulant ni augmenter les cotisations, ni augmenter le déficit, les sociaux-démocrates ont décidé, le 1<sup>er</sup> juillet 1977, de reporter au 1<sup>er</sup> janvier 1978, cette décision qui a provoqué la crise. M. Arendt, ministre fédéral du travail, a menacé de démissionner. M. Schmidt a accepté la création d'une commission qui va examiner la possibilité d'autres solutions.

Les retraites ont été le principal thème de la campagne électorale. Les candidats sociaux-démocrates et libéraux ont vanté les mérites du système de sécurité sociale fixé depuis sept ans. Or, la première mesure de la nouvelle législature aurait été justement de mettre en cause les conquêtes sociales.

## THÉORIQUEMENT INTERDIT

### Le P.C.E. sort de l'ombre

De notre envoyé spécial

Madrid. — Les dirigeants du parti communiste espagnol multiplient leurs efforts pour sortir du ghetto à l'approche du référendum du 15 décembre. Leur objectif : habitude l'opinion à la présence de leurs militants dans la rue et poser nettement la question de la reconnaissance du parti. Ils réalisent aussi que M. Carrillo et Mita Dotoras Ibarruri, respectivement secrétaire général et président du P.C.E., ont le droit, comme les autres exilés, de réclamer libération en Espagne et de militer à la tête de leur parti. Les dirigeants du P.C.E., qui viennent avec un certain succès d'organiser une semaine d'action à Madrid, s'apprêtent en conséquence à franchir un nouveau pas en espérant placer le gouvernement devant ses responsabilités.

Un an après la mort de Franco, la situation du P.C. demeure ambiguë. La tolérance alternée avec la répression. M. Suarez, chef du gouvernement, répète en public et en privé qu'il n'est pas question de légaliser le P.C.E. avant les élections générales, prévues en 1977. Son principal argument est que les forces armées ne sauraient tolérer cette légalisation. En fait, dans les milieux proches de la présidence, on croit que le gouvernement admet volontiers que la reconnaissance du P.C.E. est « inévitable et inévitable ». Et l'on ajoute que les derniers sondages confidentiels réalisés par la présidence indiquent que le pourcentage d'adhésions supérieures favorables à une participation du parti communiste au processus de démocratisation ne cesse de croître. De 5 % il y a un an ce pourcentage serait aujourd'hui d'environ 30 %.

Certaines personnalités proches du régime estiment que ces chiffres sont exagérés, mais qu'ils ont au moins le mérite de montrer que la majorité de ces derniers sont encore plus

favorables à une reconnaissance de toutes les formations politiques sans exception.

Il reste que dirigeants et militants du P.C.E. continuent d'être poursuivis selon des critères très variables alors que le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) a pu tenir légalement son congrès public à Madrid. C'est aussi pour mettre en évidence cette « politique discriminatoire » des autorités que les dirigeants du P.C.E. envisagent une nouvelle démarche qu'ils espèrent spectaculaire.

Ils ont demandé la semaine dernière que M. Carrillo figure parmi les membres de la commission chargée de négocier au nom de l'opposition avec le gouvernement (le Monde des 5 et 6 décembre). Devant les réserves des formations les plus modérées de l'opposition, ils ont fait marche arrière et finalement choisi M. Simon Sanchez Montero, déjà représentant du P.C.E. dans les instances de la plateforme des organisations démocratiques. M. Sanchez Montero, après avoir à Madrid pendant la semaine d'action du parti à la fin du mois de novembre, a été rapidement libéré. Les dirigeants communistes n'ont pas renoncé pour autant à tenter d'imposer leur secrétaire général, de facto sinon de jure, tant auprès des autres groupes de l'opposition que du gouvernement.

Depuis un an, M. Carrillo est venu à plusieurs reprises à Madrid et tout indique qu'il y résidera d'une manière permanente depuis au moins deux mois. On estime dans les milieux politiques que le gouvernement connaît parfaitement et le lieu de résidence du secrétaire général du P.C.E. et ses déplacements. Mais le régime, qui n'a jusqu'à présent pas l'air de vouloir lâcher M. Carrillo, ne peut difficilement être franchi et qu'une démarche plus précise du parti communiste pourrait contraindre le gouvernement à une riposte.

MARCEL NIEDERGANG.

## Espagne

### Le référendum du 15 décembre

#### Les immigrés vivant en France ont déjà voté

#### Les communistes jugent « trop courts » les délais imposés aux électeurs

« Tenons vote » (Nous avons le droit de voter). Ce titre barre toute la « une » d'un périodique espagnol publié en France. Pour la première fois depuis quarante ans, les Espagnols vivant à l'étranger vont voter. Ils pourront se prononcer sur le projet de loi de réforme politique soumise à référendum le 15 décembre. Les 531 384 Espagnols résidant en France vont-ils utiliser cette possibilité offerte par le succès du Carrillo ? Selon que l'on interroge des immigrés ou des réfugiés, les réponses varient, mais tous s'accordent pour dire qu'il s'agit « d'un pas en avant ».

Rue Kleber, au cœur du quartier espagnol de Bordeaux, Luis (soixante-six ans) bavard avec ses amis, réfugiés politiques venus en France comme lui en 1939 « le fusil à la main ». Entre les deux laubards du salon de coiffure, un journal imprimé à Mexico : *República española*, organe de l'ARDE (Acción republicana democrática española), et un livre de Carlos Rojas, *La Guerra civil que par les exilés Luis a pris sa décision. « Si ce n'est pas pour une république, je ne vote pas, mais j'attends les directives du parti ».*

Son ami Esteban (soixante-dix ans) prend deux paquets de cigarettes, l'un plein, l'autre à moitié vide. « Si on me donne à choisir, je prends le plein, mais si on m'impose l'autre, je suis bien obligé de le prendre. » Pour lui, pas de problème, bien que marxiste convaincu, il votera pour cette « démocratie un peu douteuse ».

#### « Abstention totale »

La communauté des réfugiés politiques espagnols en France est encore la plus importante. Ils étaient 32 000 au 1<sup>er</sup> janvier 1976. Beaucoup disparaissent au fil des ans. Ceux qui restent ont gardé une extraordinaire foi en leurs idées. La plupart militent encore et se font entendre avec le drapeau rouge à la Bourse du travail de Bordeaux, les anarchistes de la C.N.T. (Confédération nationale du travail) viennent d'ailleurs, après avoir vu le local que leur a laissé l'ancien ouvrier, bavarder, poursuivre le combat ; aujourd'hui pour la libération de Fernando Carballo, demain pour préparer la relève. Ils ont quarante-sept ans, soixante-dix ans, et soixante-huit ans. « Chez nous,

c'est la base qui décide, chacun fait ce qu'il veut. » La plupart des partis de la gauche espagnole sont représentés en France. Tous sont tolérés, même le parti communiste et la FAI (Federación anarquista ibérica), officiellement interdits en France depuis 1950. Ils se sont réunis le 30 novembre, à Toulouse, où vivent 15 000 Espagnols (47 000 pour la région), et à Bordeaux, le 1<sup>er</sup> décembre, où l'on en compte 7 700 (16 600 pour la Gironde), afin de lancer le mot d'ordre de : « *Pero total !* » (abstention totale). Pour M. Pascual Sanguera, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) en Gironde, voter, « c'est légitimer la monarchie héritière du franquisme ».

Les communistes, qui avec le P.S.O.E. font campagne pour l'abstention, pensent que l'accès aux urnes pour les Espagnols vivant à l'étranger n'est qu'un « droit formel », malgré la simplicité de la question posée au référendum. « Il n'y aura pas de contrôle démocratique des scrutins puisque aucun représentant des partis de gauche n'est autorisé à surveiller les urnes », explique, à Paris, M. T. F., du P.C.E., qui ajoute : « Tout a été fait précipitamment. Les délais sont trop courts ».

Au consulat général d'Espagne à Paris, M. Juan de Benavente reconnaît que « cette expérience a ses imperfections et ses défauts, malgré toutes les facilités données pour voter. Il a fallu faire vite, et cela a entraîné énormément de problèmes matériels. Mais elle a au moins le mérite d'exister ».

Un communiqué de l'ambassade, publié par la plupart des journaux nationaux et régionaux, a précisé les conditions et les modalités de vote. Pour accomplir son devoir électoral, il a suffi de se rendre dans l'un des quatorze consulats situés sur le territoire français. Celui de Paris regroupant trente-deux départements, des bureaux de vote ont été installés dans les cinq vice-consulats honoraires de Nantes, Brest, Rouen, Le Havre et Reims. Après avoir prouvé sa nationalité, l'électeur doit déposer son bulletin dans une urne munie d'un document officiel, l'électeur a le choix entre : la transmission directe du bulletin de vote par voie postale à la mairie municipale ; le vote personnel ou sa remise à la représentation consulaire pour que celle-ci se charge de l'envoi. Le scrutin, commencé le 26 novembre, s'est achevé le 7 décembre. Afin que chaque bulletin de vote puisse être arrivé à destination le 11 décembre, celui-ci ne sera valable que si le votant est inscrit sur les registres électoraux. Mais les Espagnols qui ont quitté leur pays depuis très longtemps y figurent-ils encore ? Ceux qui n'ont pas été inscrits (la majorité légale est à vingt et un ans), n'ont, de toute façon, jamais été inscrits.

La campagne d'aviation Iberia offre aux ressortissants espagnols désireux d'accomplir leur devoir électoral une réduction de 60 %. Le voyage aller devra avoir lieu dans les deux semaines précédant le référendum et le retour dans les deux jours suivants, à condition, bien sûr, de prouver qu'entre-temps on est allé déposer son bulletin dans l'urne.

#### « On connaît la réponse »

Combien seront-ils à effectuer le voyage ? Combien se sont rendus dans les consulats où on a affirmé n'avoir tenu aucune comptabilité ? Les chiffres de participation seront publiés ultérieurement à Madrid. Pour avoir une idée des réactions qu'a suscitées cette initiative, il est important de distinguer entre les différentes couches d'Espagnols vivant en France. Outre les réfugiés arrivés pendant ou après la guerre civile, il y a ceux que les républicains ont appelés avec un peu de mépris les « Sudètes », par analogie aux Sudètes en Tchécoslovaquie. Immigrés de la première guerre mondiale, de 1920 et de la période d'avant la guerre d'Espagne, ils se sentent en général peu concernés par ce référendum. La plupart sont naturalisés ou, s'ils ne le sont pas, se sentent souvent plus français qu'espagnols. Viennent ensuite les réfugiés qui, pour des raisons politiques, ne feront pas le voyage au consulat. Reste enfin le plus grand nombre, constitué par la vague d'émigration des années 50 et 60, les « parachutistes », comme les appellent quelquefois les républicains.

La politique ne les intéresse pas ou peu. Ils ont passé les Pyrénées pour pouvoir gagner leur vie. Ces immigrés « économiques » sont pour la plupart nés sous le régime franquiste ou peu de temps avant, et s'en sont souvent accommodés sans bien que mal. Beaucoup espèrent finir leurs vieux jours dans leur patrie. Peu nombreux sont ceux qui sont allés voter. « Après tout, comme l'a déclaré un d'un référendum, on connaît déjà la réponse. A quoi bon ? »

GILLES GERMAIN.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Finlande

### Le gouvernement centriste doit s'appuyer sur les conservateurs pour faire voter le budget

De notre correspondant

Helsinki. — Après un mois de négociations, le gouvernement minoritaire centriste de M. Miettinen est parvenu à un accord avec les partis conservateur et chrétien. Grâce à l'appui de la droite, le gouvernement finlandais disposera d'une étroite majorité de cent deux sièges sur deux cents pour présenter son budget au Parlement.

Jusqu'à il y a quelques jours, il semblait que ce seraient les sociaux-démocrates qui fourniraient l'appui de leurs 64 voix aux trois partis centristes (un cent, eux, 58 voix). Mais les conversations ont échoué, à cause d'un désaccord sur la question du financement des excédents agricoles exceptionnellement élevés cette année (entre 500 et 600 millions de marks) (1) et sur l'augmentation de la taxe sur le chiffre d'affaires (de 3 % au lieu des 2 % prévus). En fait, le refus des sociaux-démocrates d'autres raisons : Dès avant les élections municipales qui marquaient son recul, ce parti avait fait monter les enchères pour sa participation éventuelle au gouvernement. La base du parti semble bien décidée à poursuivre cette politique.

#### Exclus du pouvoir depuis dix ans

M. Miettinen, lui, avait peut-être pensé trop vite que la question de la participation sociale-démocrate n'était guère plus qu'une formalité. Il a été contraint de rechercher à droite un encombrant soutien. Le compromis accepté par M. Holkeri, le chef du parti conservateur, paraît être une victoire à la Pyrrhus. Pour ne pas avoir à poser la question de confiance ni provoquer une crise, le gouvernement se retire finalement associé à celui des partis dont il avait toujours cherché à se démarquer le plus possible.

(1) 1 markk vaut environ 1,25 F.

## La caution des professionnels.

1303

402

1302

Elipron

Ensembles acoustiques de très haute qualité

DANIEL VERNET.



## PROCHE-ORIENT

### L'assemblée générale de l'ONU recommande que l'O.L.P. soit invitée à la conférence de Genève

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté, le jeudi 9 décembre, deux résolutions recommandant, d'une part, la convocation avant la fin de mars prochain de la conférence de Genève, d'autre part, l'envoi d'une invitation à l'O.L.P. pour qu'elle y participe.

Par ailleurs, la radio israélienne a annoncé, le 9 décembre, que M. Arié Eliaz, ancien secrétaire général du parti travailliste, a eu à Bruxelles, au cours de ces derniers jours, « une

série d'entretiens avec l'un des cinq principaux responsables de l'O.L.P. ». M. Eliaz aurait transmis au premier ministre, M. Rabin, qui l'a reçu à son retour à Jérusalem, une proposition de ce dirigeant palestinien. Ce dernier aurait indiqué — toujours selon la radio israélienne — que la « centrale » des fedayin serait prête à reconnaître l'Etat juif si celui-ci acceptait le principe de la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Les deux résolutions adoptées par l'Assemblée générale (portant l'une sur la procédure, l'autre sur le fond) sont destinées à relancer rapidement le processus de la négociation israélo-arabe. Elles se distinguent par leur modération et leur réalisme. La résolution sur le fond fait mention (sur l'insistance des Yougoslaves) du droit de tous les peuples de la région à l'existence. Le texte de procédure invite le secrétaire général de l'ONU à reprendre contact avec les parties intéressées, à rendre compte de ses démarches au Conseil de sécurité, afin que la conférence de Genève puisse être convoquée « fin mars au plus tard ».

La résolution concernant la procédure a été adoptée par 122 voix contre 2 (Etats-Unis et Israël) et 8 abstentions. Les Neuf ont voté en sa faveur. Cinq d'entre eux, dont la France, se sont abstenus et les quatre autres se sont prononcés contre une seconde résolution, qui portait sur le fond et qui a été adoptée par 91 voix contre 11 et 29 abstentions. Les Etats-Unis ont voté contre les deux résolutions, estimant que le délai fixé pour la convocation de la conférence de Genève est « artificiel ». Selon eux, le règlement de la crise du Proche-Orient doit être négocié à Genève et non pas imposé par le Conseil de sécurité.

Ce double vote est intervenu après deux semaines de manœuvres diplomatiques intenses. Après que les deux résolutions arabes, rédigées en étroite collaboration par l'Egypte et la Syrie, eurent été déposées, les Israéliens, visiblement sur la défensive, introduisirent à leur tour une résolution invitant notamment la Syrie, l'Egypte et la Jordanie à venir négocier avec Israël à la conférence de Genève, sans que soit mentionnée évidemment l'O.L.P. Il était fatal que cette contre-atta-

que israélienne provoque une riposte arabe : plusieurs résolutions parrainées par des pays du tiers-monde présentaient alors le rôle de l'O.L.P. en faisant allusion à la résolution 3375 sur les droits inaliénables du peuple palestinien. Finalement, les Israéliens retiendront leur projet de résolution et les pays non alignés les imiteront.

On en était revenu à la situation initiale. Il ne restait plus à l'Assemblée qu'à se prononcer sur les deux premiers projets présentés par les Arabes. Ceux-ci, avec leurs amendements, se référaient à la fois aux résolutions 242 (toujours rejetées par l'O.L.P.), 338 et 3375. Ces trois résolutions prises ensemble forment un « paquet » dont les trois volets sont (ainsi que nous l'a confirmé un diplomate arabe de haut rang) : 1) l'évacuation par Israël des territoires occupés en 1967 ; 2) la reconnaissance des droits des Palestiniens et la formation d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza ; 3) la reconnaissance du droit à l'existence de l'Etat hébreu.

sort du communiqué commun publié dans la soirée du 9 décembre, après le départ pour Tripoli du colonel Kadhafi.

Les divergences portent sur la reprise de la conférence de Genève, l'ampleur du retrait des Israéliens, et même le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. C'est sans aucun doute du fait de l'opposition du colonel Kadhafi que le communiqué ne fait aucune allusion à la conférence de Genève. « Une paix durable au Proche-Orient, lit-on seulement, dans ce texte, ne peut être obtenue qu'à la condition de la libération de tous les territoires arabes occupés, la garantie des droits nationaux légitimes du peuple arabe palestinien, y compris son droit à disposer de lui-même et de créer un Etat national ».

Habituellement, Moscou n'exige que « l'évacuation de tous les territoires arabes occupés en 1967 » et affirme être prêt à garantir « la sécurité et l'indépendance de tous les Etats de la région », ce qui implique Israël.

Les Soviétiques ont-ils insisté pour faire précéder leur point de vue ? On peut le penser, mais ce serait-ce que parce que les extrêmes entre le colonel Kadhafi et MM. Brejnev, Kossyguine, Podgorny et Gromyko ont été fort longs (ils ont duré quatre jours) et que l'atmosphère a été officiellement qualifiée non seulement d'« amicale », mais aussi de « sincère », ce qui implique, en langage diplomatique, de nettes divergences. Un incident permet de penser que le Kremlin a tenté quelque peu de forcer la main au colonel Kadhafi en publiant, après la première séance d'entretiens, un communiqué d'après lequel les deux parties seraient tombées d'accord pour demander l'évacuation par Israël de tous les territoires occupés en 1967.

Ce texte avait pu faire croire un moment à un changement dans les positions libyennes. Il constituait, en fait, une manœuvre diplomatique contre laquelle la délégation libyenne aurait protesté. La référence à 1967, en tout cas, a disparu du communiqué final.

Ce communiqué, dans lequel Moscou et Tripoli réaffirment « leur soutien à la lutte du peuple arabe palestinien ainsi qu'à l'organisation de libération de la Palestine », dénonce la crise libanaise comme « un maillon dans la chaîne de l'agression et de la colonisation impérialistes contre les pays arabes ». Ni les Etats-Unis, ni l'Egypte, ni la Syrie ne sont nommément cités, mais les deux parties se déclarent prêtes « à reprendre toute tentative pour mettre en cause l'unité arabe-sovietique, considérant de leur devoir de contribuer par tous les moyens à sa consolidation et à son expansion ».

Les entretiens portant sur les questions strictement bilatérales auraient été plus productifs. Libyens et Soviétiques ont signé, à l'issue de la visite du colonel Kadhafi, un accord sur la navigation maritime, un programme de coopération culturelle pour 1977-1978, et un protocole sur la coopération économique et technique ; le fait qu'il ne s'agisse que d'un protocole indique que les négociations ne sont pas terminées. — J. A.

sort du communiqué commun publié dans la soirée du 9 décembre, après le départ pour Tripoli du colonel Kadhafi.

Les divergences portent sur la reprise de la conférence de Genève, l'ampleur du retrait des Israéliens, et même le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. C'est sans aucun doute du fait de l'opposition du colonel Kadhafi que le communiqué ne fait aucune allusion à la conférence de Genève. « Une paix durable au Proche-Orient, lit-on seulement, dans ce texte, ne peut être obtenue qu'à la condition de la libération de tous les territoires arabes occupés, la garantie des droits nationaux légitimes du peuple arabe palestinien, y compris son droit à disposer de lui-même et de créer un Etat national ».

Habituellement, Moscou n'exige que « l'évacuation de tous les territoires arabes occupés en 1967 » et affirme être prêt à garantir « la sécurité et l'indépendance de tous les Etats de la région », ce qui implique Israël.

Les Soviétiques ont-ils insisté pour faire précéder leur point de vue ? On peut le penser, mais ce serait-ce que parce que les extrêmes entre le colonel Kadhafi et MM. Brejnev, Kossyguine, Podgorny et Gromyko ont été fort longs (ils ont duré quatre jours) et que l'atmosphère a été officiellement qualifiée non seulement d'« amicale », mais aussi de « sincère », ce qui implique, en langage diplomatique, de nettes divergences. Un incident permet de penser que le Kremlin a tenté quelque peu de forcer la main au colonel Kadhafi en publiant, après la première séance d'entretiens, un communiqué d'après lequel les deux parties seraient tombées d'accord pour demander l'évacuation par Israël de tous les territoires occupés en 1967.

Ce texte avait pu faire croire un moment à un changement dans les positions libyennes. Il constituait, en fait, une manœuvre diplomatique contre laquelle la délégation libyenne aurait protesté. La référence à 1967, en tout cas, a disparu du communiqué final.

Ce communiqué, dans lequel Moscou et Tripoli réaffirment « leur soutien à la lutte du peuple arabe palestinien ainsi qu'à l'organisation de libération de la Palestine », dénonce la crise libanaise comme « un maillon dans la chaîne de l'agression et de la colonisation impérialistes contre les pays arabes ». Ni les Etats-Unis, ni l'Egypte, ni la Syrie ne sont nommément cités, mais les deux parties se déclarent prêtes « à reprendre toute tentative pour mettre en cause l'unité arabe-sovietique, considérant de leur devoir de contribuer par tous les moyens à sa consolidation et à son expansion ».

Les entretiens portant sur les questions strictement bilatérales auraient été plus productifs. Libyens et Soviétiques ont signé, à l'issue de la visite du colonel Kadhafi, un accord sur la navigation maritime, un programme de coopération culturelle pour 1977-1978, et un protocole sur la coopération économique et technique ; le fait qu'il ne s'agisse que d'un protocole indique que les négociations ne sont pas terminées. — J. A.

sort du communiqué commun publié dans la soirée du 9 décembre, après le départ pour Tripoli du colonel Kadhafi.

Les divergences portent sur la reprise de la conférence de Genève, l'ampleur du retrait des Israéliens, et même le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. C'est sans aucun doute du fait de l'opposition du colonel Kadhafi que le communiqué ne fait aucune allusion à la conférence de Genève. « Une paix durable au Proche-Orient, lit-on seulement, dans ce texte, ne peut être obtenue qu'à la condition de la libération de tous les territoires arabes occupés, la garantie des droits nationaux légitimes du peuple arabe palestinien, y compris son droit à disposer de lui-même et de créer un Etat national ».

Habituellement, Moscou n'exige que « l'évacuation de tous les territoires arabes occupés en 1967 » et affirme être prêt à garantir « la sécurité et l'indépendance de tous les Etats de la région », ce qui implique Israël.

Les Soviétiques ont-ils insisté pour faire précéder leur point de vue ? On peut le penser, mais ce serait-ce que parce que les extrêmes entre le colonel Kadhafi et MM. Brejnev, Kossyguine, Podgorny et Gromyko ont été fort longs (ils ont duré quatre jours) et que l'atmosphère a été officiellement qualifiée non seulement d'« amicale », mais aussi de « sincère », ce qui implique, en langage diplomatique, de nettes divergences. Un incident permet de penser que le Kremlin a tenté quelque peu de forcer la main au colonel Kadhafi en publiant, après la première séance d'entretiens, un communiqué d'après lequel les deux parties seraient tombées d'accord pour demander l'évacuation par Israël de tous les territoires occupés en 1967.

Ce texte avait pu faire croire un moment à un changement dans les positions libyennes. Il constituait, en fait, une manœuvre diplomatique contre laquelle la délégation libyenne aurait protesté. La référence à 1967, en tout cas, a disparu du communiqué final.

Ce communiqué, dans lequel Moscou et Tripoli réaffirment « leur soutien à la lutte du peuple arabe palestinien ainsi qu'à l'organisation de libération de la Palestine », dénonce la crise libanaise comme « un maillon dans la chaîne de l'agression et de la colonisation impérialistes contre les pays arabes ». Ni les Etats-Unis, ni l'Egypte, ni la Syrie ne sont nommément cités, mais les deux parties se déclarent prêtes « à reprendre toute tentative pour mettre en cause l'unité arabe-sovietique, considérant de leur devoir de contribuer par tous les moyens à sa consolidation et à son expansion ».

Les entretiens portant sur les questions strictement bilatérales auraient été plus productifs. Libyens et Soviétiques ont signé, à l'issue de la visite du colonel Kadhafi, un accord sur la navigation maritime, un programme de coopération culturelle pour 1977-1978, et un protocole sur la coopération économique et technique ; le fait qu'il ne s'agisse que d'un protocole indique que les négociations ne sont pas terminées. — J. A.

sort du communiqué commun publié dans la soirée du 9 décembre, après le départ pour Tripoli du colonel Kadhafi.

Les divergences portent sur la reprise de la conférence de Genève, l'ampleur du retrait des Israéliens, et même le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. C'est sans aucun doute du fait de l'opposition du colonel Kadhafi que le communiqué ne fait aucune allusion à la conférence de Genève. « Une paix durable au Proche-Orient, lit-on seulement, dans ce texte, ne peut être obtenue qu'à la condition de la libération de tous les territoires arabes occupés, la garantie des droits nationaux légitimes du peuple arabe palestinien, y compris son droit à disposer de lui-même et de créer un Etat national ».

Habituellement, Moscou n'exige que « l'évacuation de tous les territoires arabes occupés en 1967 » et affirme être prêt à garantir « la sécurité et l'indépendance de tous les Etats de la région », ce qui implique Israël.

Les Soviétiques ont-ils insisté pour faire précéder leur point de vue ? On peut le penser, mais ce serait-ce que parce que les extrêmes entre le colonel Kadhafi et MM. Brejnev, Kossyguine, Podgorny et Gromyko ont été fort longs (ils ont duré quatre jours) et que l'atmosphère a été officiellement qualifiée non seulement d'« amicale », mais aussi de « sincère », ce qui implique, en langage diplomatique, de nettes divergences. Un incident permet de penser que le Kremlin a tenté quelque peu de forcer la main au colonel Kadhafi en publiant, après la première séance d'entretiens, un communiqué d'après lequel les deux parties seraient tombées d'accord pour demander l'évacuation par Israël de tous les territoires occupés en 1967.

Ce texte avait pu faire croire un moment à un changement dans les positions libyennes. Il constituait, en fait, une manœuvre diplomatique contre laquelle la délégation libyenne aurait protesté. La référence à 1967, en tout cas, a disparu du communiqué final.

Ce communiqué, dans lequel Moscou et Tripoli réaffirment « leur soutien à la lutte du peuple arabe palestinien ainsi qu'à l'organisation de libération de la Palestine », dénonce la crise libanaise comme « un maillon dans la chaîne de l'agression et de la colonisation impérialistes contre les pays arabes ». Ni les Etats-Unis, ni l'Egypte, ni la Syrie ne sont nommément cités, mais les deux parties se déclarent prêtes « à reprendre toute tentative pour mettre en cause l'unité arabe-sovietique, considérant de leur devoir de contribuer par tous les moyens à sa consolidation et à son expansion ».

Les entretiens portant sur les questions strictement bilatérales auraient été plus productifs. Libyens et Soviétiques ont signé, à l'issue de la visite du colonel Kadhafi, un accord sur la navigation maritime, un programme de coopération culturelle pour 1977-1978, et un protocole sur la coopération économique et technique ; le fait qu'il ne s'agisse que d'un protocole indique que les négociations ne sont pas terminées. — J. A.

sort du communiqué commun publié dans la soirée du 9 décembre, après le départ pour Tripoli du colonel Kadhafi.

Les divergences portent sur la reprise de la conférence de Genève, l'ampleur du retrait des Israéliens, et même le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. C'est sans aucun doute du fait de l'opposition du colonel Kadhafi que le communiqué ne fait aucune allusion à la conférence de Genève. « Une paix durable au Proche-Orient, lit-on seulement, dans ce texte, ne peut être obtenue qu'à la condition de la libération de tous les territoires arabes occupés, la garantie des droits nationaux légitimes du peuple arabe palestinien, y compris son droit à disposer de lui-même et de créer un Etat national ».

Habituellement, Moscou n'exige que « l'évacuation de tous les territoires arabes occupés en 1967 » et affirme être prêt à garantir « la sécurité et l'indépendance de tous les Etats de la région », ce qui implique Israël.

Les Soviétiques ont-ils insisté pour faire précéder leur point de vue ? On peut le penser, mais ce serait-ce que parce que les extrêmes entre le colonel Kadhafi et MM. Brejnev, Kossyguine, Podgorny et Gromyko ont été fort longs (ils ont duré quatre jours) et que l'atmosphère a été officiellement qualifiée non seulement d'« amicale », mais aussi de « sincère », ce qui implique, en langage diplomatique, de nettes divergences. Un incident permet de penser que le Kremlin a tenté quelque peu de forcer la main au colonel Kadhafi en publiant, après la première séance d'entretiens, un communiqué d'après lequel les deux parties seraient tombées d'accord pour demander l'évacuation par Israël de tous les territoires occupés en 1967.

Ce texte avait pu faire croire un moment à un changement dans les positions libyennes. Il constituait, en fait, une manœuvre diplomatique contre laquelle la délégation libyenne aurait protesté. La référence à 1967, en tout cas, a disparu du communiqué final.

Ce communiqué, dans lequel Moscou et Tripoli réaffirment « leur soutien à la lutte du peuple arabe palestinien ainsi qu'à l'organisation de libération de la Palestine », dénonce la crise libanaise comme « un maillon dans la chaîne de l'agression et de la colonisation impérialistes contre les pays arabes ». Ni les Etats-Unis, ni l'Egypte, ni la Syrie ne sont nommément cités, mais les deux parties se déclarent prêtes « à reprendre toute tentative pour mettre en cause l'unité arabe-sovietique, considérant de leur devoir de contribuer par tous les moyens à sa consolidation et à son expansion ».

Les entretiens portant sur les questions strictement bilatérales auraient été plus productifs. Libyens et Soviétiques ont signé, à l'issue de la visite du colonel Kadhafi, un accord sur la navigation maritime, un programme de coopération culturelle pour 1977-1978, et un protocole sur la coopération économique et technique ; le fait qu'il ne s'agisse que d'un protocole indique que les négociations ne sont pas terminées. — J. A.

## Liban

### Le nouveau gouvernement aura pour tâche prioritaire la reconstruction du pays

Beyrouth. — Formé vingt-quatre heures après la désignation de son chef, M. Hoss, et sans les traditionnelles consultations parlementaires, le premier gouvernement issu du scrutin du président Sarkis a dressé aussitôt, au cours d'une séance non officielle, l'inventaire des problèmes les plus urgents à régler.

La liste en est impressionnante : les affaires bancaires (sécheresse, intérêts, avances à l'Etat, etc.), la création de nouvelles sources et de nouveaux organismes de financement ; les registres fonciers défectueux ; l'aide à la reconstruction des logements ; l'aide aux personnes déplacées ; la relance du secteur privé et des entreprises publiques (ports, aéroport, téléphone, télégraphes) ; la prise en charge de la douane et de la radio ; la reconstruction de l'ar-

De notre correspondant

mée et des forces de sécurité ; les loyers arriérés ; les carburants ; les constructions illégales ; l'aide aux universités et aux hôpitaux.

Dans son allocution devant les nouveaux ministres, le président Sarkis a souligné que le Liban avait besoin d'être « entièrement reconstruit : son armée, ses forces de sécurité, son économie, ses villes et villages, tout à commencer par le citoyen libanais, dont le rôle est primordial ». Le journal progressiste *Al-Safir* prête au chef de l'Etat l'intention de faire demander, par le gouvernement, des pouvoirs exceptionnels à l'Assemblée nationale, pour pouvoir légiférer par décret, en vue de promouvoir les innombrables textes nécessaires pour régler la situation

découlant de la crise. Un de ses premiers actes serait la nomination du commandant en chef de l'armée et du directeur général des forces de sécurité intérieure. Le nouveau gouvernement proclamerait, en outre, l'état d'urgence, en vue surtout de contrôler la presse.

Selon la gauche, un accord aurait été conclu dans ce sens au « sommet » arabe réuni à Riyad. Mais la demande des pouvoirs exceptionnels est presque certaine. L'information concernant l'état d'urgence ne trouve pas de confirmation.

Le nouveau cabinet n'aura pas de problèmes pour obtenir la confiance du Parlement : dans le camp de la droite chrétienne le chef des phalangistes, M. Pierre Gemayel, l'a assuré de son soutien ; dans le camp progressiste, M. Kamal Jumblatt a annoncé qu'il lui faciliterait la tâche. Seul un des chefs conservateurs, M. Camille Chamoun, qui détestait les portefeuxilles dans le cabinet sortant, maintient ses réserves, sans cependant se cantonner dans une obstruction systématique.

Formé de huit ministres — quatre chrétiens et quatre musulmans — le cabinet réunit des gestionnaires ayant la confiance des milieux d'affaires arabes. Un seul ministre, M. Fouad Boutros, est un homme politique chevronné, et a longtemps participé au pouvoir. Il détient d'ailleurs les deux principaux portefeuilles à caractère politique, les affaires étrangères et la défense.

Autre caractéristique du gouvernement : son orientation « chéhabiste » (en référence à l'ancien président de la République, M. Fouad Chéhab, dont le président Sarkis se réclame, et dont il suit la ligne réformatrice), puisque quatre ministres au moins peuvent être considérés comme appartenant à cette école politique. C'est, enfin, un cabinet relativement jeune, avec une moyenne d'âge de quarante-sept ans. Le ministre le plus âgé a cinquante-huit ans, et le plus jeune quarante ans.

LUCIAN GEORGE

## LES MEMBRES DU CABINET

● M. SELIM HOSS, chef du gouvernement, détenant les portefeuilles de l'économie et des finances, de l'industrie et du pétrole, ainsi que de l'information.

● M. FOUAD BOUTROS, vice-président du conseil, ministre des affaires étrangères et de la défense. Avocat, ancien ministre durant la présidence de M. Chéhab (éducation nationale en 1959, justice en 1961) et durant celle de M. Charles Hélou (défense en 1965, affaires étrangères en 1968), député de Beyrouth de 1960 à 1968. Homme politique modéré, il a été éliminé de la scène par la vague anti-chéhabiste de la fin des années 60. Né en 1918, marié, père de trois enfants. Confession : chrétien grec orthodoxe.

● M. MICHEL DOUMET, ministre du Plan. Homme d'affaires ayant d'importants intérêts aussi bien dans l'industrie (cimenteries et engrais chimiques) que dans l'hôtellerie et les supermarchés. Né en 1928, marié, père de six enfants. Il n'a jamais fait de politique et il est considéré comme un libéral. Confession : chrétien maronite.

● M. FARID RAPHAEL, ministre de la justice, des finances et des P.T.T. Banquier, directeur général et vice-président de la Banque libano-française, établissement lié au groupe Indo-Suez. Licencié en droit de l'université Saint-Joseph de Beyrouth. Né en 1934, marié, père de deux enfants. Libéral modéré. Confession : chrétien maronite.

● ASSAD RIZK, ministre des affaires sociales, de l'éducation nationale, de l'agriculture, du chirurgien, diplômé de la faculté de médecine de Paris, dont il est un ancien interne et ancien chef de clinique en urologie, professeur agrégé des facultés de France et professeur titulaire de la faculté de médecine de l'université Saint-

Joseph de Beyrouth, principal animateur d'une clinique privée familiale, l'hôpital Blak. Non affilié à un parti, il a cependant coopéré avec la droite chrétienne durant la guerre civile, du fait même de la situation géographique de son établissement hospitalier. Né en 1931, marié, père de trois enfants. Confession : chrétien grec catholique.

● M. AMIN BIZRI, ministre des travaux publics, des transports et du tourisme. Architecte et urbaniste, ancien président de l'ordre des ingénieurs, propriétaire d'un bureau d'études à Beyrouth, ayant d'étroites relations avec les pays du Golfe, notamment l'Arabie Saoudite. Ingénieur conseil de plusieurs gouvernements arabes. Né en 1925, marié, père de deux enfants. Frère de M. Fouad Bizri, président de l'Office d'électricité, qui s'est distingué durant la guerre civile en s'efforçant de maintenir la fourniture de courant à travers le Liban. Sans attaches politiques. Confession : musulman sunnite.

● M. IBRAHIM CHEITO, ministre de la santé et des ressources hydroélectriques. Médecin, diplômé de l'université du Caire. Député du Liban-Sud de 1958 à 1972. Il est cousin, depuis lors, à son cabinet médical. Né en 1930, marié, père de cinq enfants. Appartient à l'école chéhabiste. Confession : musulman chiite.

● M. SALAH SELMANE, ministre de l'intérieur, de l'habitat et des coopératives. Professeur à la faculté de médecine de l'université américaine de Beyrouth. Il a été ministre de la santé pendant trois mois en 1970 durant la présidence de M. Frangie. Né en 1933, marié, père de deux enfants. Libéral. Confession : druze, mais traditionnellement en dehors des deux grands clans de cette communauté.

## République démocratique du Yémen

### Aden soutient la politique de la France à Djibouti

Une large convergence de vues s'est dégagée au cours des entretiens qui se sont déroulés à Paris, du 8 au 10 décembre, entre le ministre sud-yéménite des affaires étrangères, M. Saleh Moutel, et les responsables français, notamment M. Giscard d'Estaing, qui l'a reçu le jeudi 9 décembre, et M. de Guiringaud. Le chef de la diplomatie de la République démocratique populaire du Yémen (R.D.P.Y.) a assuré ses interlocuteurs que son gouvernement soutient de résolu « la sécurité, la stabilité et la paix » dans la région, soutenait le processus engagé par la France pour conduire le territoire français des Afars et des Issas (T.F.A.I.) à l'indépendance. Aucun contrat sur la coopération bilatérale ne devait être signé à l'issue de la visite, ce vendredi soir, mais les négociations se poursuivront sur la contribution que pourrait apporter Paris à la réalisation de divers projets de développement.

La R.D.P.Y. attache une grande importance au développement de ses relations avec la France, « fenêtre sur l'ensemble de l'Eurasie occidentale », nous a déclaré M. Moutel. Le chef de la diplomatie sud-yéménite a ajouté : « Nous avons d'excellentes relations avec l'U.R.S.S., la Chine et les autres pays socialistes. Mais nous avons pris la décision, dès

le cinquième congrès du Front national (parti unique) en 1972, de diversifier nos relations, de coopérer avec tous les pays occidentaux qui respectent notre souveraineté et qui seraient susceptibles de contribuer au développement économique de notre pays ».

Mais en quarantaine par la plupart des Etats arabes depuis l'accession au pouvoir à Aden, en 1969, d'une équipe qualifiée de « marxiste », la R.D.P.Y. a réussi depuis peu à sortir de son isolement. « Nos rapports avec la République arabe du Yémen (1), nous a déclaré M. Moutel, n'ont jamais été aussi bons qu'actuellement, et nous nous attachons vers l'unité de nos deux pays ; nous jouons un rôle de plus en plus actif au sein de la Ligue arabe, et surtout notre coopération se développe dans tous les domaines, en particulier économique, avec l'Arabie Saoudite qui a reconnu notre régime en mars dernier ».

Le chef de la diplomatie sud-yéménite ne paraît pas hostile à une normalisation avec le sultanat d'Oman. « Nous soutenons toujours le Front populaire de libération d'Oman (F.P.L.O.) dans sa lutte au Dhofar, affirme-t-il, mais le problème pourrait être réglé si les troupes iraniennes devaient quitter le sultanat. Nous sommes, en effet, disposés à contribuer à la paix et à la stabilité dans le Golfe à M. Moutel rejette l'argument de Mascate selon lequel le retrait de l'armée du Chah est conditionné par le départ de la R.D.P.Y. des militaires soviétiques et cubains. « Il s'agit d'un faux parallélisme, soutient M. Moutel, puisque ces militaires sont des techniciens chargés d'entraîner les forces sud-yéménites, tandis que les soldats de Téhéran sont directement engagés dans la guerre du Dhofar ».

(1) Située au nord de la R.D.P.Y. et dont la capitale est Sanaa.

## Le cognac Gaston de Lagrange: les initiés ne s'y trompent pas.



CEUX qui connaissent vraiment le cognac savent bien qu'à son propos le conservatisme a du bon... Le temps, le soleil, la terre, la vigne font partie de ces choses qu'il serait à la fois vain et prétentieux de vouloir modifier. Ainsi, quoi qu'il arrive, le cognac Gaston de Lagrange conservera toujours les qualités qui font de lui un produit qui réclame du temps pour être découvert et un peu de patience pour être apprécié.

Gaston de Lagrange. Le cognac qui mérite ses trois étoiles.











## ASIE

### Japon

#### Le choix du prochain premier ministre donne lieu à de laborieuses tractations au sein du P.L.D.

De notre correspondant

Tokyo. — Bien que le monde politique nippon ait affirmé avec un bel ensemble qu'il était conscient de la volonté de renouveau manifestée par les élections le 5 décembre, rien n'a apparemment changé dans les mécanismes de décision du pouvoir. Une fois passés l'étonnement et l'inquiétude que suscite le recul du parti libéral démocrate (P.L.D.) — rapidement compensé d'ailleurs par le ralliement d'indépendants, — les politiciens ont repris leurs habitudes.

Depuis lundi, jour des résultats du scrutin, un rideau est tombé sur la vie politique. Difficiles à joindre, avaries en commentaires, les libéraux démocrates sont apparemment engagés dans un jeu serré. « Miki, c'est fini », écrit en français l'éditorialiste d'un grand quotidien, mais pour la succession ce seront les *geishas* qui se battront pour le pouvoir. C'est, comme d'habitude, à l'abri des regards, derrière les chaises volées de bois des maisons de *geishas*, d'où s'échappent parfois le son mélopée d'un shamisen (sorte de luth à trois cordes), que s'opèrent les arbitrages, se nouent les alliances et se négocient les portefeuilles du nouveau cabinet. De cette alchimie des factions du P.L.D. devrait émerger, à la fin de la semaine prochaine, le nom du premier ministre.

M. Miki devrait annoncer officiellement sa démission lundi ou mardi prochain : il prépare un projet de réforme du P.L.D. qu'il entend négocier avec son successeur, et la plus grande incertitude réside encore quant à la personne qui sera désignée pour le remplacer. M. Fukuda, ancien vice-premier ministre, qui a pris la tête du groupe des adversaires de M. Miki depuis le mois de novembre, paraît le mieux placé. Il ne recueille cependant pas sans difficultés les fruits de la stratégie de longue haleine qu'il mène depuis des mois pour succéder à M. Miki. Nombreux sont, en effet, les libéraux-démocrates qui pensent qu'il a, lui aussi, une bonne part de responsabilité dans le recul du parti.

Les élections n'ont pas apporté de changement important. L'équilibre des forces au sein du P.L.D. toutes les factions (exceptée celle de M. Nakasone, ancien secrétaire général) ayant enregistré un recul. La faction de M. Fukuda demeure la plus importante (cinquante et un membres). Vient ensuite celle de M. Tanaka, qui, contre toute attente, n'a pas beaucoup régressé. Elle compte quarante-deux membres (contre quarante-six avant les élections). Les factions de M. Ohira et Nakasone sont désormais à force égale (trente-huit membres). Mais, alors que la première a perdu trois parle-

mentaires, la seconde a grossi ses rangs de cinq nouveaux venus. Quant à la faction de M. Miki, elle a enregistré trois échecs et compte aujourd'hui trente-deux membres. Les autres députés libéraux démocrates appartiennent à des clans mineurs ou ne sont pas formellement liés à une des grandes factions.

M. Fukuda est déjà assuré du soutien de la faction Tanaka. Bien que les ressentiments à son endroit (rival de M. Tanaka pour le poste de premier ministre en 1975) et sans doute l'un des artisans de sa chute en 1974) soient encore vifs dans la faction de l'ancien premier ministre, ses dirigeants (officiellement M. Tanaka n'a plus de lien avec sa faction depuis qu'il a démissionné du P.L.D.), violent dans cette manœuvre la possibilité de reprendre une certaine importance dans le P.L.D. « C'est la dernière chance pour M. Fukuda de devenir premier ministre. Il a absolument besoin de nous », nous a dit M. Hayasaka, secrétaire de M. Tanaka.

M. Fukuda dispose en outre du soutien de M. Ohira, qui, avant les élections, avait fait savoir qu'il renonçait à se porter candidat pour la succession de M. Miki. Il aurait en contrepartie obtenu l'assurance de devenir secrétaire général du P.L.D. En fait, selon son entourage, M. Ohira ne tient guère à prendre le pouvoir, alors que le résultat des élections à la Chambre haute en juillet paraît très incertain pour le P.L.D.

M. Fukuda renoue en revanche de sérieuses relations avec le côté des factions de M. Miki et de M. Nakasone. Mais ce dernier étant coutumier des volte-face, la situation pourrait se débloquer assez rapidement. D'autant plus que le risque de voir apparaître un « outsider » en la personne de M. Miyasawa, ancien ministre des affaires étrangères, semble désormais écarté. Celui-ci s'est en effet rallié jeudi à M. Fukuda, qui pourrait influencer le choix des jeunes députés du P.L.D. qui sont regroupés autour de lui.

La plus grande difficulté rencontrée par l'ancien vice-premier ministre provient du nouveau club libéral (N.C.L.), groupe de jeunes dissidents du P.L.D. qui a obtenu dimanche dix-sept sièges. Le secrétaire général du groupe a déclaré jeudi qu'il « poursuivrait » M. Fukuda, serait pire que celui de M. Miki, et que le N.C.L. ne soutiendrait en aucun cas cette candidature. Cette prise de position du N.C.L. allié « naturel » du P.L.D., est surtout due au fait que le groupe de M. Kono entend faire monter les enchères, pour obtenir en position de force un accord avec les libéraux démocrates.

PHILIPPE PONS.

Depuis plusieurs mois les grands moyens d'information donnent une image déformée des réalités indochinoises.

#### de retour du Laos, des français témoignent.

Projection d'un film et débat à l'occasion du 1er anniversaire de la proclamation de la République Démocratique Populaire du Laos

— VENDREDI 10 DECEMBRE 1976 A 20 HEURES 30 —

44, rue de Rennes, 75006 PARIS - Métro Saint-Germain-des-Près

AFLAS 228 rue Lafayette 75010 Paris

### Ania Francos et J.P. Séréni Un Algérien nommé Boumediène



« Ce livre permet de mieux connaître et comprendre la révolution algérienne et son principal acteur. » Daniel Junqua / LE MONDE

« Une réponse sérieuse, documentée, valable. » Georges Hourdin / LA VIE

« Un document politique d'un intérêt majeur. » Jean-Marcel Jeanneney / LE NOUVEL ECONOMISTE

« Voici un témoignage capital. » LE NOUVEL OBSERVATEUR

collection « Les grands leaders » dirigée par Claude Gayman

### Inde

#### LES ETATS-UNIS POURRAIENT FOURNIR A NEW-DELHI DES CHASSEURS SKYHAWK

L'administration américaine a autorisé la firme aéronautique McDonnell Douglas à ouvrir des conversations exploratoires avec l'Inde en vue de la vente à ce pays de chasseurs-bombardiers A-7 Skyhawk, à l'indiqué, jeudi 9 décembre, le département d'Etat. Cette décision va à l'encontre de la politique suivie jusqu'à maintenant par Washington, qui était de refuser toute fourniture de matériels militaires « offensifs » à l'Inde comme au Pakistan. Cependant, Islamabad a commandé aux Etats-Unis cent dix chasseurs-bombardiers Corsair A-7. Washington s'attend avant de se prononcer sur ce marché de connaître le sort qui sera réservé au projet de vente par la France au Pakistan d'une usine de retraitement de combustible nucléaire irradié.

L'annonce de l'ouverture de pourparlers entre la société McDonnell et New-Delhi coïncide avec la publication d'informations de source américaine faisant état de la vente par l'Union soviétique de 200 tonnes d'eau lourde à l'Inde, pour l'alimentation de ses centrales nucléaires. Un porte-parole du département indien de l'énergie atomique a déclaré qu'une partie de l'eau lourde avait déjà été livrée. Des hauts fonctionnaires américains ont indiqué que les conditions de vente étaient entièrement conformes aux mesures prises sur le plan international pour empêcher la prolifération des armes atomiques. L'eau lourde, seraient-ils précisés des fonctionnaires soviétiques, serait utilisée dans la centrale nucléaire du Rajasthan, selon des normes de sécurité très strictes, l'Inde ayant assuré que ce matériau ne servirait pas à la fabrication d'une arme nucléaire.

Malgré ces assurances, les experts américains constatent un changement dans l'attitude de l'U.R.S.S., jusqu'alors encore plus prudente que les pays occidentaux, en ce qui concerne la vente de matériels nucléaires aux pays susceptibles de fabriquer des armements atomiques. En 1974, l'Inde a procédé à une première explosion d'un engin nucléaire, fabriquée notamment avec l'aide de l'eau lourde livrée auparavant par les Etats-Unis et le Canada. Ces deux pays ont par la suite suspendu d'un commun accord la vente de leur eau lourde à l'Inde, en mai 1976, à sa coopération nucléaire avec New-Delhi. Cette décision a eu pour principal résultat de retarder le programme indien. La décision soviétique paraît donc dictée avant tout par le souci de Moscou de préserver ses relations avec son principal allié en Asie du Sud.

### Afghanistan

#### UNE TENTATIVE DE COUP D'ETAT A ÉTÉ DÉJOUÉE

Une tentative de coup d'Etat a été déjouée. Il y a une dizaine de jours, à Kaboul, et son principal instigateur, le général à la retraite Mir Ahmad Shav, a été incarcéré. Selon un porte-parole de ministère de l'intérieur, qui a fait cette révélation jeudi 9 décembre, des « réactionnaires » ont été arrêtés au moment où ils s'apprêtaient à commettre des actes « subversifs » et contraires à la sécurité de l'Etat. Les conjurés seraient essentiellement d'anciens militaires mécontents de l'évolution de leur pension de retraite. Une cinquantaine de personnes auraient été arrêtées.

Plusieurs membres de coup d'Etat ont été éliminés à Kaboul depuis que le président Mohammed Daoud a pris le pouvoir, en juillet 1973, après en avoir chassé son cousin, le roi Zahir Shah, aboli la monarchie et proclamé la république. — (A.P.P. Reuter.)

## AFRIQUE

### Angola

#### PLUS DE LA MOITIÉ DES SOLDATS CUBAINS DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE SONT DES RÉSERVISTES

révèle M. Fidel Castro

M. Fidel Castro, président du conseil d'Etat cubain, a déclaré, jeudi 9 décembre, à Canagary, que plus de la moitié des militaires cubains présents en Angola étaient des réservistes et que seule une « petite partie » de ce corps expéditionnaire avait participé aux batailles décisives de la guerre civile. M. Castro a reconnu que les troupes du M.P.L.A. et leurs alliés cubains s'étaient, au début du conflit, trouvés en difficulté en raison de leur infériorité numérique. Toutefois, a-t-il ajouté, leur position s'est rapidement améliorée avec l'arrivée de renforts en hommes et la livraison de matériel militaire soviétique.

Plusieurs dizaines de civils ont été massacrés à bord d'un train au début de cette semaine par des « éléments hostiles au M.P.L.A. » lors de l'attaque d'un convoi sur la ligne Emboquena-Euambo, au centre-ouest du pays, indique le bureau de l'A.F.P. à Luanda, citant des sources informées dans la capitale angolaise.

D'autre part, deux journalistes américains, qui viennent de séjourner pendant six semaines dans les maquis de l'UNITA opérant au sud et au centre du pays, affirment dans le numéro de *Newsweek* du 13 décembre, que les guérilleros continuent désormais des unités bien armées, bien équipées et jouissant du soutien des populations locales.

L'armée, commandée par M. Savimbi, comprendrait quinze mille hommes. L'offensive menée contre eux de septembre à novembre avec d'importants moyens se serait soldée par un « échec », et, selon *Newsweek*, les forces de Luanda n'auraient pas réussi à ouvrir l'importante vallée fertile de Benguela reliant le Zaïre au port angolais de Lobito.

### Maroc

#### CENT CINQ DÉTENUIS ONT ÉTÉ LIBÉRÉS A CASABLANCA

(De notre correspondant.)

Rabat. — Cent cinquante inculpés ont été libérés à Casablanca, cent civils de Casablanca, cent d'entre eux ont fait l'objet d'une ordonnance de non-poursuite (1), trois ont bénéficié d'un non-lieu, et une femme, Mme D. Maggio, de nationalité italienne, âgée de soixante-trois ans, directrice d'une école maternelle privée, a été mise en liberté provisoire. Tous les autres ont été relâchés. Les libérations ont intervenues à la suite d'une grève de la faim qui a duré dix jours, et qui s'est terminée le 1er décembre après que leurs avocats eurent obtenu l'assurance qu'une ordonnance de non-poursuite allait être prise prochainement, et que, pour ceux qui n'en seraient pas bénéficiaires, le procès commencerait avant la fin de février 1977. Cent trente-neuf personnes doivent donc être jugées, à l'encontre desquelles sont retenus, selon les cas, principalement le délit de constitution d'association illicite et le crime d'attentat ou de complot contre le régime monarchique.

L. G.

(1) Cette terminologie, en usage dans la procédure marocaine, signifie que les inculpés ne seront pas poursuivis dans l'affaire en cours.

### L'ÉLECTION

#### Les limites de la démocratie

L'élection du « militant Boumediène » à la présidence de la République, conformément aux dispositions de la Constitution votée le 19 novembre, légalise une situation de fait. Ce scrutin marque la place des institutions, commencée en 1967 avec la création des assemblées communales populaires, et en 1969 avec l'installation des assemblées populaires de wilayas. Il a été précédé par l'approbation, le 27 juin dernier, avec 98,51 % des suffrages exprimés, d'une charte nationale et par le référendum constitutionnel du 19 novembre dernier, qui a obtenu 99,18 % des suffrages exprimés — pourcentage que l'on retrouve dans beaucoup de pays du tiers-monde.

#### Confirmation attendue

La popularité du chef de l'Etat, en dépit des critiques souvent portées contre certains hommes du régime, devrait recevoir la confirmation attendue. L'appareil administratif et celui du parti s'y sont employés avec le même zèle qu'ils ont déployé lors des

précédentes consultations. Cela explique sans doute les irrégularités qui ont entaché, surtout dans les campagnes et les villes de province, les précédentes opérations électorales. Il est regrettable que des anomalies de cette nature s'ajoutent aux critiques énoncées à l'occasion de l'élection présidentielle, non seulement par des opposants en exil, mais aussi par différents milieux en Algérie même. Certains, qui ne sont pas pour autant partisans d'une démocratie de type bourgeois, regrettent que M. Boumediène ait été désigné sans réel débat comme candidat par l'appareil du F.L.N. C'est le coordinateur du parti, M. Messaoud, lui-même désigné à ce poste par M. Boumediène, qui a annoncé le « choix » fait par le F.L.N. Cette organisation, dont le chef de l'Etat a dénoncé souvent les insuffisances, et qui a été dirigée jusqu'en 1972 par M. Kaddah, actuellement dans l'opposition, n'a pas tenu de compte depuis 1964. Elle a été investie, le lendemain de l'indépendance, par des éléments dont l'inspiration du socialisme n'est pas la principale souci et qui se consacrent plus souvent en bureaux sociaux de conserver leurs privilèges qu'en militants désintéressés.

Un congrès du F.L.N. a bien été annoncé, mais il se déroule seulement après les élections législatives de janvier. Le président Boumediène et les éléments socialistes sur lesquels il s'appuie réussissent-ils, à cette occasion, à former la grande organisation révolutionnaire unissant les paysans, les ouvriers et les soldats, qu'ils appellent de leurs vœux ? C'est dans cette voie qu'il se trouve, à la vérité, la véritable démocratisation qui permettrait au peuple algérien de participer activement à la vie politique et de choisir lui-même ses dirigeants, au lieu d'être simplement appelé à ratifier des décisions qui ont échappé à son contrôle.

DANIEL JUNQUA.

### EN 1963

M. Ben Bella, premier président de la République algérienne, avait assisté à la fête de l'Etat, le 15 septembre 1963, à l'issue d'un scrutin organisé dans le cadre de la loi fondamentale adoptée par référendum une semaine plus tôt. Le « redressement révolutionnaire » du 19 juin 1963 n'avait pas officiellement mis fin à ses fonctions. Les institutions avaient été seulement placées « entre parenthèses », la plus grande partie des membres du gouvernement avaient été reconduits dans leurs fonctions, et M. Ben Bella avait été placé « en résidence surveillée ».

Au fil des années, les avocats de l'ancien chef de l'Etat n'ont cessé de rappeler que jamais aucune procédure n'avait été engagée contre celui-ci. Après avoir tenu rigoureusement au secret, M. Ben Bella bénéficie depuis plusieurs années de conditions de « surveillance » sensiblement améliorées. Il a même obtenu la possibilité d'être libéré en échange de l'engagement de renoncer à la politique.

### Tunisie

#### M. KLUBI REDEVIENT MINISTRE DE LA CULTURE

(De notre correspondant.)

Tunis. — M. Chedi Klubi, ministre d'Etat, directeur du cabinet du président Bourguiba, a été nommé, jeudi 9 décembre, à la tête du département de la culture, en remplacement de M. Mahmoud Messaoud. M. Klubi reprend ainsi la direction du ministère qu'il avait créé en 1961 et dirigé pendant dix ans.

[Né le 6 septembre 1925, agrégé d'arabe et licencié de philosophie, M. Chedi Klubi a été professeur d'arabe au lycée Carnot de Tunis, puis assistant à l'Ecole normale supérieure. Syndicaliste militant, il a dirigé la radio-télévision tunisienne de 1958 à 1961. Il est membre du comité central du parti socialiste depuis 1964 et il a exercé à deux reprises (en 1961 et 1970) la charge de secrétaire d'Etat à l'information, conjointement à ses responsabilités à la tête du ministère de la culture. M. Klubi dirigeait le cabinet du chef de l'Etat depuis janvier 1974.]

**MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES**

NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER

PARDESSUS à partir de 590 F CASHMIRE SHETLAND Loden TWEED

79, avenue des Termes 75017 Paris Tel. 339.35.13 Parking gratuit

NE PEUVENT PAS VOUS CHOISIR VOUS LE DIRONT AUSSI

**Berty**

#### Une mémoire infailible dans votre poche ! MAGNETOPHONE A CASSETTE miniaturisé

Mémocorder Binatone

ENREGISTREUR-LECTEUR Durée d'enregistrement 30 minutes. Micro à condensateur incorporé. Fourni avec bande, écouvillon, piles et cassette. Dimensions : 135 x 80 x 35 mm. Poids 370 grammes. Documentation sur demande.

**GAILLARD**

44, rue de Dunkerque 75009 PARIS Tel. : 280.39.46

**CADEAUX**

SALONS EN CUIR  
SALLES A MANGER - CUISINES  
MINERAUX - BIJOUX  
OBJETS D'ART  
ET  
ARTISANAT

*La Boutique du Brésil*

PARIS 43, AVENUE DE FRIEDLAND TEL. 359.22.10  
NICE 5, PROMENADE DES ANGLAIS TEL. 87.16.07

كتاب الأمل



هكذا من الأصل

# AFRIQUE

## PRÉSIDENTIELLE EN ALGÉRIE

### Huit millions d'électeurs sont appelés à confirmer le président Boumediène dans ses fonctions

De notre correspondant

Quelques huit millions d'électeurs étaient appelés, vendredi 10 décembre, aux urnes, pour confirmer le président Boumediène dans ses fonctions de chef de l'Etat. Il s'agit là d'une nouvelle étape dans la législation révolutionnaire du « redressement révolutionnaire » du 19 juin 1965. La mise en place des nouvelles institutions sera achevée avec l'élection, dans les semaines à venir, d'une Assemblée nationale populaire.

La communauté algérienne à l'étranger, c'est-à-dire essentiellement en France, participe au scrutin. Une trentaine de bureaux de vote ont été installés dans les consulats et les antennes de l'Amicale des Algériens en Europe.

Alger. — Une rétrospective présentée par la télévision algérienne a permis de constater à quel point le Boumediène de 1976 est différent de celui de 1965 et, plus encore, des années de guerre. Physiquement, d'abord, l'homme n'a plus le visage émacié d'un moine du Geste. Les joues se sont remplies, et si le regard est toujours aussi perçant, il est moins sévère. Ce militaire discret, timide, réservé, s'est en quelque sorte épanoui. Il ne prononce plus ses discours sur un ton rapide et monocorde, mais il donne l'impression de dialoguer avec l'assistance et laisse percer en public ce sens de l'humour qu'il ne pratiquait naguère qu'en petit comité.

Candidat unique du F.L.N. à la présidence de la République, son élection ne fait pas de doute. Quel est alors le sens de ces multiples manifestations populaires organisées avant le scrutin et des nombreux articles rappelant ce qu'il a réalisé depuis le 19 juin 1965 ? S'agit-il d'une concession au culte de la personnalité ? Le chef de l'Etat l'avait démenté chez son prédécesseur et avait laissé à penser, en diverses circonstances, qu'il était peu sensible à la popularité. A-t-il constaté, depuis, que cette popularité est un des instruments du pouvoir, et y a-t-il pris goût ?

Ces manifestations de soutien ont eu des buts politiques précis. Ainsi ce n'est pas un hasard si le premier meeting de masse a eu lieu à Tizi-Ouzou, principale ville de la Kabylie. C'était la réponse à des opposants qui misaient sur un mécontentement des berbérophones. Mais si les Kabyles ont des problèmes culturels, cela ne les empêche pas de soutenir politiquement le président, qui a beaucoup fait pour le développement de la région et qui apparaît, à la majorité d'entre eux, comme le dirigeant le plus compétent et le plus intègre. De même, personne n'ignorant que la wilaya de Tيارت est l'ancien fief de M. Kaïd

Alimed, aujourd'hui dans l'opposition, tout le monde a compris pourquoi le militant Boumediène a tenu à se rendre personnellement (le Monde a daté 21-22 novembre). De même, les manifestations à l'occasion de sa visite à Bel-Abbès constituaient une sorte de riposte à la Marche verte d'il y a un an et aux récentes élections marocaines qui ont fait dire à Hassan II que tout son peuple est derrière lui.

#### Le sens de la dignité du peuple

Enfin, lors de l'élaboration de la Constitution, une discrète épreuve de force a opposé le chef de l'Etat à certains de ses compagnons, qui souhaitaient limiter ses pouvoirs et accroître ceux qui leur seraient dévolus.

En désaccord avec les orientations qu'ils jugeaient, selon les cas, trop ou pas assez radicales, plusieurs compagnons de route ont pris leurs distances au cours des dix dernières années. La plupart ont évité d'entamer des polémiques publiques, les uns parce qu'ils estimaient que le pays, ayant assez souffert de la colonisation et de la guerre, avait besoin de stabilité, les autres par crainte de représailles. De son côté, M. Boumediène aurait donné des directives pour que l'Etat continue à verser leurs salaires d'anciens dirigeants aux membres de l'opposition installés à l'étranger, estimant que ces Algériens doivent pouvoir vivre décemment pour ne pas être tentés de se compromettre avec des services de renseignements.

« L'Algérie peut être l'Algérie tout court », affirmait-il le 30 juin 1965. On pourrait dire aussi : Boumediène veut être Boumediène tout court. Rien ne l'agacait autant à ses débuts que d'être comparé à Mao, Castro, Nasser ou de Gaulle, encore qu'il ait en commun avec eux un sens très aigu de la dignité du peuple, la volonté de rendre au pays son rang et sa grandeur, le souci de défendre la souveraineté envers et contre tous. Comme eux, c'est un nationaliste convaincu, et même surenchérisseur. Enfin, il partage avec les trois premiers la conviction que le système capitaliste ne peut résoudre en profondeur les problèmes du monde, et que le socialisme apporte les meilleures réponses. Les comparaisons sont devenues moins fréquentes depuis qu'il a lui-même acquis une stature internationale à la suite du quatrième « sommet » des non-alignés en 1973 et de la session spéciale des Nations unies sur les matières premières en 1974 au cours de laquelle il a popularisé l'idée d'un nouvel ordre international.

On mesure alors le chemin parcouru par le petit Mohamed

Brahim Boukarouba — l'homme à la caroube — puisque tel est son vrai nom. Né le 23 août 1932 (1) à Héliopolis, près de Guelma, dans une famille de paysans pauvres qui comptait sept enfants, il a passé ses premières années parmi les fellahs dont il a conservé la rusticité. Entré à six ans à l'école primaire française, où on lui a appris, entre autres, à peser sur la Lorraine, il suit en même temps les cours d'une école coranique avant d'acquiescer, à partir de quatorze ans, une formation entièrement arabe, en fréquentant tour à tour l'école Khatani à Constantine, la Zitouna de Tunis, et l'université Al Azhar au Caire.

En février 1956 — trois mois après le déclenchement de la rébellion — il s'introduit clandestinement dans la région d'Oran, où il contribue à organiser la guérilla, et adopte son nom de guerre, celui du saint patron de la mosquée de Tlemcen, qu'il conservera. Chef de la wilaya-V en 1960, il ne cache pas son mépris pour les « politiciens » du G.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la République algérienne), dont il dénonce les intrigues, les ambitions et l'embourgeoisement. Au moment de l'indépendance, il s'oppose au gouvernement présidé par M. Ben Khedda, principalement parce qu'il a signé les accords d'Evian. Destitué par le G.P.R.A., il formule son programme en une petite phrase : il est pour « un parti capable d'orienter les masses, de les éduquer et de doter le pays d'une économie socialiste pour mettre le pain sur la table du paysan, instruire ses enfants, détruire les taudis et les gourbis ».

#### Gagner du temps

Assuré du soutien de l'armée, qu'il a forgée et qui est alors la seule force organisée, il aide M. Ben Bella à faire son entrée à Alger, le 3 août 1962. Ministre de la défense et vice-président du conseil, il met l'accent sur tout ce qui peut favoriser le renforcement de l'unité nationale, au détriment des luttes de clans dont jouent alors M. Ben Bella. L'épreuve de force était fatale entre les deux hommes. M. Boumediène hait, puis craint d'être éliminé avec ses partisans, il décide de prendre les devants — et le pouvoir — le 19 juin 1965. Depuis, son principal

souci a été de doter le pays d'une infrastructure économique, pour lui permettre de « décoller », et de construire l'Etat, en commençant par les assemblées populaires communales et régionales.

Il hésite à aller plus loin, de crainte qu'une Assemblée nationale ne cristallise les contradictions du jeune Etat et n'empêche des réformes essentielles comme la révolution agraire. Il cherche à gagner du temps pour développer et consolider les forces favorables au socialisme, à savoir les paysans, les travailleurs, la jeunesse révolutionnaire et les soldats. Un événement accéléra l'achèvement de l'édifice institutionnel : lors d'une visite à Hanoï, en 1974, des deux avions officiels s'écrasèrent, entraînant dans la mort de nombreux journalistes algériens.

Que serait-il advenu si l'autre appareil — dans lequel se trouvaient les dirigeants — avait connu le même sort ?

Le travail accompli en une décennie encourage le chef de l'Etat à donner au régime une assise constitutionnelle et à demander aux électeurs de confirmer la légitimité révolutionnaire pour assurer sa pérennité. Les opposants qui, pour la plupart, s'étaient tus depuis onze ans, et les couches bourgeoises qui souhaitaient des orientations plus libérales, vont se réduire leur marge de manœuvre. Les uns et les autres réagissent avec vivacité dans l'espoir d'enrayer le processus. Boumediène riposte en organisant autour de la charte nationale un débat populaire sans précédent qui a, en outre, l'avantage de mettre sur la défensive les technocrates du régime.

Ayant toujours réagi en stratège plutôt qu'en tacticien, le chef de l'Etat n'a pas caché que l'achèvement de l'édifice institutionnel marquerait la fin d'une étape, et que la réorganisation du parti en amorçait une autre fondée sur l'approfondissement de la révolution. En principe, cette politique devrait être conduite par une nouvelle équipe, tandis que son chef, confirmé dans ses fonctions, donne l'impression de n'avoir jamais tenu plus solidement les rênes du pouvoir.

PAUL BALTA.

(1) Cette date est confirmée par les services officiels, mais, selon d'autres sources, M. Boumediène serait né en 1925, ou entre 1925 et 1932.

## Quinze Grands Bordeaux en achat direct à Paris

Bordeaux monte à Paris. Vous pouvez dès maintenant acheter en direct et enlever sur place les plus grands crus de Bordeaux. Ils sont mis en bouteille aux châteaux et vendus par caisse de 12 bouteilles minimum. Parmi plusieurs châteaux :

- 1974 Ch. Montrose St-Estèphe... 15,70 F
  - 1974 Ch. Certan Giraud Pomerol... 12,15 F
  - 1974 Ch. Troplong Mondot St-Emilion 10,25 F
- Vieux millésimes disponibles.

Vous pouvez venir les goûter en décembre, du lundi au samedi de 10 h à 19 h DE CONSTANT, 59, rue Henri-Barbuse, 92110 CLICHY - Tél. 737.98.10 A UNE MINUTE DE LA PORTE DE CLICHY - PARKING OFFRE LIMITEE

RESIDENCE

## BEAU MENIL ASNIÈRES

308, avenue d'Argenteuil

VASTES APPARTEMENTS

Studios et 4 pièces, parkings souterrains

De 2 900 F à 3 500 F le m²

PRIX FERMES ET DEFINITIFS à la réservation

LIVRAISONS IMMEDIATES

renseignements Bureau de vente  
Appartement témoin SUR PLACE  
du lundi au vendredi de 13 h 30 à 19 heures  
samedi et dimanche de 14 h à 19 heures.  
TEL. : 790.26.98

SEMICILE  
Société d'Economie Mixte  
pour la Construction  
en Logements Economiques  
5, rue de la République  
75001 Paris  
7665176

(PUBLICITE)

## S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

### L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont éliminé et traité des milliers de cuir chevelu au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

### DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper sensible ou touché, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

### DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale et agit au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

### LA DIFFERENCE

### L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRES EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPECIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour chaque habitude en matière de coiffure. L'INSTITUT CAPILLAIRES EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 h à 20 h, et le samedi de 10 h à 17 h.

### EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione  
Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. 260-38-84

LILLE : 18, rue Faidherbe, Tél. 51-24-12

BORDEAUX : 24, place Gambetta, Tél. 48-06-34

TOULOUSE : 1, 2, rue de la Pomme, Tél. 23-25-84

MEZES : 2/4 rue Chaplaine, Tél. 1-75-00-11

ferme de commensacq

### FOIE GRAS DES LANDES

ENTIER AU NATUREL  
100 % FOIE GRAS

LA BOITE DE 200 g (poids net)	400 g
OIE CANARD	72 F 57 F 140 F 114 F

prix franco de port et d'emballage à partir de 200 F

Adressez vos commandes :  
FERME DE COMMENSACQ, 40210. Tél. 10 à Commensacq ou S.E.G.C., 40, route d'Antony, 91320 WISSOUS. Tél. 920.87.14 ou vente à Paris : Chez LEGRAND, 1, rue de la Banque, Paris-2<sup>e</sup> délai livraison : 8 jours; règlement c.c.p. ou chèque bancaire

## NATHAN

livres cadeaux pour tous

viens de paraître

GUY BEART  
Chansons-poèmes - format 23,5 x 29 cm ..... 29,50

Les chansons les plus belles de Guy Béart. Eternels poèmes où les ravissantes illustrations de Mlle Bortan sont aussi de merveilleuses mélodies.

DANS TOUTES LES LIBRAIRIES

## Hi-fi : le sorcier et le stéthoscope

Celui qu'on a baptisé "le sorcier de la rue de la Pompe" ne s'endort pas sur ses lauriers. Entre son magasin-auditorium (où il passe parfois des heures entières à faire comparer deux amplis ou deux paires d'enceintes) et ses "chantiers" (le domicile de ses clients où il règle lui-même les installations), Philippe Taieb trouve encore le temps d'être à l'affût de tout ce qui se fait de neuf à travers le monde.

C'est ainsi qu'en cette fin d'année les Fêtes Noël mélomanes pourront trouver chez lui deux marques d'enceintes américaines qui n'étaient pas encore importées en France. Pour les amateurs de musique classique, les enceintes de ce génial excentrique de Philadelphie, Irving M. Fried, qui depuis des années défraye la chronique américaine par ses prises de position tonitruantes ("Je défie mes concurrents d'être encore capables de vendre leurs enceintes après les avoir fait comparer aux miennes !"). Et pour les fans de musique moderne, le nec plus ultra du "West Coast Sound", les enceintes RTR-American Monitor que certains fabricants, même parmi les plus réputés, vendent parfois sous leur propre marque.

Du nouveau, également, en matière d'amplis, avec le Mark 2200 de SAE, à diodes électro-luminescentes, ou avec la version "grand public" du 208 d'AEM (société qui fabrique également un remarquable ampli pour voiture sous licence Taieb).

Mais l'appareil le plus étonnant reste sans doute celui que Ph. Taieb ne vend pas : un "analyseur en temps réel" qui permet de corriger l'acoustique d'une salle, au moyen d'un égaliseur, avec une perfection quasi mathématique. Cet analyseur accompagne Ph. Taieb sur tous ses chantiers : "c'est mon stéthoscope", dit-il en riant.

Philippe Taieb, conseil en haute-fidélité, 143 rue de la Pompe, 75016 Paris. Téléphone : 533.58.46.

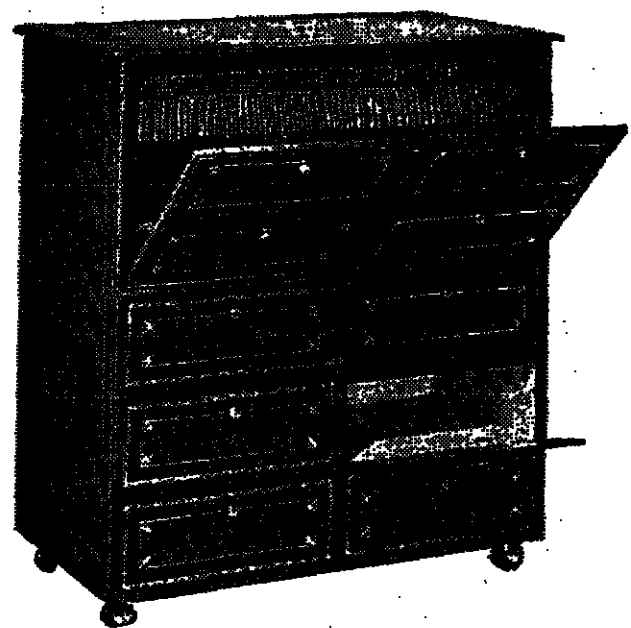
actuellement :  
les cabans  
à doublures  
matelassées!

mac orley

prêt-à-porter  
sportswear  
chemiserie

80, RUE SAINT LAZARE  
au n° 107, le parking "lambel" gratuit pendant 1 heure.





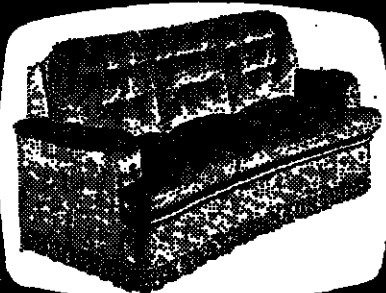
# UN NOUVEAU MEUBLE DE RANGEMENT

dossiers suspendus et cartonniers dans le style de ses garnitures de bureau

**CHALMETTE**  
cadeaux

PARIS  
17, Boulevard Malesherbes 6° 55, Boulevard Raspail 7°  
24, Cours de Vincennes (FACE PRINTEMPS-NATION)  
BRUXELLES 247, Galerie Porta Louise

## HATEZ-VOUS



**RABAIS ENORMES**  
sur fin de série  
ET  
CADEAUX A  
TOUT ACHETEUR  
(Date limite le 25.12.76)

Meubles et Sièges à des **PRIX SACRIFIES**  
**LES SIÈGES DE PARIS**  
71-73, Bd Magenta - PARIS X° - Tél. 523.26.14  
Nocturne les mercredi, jeudi, vendredi jusqu'à 22 h.

samedi  
13h

le Premier Ministre  
Ministre de l'Economie  
et des Finances

**Raymond  
BARRE**

sera  
rédacteur en chef  
du journal  
inattendu de

**RTL**

avec Alexandre Baloud

## POLITIQUE

### L'EUROPE ET LE DROIT

## Faut-il modifier la Constitution ? (suite)

par FRANÇOIS LUCHAIRE (\*)

1. — MM. Jacques Robert (le Monde daté 21-22 novembre) et Jacques Boltraud (le Monde du 24 novembre) ont repris les thèses de Michel Debré ; or, celles-ci reposent sur un procédé bien connu, celui de l'amalgame entre deux questions pourtant bien différentes : 1) La première concerne la Communauté européenne elle-même : il est bien évident que le traité de Rome porte atteinte à la souveraineté et à l'indépendance des Etats-membres, donc de la France ; personne ne le conteste, et certainement pas Michel Debré, qui fut le premier chef de gouvernement français à faire entrer ce traité dans les faits ; en raison de l'évolution qu'il suppose, on aurait pu penser inviter un jour les peuples à dire s'ils désirent ou ne désirent pas — que la Communauté devienne un super-Etat ; mais cette évolution n'a pas eu lieu ; au contraire, la Communauté est menacée de voler en éclats et ses

membres de retourner au protectionnisme ; en effet, faute d'une réelle politique économique commune, l'Europe n'a pu régler à son échelon les vrais problèmes qui sont ceux du chômage, de l'inflation, des inégalités sociales et de la domination des firmes multinationales ; encore un coup de pouce — par exemple un référendum français rejetant l'actuel projet relatif à l'Assemblée — et l'hallali pourra sonner.

2) La seule question posée est la suivante : l'Assemblée européenne, qui est un « organe de la Communauté » et dont la tâche essentielle concerne non les recettes mais les dépenses de la Communauté, est actuellement élue au suffrage « indirect » (par les Parlements nationaux). Il est proposé par une recommandation du conseil des ministres de la Communauté européenne de la faire élire directement par les populations. « Aucune question de souveraineté n'est donc en cause », il s'agit d'une simple modification du régime électoral.

### CORRESPONDANCE

#### Pas d'indépendance sans Europe

M. Henri Cartan, membre de l'Institut, président du Mouvement fédéraliste européen, nous écrit :

Dans son argumentation passionnée contre l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct (le Monde du 27 novembre 1976), M. Claude Bourdet émet quelques affirmations propres à provoquer l'étonnement. C'est ainsi que, selon lui, l'élection de ce Parlement créerait « un barrage qui se dresserait contre l'arrivée au pouvoir des forces populistes dans nos pays ». Il semblerait donc que si l'on donne au peuple la possibilité de s'exprimer par le suffrage universel, il en résulterait une opposition aux forces populistes. Curieuse conception de la démocratie !

Il est dit aussi qu'une telle élection créerait une légalité supérieure à celle des pouvoirs nationaux, légalité que les forces de droite s'empresseraient de renforcer afin de s'appuyer sur elle. On a alors envie de se demander pourquoi les forces de gauche n'en feraient pas autant. A lire Claude Bourdet, on retire l'impression que seule la droite peut faire confiance au suffrage universel, et que la gauche devrait en méditer comme de la peste. Pour ma part, je ne saurais accepter une thèse aussi défaitiste.

L'on nous dit, par ailleurs, que l'Assemblée, élue directement par le peuple, sera nécessairement dominée par une majorité promercatiste. Cet anti-américanisme de façade (que Claude Bourdet partage avec beaucoup de monde) procède d'un aveuglement qui « confine à l'inconscience », en refusant de comprendre qu'une politique étrangère indépendante (comme l'on dit), c'est-à-dire vraiment capable de résister aux pressions conjuguées des deux superpuissances, n'est possible que dans le cadre d'une Europe unie et forte, politiquement organisée. Refuser une telle Europe, c'est précisément faire le jeu des superpuissances, dont la devise sera toujours : « Diviser pour régner. »

un peu loin que d'en faire un sujet de reproche ; en effet, la recommandation prévoit que l'élection aura lieu entre le jeudi et le dimanche et surtout que le dépouillement ne commencera qu'après la clôture du scrutin dans le dernier pays à voter ; on peut donc bien considérer que les élections auront lieu ensemble dans les neuf pays.

b) Plus sérieux de prime abord est le deuxième grief, car l'art. 136 du traité de Rome prévoit que « l'Assemblée élaborera des projets en vue de « permettre » l'élection au suffrage universel direct selon une procédure « uniforme » dans tous les Etats membres ». Or la recommandation renvoie à chacun des Etats membres le soin de fixer une grande partie de cette procédure.

Cependant l'obligation d'une procédure uniforme concerne les projets de l'Assemblée et non formellement les recommandations du conseil des ministres ; or seules les dispositions de cette recommandation sont soumises à l'approbation des Etats. Sur tout l'uniformité de la procédure n'est pas condamnée par la recommandation ; elle est même assurée pour l'élection suivante après que la nouvelle Assemblée européenne aura élaboré ce projet de procédure uniforme, comme l'y invite l'art. 138 du traité de Rome ; cet article se trouve respecté : il fixe deux objectifs (élection directe, procédure uniforme) ; la recommandation permet de les atteindre ; elle les rend même obligatoires, non simultanément mais successivement.

Même si l'on estimait que dans l'esprit du traité de Rome ces deux objectifs devaient être atteints simultanément, faudrait-il réviser la Constitution française pour retarder la procédure commune envisagée par l'art. 138 ? Certainement pas, le traité a été plusieurs fois modifié (naturellement à l'unanimité) implicitement ou expressément (et parfois même de côté par la Communauté ou un Etat) sans qu'il y ait eu lieu de réviser une Constitution quelconque.

3) Jacques Boltraud n'ajoute à l'article très clair de Jacques Robert que sur un point : le conseil constitutionnel a le 19 juin 1970 statué sur une espèce différente de celle pour laquelle il doit être maintenant saisi ; c'est vrai ; mais la différence va à l'encontre de la thèse de M. Boltraud ; en effet, il y avait en 1970 transfert de souveraineté puisque la recommandation dont le Conseil était saisi retirait aux Etats le bénéfice des droits de douane pour le donner à la Communauté ; la décision de 1970, qui affirme la constitutionnalité de cette recommandation financière, va donc encore plus loin que ce qui est aujourd'hui demandé au Conseil constitutionnel.

Il — Cette controverse prend un aspect très curieux : les ultra-européens violent dans cette Assemblée une future Assemblée constituante dont les décisions s'imposent aux Etats ; ils justifient ainsi les critiques reposant sur l'abandon de la souveraineté nationale et risquent de provoquer l'échec du projet. A l'inverse, ceux que l'Assemblée inquiète prétendent qu'elle porte atteinte à cette même souveraineté ; mais si une révision constitutionnelle reposant sur ce motif aboutit, elle signifierait que l'Assemblée européenne exprime la souveraineté française, et la porte risquerait donc de s'ouvrir aux thèses maximalistes.

Mieux vaudrait donc pour chacun s'en tenir au juste milieu qui correspond à la vérité juridique : la substitution du scrutin direct au scrutin indirect pour l'élection de l'Assemblée européenne n'a ni pour objet ni pour effet de porter atteinte à la souveraineté française.

P.S. — J'ai reçu quelques lettres affirmant que la Constitution de 1958 avait abrogé le traité de Rome toutes les dispositions limitant la souveraineté française ; je tiens à répondre qu'un Etat ne peut se délier de ses engagements internationaux par une modification de ses institutions. Ce serait trop facile. Aucun vrai juriste n'a admis que l'avènement du national-socialisme ait pu juridiquement abroger le traité de Versailles.

● Les députés appartenant au Centre des démocrates sociaux ont annoncé jeudi 9 décembre leur intention de proposer à leurs collègues de la majorité la constitution d'un groupe de travail sur l'Europe. M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat et secrétaire général du C.D.S., a déclaré à ce sujet : « Par cette démarche (...), nous voulons éliminer les querelles doctrinales d'hier, apaiser les difficultés qui persistent à exister, notamment sur les modalités pratiques de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. » M. Barrot ajoute : « Il y a à la fois occasion d'une reprise de dialogue avec certains socialistes qui n'ont jamais renié leur conviction européenne. Le vote intervenu le 10 décembre (en faveur du renforcement des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée européenne) montre que le parti socialiste reste fidèle à ses convictions européennes. Cet attachement des socialistes à précéder leur alliance avec le parti communiste hostile à la construction européenne. Mais nous n'allons pas inventer l'Europe pour séparer le parti socialiste du parti communiste. »

3) Jacques Boltraud n'ajoute à l'article très clair de Jacques Robert que sur un point : le conseil constitutionnel a le 19 juin 1970 statué sur une espèce différente de celle pour laquelle il doit être maintenant saisi ; c'est vrai ; mais la différence va à l'encontre de la thèse de M. Boltraud ; en effet, il y avait en 1970 transfert de souveraineté puisque la recommandation dont le Conseil était saisi retirait aux Etats le bénéfice des droits de douane pour le donner à la Communauté ; la décision de 1970, qui affirme la constitutionnalité de cette recommandation financière, va donc encore plus loin que ce qui est aujourd'hui demandé au Conseil constitutionnel.

Il — Cette controverse prend un aspect très curieux : les ultra-européens violent dans cette Assemblée une future Assemblée constituante dont les décisions s'imposent aux Etats ; ils justifient ainsi les critiques reposant sur l'abandon de la souveraineté nationale et risquent de provoquer l'échec du projet. A l'inverse, ceux que l'Assemblée inquiète prétendent qu'elle porte atteinte à cette même souveraineté ; mais si une révision constitutionnelle reposant sur ce motif aboutit, elle signifierait que l'Assemblée européenne exprime la souveraineté française, et la porte risquerait donc de s'ouvrir aux thèses maximalistes.

Mieux vaudrait donc pour chacun s'en tenir au juste milieu qui correspond à la vérité juridique : la substitution du scrutin direct au scrutin indirect pour l'élection de l'Assemblée européenne n'a ni pour objet ni pour effet de porter atteinte à la souveraineté française.

P.S. — J'ai reçu quelques lettres affirmant que la Constitution de 1958 avait abrogé le traité de Rome toutes les dispositions limitant la souveraineté française ; je tiens à répondre qu'un Etat ne peut se délier de ses engagements internationaux par une modification de ses institutions. Ce serait trop facile. Aucun vrai juriste n'a admis que l'avènement du national-socialisme ait pu juridiquement abroger le traité de Versailles.

● Les députés appartenant au Centre des démocrates sociaux ont annoncé jeudi 9 décembre leur intention de proposer à leurs collègues de la majorité la constitution d'un groupe de travail sur l'Europe. M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat et secrétaire général du C.D.S., a déclaré à ce sujet : « Par cette démarche (...), nous voulons éliminer les querelles doctrinales d'hier, apaiser les difficultés qui persistent à exister, notamment sur les modalités pratiques de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. » M. Barrot ajoute : « Il y a à la fois occasion d'une reprise de dialogue avec certains socialistes qui n'ont jamais renié leur conviction européenne. Le vote intervenu le 10 décembre (en faveur du renforcement des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée européenne) montre que le parti socialiste reste fidèle à ses convictions européennes. Cet attachement des socialistes à précéder leur alliance avec le parti communiste hostile à la construction européenne. Mais nous n'allons pas inventer l'Europe pour séparer le parti socialiste du parti communiste. »

Il — Cette controverse prend un aspect très curieux : les ultra-européens violent dans cette Assemblée une future Assemblée constituante dont les décisions s'imposent aux Etats ; ils justifient ainsi les critiques reposant sur l'abandon de la souveraineté nationale et risquent de provoquer l'échec du projet. A l'inverse, ceux que l'Assemblée inquiète prétendent qu'elle porte atteinte à cette même souveraineté ; mais si une révision constitutionnelle reposant sur ce motif aboutit, elle signifierait que l'Assemblée européenne exprime la souveraineté française, et la porte risquerait donc de s'ouvrir aux thèses maximalistes.

P.S. — J'ai reçu quelques lettres affirmant que la Constitution de 1958 avait abrogé le traité de Rome toutes les dispositions limitant la souveraineté française ; je tiens à répondre qu'un Etat ne peut se délier de ses engagements internationaux par une modification de ses institutions. Ce serait trop facile. Aucun vrai juriste n'a admis que l'avènement du national-socialisme ait pu juridiquement abroger le traité de Versailles.

raineté nationale et risquent de provoquer l'échec du projet. A l'inverse, ceux que l'Assemblée inquiète prétendent qu'elle porte atteinte à cette même souveraineté ; mais si une révision constitutionnelle reposant sur ce motif aboutit, elle signifierait que l'Assemblée européenne exprime la souveraineté française, et la porte risquerait donc de s'ouvrir aux thèses maximalistes.

Mieux vaudrait donc pour chacun s'en tenir au juste milieu qui correspond à la vérité juridique : la substitution du scrutin direct au scrutin indirect pour l'élection de l'Assemblée européenne n'a ni pour objet ni pour effet de porter atteinte à la souveraineté française.

P.S. — J'ai reçu quelques lettres affirmant que la Constitution de 1958 avait abrogé le traité de Rome toutes les dispositions limitant la souveraineté française ; je tiens à répondre qu'un Etat ne peut se délier de ses engagements internationaux par une modification de ses institutions. Ce serait trop facile. Aucun vrai juriste n'a admis que l'avènement du national-socialisme ait pu juridiquement abroger le traité de Versailles.

● Les députés appartenant au Centre des démocrates sociaux ont annoncé jeudi 9 décembre leur intention de proposer à leurs collègues de la majorité la constitution d'un groupe de travail sur l'Europe. M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat et secrétaire général du C.D.S., a déclaré à ce sujet : « Par cette démarche (...), nous voulons éliminer les querelles doctrinales d'hier, apaiser les difficultés qui persistent à exister, notamment sur les modalités pratiques de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. » M. Barrot ajoute : « Il y a à la fois occasion d'une reprise de dialogue avec certains socialistes qui n'ont jamais renié leur conviction européenne. Le vote intervenu le 10 décembre (en faveur du renforcement des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée européenne) montre que le parti socialiste reste fidèle à ses convictions européennes. Cet attachement des socialistes à précéder leur alliance avec le parti communiste hostile à la construction européenne. Mais nous n'allons pas inventer l'Europe pour séparer le parti socialiste du parti communiste. »

Mieux vaudrait donc pour chacun s'en tenir au juste milieu qui correspond à la vérité juridique : la substitution du scrutin direct au scrutin indirect pour l'élection de l'Assemblée européenne n'a ni pour objet ni pour effet de porter atteinte à la souveraineté française.

P.S. — J'ai reçu quelques lettres affirmant que la Constitution de 1958 avait abrogé le traité de Rome toutes les dispositions limitant la souveraineté française ; je tiens à répondre qu'un Etat ne peut se délier de ses engagements internationaux par une modification de ses institutions. Ce serait trop facile. Aucun vrai juriste n'a admis que l'avènement du national-socialisme ait pu juridiquement abroger le traité de Versailles.

● Les députés appartenant au Centre des démocrates sociaux ont annoncé jeudi 9 décembre leur intention de proposer à leurs collègues de la majorité la constitution d'un groupe de travail sur l'Europe. M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat et secrétaire général du C.D.S., a déclaré à ce sujet : « Par cette démarche (...), nous voulons éliminer les querelles doctrinales d'hier, apaiser les difficultés qui persistent à exister, notamment sur les modalités pratiques de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. » M. Barrot ajoute : « Il y a à la fois occasion d'une reprise de dialogue avec certains socialistes qui n'ont jamais renié leur conviction européenne. Le vote intervenu le 10 décembre (en faveur du renforcement des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée européenne) montre que le parti socialiste reste fidèle à ses convictions européennes. Cet attachement des socialistes à précéder leur alliance avec le parti communiste hostile à la construction européenne. Mais nous n'allons pas inventer l'Europe pour séparer le parti socialiste du parti communiste. »

Il — Cette controverse prend un aspect très curieux : les ultra-européens violent dans cette Assemblée une future Assemblée constituante dont les décisions s'imposent aux Etats ; ils justifient ainsi les critiques reposant sur l'abandon de la souveraineté nationale et risquent de provoquer l'échec du projet. A l'inverse, ceux que l'Assemblée inquiète prétendent qu'elle porte atteinte à cette même souveraineté ; mais si une révision constitutionnelle reposant sur ce motif aboutit, elle signifierait que l'Assemblée européenne exprime la souveraineté française, et la porte risquerait donc de s'ouvrir aux thèses maximalistes.

P.S. — J'ai reçu quelques lettres affirmant que la Constitution de 1958 avait abrogé le traité de Rome toutes les dispositions limitant la souveraineté française ; je tiens à répondre qu'un Etat ne peut se délier de ses engagements internationaux par une modification de ses institutions. Ce serait trop facile. Aucun vrai juriste n'a admis que l'avènement du national-socialisme ait pu juridiquement abroger le traité de Versailles.

**TRÉCA  
EPÉDA  
SIMMONS**  
Les 3-grands noms de la  
littérature exposent leur  
gamme complète chez  
**CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR  
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE  
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS XI° M. TEL. 557.6635  
Métro : Parmentier

## Les pays nordiques. En direct. Tous les jours.

### • En exclusivité : les 4 capitales en direct.

Air France est la seule compagnie à offrir des liaisons directes et quotidiennes avec Stockholm, Helsinki, Oslo et Copenhague, les quatre capitales des pays nordiques.

### • Stockholm, Helsinki : les premiers chaque matin.

Air France met au service des hommes actifs le premier vol de la journée à destination de la Suède et de la Finlande. Sept jours sur sept, départ de Roissy à 10 h, arrivée à Stockholm à 12 h 50, à Helsinki à 15 h 20.

### • Oslo quotidien.

Chaque matin, Air France prend la route de la Norvège en passant par Copenhague. Départ Paris 10 h, arrivée Oslo 13 h 35.

### • Copenhague : 20 fois par semaine.

Air France dessert la capitale danoise chaque matin (départ 10 h, arrivée 12 h), chaque après-midi sauf le samedi (départ 15 h 35, arrivée 17 h 35) et chaque soir (départ 19 h 20, arrivée 21 h 20).

### • A bord, la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français. Le service est à la française. Et les journaux, français ou étrangers, sont ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

Pour être les premiers dans les pays nordiques, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

هناك الامتحان



POLITIQUE

LE BUDGET DE L'INTÉRIEUR

Protestations sénatoriales contre certaines dispositions du « rapport Guichard »

Le Sénat a adopté, jeudi 9 novembre, le budget du ministère de l'intérieur assorti de plusieurs amendements en faveur des collectivités locales.

Premier rapporteur, Mlle PAGANI (ind.), présente les crédits du service central des rapatriés. Au 30 septembre 1976, note-t-elle, le nombre des personnes rapatriées au titre de la réglementation sur le rapatriement s'élève à 1 million 457 170.

Le titre du budget de l'intérieur, indique M. RAYBAUD (Gauche démocratique), second rapporteur de la commission des finances, va aux collectivités locales. M. Raynaud déclare : « Si nous avons accepté naguère la création de la zone professionnelle inscrite dans l'économie mystique de la loi Royer, c'est parce que l'administration nous avait fourni des chiffres faux ! » Il félicite en revanche le ministre

de l'intérieur d'avoir obtenu des finances 1 milliard pour le Fonds d'équipement des collectivités locales (F.E.C.L.). M. NAYROU (P.S.) affirme que la commission des lois, dont il est le rapporteur, a été surprise en constatant l'état d'esprit des policiers : « La réunion des syndicats policiers le 13 octobre — huit mille personnes criant « démission ! » — a beaucoup frappé notre commission du fait que ces huit mille personnes, monsieur le ministre d'Etat, appartenaient à votre administration ! »

M. PONIATOWSKI, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, rend hommage au dévouement de l'ensemble des personnels de police : « Dévouement, dit-il, qui justifie l'amélioration de leur situation. L'amélioration de la condition militaire s'applique à la gendarmerie, donc à la police, car il existe une parité traditionnelle entre police et gendarmerie. S'agissant de la police en tenue, la parité indiciaire a été rétablie pour les gardiens et gradés, et

l'harmonisation des durées de carrière mise à l'étude. Pour l'encadrement et la police en civil, une indemnité provisoire a été prévue, en attendant des mesures indemnitaires définitives dans un avenir très proche. » Le ministre souligne l'importance de l'aide de l'Etat aux collectivités locales, précisant que « la contribution de l'Etat est supérieure de 8 % au montant des impôts votés par les élus locaux. Le gouvernement s'est, d'autre part, engagé à augmenter régulièrement les dotations de l'Etat au F.E.C.L. » C'est cet engagement, déclare M. Poniatowski, est tenu : la dotation de l'Etat, fixée à 1 milliard pour 1976, atteindra 1,5 milliard en 1977, dont 500 millions versés dès cette année. C'est le seul chapitre de ce budget où la progression atteint 50 % ! »

On entend ensuite MM. BAC (U.D.R.), CHATELAIN (P.C.), Mlle RAFFETI (P.S.), MM. DE BOURGOING (ind.), BOLEAU (Un. centr.).

Le rapport Guichard, déclare notamment M. BOUARD BONNEFOUS (Gauche dém.), président de la commission des finances, a pour les maires surpris beaucoup de parlementaires et je crois que vous n'êtes pas éloignés de penser comme nous sur ce point.

Pour alléger la tutelle de l'Etat, il faudrait d'abord un changement d'attitude des administrations.

Toute clarification des relations entre les collectivités locales et l'Etat doit, constitutionnellement, passer par le Parlement, et spécifiquement par le Sénat qui, en 1976, comptait cent soixante-cinq conseillers généraux dont trente-cinq présidents et cent soixante-

huit maires. Que vient faire la « conférence nationale des institutions locales » ? (...) Comment pourrions-nous accepter de partager les responsabilités parlementaires avec une institution non élue ? Pourvue du même statut d'établissement public que les régions, elle tendrait à devenir un mini-Parlement, doté d'ailleurs d'autonomie financière. » Le rapport Guichard pousse l'ironie, ou le cynisme, jusqu'à dire qu'il serait utile de donner au Sénat le droit de participer à la conférence nationale des institutions locales ? Quel exemple de la manière de créer sans cesse des institutions supplémentaires ! »

Après les interventions de MM. PINTON, BRIVES, DAILLY, BILLETIAUX (Gauche dém.), BOSSAÏT (U.D.R.), AUFFMANN, FRANCOU, BOUL (Un. centr.), JOZEAU-MARIGNIE (ind.), président de la commission des lois, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, reprend la parole. Au sujet du permis de conduire, il indique qu'un jour ou l'autre il faudra bien arriver au permis de conduire à points pour mieux tenir compte de la gravité relative des infractions. Certaines, entraînant mort d'homme après faute caractérisée, justifient le retrait immédiat du permis, d'autres, seulement une pénalisation par points.

Enfin, s'adressant au président de la commission des finances, le ministre déclare : « Je dirai au président Bonnefous que le rapport Guichard n'est qu'une base de discussion et qu'il n'engage nullement le gouvernement. Nous

établirons sans doute en fin un projet qui sera vraisemblablement soumis au Sénat, comme vous l'avez suggéré à l'automne de 1977. »

Les crédits du ministère de l'intérieur sont alors votés, ainsi que plusieurs articles additionnels dus à l'initiative de la commission des finances, et acceptés par le gouvernement. L'un, de portée générale, fixe les modalités de répartition des crédits du Fonds d'équipement des collectivités locales, l'autre concerne la ville nouvelle de Vandœuvre et doit permettre à ses habitants de participer aux élections municipales de mars prochain. Un dernier amendement, de M. Pierre VALLON (Un. centr. Rhône), a été adopté : il vise à supprimer une anomalie fiscale concernant certaines communes suburbaines qui s'étaient regroupées dans le cadre d'un district. — A.G.

**CENTRE UNIVERSITAIRE D'ETUDES JUIVES**  
LUNDI 13 DÉCEMBRE  
à 20 h. 30  
Conférence-débat  
**LA JUSTICE SOCIALE**  
Avec :  
● Jacques ATTALI  
maître de conférences  
à l'Ecole Polytechnique  
● Georges HANSEL  
professeur  
à l'Université de Rouen  
30, bd de Port-Royal, PARIS (5<sup>e</sup>)

SOCIOLOGIE  
DES RELATIONS  
INTERNATIONALES

Marcel MERLE

Professeur à l'Université de Paris-I et à l'Institut d'études politiques de Paris

- Une synthèse appuyée sur une vaste documentation.
- Un instrument de travail indispensable aux spécialistes.
- Une réflexion sur les problèmes de la société internationale contemporaine qui intéressent chacun de nous.

Vol. broché, 15x21,5 2<sup>e</sup> éd. 1976  
180 pages, 72 F (franco 73 F.)

en vente chez votre libraire  
**DALLOZ**  
11, rue Soufflot  
75240 PARIS CEDEX 05  
TEL. 033 50 30

meubles de style et  
rustiques  
chêne et merisier  
Régence - Louis XV  
Anglais  
**au mont st-michel**  
103 rue de Rennes angle rue d'Assas  
Paris 6 - métro Sèvres-Babylone  
tel 343 06 55

A l'extrême gauche

NAISSANCE DE L'ORGANISATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

Deux organisations d'extrême gauche, Révolution et la Gauche ouvrière et populaire, ont réuni, samedi 6 et dimanche 7 décembre à Paris, un congrès commun, au cours duquel elles ont définitivement prononcé leur fusion (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). Révolution était issue d'une scission de la Ligue communiste (trotskiste) ; la GOP était principalement composée d'anciens membres du parti d'unité populaire, ex-F.S.U. maintenu.

A l'issue du congrès de fusion, la nouvelle formation, appelée Organisation communiste des travailleurs (O.C.T.), qui regroupe actuellement quelque deux mille membres, a publié une première déclaration, dans laquelle elle dénonce la collaboration de classe, mais estime : « Cependant, dans la mesure où une victoire électorale de l'union de la gauche

favoriserait l'essor des luttes populaires et l'affaiblissement du quartier général de la bourgeoisie, l'appel à voter pour la partie réformiste au second tour est une responsabilité évidente pour la gauche ouvrière et populaire et pour les révolutionnaires, sans que cela puisse signifier à aucun moment une quelconque renonciation à la bataille autonome. »

Les anciens combattants d'Afrique du Nord, titulaires du titre de reconnaissance de la nation bénéficient d'un nouveau délai de cinq ans pour se constituer une retraite mutualiste. M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, l'a annoncé le 6 décembre au Sénat. Le précédent délai de constitution d'une retraite mutualiste pour les anciens combattants d'Afrique du Nord expirait le 31 décembre 1975. En outre, le titre de reconnaissance de la nation sera accordé aux militaires et aux anciens suppléants qui ont servi trois mois au total en Algérie, au Maroc ou en Tunisie, avant le 2 juillet 1962.

Les anciens combattants d'Afrique du Nord, titulaires du titre de reconnaissance de la nation bénéficient d'un nouveau délai de cinq ans pour se constituer une retraite mutualiste. M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, l'a annoncé le 6 décembre au Sénat. Le précédent délai de constitution d'une retraite mutualiste pour les anciens combattants d'Afrique du Nord expirait le 31 décembre 1975. En outre, le titre de reconnaissance de la nation sera accordé aux militaires et aux anciens suppléants qui ont servi trois mois au total en Algérie, au Maroc ou en Tunisie, avant le 2 juillet 1962.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Mathématiques  
75247 PARIS - CEDEX 05  
C.C.P. 4597-23

**ABONNEMENTS**  
2 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE - D.O.M. - T.O.M.**  
36 F 108 F 232 F 306 F

**TOUTS PAYS ÉTRANGERS**  
PAR VOIE NORMALE  
108 F 335 F 523 F 696 F

**ÉTRANGERS**  
(par mandat)

**I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG**  
125 F 375 F 563 F 736 F

**II. - TUNISIE**  
153 F 365 F 448 F 596 F

Par voie aérienne  
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-payements en espèces d'urgence.

**GEST FACILE**

**JOUEZ AU LOTO**

Notices à votre disposition  
chez les dépositaires

encyclopoeche  
Larousse  
des sujets  
qui nous concernent tous

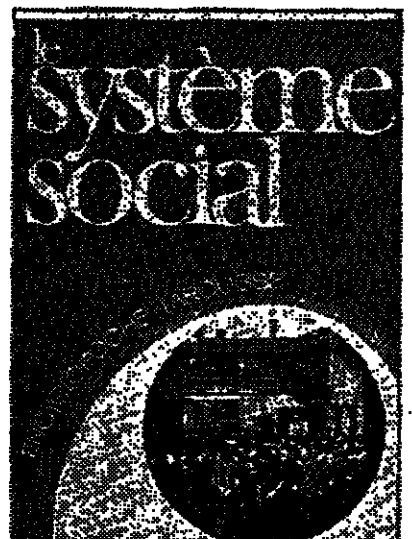


encyclopoeche  
Larousse  
une information objective  
et sûre

- LE SYSTÈME SOCIAL\***  
**L'ART\***  
**LES SPORTS\*\***  
**LA DANSE\***  
**LE JAPON\*\***  
**L'ÉCOLOGIE\*\***  
**POPULATION ET DÉMOGRAPHIE\***  
**PARIS ET SA RÉGION\*\***

Déjà parus :  
La Révolution française\*  
Psychanalyse\*  
La Défense\*  
Le Théâtre\*  
L'Enfant\*  
Protestantisme\*\*  
Géographie des États-Unis\*  
Histoire des États-Unis\*  
L'État et les institutions\*  
L'informatique\*  
La Belgique\*\*  
Le Pétrole et le gaz\*\*

nombreux autres titres à paraître format 12,5 x 17,5 cm  
\*volume simple, 128 pages — \*\* volume double, 256 pages



Chaque volume présente les différents aspects d'un même sujet pour constituer une monographie fondamentale sur cette question. La collection Encyclopoeche Larousse met ainsi à la portée de tous — à un prix et à un format de poche — la valeur scientifique et l'ampleur de documentation que peut offrir Larousse. (Les textes sont extraits, pour l'essentiel, de "la Grande Encyclopédie" Larousse.)

une nouvelle collection  
**encyclopoeche Larousse**  
chez tous les libraires



## POLITIQUE

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

# Les députés s'émouvent du déficit budgétaire et des aides de l'État aux entreprises nationales

Jeu 9 décembre, sous la présidence de M. BROCARD (R.I.), l'Assemblée nationale examine le projet de loi des finances rectificative pour 1976. Ce troisième collectif (« un collectif de constatation », pour reprendre les termes du président de la République) réactualise les ajustements traditionnels de fin d'année et assure la couverture du projet de loi de l'année et assure la couverture du projet de loi de l'année et assure la couverture du projet de loi de l'année.

Pour M. PAPON (U.D.R.), rapporteur général, ce projet pose un certain nombre de problèmes graves : « De toute évidence, les besoins ont été sous-estimés dans la loi de finances initiale. Le gouvernement, qui doit faire face à la croissance insupportable des dépenses, conserve-t-il la maîtrise du budget de fonctionnement, qui, en 1976, représentait 82 % des dépenses totales ? On aboutit en fait à un blocage budgétaire qui limite les choix du gouvernement. Lorsque, dans un collectif, on insère un supplément de dépenses de 12 milliards 700 millions, il ne peut plus s'agir d'ajustements au sens traditionnel du terme. Jamais, en 1975, un tel niveau n'avait été atteint. »

Après avoir évoqué en termes très critiques la situation des entreprises nationales (« Elles sont mal contrôlées », M. PAPON estime que « le collectif illustre un dérapage de nos dépenses publiques peu contrôlées avec le plan Barre », il poursuit : « L'évolution du déficit budgétaire a de quoi inquiéter. Celui de 1975 s'est élevé à 31 milliards, celui de 1976 s'élève à 30 milliards, selon vos estimations, à 21 milliards et demi selon les nôtres. Un déficit de 60 milliards pour les deux dernières années doit constituer pour nous, et d'abord pour le gouvernement, un signal d'alarme. L'augmentation des dépenses publiques doit impérativement être freinée. Aussi la commission des finances a-t-elle proposé de réduire globalement de 5 % les crédits supplémentaires demandés. »

Pour terminer, le rapporteur

général évoque l'amendement « très important » du gouvernement sur la taxe professionnelle. Il se demande « si le moment n'est pas venu d'abandonner l'impôt des collectivités un impôt moderne, de qualité. Quoi qu'il en soit, conclut-il, le vote de l'amendement du gouvernement est lié à l'engagement de ce dernier de déposer dès le début de la session d'après un nouveau texte qui réglementera la taxe professionnelle pour 1977. »

M. DURAUF, ministre délégué à l'économie et aux finances, déclare : « Le rapporteur général estime que ce projet traduit une situation financière de l'État inquiétante. Je partage ce point de vue. Mais il rend également compte de l'effort de redressement déjà entrepris. Comment ne pas être inquiet, en effet, du montant des dépenses que prévoit ce projet et du déficit qu'il présage pour l'exercice 1976. Trois causes majeures expliquent cette situation : 1) Les conséquences de l'inflation. Les crédits avaient été calculés sur la base d'un glissement des prix à la consommation de 7,5 % ; il sera en fait proche de 10 % ; 2) La prise en compte de situations imprévues, comme la sécheresse ; les conséquences financières du programme de développement de l'économie ; l'assouplissement de la gestion financière de certains ministères ; 3) Une insuffisante maîtrise des dépenses dans certains départements ministériels. »

Conséquence de cette situation, le déficit de 1976 demeure préoccupant : au terme de l'exercice, il devrait être voisin de 20 milliards de francs, compte non tenu de l'amendement du gouvernement relatif à la taxe professionnelle, qui représenterait une charge supplémentaire de 2,2 milliards. (...) Pour considérer qu'il soit, ce déficit, marginalement, non inquiétant, il faudrait que le rapport aux résultats de 1975 (37,8 milliards). Un effort d'égalité amplifié devrait permettre, en 1977, d'approcher à nouveau l'équilibre. »

La situation budgétaire pour l'année 1976 sera donc de l'ordre de 22 milliards de francs. Ce chiffre ne constitue pas une surprise puisque, à plusieurs reprises dans ces colonnes, nous avons écrit que le déficit serait cette année certainement plus proche de 20 milliards que de 15 milliards. Mais, c'est la première fois, — sans savoir qu'un ministre le reconnaît officiellement. La limite des 20 milliards de francs sera même, en fait, dépassée, parce que la modification de la taxe professionnelle va coûter (à titre définitif) 2,2 milliards de francs à l'État, somme qui s'ajoute aux 20 milliards de déficit résultant de l'exécution du budget 1976.

Rappelons qu'en septembre dernier, le gouvernement avait prévu un déficit de 15 milliards de francs pour cette année (document annexé au projet de loi de finances pour 1977). Lors de sa présentation au Parlement, en septembre 1975, le projet gouvernemental de loi de finances 1976 était strictement en équilibre.

M. DURAUF précise ensuite qu'il ne lui paraît pas possible d'accepter l'abandon de 5 % proposé par la commission des finances.

Pour terminer, il aborde le problème des entreprises nationales : « Leur prélèvement sur le budget de l'État est passé de 12,8 milliards en 1973 à 25 cette année. Cela ne peut continuer, et une action corrective s'impose. Elle sera engagée en 1977 dans des circonstances difficiles, car la lutte contre l'inflation étant prioritaire, le gouvernement devra se limiter à ce que la hausse des tarifs ne dépasse pas 6,5 %. Nous attendons des entreprises publiques une progression modérée de la masse salariale, une

rigoureuse qui permettra de réduire les frais généraux, et une réflexion sur la compatibilité entre leur programme d'investissement et leur capacité financière. »

En nom de son groupe, M. DURAUF (P.S.) pose une question préalable dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débiter. Son adoption entraînerait le rejet de la question préalable. M. Durauf déclare : « Nous ne trouvons rien dans le projet sur le problème de la taxe d'habitation ; rien non plus pour les rapatriés. L'application des mesures budgétaires y est traitée avec une aimable désinvolture. »

Au sujet de l'amendement du gouvernement sur la taxe professionnelle, il note : « Les délais accordés sont trop courts et il n'est pas raisonnable de ne faire décider les dépenses que par les parcs et par une commission composée de fonctionnaires. De plus, il n'est rien prévu pour l'an prochain, il faut, conclut-il, que les dépenses, les dégrèvements professionnels et la taxe d'habitation soient réglés au fond et

## 22 MILLIARDS DE DÉFICIT

La situation budgétaire pour l'année 1976 sera donc de l'ordre de 22 milliards de francs. Ce chiffre ne constitue pas une surprise puisque, à plusieurs reprises dans ces colonnes, nous avons écrit que le déficit serait cette année certainement plus proche de 20 milliards que de 15 milliards. Mais, c'est la première fois, — sans savoir qu'un ministre le reconnaît officiellement. La limite des 20 milliards de francs sera même, en fait, dépassée, parce que la modification de la taxe professionnelle va coûter (à titre définitif) 2,2 milliards de francs à l'État, somme qui s'ajoute aux 20 milliards de déficit résultant de l'exécution du budget 1976.

Rappelons qu'en septembre dernier, le gouvernement avait prévu un déficit de 15 milliards de francs pour cette année (document annexé au projet de loi de finances pour 1977). Lors de sa présentation au Parlement, en septembre 1975, le projet gouvernemental de loi de finances 1976 était strictement en équilibre.

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. PONCELET, secrétaire d'État au budget, déclare : « Des erreurs de chiffres ont été commises. Pour les corriger, le gouvernement a fait preuve d'abord de prudence, ensuite de détermination. Je ne puis laisser dire que les responsables sont toutes du même côté. Des erreurs d'appréciation ont certes été commises par l'administration et le gouvernement, mais, si l'on avait suivi les dépenses, les dégrèvements professionnels et la taxe d'habitation, les dépenses auraient été beaucoup plus considérables. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

M. HAMEL (R.I.) s'oppose à la question préalable : « En décidant qu'il n'y a pas lieu à débiter, le Parlement renoncerait à voter toute une série de dispositions sans lesquelles il faudrait interrompre le fonctionnement des services publics. De surcroît, la majorité renoncerait à corriger les erreurs commises lorsqu'elle a voté la loi sur la taxe professionnelle. Nous voterons donc la question préalable, car l'adoption serait être irresponsable. »

simple présentation des ouvertures pour 1977. Lorsqu'une même personne est redevable de plusieurs cotisations, la réduction s'impute en priorité sur celle de son principal établissement. Les contribuables qui ont déjà acquitté leur cotisation sont remboursés de l'excédent sur simple demande. La date de majoration des cotisations de taxe professionnelle est reportée au 30 décembre 1976. Le coût des dispositions du présent amendement gouvernemental aux entreprises dont le chiffre d'affaires était inférieur à 15 millions de francs.

L'Assemblée repousse ensuite successivement : — Un article additionnel : soliste qui proposait de reporter au 1<sup>er</sup> avril 1977 la date limite de paiement de la taxe d'habitation de l'année 1976 lorsque cette dernière était supérieure de plus de 50 % par rapport à 1975 à la suite de l'application de la loi du 28 juillet 1975 ; — Un article additionnel : communiste qui reportait le paiement de la taxe d'habitation au 15 janvier 1977 et en exonérait les chômeurs et les personnes âgées ; — Un article additionnel : communiste qui exonérait de la taxe d'habitation les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et non imposables sur le revenu (par 285 voix contre 194).

L'Assemblée adopte, en revanche, un amendement de MM. PAPON et MARIE-BERNARD (U.D.R.) modifiant le gouvernement. Il prévoit que l'exonération totale ou partielle de la majoration exceptionnelle d'impôt sur le revenu accordée aux personnes dont le revenu de 1976 a diminué d'un tiers ou plus par rapport à celui de 1975, par suite de chômage ou de départ à la retraite, sera imputée sur les versements dus en 1977 ou remboursés.

Est ensuite examiné un article additionnel de M. NEUBERT (U.D.R.), qui précise que le gouvernement présentera au Parlement, avant le 2 août 1977, un projet de loi portant codification et simplification des règles applicables en matière de procédure fiscale. « La vie politique française, explique l'auteur, est actuellement minée par les incertitudes, les injustices et les maladroites fiscales, qui provoquent parfois des gestes désespérés. »

MM. MARETTE (U.D.R.) et HAMEL (R.I.) souhaitent que ce projet prévoit également la création d'une magistrature des impôts.

Intervient dans la discussion MM. PAPON (U.D.R.), COT (P.S.), GINOUX (R.I.), CHAUVET (U.D.R.), LAMPS (P.C.). M. NEUBERT retire son amendement. Le ministre a indiqué qu'une refonte complète du code général des impôts est à l'étude et qu'un projet sera présenté en 1977 pour aménager les règles existant en matière de pénalités fiscales et domaniales.

Après avoir repoussé un amendement communiste qui interdisait toute augmentation en 1977 du prix des produits pétroliers, l'Assemblée décide, contre l'avis du gouvernement et sur proposition de la commission, de supprimer l'article 4, qui relevait la cotisation des employeurs au Fonds national d'aide au logement et ramenait de 1 à 0,90 % la contribution patronale à l'effort de construction.

L'Assemblée rejette plusieurs amendements communistes supprimant, notamment, les tarifs préférentiels accordés par E.D.F. aux grandes entreprises et demandant l'augmentation de la production de charbon. Il en va de même d'un amendement de M. CHAUVET qui majorait la taxe sur l'électricité.

M. RALITE (P.C.) indique que son groupe soutient la grève des artistes et interprètes à la radio et à la télévision. L'Assemblée adopte ensuite un amendement de M. GUILLAUD (U.D.R.), (Guadeloupe) accordant un moratoire en faveur des personnes touchées par l'évacuation de la Basse-Terre. Elle accepte également un amendement de M. CHERNAU (N.L. la Réunion) votant le plafond de la taxe départementale sur les rhums à l'initiative du gouvernement, elle décide d'inscrire à la Guyane l'application de la législation sur le Fonds forestier national.

Après une intervention de M. JOSSELYN (P.S.) sur les finances locales et la culture, l'Assemblée examine un amendement de la commission qui réduisait de 5 % les crédits supplémentaires demandés par le gouvernement. Ce dernier s'y oppose mais s'engage à réaliser 300 millions de francs d'économies supplémentaires. L'amendement n'est pas adopté.

Après avoir rejeté plusieurs amendements de l'opposition qui réduisaient les crédits demandés, l'Assemblée adopte l'ensemble du projet de loi, les groupes communiste et socialiste votant contre. La séance est levée, vendredi 10 décembre, à 4 h 30.

PATRICK FRANCES.

Après avoir repoussé un amendement communiste qui interdisait toute augmentation en 1977 du prix des produits pétroliers, l'Assemblée décide, contre l'avis du gouvernement et sur proposition de la commission, de supprimer l'article 4, qui relevait la cotisation des employeurs au Fonds national d'aide au logement et ramenait de 1 à 0,90 % la contribution patronale à l'effort de construction.

L'Assemblée rejette plusieurs amendements communistes supprimant, notamment, les tarifs préférentiels accordés par E.D.F. aux grandes entreprises et demandant l'augmentation de la production de charbon. Il en va de même d'un amendement de M. CHAUVET qui majorait la taxe sur l'électricité.

M. RALITE (P.C.) indique que son groupe soutient la grève des artistes et interprètes à la radio et à la télévision. L'Assemblée adopte ensuite un amendement de M. GUILLAUD (U.D.R.), (Guadeloupe) accordant un moratoire en faveur des personnes touchées par l'évacuation de la Basse-Terre. Elle accepte également un amendement de M. CHERNAU (N.L. la Réunion) votant le plafond de la taxe départementale sur les rhums à l'initiative du gouvernement, elle décide d'inscrire à la Guyane l'application de la législation sur le Fonds forestier national.

Après une intervention de M. JOSSELYN (P.S.) sur les finances locales et la culture, l'Assemblée examine un amendement de la commission qui réduisait de 5 % les crédits supplémentaires demandés par le gouvernement. Ce dernier s'y oppose mais s'engage à réaliser 300 millions de francs d'économies supplémentaires. L'amendement n'est pas adopté.

Après avoir rejeté plusieurs amendements



et des aid

# Noël

## AUX FOURRURES DU NORD

**CADEAU**  
**10%**  
**escompte spécial**  
**FETES**

### COLLECTION PRESTIGE 76-77

Les plus belles peaux du monde, avec label d'origine  
(Vison Black Diamond, Black Glama, Emba, Saga, Majestic, etc.,  
Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwanz, Astrakan Swakara, etc.)

#### MANTEAUX LONGS et CAPES DU SOIR

Vison blanc, Vison Blackglama, Vison Rowalla, Renard, Breitschwanz, Chinchilla

MANTEAUX		MANTEAUX	
Vison pleines peaux	6.850F	Opossum	2.850F 2565F
Vison ranch	7.850F	Patte d'Astrakan	1.700F 1530F
Vison pastel	8.750F	Patte d'Astrakan	2.650F 2385F
Vison Koh-i-noor	9.250F	Yemen	1.750F 1575F
Castor du Canada	9.250F	Mouton doré	1.650F 1485F
Astrakan Swakara	5.750F	Patte de Kalgan	850F 765F
Astrakan pleines peaux	3.450F	Kalgan	2.250F 2025F
Astrakan pleines peaux	3.850F	Fianc de Marmotte	1.450F 1305F
Ragondin	4.250F	Lapin fantaisie	1.650F 1485F
Weasel	4.250F	Lapin diffusion	1.250F 1125F
Rat d'Amérique	4.850F		
Queues de Vison ranch	3.950F	VESTES Lapin	1.150F 1045F
Queues de Vison	4.650F	BLOUSONS Lapin marron ou naturel	
Mumel	4.250F	bordés cuir véritable	450F 405F

MANTEAUX		MANTEAUX	
Vison Pearl	18.250F 16425F	Vison Black Diamond	32.500F 29250F
Vison Blackglama	25.750F 23175F	Chinchilla	47.500F 42750F
Vison Lunaraïne	28.750F 25875F	Zibeline	75.000F 67500F
Vison Emba	32.500F 29250F		

Service après-vente

Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours

Les plus larges facilités de paiement

Pour participer à l'opération de sauvegarde des félins touchés  
en voie de disparition, aucune fourrure, panthère, ocelot,  
tigre, guépard, léopard, jaguar, ne sera vendue.



115,117,119 RUE LA FAYETTE  
PARIS. 10<sup>e</sup>  
PRES GARE DU NORD

100, AVENUE PAUL DOUMER  
ANGLE RUE DE LA POMPE  
PARIS. 16<sup>e</sup> METRO MUETTE

Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h  
sans interruption, sauf Dimanche





# POLITIQUE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### Dans la majorité

#### ÉPINAL : difficultés pour choisir un chef de file

De notre correspondant

Épinal. — Alors que dans presque toutes les communes des Vosges, la préparation des listes pour les élections municipales est bien avancée, la majorité n'est pas parvenue à s'accorder à Épinal, seule ville du département dont la population dépasse les trente mille habitants. Ce sont autant de divergences à l'intérieur du P.S. (ex-U.D.R.) qu'entre ce dernier et les républicains indépendants qui retardent la désignation du chef de file de la majorité. Le maire sortant, M. Armand, centriste, ne se représentant pas, un groupe de réflexion intitulé « Épinal-maj », fondé il y a quelques mois, en vue des élections municipales, composé en majorité de jeunes gaullistes, de quelques ex-UDR et de membres de la jeune chambre économique, s'oppose ouvertement au député gaulliste de la première circonscription (Épinal), M. Marcel Hoffer. Celui-ci entend conduire les candidats de la majorité, mais il n'apparaît pas qu'il bénéficie d'un soutien sans faille. Loin s'en faut. À ces opposants, chez ses propres amis s'ajoutent pour M. Hoffer une défection électorale face à un socialiste lors des élections cantonales de mars dernier et le retrait de Thion-les-Vosges du district de la moyenne Moselle, dont il est le président.

Autre signe du « désarroi de la droite », selon le P.S., l'annonce successive de « parachutages ». Ont été ainsi avancés les noms de M. Poncelet (R.P.R., ex-U.D.R.), secrétaire d'État aux finances, député de Remiremont ; de M. Servan-Schreiber (radical), député de Nancy, président du conseil régional de Lorraine ; et enfin de M. Courroy (R.I.), sénateur des Vosges, conseiller général du Thillot. Il s'agit pour nombre d'observateurs, de ballons d'essai lancés par Épinal-maj pour forcer la main à des leaders politiques et amener ainsi M. Hoffer à renoncer.

Pour trouver une solution, une procédure peu courante a été adoptée. En effet, a été récemment publié par le cabinet de M. Poncelet un communiqué qui indique : « Après avoir pris contact avec M.M. Poncelet et Volquin (président de la fédération R.I. des Vosges, député) et les représentants radicaux et du Centre démocrate, M. Jean Haemmerlé (ancien conseiller municipal, tendance R.I.) a été nommé coordonnateur de la majorité pour Épinal ».

Dans le camp de l'opposition de gauche, c'est M. Pierre Blum, P.S., adjoint du maire centriste, qui devrait conduire la liste d'union. Sur les trente et un sièges, seuls seront réservés au P.S., quatre au P.C. et onze au P.S. et sans-parti, dont certains sont

des conseillers municipaux sortants élus politiquement à droite du P.S. Le litige réside entre le P.C. et le P.S. porte précisément sur la répartition de ces onze sièges. Le P.C. en revendique trois et le P.S. lui en accorde un.

YVAN COLIN.

### VERSAILLES : querelle

Alors que le maire de Versailles, M. André Mignot, sénateur indépendant des Yvelines, se trouve pour quelques jours encore en convalescence, la préparation des futures élections municipales s'organise activement dans la cité royale. Depuis septembre, les réunions et entretiens divers se sont succédés en grand nombre jusqu'à l'annonce de l'élection législative partielle des 14 et 21 novembre. En accordant 23,75 % de leurs voix à M. Destremau et 26,97 % au bâtonnier André Damien (C.D.S.), qui faisait ses premiers pas sur la scène politique, les Versailles ont apparemment manifesté leur volonté de barrer la route de la mairie à l'ancien champion de tennis qui avait pourtant clairement fait part de ses intentions en ce sens.

Aux élections municipales de mars 1971, la liste menée par M. Destremau avait frôlé de peu la mairie. Après annulation, Mignot avait remporté une victoire plus nette quelques mois plus tard. Pourtant, il y a deux semaines, avant le second tour des législatives partielles, M. Mignot a appelé les habitants de Versailles à voter pour son adversaire malheureux à la mairie. « Versailles », avait-il averti par voie d'affiches, ne se voit pas être représenté par un communiste au conseil municipal.

Port de son score, le bâtonnier André Damien vient d'annoncer qu'il ferait équipe en mars prochain avec M. Paul-Louis Tenaillon (centriste) actuellement adjoint au maire de Versailles, vice-président du conseil général des Yvelines et conseiller régional d'Ile-de-France. Depuis de longs mois, l'entente n'est plus au beau fixe entre M. Mignot et son premier adjoint. En regroupant des conseillers sortants sur sa liste et en annonçant une association Versailles-Avenir destinée à « préparer une équipe et un programme », M. Tenaillon entend se lancer dès maintenant dans la campagne électorale avec le concours du bâtonnier Damien. Les animateurs de Versailles-Avenir affirment — mais avec quelle conviction ! — qu'ils tendront la main à M. Mignot, mais exigent néanmoins que ce dernier renonce purement et simplement à prétendre conduire la liste.

#### NANCY : situation complexe

De notre correspondant

Nancy. — A Nancy la situation demeure complexe au sein de la majorité. Il n'y a guère de problèmes. La tête de la liste commune étant connue depuis fin octobre (le Monde du 21 octobre 1976), seule reste à régler une question de répartition de sièges.

La divergence portant sur trois d'entre eux. Il paraissait évident au début de l'été que M. Claude Coniaux, député R.I. de Meurthe-et-Moselle conduirait la liste de la majorité. Depuis lors, la situation s'est compliquée. Tout d'abord, plusieurs noms ont circulé — ceux de M.M. Claude Coniaux, Claude Huriet (R.I.) et Marcel Martin — pour l'obtention de l'investiture du Comité national de la majorité, qui ne semble pas pressé de se prononcer sur le cas de Nancy. Freinant les candidats, M. Marcel Martin a confirmé lundi 8 décembre son intention de se présenter, sans toutefois faire état d'une investiture : « Nous avons fait en sept ans du bon travail. La ville est à la pointe du progrès dans certains domaines et nous sommes mieux placés que quiconque pour gérer nos propres réalisations. Notre parti, c'est notre ville, c'est Nancy ».

M. Martin se défère volontiers à l'exemple de L. Pradelle, l'ancien maire de Lyon, et désire ouvrir largement sa liste. Il tient à se présenter comme le meilleur candidat de la droite contre le collectivisme.

Trois possibilités existent désormais à Nancy. La première, verraient, outre la liste de gauche, la présentation d'une liste de M. Martin sans investiture de la majorité, et d'une autre, investie, celle-ci, dirigée soit par M. Claude Coniaux, soit par M. Claude Huriet, l'un et l'autre républicains indépendants.

Seconde hypothèse : M. Martin obtient l'investiture que lui octroierait le R.P.R. (mais non localement) le R.P.R. serait prêt à lui accorder. Dans ce cas une liste groupant les centristes en opposition avec le conseil municipal actuel pourrait être établie et éventuellement emmenée par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. Le cabinet de ce dernier dément toute possibilité mais lors de la venue du président de la République, le président du conseil régional de Lorraine lui aurait déclaré que si M. Coniaux — qu'il soutient fermement — n'obtenait pas l'investiture, il se présenterait.

Enfin, dans un troisième cas de figure, aucune liste ne serait investie et une liste désemparée grouperait les listes de M. Martin d'un côté et de M.M. Coniaux et Huriet de l'autre.

Les rapports entre les R.I. et le R.P.R. au niveau national, ainsi que l'élection à la présidence du conseil régional, qui donneront à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président sortant, à M. Messmer, présent sur la situation locale. Le voyage de M. Giscard d'Estaing en Lorraine ne semble pas avoir mis un terme à ces divergences.

M. Martin a, en outre, indiqué que « rien ne l'empêcherait de mener jusqu'au bout le combat pour l'idée que nous faisons de l'unité de la ville, et ce deuxième tour s'il y en a un ». Il est toutefois peu vraisemblable que la majorité courre le risque d'une triangulaire au deuxième tour car elle assurerait la victoire de la liste de gauche menée par M. Gérard Courroy (P.S.).

En attendant, il est indéniable que les tergiversations de la majorité au niveau national favorisent le maire sortant qui, en un an, a redressé une situation économiquement compromise par les remous autour de l'urbanisme.

CLAUDE LEVY.

### Dans l'opposition

#### CLERMONT-FERRAND : divergence

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Les divergences qui séparent depuis un certain temps fait jour entre le parti communiste et le parti socialiste dans la conduite des négociations en vue de la répartition entre les différentes « composantes » de la liste d'union de la gauche pour les élections municipales à Clermont-Ferrand (quarante-trois sièges) se manifestent désormais publiquement et de façon particulièrement vive. M. Jean Nicolas, secrétaire général de la fédération du Puy-de-Dôme du parti communiste, conseiller régional, ayant protesté contre le fait que le parti socialiste n'entendait concéder au parti communiste que huit ou neuf places au lieu des seize que celui-ci avait réclamées, « sur la base d'une application de la proportionnelle à l'intérieur de la gauche », M. Roger Quilliot, sénateur, maire socialiste, qui conduira la liste de la gauche, a précisé les positions de sa formation.

« Le parti socialiste avait estimé que ce qu'il acceptait, avec l'entrée au conseil municipal de Clermont-Ferrand du parti communiste, était un élargissement d'une liste déjà existante qui comprenait des socialistes, des radicaux de gauche et quelques personnalités ».

Le parti socialiste demandait la majorité absolue, compte tenu de la réalité clermontoise, 42 % des suffrages. Il estimait également que les radicaux de gauche devaient garder leur contingent, comme il estimait que doit être conséquent un contingent de personnalités représentatives. C'est la notion des quatre composantes.

M. Roger Quilliot a poursuivi : « Pour nous, les bases d'une pure proportionnelle sont donc incompatibles avec ces réalités. Aussi maintiendrons-nous notre opposition ».

Le sénateur, maire de Clermont-Ferrand, a conclu : « Je suis d'autant plus surpris que j'ai appris qu'à Besançon le parti communiste avait accepté sept sièges, alors qu'il en demandait trois ».

Le général François Binoche, coprésident du Front progressiste (gaulliste d'opposition), a annoncé jeudi 9 décembre à Nice, qu'il a engagé, au niveau local, des négociations avec le P.S. et le P.C.F. en vue de figurer, avec certains de ses amis, sur une éventuelle liste d'union de la gauche.

## Saudia: 6 vols hebdomadaires vers l'Arabie Saoudite.



Vols sur les appareils les plus modernes : TriStar, Boeing 707 "new look" au départ de Paris/Charles-de-Gaulle

		LUNDI	MER.	VENDREDI	SAMEDI
		SV 772	SV 668	SV 774	SV 664
		MDT	MDT	MDT	MDT
		MDT	MDT	MDT	MDT
PARIS (PAR)	D	11:30	18:30	14:10	10:30
GENEVE (GVE)	A			11:30	12:30
ROME (FCO)	A	14:20	15:35		
DJEDDA (JED)	A			20:40	19:45
RIYAD (RUH)	A	21:55	23:00	22:50	21:15
DHA'NAN (DHA)	A	23:50	01:30		
RIYAD (RUH)	A		04:15		
DJEDDA (JED)	A		07:20		

Valable jusqu'au 21 Mai 1977. Heure locale. Consultez votre Agent de Voyages, votre transitaire ou Saudia. Informations et réservations passagers : 55 Avenue George-V 75008 Paris. Tél. 720.68.20 (journées multiples) - Tél. 63.00.67. Réservations Fax : 962.59.54 - Tél. Saudia 6915157.

**saudia** SAUDIA ARABIAN AIRLINES. Votre expansion au rythme de nos jets dans tout le Moyen-Orient.

**MARIE-LOUISE**  
52 Champs Elysées à Belle Epine et à Rouen  
**LES PRIX EN FETE**  
**FOURRURES**  
VESTES LONGUES LAPIN OU ANTILOPE **800F** BLOUSON LAPIN **500F**

3 jours, opération portes ouvertes  
**Saint Roy**  
vente exceptionnelle de minéraux  
importés du monde entier  
prix imbattables  
3 JOURS : vendredi 10 samedi 11, dimanche 12 9 à 19 h sans interruption  
Boutique : 1, rue Paul-Clément (St) Métro : Saint-Philippe-de-Noyes

## Afin que vous calmez votre soif plus rapidement

C'est l'affaire de LINDE. Car les chariots LINDE accélèrent le transbordement des marchandises. Ils transportent les palettes de boissons. Ou les préfabriqués en béton, le bois, les tuiles : tous les produits imaginables. Dans l'industrie et le négoce. Les chariots LINDE sont dotés de la technique la plus avancée et sont faciles à conduire. Ils existent dans toutes les versions d'énergie. Dans les capacités allant de 1,0 à 7 tonnes. Les chariots LINDE sont à la pointe du progrès en Europe.

LINDE ne conçoit pas que des chariots élévateurs. LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.

Linde Manutention  
Rue de la Croix de l'Orme  
Morainvilliers  
78630 Orgeval  
Tél. 975.73.00

Chariots Élévateurs  
Gaz industriels  
Froid et Climatisation  
Systèmes d'aménagement  
Entrepôts frigorifiques  
Basses températures et Techniques de Procédés  
Hydraulique  
Machines-outils et outils  
Compresseurs à piston et centrifuges

WMZ 885 M (9)



POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES A PARIS

**M. Michel d'Ornano : un questionnaire aux Parisiens**  
**M. G. Sarre : le P.S. ne jouera pas les seconds rôles**

Après un arbitrage du premier ministre, et selon une procédure de consultations acceptée par tous, fut élu désigné comme candidat de la majorité à la mairie de Paris, a déclaré, le jeudi 10 décembre, M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, qui a précisé : « Mon objectif est de constituer des listes mixtes de la majorité dans les différents secteurs de la capitale. Si ces listes s'établissent pas possibles, ce ne serait pas de mon fait ni de celui de mes amis. »

La désignation du 12 novembre dernier de M. d'Ornano comme candidat de la majorité a été contestée par le groupe Parisien de la majorité de l'Assemblée, dominée U.D.R., qui a annoncé :

« Le Journal officiel du 10 décembre publie un décret du 10 décembre fixant la date de renouvellement des conseils municipaux. Les élections municipales auront lieu le 13 mars 1977. Or, un second tour sera nécessaire, il y sera procédé le 30 mars. Les dispositions sont applicables au département de Paris, à l'exception des territoires de la nouvelle-Calédonie et dépendances, et de la Polynésie française. D'autre part, les demandes d'inscription qui peuvent être déposées toute l'année ne sont pas en compte officiellement, la commission administrative n'en a pas tenu compte le 1er septembre et le 1er décembre. »

La candidature de M. Christian de La Malène, rapporteur général du budget de la Ville, ajoutée, ne jouera pas les seconds rôles. Il faudra tenir compte des réalités nouvelles. »

En réponse à une question sur l'éventualité de la désignation d'un candidat commun de la gauche comme candidat à la mairie de Paris, M. Georges Sarre a répondu : « Nous nous battons sur la ligne de la défense d'un contrat municipal commun, du programme commun de gouvernement de la gauche, mais nous ne nous proposons pas des clarifications qui pourraient être utiles à notre succès. Le réalisme et la sincérité doivent triompher dans la pratique. »

M. Sarre a souligné que quoi qu'il en soit le fait était acquis : même s'il y a encore des difficultés avec les partenaires du parti socialiste il y aura des listes uniques de gauche à Paris lors des élections de mars 1977.

La question se pose de savoir si les « clarifications », le « souci de réalisme et d'efficacité » dont parle M. Sarre ne conduiront pas les socialistes de la capitale à désigner leur candidat à la mairie en même temps qu'elle présentera ses listes pour les municipales. La fédération de Paris du parti communiste s'est quant à elle toujours déclarée opposée à une telle formule et à toute « personnalisation » de la prochaine campagne municipale. M. Yvan Pissin, son premier secrétaire, le répétait encore dans le Monde du 5 octobre :

(1) Il y a actuellement au Conseil de Paris 30 élus de gauche : 20 communistes, 8 socialistes, 2 radicaux de gauche.

« La fédération de Paris du Mouvement démocratique socialiste de France (dont le président national est M. Max Lejeune, député, maire d'Abbeville) a décidé d'apporter son soutien à la candidature de Michel d'Ornano, candidat à la mairie de Paris, investi par les instances régionales de la majorité présidentielle à la mairie de Paris. Les socialistes militant au sein de Paris - à l'exception de M. Jacques Dominati, employé - ont décidé de faire triompher la candidature de Michel d'Ornano », indique la fédération.

**MORT DE M. JEAN-PAUL PALEWSKI**  
**DÉPUTÉ R.P.R. (ex-U.D.R.) DES YVELINES**

Hospitalisé depuis quelques semaines, M. Jean-Paul Palewski, député R.P.R. (ex U.D.R.) de la deuxième circonscription des Yvelines (Saint-Germain-en-Laye), est décédé vendredi matin 10 décembre à l'hôpital de la Salpêtrière, à Paris, dans sa soixante-neuvième année.

Né le 19 juillet 1908, docteur en droit, diplômé de l'Institut des hautes études internationales et de l'Académie des sciences internationales de la Haye, M. Jean-Paul Palewski est entré officiellement en 1947 de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, avant de venir en 1952 à la cour d'appel de Paris, fonction qu'il occupa jusqu'en 1971. Au lendemain de la seconde guerre mondiale — qui lui vaudra notamment la croix de guerre 1939-1945 et des T.O.E. — la détermination de la Résistance et les fonctions de commandeur de la Légion d'honneur, il est maître du Louvre (de 1954 à 1957), puis député R.P. de Seine-et-Oise aux deux assemblées constituantes et à l'Assemblée nationale. Il sera élu député sous l'étiquette du R.P.F., puis sous celle de l'U.N.R. Sous la République, il représente sans interruption la troisième circonscription de Seine-et-Oise, devenue pour partie la deuxième circonscription des Yvelines (Château, Int-Germain-en-Laye).

De 1958 à 1963, il préside la délégation parlementaire française auprès de l'O.T.A.N. et, de 1963 à 1967, la commission des finances de l'Assemblée nationale. A ce double titre, il effectue plusieurs missions à l'étranger, notamment en Norvège, où il dénonce, en 1963, la faiblesse de la défense du flanc nord de l'O.T.A.N. ; en Pologne, où il parle en 1964 de l'insécurité de la ligne Oder-Neisse, et dans plusieurs pays du Proche-Orient en 1968. Il devient ensuite rapporteur du budget militaire ; en 1968, il propose de réduire à neuf mois le service militaire des appelés affectés à la défense opérationnelle du territoire ; en 1970, dans le débat sur la loi de programme militaire, il demande que l'ensemble des forces nucléaires soient placées sous un commandement unique ; en 1972, il suggère de consacrer une large part du service militaire à l'instruction civique.

Président du conseil général des Yvelines depuis 1967, il a présidé de 1967 à 1976 le Conseil supérieur de la propriété industrielle. Depuis 1963, il préside également la commission nationale des secteurs sauvegardés. Il sera remplacé à l'Assemblée nationale par M. Pierre Béga, ministre du P.C., vice-président du conseil général.

M. Jean-Paul Palewski était le frère de M. Gaston Palewski, ancien ministre, ancien président du Conseil constitutionnel.



**VENEZ A NEUILLY**  
**ACHETER VOTRE CHAÎNE HI-FI**  
**"DOSSIER EN MAIN"**

5 Dossiers inédits.  
A Neuilly, 400 m<sup>2</sup> de Hi-Fi vous attendent. Toutes les réponses aux questions que vous vous posez sont là : les 32 pages des dossiers Quartz vous expliquent clairement comment bien choisir votre chaîne. Nous avons confronté sans pitié toutes les grandes marques dans des tableaux comparatifs inédits.

12 Chaînes cohérentes.  
Ce travail considérable a donné naissance, après contrôle en laboratoire, aux 12 chaînes Quartz, les plus cohérentes de la saison 77. Aux prix les plus bas de Paris (à partir de 1.990 F). Venez les écouter tranquillement. Nous avons mis votre dossier (gratuit) de côté. Et le parking est facile.

110, av. Charles-de-Gaulle  
Neuilly (métro : Sables)  
39, av. Jules-Caumont, Marseille.

**QUARTZ**

**Le III<sup>e</sup> congrès de G.S.L.**

**LES JEUNES GISCARDIENS**  
**FACE AU COLLECTIVISME**

Le mouvement de jeunes giscardiens. Génération sociale et libérale organisée samedi 11 et dimanche 12 décembre, son troisième congrès. Il aura lieu à Paris au Champ-de-Mars, sous un chapiteau (les militants de province seront logés dans un dortoir installé aussi sous une tente).

Le thème du congrès est : Les jeunes giscardiens pour la démocratie française face au collectivisme. M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, présidera la première séance. Plusieurs membres du gouvernement interviendront au cours des différents débats, notamment M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, M. Raymond Barre et Michel Poniatowski participeront à la séance de clôture, dimanche en fin de matinée.

Les travaux du samedi seront organisés en quatre « carrefours » dont les sujets seront : Changer le travail dans la démocratie française ; Les nationalisations et l'économie collectiviste ; Une nouvelle cité dans la démocratie française et l'autogestion ; de l'espérance à la démagogie. Le soir, les jeunes giscardiens écouteront un concert du groupe pop Oshiss.

« Le prochain conseil des ministres, mercredi 15 décembre, qui ne pourra se réunir à l'Elysée en raison de « l'arbre de Noël » offert aux enfants du personnel de la présidence, aura lieu à l'Hôtel Marigny, et non pas au pavillon de chasse de Marly comme l'avait indiqué, mercredi 8 décembre, M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée. »

**Au Conseil d'Etat**  
**M. HEUMANN PRÉSIDENT**  
**DE LA SECTION DU CONTENTIEUX**

Par décision du conseil des ministres, réuni le 8 décembre, M. Claude Heumann, conseiller d'Etat, est nommé président de la section du contentieux, en remplacement de M. Raymond Odet, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

D'autre part, Mme Louise Cadoux, maître des requêtes, est nommée conseiller d'Etat en service ordinaire.

(Né le 19 mars 1927 à Saint-Clément (Seine-et-Marne), M. Claude Heumann est entré au Conseil d'Etat comme auditeur en 1948. Il est maître des requêtes l'année suivante et commissaire du gouvernement en 1963, année où il est nommé conseiller d'Etat.)

(Né le 21 janvier 1926 à Alger, Mme Louise Cadoux, ancienne élève de l'école nationale d'administration, entre au Conseil d'Etat comme auditeur en 1948. Mme Cadoux est maître des requêtes depuis 1959.)

Sentiments distingués

**LANCEL**  
le savoir-choisir

Opéra • Rond-Point des Champs-Élysées • C.I.P. Porte Maillot • Parly 2 • Vélizy 2 • Créteil  
Lyon, Paris-Dieu et rue de la République • Nice • Toulouse.

**Seule TWA**  
**offre autant**  
**de vols quotidiens**  
**vers les U.S.A.**

**New York**  
sans escale.  
Le premier 747 de la journée. Départ: 12 h - Arrivée: 14 h 45  
Deuxième vol quotidien. Départ: 14 h - Arrivée: 17 h 15

**Chicago**  
sans escale.  
Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 13 h 30 - Arrivée: 16 h 44

**Boston**  
sans escale.  
Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 25

**Washington**  
sans escale.  
Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 11 h 45 - Arrivée: 15 h 30

**Los Angeles**  
**San Francisco**  
Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.  
Départ: 10 h 40 - Arrivée Los Angeles: 16 h 10  
Arrivée San Francisco: 16 h 46  
(Horaires jusqu'au 4 octobre)

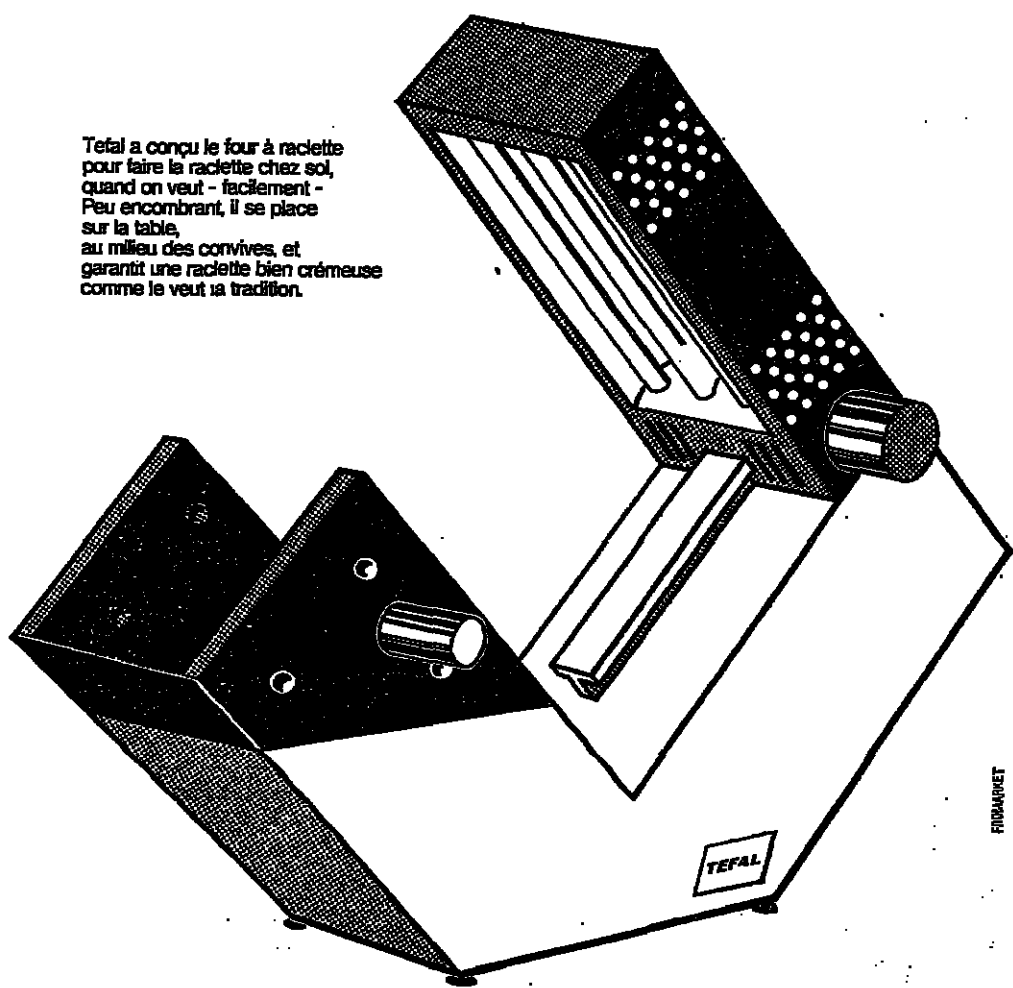
**N°1 sur l'Atlantique.**  
**TWA**  
TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.



# pour faire une bonne raclette chez soi.

...il faut du fromage à  
raclette  
des pommes de terre  
en robe des champs  
des champignons  
au vinaigre  
des cornichons  
des petits oignons  
du jambon  
de campagne  
du vin blanc frais  
...et bien sûr  
un four à raclette

Tefal a conçu le four à raclette pour faire la raclette chez soi, quand on veut - facilement - Peu encombrant, il se place sur la table, au milieu des convives, et garantit une raclette bien crémeuse comme la veut la tradition.



four à raclette  
**TEFAL**

équipements  
HIVER  
STICK  
**SELL**  
24 rue de Picardie - 92100 Nanterre (92) 628.90.00

## POLITIQUE

### La filiation du Rassemblement

(Suite de la première page.)

Il s'est identifié à la nation, il fait partie du patrimoine commun, et personne n'a le droit de se l'approprier. Le gaullisme dont Jacques Chirac revendique l'héritage, celui dont le nouveau Rassemblement ressuscite l'appareil, le décor, les humeurs, c'est d'abord celui du R.P.F., celui aussi du 30 mai 1968 et des élections qui suivirent. Même combativité à l'encontre des adversaires de gauche, hier les séparatistes, aujourd'hui les collectivistes. Même aspiration à rassembler des Français venus de toutes parts, et à dépasser la division entre la droite et la gauche.

Voilà la deuxième question : comment situer la nouvelle formation par rapport à cette dichotomie fondamentale, permanente, de notre vie politique ? La transcender est à l'évidence le sens même de l'entreprise. Tentée par l'ancien premier ministre, c'est aussi sa seule chance de réussir, à quel bon substituer une nouvelle structure, pourquoi une telle orchestration si elles n'aboutissent qu'à chasser sur les terres de la majorité présente ? Comme c'est l'intérêt élémentaire de la gauche de ranger d'emblée le Rassemblement dans le camp de la droite. On ne se pressera pas trop de l'écarter : pour contester la légitimité de la division droite-gauche à laquelle personne n'échappe à la longue, la frontière entre les deux n'est pas tracée de façon irréversible.

Il existe des précédents de formations qui ont su, un temps, la bousculer et s'établir de part et d'autre. A commencer par le gaullisme : en novembre 1958, presque 30 % des électeurs communistes ont voté pour ses candidats ; au second tour de l'élection présidentielle de décembre 1963, quelque trois millions d'électeurs de gauche ont préféré le général de Gaulle au candidat unique de la gauche, François Mitterrand. Il est vraisemblable que ces souvenirs inspirent la nouvelle entre-

prise et fondent son espérance : pourquoi ne pas rééditer ces deux exploits ? Mais, depuis, plus de dix années ont passé : peu à peu la division a resurgi. Chacun des choix qui se sont succédé a contribué à restaurer le partage et à renforcer la séparation : élections de juin 1968 ; élection de Georges Pompidou, en 1969, puis de Valéry Giscard d'Estaing, en 1974. Elle a, aujourd'hui, repris toute sa force, et ce n'est pas l'approche des échéances électorales qui abolira la barrière, à plus forte raison l'effacera. Nous sommes maintenant au bord d'un plan incliné, où la pesanteur exerce une attraction irrésistible. Quel espoir de détacher les électeurs de leurs formations habituelles ? Le général de Gaulle l'a pu, parce que, à un moment ou à un autre, selon le mot fameux, tout le monde avait été, fut ou serait gaulliste. Mais quand Jacques Chirac pourra-t-il se l'appliquer ? Pour l'instant, tout conspire à le rejeter ou à l'enfermer à droite.

Pourtant, n'est-il pas, ne vise-t-il pas à être populaire ? Si fait, mais seuls ceux qui s'imaginent que les divergences politiques reproduisent mécaniquement les différences sociales confondent peuple et gauche. Pas plus qu'elle n'a le monopole du cœur, celle-ci n'a l'apanage d'une clientèle populaire. Il y a aussi un peuple à droite — et beaucoup de bourgeois à gauche. C'est même le caractère populaire de son recrutement et de son inspiration qui concourt à spéculer une des droites. En effet, contrairement à l'analyse constante du parti communiste, qui lui est dictée par un système de pensée dualiste qui affecte de tenir pour négligeables les différences à l'intérieur de la droite, les divers éléments de la majorité ne sont pas interchangeables. Leurs dissensions ne se réduisent pas à des conflits d'ambitions personnelles : ils révèlent des divergences de fond sur le fonctionnement des institutions, le style de gouvernement, la politique sociale, la souverain-

eté nationale, l'Europe. Elles se réfèrent à des traditions anciennes. A propos de l'entreprise de Jacques Chirac, on a beaucoup parlé depuis quelques semaines de résurgence du bonapartisme, à la suite de Roger Châtelet, le premier, à ma connaissance, à mettre le terme en circulation en faisant référence à une classification que j'ai naguère proposée. Le rapprochement est acceptable, à condition de ne lui donner qu'une valeur indicative pour désigner une certaine constellation stable de valeurs et de sentiments : en particulier, l'association de l'autorité et la légitimité populaire. Si l'on voulait à tout prix approfondir le parallèle, il conviendrait de chercher le terme de comparaison plutôt dans le troisième bonapartisme, celui du postulant, postérieur à la disparition du Second Empire. Mais laissons là ces fantaisies historiographiques. L'identification ne règle pas la question droite-gauche : le bonapartisme a parfois penché à gauche, avant de glisser à droite. Quant au gaullisme, il a tour à tour été à gauche et à droite. Qu'en sera-t-il donc de son dernier avatar ? La réponse dépend presque autant du jeu des rapports à l'intérieur de la nouvelle majorité que du comportement de la gauche. En particulier, comment se situera-t-il par rapport aux orientations du chef de l'Etat ? Celui-ci n'a guère cessé depuis son élection d'être en porte à faux entre ses intentions qui l'entraînent vers une ouverture et sa majorité qui le retiendrait à droite. Dans ces péripéties, les principaux animateurs du Rassemblement, à commencer par le premier d'entre eux, ne se sont pas rangés parmi les uns ou les autres convaincus ni les plus convaincants des intentions réformatrices du président de la République.

De surcroît, quand Jacques Chirac a soutenu la candidature de Valéry Giscard d'Estaing, comment ne pas se souvenir qu'il était contre le représentant de l'Etat le plus moderniste de l'U.D.R. ? Certes le passé ne répond pas de l'avenir, mais sans chef, fut-il charismatique, ne peut faire fi des pesanteurs des clientèles, rassemblées ou polarisées. Le désir de ceux qui ont soutenu Jacques Chirac d'élargir le Rassemblement est sans doute d'autant plus sincère que c'est la seule chance de réussir l'opération projetée, mais pourront-ils, à l'encontre de leurs pesanteurs, s'arrêter entre l'opposition socialiste et les orientations libérales de Démocratie française ? Il y a aussi plus d'une raison de penser qu'ils ne le feront pas. La droite de la majorité et que le Rassemblement affirmera son originalité par rapport au chef de l'Etat en le débordant par la droite.

La V<sup>e</sup> République a connu, au moins une fois déjà, pareille situation : en 1969, quand l'U.N.R. réintégrait la politique engagée en Algérie par le général de Gaulle. Le président de la République eut finalement raison de cette mauvaise volonté au profit d'un petit nombre de dissidents. Mais c'était Charles de Gaulle fidèlement servi par son premier ministre, Michel Debré, et la très grande majorité de la métropole opposition comprise, se rangèrent derrière lui. La situation est aujourd'hui bien différente, et ce simple rappel suggère la différence des conjonctures : il souligne accessoirement l'écart des chances offertes au nouveau parti de devenir un véritable rassemblement.

RENÉ RÉMOND.

## CORRESPONDANCE

M. René Chazelle est socialiste

Après la publication, dans le Monde du 9 novembre, du commentaire sur le résultat de l'élection législative partielle de la Haute-Loire, nous avons reçu de M. René Chazelle, ancien député, sénateur de ce département, la lettre suivante :

Des électeurs m'ont dit et écrit qu'ils étaient indignés par l'indignité de la rétrogradation, l'absence d'entendre que pendant les campagnes législatives de 1968 et 1973 « j'avais mis mon drapeau dans ma poche ». Comment ceux qui ont suivi, et certains depuis trente ans, ma vie militante dans la Haute-Loire, mes luttes, mon activité en qualité de secrétaire fédéral du parti socialiste S.F.I.O. ne se seraient-ils pas sentis heurtés alors que, au nom de notre parti, ils m'avaient investi de leur confiance pour mener le combat aux élections de 1968 et 1973 ? Devrais-je produire un dossier où, pièce par pièce, vous trouveriez articles, communiqués, circulaires ? Ai-je besoin de me justifier ? Non. C'est pourquoi, dans cette mise au point, je préfère laisser la parole à un adversaire politique (et quel adversaire !), au ministre de l'Intérieur de l'époque, qui, donnant son avis au Conseil constitutionnel, le 23 mai 1973, sur le recours déposé par M. Louis Eyraud, actuel député de la Haute-Loire, contre l'élection de mon successeur, écrivait notamment :

« L'appartenance politique de M. Chazelle, député sortant de la circonscription, conseiller général du département de la Haute-Loire, est notoirement connue. Antérieurement aux élections de mars 1973, M. Chazelle faisait partie du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et a même été, pendant un certain temps, vice-président de l'Assemblée nationale sur présentation de sa candidature par ce groupe parlementaire. »

« Au cours de la campagne électorale du premier tour de scrutin des élections législatives de mars 1973, M. Chazelle a, par ailleurs, nettement précisé son appartenance politique, comme en témoigne sa profession de foi, la-

quelle le présente sans équivoque possible comme le « candidat de l'union de la gauche socialiste et démocrate » (parti socialiste et radical de gauche). »

[N.D.R. : Nous avions écrit le 9 novembre, à propos du résultat que venait d'obtenir M. Louis Eyraud : « Recueillir plus de 42 % des suffrages dans une circonscription d'un département aussi traditionnellement que la Haute-Loire est déjà un succès, si l'on n'a pas mis son drapeau dans sa poche. Or, M. Eyraud ne l'a pas mis. Il a même eu à lutter contre une réputation de socialiste » et, appartenant à l'extrême gauche de son parti. En 1968 et en 1973, en revanche, il était bien difficile de distinguer l'élu socialiste de M. Chazelle. Jean-Claude Simon raconte même qu'il avait, cette année-là, battu le candidat de l'opposition en se contentant d'apprendre aux électeurs que M. Chazelle était socialiste. »] [Il est inutile d'invoquer les « artifices de la rhétorique » pour tenter d'établir que nous avons écrit ce que nous n'avons pas écrit. La formule du « drapeau dans la poche » ne vient pas de M. Chazelle. Elle était employée dans une phrase où il n'était nullement question de lui. Ce que nous avions à dire, nous l'avons dit sans « artifices de rhétorique » : « En 1968 et en 1973, il était bien difficile de distinguer l'élu socialiste de M. Chazelle. » Nous le maintenons. — N.-J. B.]

## 12 millions d'utilisateurs il y a de bonnes raisons

Les Mini-Sharp vous en donnent plus

24 rue de Picardie - 92100 Nanterre (92) 628.90.00

هكذا من الأهم



# M. Chirac met en place l'état-major du R.P.R.

M. Jérôme Monod, secrétaire général du Rassemblement pour la République, a participé, pour la première fois en cette qualité, à la réunion des secrétaires généraux des formations de la majorité, jeudi 9 décembre, à l'hôtel Maitre-Blanc. Le même jour, M. Jacques Chirac, président du Rassemblement, a nommé, sur proposition de M. Monod, les membres de la commission exécutive, qui doit, selon les nouveaux statuts du mouvement, assister le président et le secrétaire général dans la direction du Rassemblement pour tous les actes de la vie courante.

Le travail, mouvement de gaullistes de gauche : M. Jean de Lippowski en fut un des fondateurs et M. Jean-Claude Servan-Schreiber en fut le secrétaire général de 1959 à 1962. Le premier, maire de Royan, ancien député de Charente-Maritime, diplomate de carrière, a été secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gouvernement Couve de Murville de 1968-1969 et ministre de la coopération dans le gouvernement Chirac de janvier à août 1976. Avant d'être entré dans ces deux fonctions, il avait été directeur des relations internationales de l'U.D.R. et avait, à ce titre, conduit des missions en Syrie, en Roumanie et en Egypte. Quant à M. Jean-Claude Servan-Schreiber, cousin de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ancien président du parti radical, il fut

journaliste puis directeur du quotidien les Echos, fondé par son père. Actuel président de la Régie française de publicité, il appartenait au Nouveau Centre Social de M. Edgar Pauré et au Mouvement pour le socialisme par la participation. Si le ralliement est illustré par la nomination de M. Alain Juppé, l'ouverture et la diversité sont marquées par l'arrivée de Mme Dupuy, ancienne collaboratrice de Georges Pompidou et première femme conseiller d'Etat, du professeur Frézal, qui n'est jamais milité activement dans une formation politique, et de M. André Turcat, premier pilote d'essai de Concorde, qui était proche des républicains indépendants et qui est conseiller municipal de Toulouse.

## L'organigramme de la commission exécutive

L'organigramme de la commission exécutive que préside M. Jérôme Monod se présente ainsi :

- SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS : Mme Anne-Marie Dupuy, administration générale ; M. Charles Pasqua, animation ;
- DÉLÉGUÉS NATIONAUX : MM. Jean de Lippowski, relations internationales ; Jean Tibert, élections ; Alain Juppé, études ; Jean-Claude Servan-Schreiber, relations avec la presse ;
- CONSEILLERS AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL : MM. André Turcat, pour les affaires industrielles et les technologies de pointe ; Jean Frézal, pour l'éducation, la formation et la recherche scientifique.

(Mme Anne-Marie Dupuy, née en 1929 à Pithiviers, licenciée en droit, diplômée d'études supérieures de droit privé, a participé aux cabinets de M. de Gaulle, de France d'Alençon comme ambassadrice militaire avant de s'inscrire au barreau de Paris. En 1963, elle devient chef adjoint du cabinet de Georges Pompidou à l'hôtel Matignon, en 1968, chef de cabinet.)

Lorsque l'ancien premier ministre devient président de la République, Mme Dupuy est nommée chef de cabinet à l'Elysée et, en mai 1973, directrice du cabinet du chef de l'Etat. Le 14 janvier 1974, elle est la première femme à être nommée conseiller d'Etat en service ordinaire.)

(M. Alain Juppé, né en 1945 à Mont-de-Maran, est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégé de lettres classiques, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, d'où il est sorti dans l'inspection des finances. Il a été en mars 1976 nommé secrétaire fédéral adjoint au cabinet du ministre chargé de la promotion de l'emploi. Il entre en juin 1976 au cabinet de M. Jacques Chirac, ministre, comme chef de mission. Il était, depuis le 14 septembre dernier, sous-secrétaire technique de M. Robert Galley, ministre de la coopération.)

(M. Jean-Claude Servan-Schreiber, né en 1918 à Paris, est licencié en droit, diplômé de sciences politiques, Secrétaire général du Rassemblement pour la République (gaullistes de gauche) en 1959, secrétaire général adjoint de l'U.D.R. en 1962. Il siège à l'Assemblée nationale de 1955 à 1967 comme suppléant de M. Roger Frey. M.A.R. du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Il est en 1967 président du Rassemblement français pour l'Europe et est nommé en 1968 directeur général de la Régie française de publicité (général de France).

En mars 1977, il avait dirigé sans succès la campagne de député du Centre (Seine-et-Marne) et était présenté en 1980 contre M. Mitterrand, dans la Nièvre. En 1973, à l'Assemblée, il fut élu conseiller général de la Nièvre. Il est élu député du Gard.)

(M. André Turcat, né le 23 octobre 1921 à Marne-la-Vallée, est un ancien pilote d'essai militaire de plusieurs régiments internationaux. Entré à Sud-Aviation en 1945, il a été directeur des essais en vol de l'aviation expérimentale française. Depuis l'an dernier il est à la retraite.)

En 1971, il est entré à la mairie de Toulouse après avoir été élu sur la liste de M. Pierre Baudis, élu maire, pour occuper des fonctions de conseiller municipal. Le nom de M. Turcat avait été avancé en 1974 pour occuper des fonctions ministérielles, mais c'est à un autre adjoint au maire de Toulouse, M. Guy de Laubard, qu'il a succédé aux fonctions de secrétaire d'Etat aux transports.)

(M. Jean Frézal, né le 19 août 1922 à Béziers (Hérault), a fait ses études de médecine à la faculté de médecine interne, chef de clinique à la faculté de médecine de Paris, attaché puis chargé de recherches au C.N.R.S., le professeur Frézal est médecin des hôpitaux de Paris depuis 1963, médecin de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière depuis 1968, professeur à la faculté de médecine Necker-Enfants-Malades depuis 1969, professeur à la faculté de médecine de la santé et de la recherche médicale (INSERM). Il a été élu à l'Assemblée nationale (Démocrates Parisiens) de 1971 à 1976. Membre de nombreuses commissions et de sociétés scientifiques, M. Frézal a consacré l'essentiel de son œuvre à la génétique et aux problèmes héréditaires de l'enfant. Il a été nommé, en avril 1976, conseiller d'Etat en service extraordinaire.)

## LE FRONT PROGRESSISTE : une imposture.

M. Dominique Gallet, coprésident du Front progressiste (gaullistes d'opposition), a déclaré, jeudi 9 décembre, à Nice : « Face à l'impopularité de Jacques Chirac, qui est une imposture pour le gaullisme et un danger pour la République, et devant la nécessité de ne pas dialoguer en ordre dispersé, nous nous sommes réunis. Notre démarche sera avant tout démocratique. Elle s'attachera à ce que se constitue dans la gauche une composante gaulliste qui soit authentique, populaire, militante, et non un décor de théâtre ».

● M. Pierre Bergeot, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré, jeudi 9 décembre, à La Celle-Saint-Cloud : « Jacques Chirac repète la lapalisse de la droite pour l'histoire de la République. N'a-t-il pas choisi Jacques Chirac en 1974 contre le gaullisme historique ? N'a-t-il pas été chef de gouvernement pendant vingt-sept mois ? Chantage, infatigable, spoliation de l'épargne, politique étrangère incertaine, que peut-il reprocher au président de la République qui ne soit aussi son œuvre ? L'excitation du chat, nous ne la connaissons que trop. Les socialistes n'ont pu contenir les jets d'injustes procès d'intention. Ils ne disent pas que Jacques Chirac est fasciste, mais ils croient à la tentation du fascisme, parce que pour eux, les tentateurs ne manquent pas. »

# Il n'y a plus d'ailleurs

(Suite de la première page.)

Quant aux communistes, leur évolution est si étonnante qu'il n'est pas nécessaire de la rappeler en détail. De l'acceptation du pluralisme au rejet de la dictature du prolétariat, sans oublier les distances prises avec l'U.R.S.S., ils en ont fait un processus de social-démocratisation.

## Une épreuve de force

C'était la première phase, celle de l'identification à un camp. La seconde illustre un mouvement inverse : les partis qui cherchaient à se distinguer. C'est surtout vrai des formations qui, dans l'une et l'autre coalition, n'ont plus un rôle aussi dominant. L'U.D.R., dans la majorité, le P.C., dans l'opposition.

Pour mieux affirmer sa personnalité, l'U.D.R. a changé ses atours et son décor, comme cela se produit dans les couples séparés. M. Chirac a délaissé ce qu'il avait « glanisé ». La logique de ses entreprises s'agissait, d'un médiateur, une épreuve de force avec le président de la République — sur la réforme du Fonds monétaire international, par exemple, — et, à plus ou moins long terme, un affrontement plus décisif. Ainsi le R.P.R. aurait l'occasion — si l'analyse de son animateur est exacte — de reconquérir le terrain perdu par l'U.D.R. Que les élections municipales soient défavorables à la majorité et, comme après les cantonales de mars 1976, la nécessité d'un verdict électoral plus déterminant réapparaîtra ! En attendant la minute de vérité, le R.P.R. marque, dans la majorité, son originalité.

Les centristes et réformateurs éprouvent aussi, avec une autre motivation que les gaullistes, le besoin de se manifester autrement que par un sursaut reconnaissant. Les amis de M. Lacanet le font par petites touches et M. Servan-Schreiber avec éclat. Dans tous les cas, il s'agit de récupérer la partie de l'électorat majoritaire qui a été déçue par M. Giscard d'Estaing et « la société libérale avancée ».

## Deux lectures du programme commun

Le parti communiste, qui fut la principale composante de la gauche, ne se désigne pas à devenir la force d'appui électoral du parti socialiste. Aussi, dans son évolution dont l'opportunité n'est pas

sérieusement contestée, veille-t-il à mieux affirmer sa présence, que ce soit en cherchant des forces nouvelles dans les catégories les plus défavorisées, ou en annonçant qu'il présentera un candidat à la prochaine élection présidentielle. « Ce que nous voulons, c'est l'unité, mais l'unité dans la diversité. Il serait catastrophique de réaliser l'union dans le monolithisme », déclare M. Marchais.

Communistes et socialistes n'ont pas hésité à voter de façon différente dans le scrutin sur l'extension des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée européenne. Les deux partis se réclamant du programme commun, qui donne lieu à des lectures différentes, M. Marchais assure qu'il faut s'en tenir strictement à ce qui est inscrit dans ce programme « en n'acceptant aucune mesure qui conduise à aliéner l'indépendance et la souveraineté de la France ». Et M. Mitterrand écrit dans l'Unité : « Que nos deux partis se séparent sur un choix aussi important, c'est de quoi me préoccuper. Mais le le sera plus encore si l'union de la gauche contraindrait les socialistes à se séparer de la conscience qu'ils ont des intérêts fondamentaux de la France et de la démocratie. Je préfère que les masses financières — 10 milliards d'unités de compte en 1977 — qui échappent aux Parlements nationaux soient contrôlées par l'Assemblée communautaire plutôt que par le conseil des ministres des Neuf. Exactement ce à quoi tend, me semble-t-il, le programme commun de la gauche. »

Dans le Quotidien de Paris de ce vendredi, qui publie sur l'élection universelle deux articles de MM. Jean Kanapa et Pierre Mauroy, ce dernier écrit : « Des divergences existent sur cette question entre communistes et socialistes. Mais il ne faut pas les dramatiser et l'union de la gauche n'en mourra pas. »

Jusqu'ici, les différences d'interprétation du programme commun étaient restées assez mineures. Mais les divergences graves, voire de trahison, se manifestent. Aujourd'hui, elles paraissent simplement souligner l'originalité de chacun des partenaires de l'union de la gauche.

Le passage d'une phase à l'autre, de l'identification à la diversité dans les deux camps, obéit à des facteurs différents, mais complémentaires. Pendant des années, la majorité a trouvé dans l'exercice d'un pouvoir fortement personnalisé les sources de sa cohésion, et l'expansion économique était son meilleur agent électoral. Les électeurs venaient d'eux-mêmes : aujourd'hui, il faut aller les chercher, ce qui oblige à

une réelle diversification des partis en quête de leurs clientèles traditionnelles. L'opposition de gauche a dû, pour sa part, faire la preuve de son aptitude à gouverner. Elle l'a fait en réduisant ses divergences, en se mettant d'accord sur un programme.

Le succès de l'union de la gauche a, pour le parti communiste, le défaut de s'être réalisé un peu trop au bénéfice du parti socialiste. Peut-être faut-il en passer par là, mais sans aller trop loin, estiment les dirigeants du P.C.

Il ne faudrait pas non plus que l'union de la gauche ait fait le plein de ses voix avant l'heure. Aussi les partis qui la composent sont-ils conduits à chercher ailleurs que dans l'incantation de l'unité — thème qui a fait recette — les moyens d'accroître leur audience.

Chaque famille politique rassemble tous les siens, plutôt que de chercher ailleurs. Depuis la disparition du centre d'opposition, entre les deux camps, il n'y a plus d'ailleurs.

ANDRÉ LAURENS.

## M. MARCEL DASSAULT : la France a besoin d'un gouvernement d'union nationale.

L'hebdomadaire Jours de France, dont le président-directeur général est M. Pierre Guillaud de Beaumont, député R.P.R. de Paris, consacre dans son numéro du 11 au 17 décembre dix pages au lancement du Rassemblement de M. Chirac. Dans le même numéro M. Marcel Dassault, député R.P.R. de l'Oise, publie un éditorial dans lequel il note :

« Jacques Chirac, champion du nouveau rassemblement, le R.P.R., démontre aux Français que la République les appelle à mettre une confiance pour la France, et dès lors qu'il lance son appel, il est déjà rejoint par une masse immense et ardente de volontaires. »

« Alors, les Français qui ne maitrisent pas, qui n'appréhendent pas, qui cachent leur argent feroce la politique de Giscard : la peur n'est pas le danger. »

« Il faut au contraire se remettre au travail, créer des emplois, avoir foi en la victoire de la majorité aux élections législatives. A ce prix, le succès est assuré. »

« Alors, des hommes de valeur comme François Mitterrand seront jugés de la stérilité de l'opposition et acceptent d'entrer au gouvernement. Il sera enfin possible au président de la République de former le gouvernement d'union nationale dont la France a tant besoin. »

## EN VINGT-NEUF ANS

### Le mouvement gaulliste a changé dix fois de titre

Le mouvement gaulliste a connu de nombreuses dénominations :

R.P.F. (Rassemblement du peuple français). — Créé le 14 avril 1947 par le général de Gaulle, qui en prend la présidence, assisté d'un comité exécutif et d'un secrétaire général nommé par le président. Le président et le conseil national sont élus par le conseil national. M. Jacques Doussière est nommé secrétaire général. En 1951, ce dernier, élu député du Rhône et devenant président du groupe R.P.F. à l'Assemblée nationale, est remplacé par M. Louis Terrenoire, jusqu'alors député de l'Orne, élu comme M. R.P. en octobre 1945. Il quitte ses fonctions en 1952. Le général de Gaulle met officiellement le R.P.F. en sommeil le 14 septembre 1953.

A.R.S. (Action républicaine et sociale). — Constitué un groupe parlementaire autonome en juin 1953, à la suite de discussions au sein du groupe R.P.F. de l'Assemblée nationale, plusieurs députés gaullistes ayant voté en 1952 l'investiture de M. Antoine Pinay comme président du conseil. M. Barrachin, député de la Seine, préside le groupe A.R.S.

U.R.A.S. (Union des républicains d'action sociale). Les parlementaires R.P.F. qui n'avaient pas suivi M. Barrachin créent le groupe de l'U.R.A.S. En juin 1953, des députés gaullistes, tant de l'A.R.S. que de l'U.R.A.S., participent au gouvernement Joseph Laniel. M. Chaban-Delmas devient président du groupe U.R.A.S.

REPUBLICAINS SOCIAUX. — En janvier 1954, le Centre national des républicains sociaux est créé sous la présidence de M. Jacques Chaban-Delmas et avec M. Roger Frey comme secrétaire général. Cette formation regroupe les anciens R.P.F., tandis que les membres de l'U.R.A.S. rejoignent, pour la plupart, le Centre national des indépendants de M. Roger Ducot.

U.N.R. (Union pour la Nouvelle République). — Fondée en octobre 1953, au lendemain du référendum constitutionnel du 28 septembre, conduite la campagne « gaulliste » des élections législatives des 23 et 30 novembre.

bre, qui veut le succès de ses candidats. Les secrétaires généraux successifs de l'U.N.R. sont : MM. Roger Frey (octobre 1953-janvier 1959), Alain Chalandon (janvier 1959-novembre 1959), Jacques Richard (novembre 1959-mars 1961), Roger Beaumont (mars 1961-avril 1962) et Louis Terrenoire (avril 1962-décembre 1962).

U.N.R.-U.D.T. — En décembre 1962, les gaullistes de gauche de l'Union démocratique du travail se fondent avec l'U.N.R. après les élections législatives de 1962. M. Louis Terrenoire, jusqu'alors député de l'Orne, élu comme M. R.P. en octobre 1945. Il quitte ses fonctions en 1952. Le général de Gaulle met officiellement le R.P.F. en sommeil le 14 septembre 1953.

En juin 1967, une direction collégiale de cinq membres est instituée, correspondant aux vœux du premier ministre, M. Georges Pompidou, et de M. Frey, ministre chargé des relations avec le Parlement. M. Baugnot étant contesté.

U.D.R. (Union des démocrates pour la République). — Aux assises U.N.R.-U.D.T. de Lille, en novembre 1967, le principe de la direction collégiale est mis en cause : un secrétaire général doit être nommé dans les six mois. Le titre du mouvement est changé pour permettre son développement. En janvier 1968, M. Robert Poujade est nommé secrétaire général.

U.D.R. (Union pour la défense de la République). — Cette dénomination jugée plus élogieuse sur le plan électoral est adoptée le 4 juin 1968, après les élections de mai et avant les élections législatives du 23 juin 1968.

U.D.R. (Union des démocrates pour la République). — Ce nouveau titre est adopté en 1971. Les secrétaires généraux successifs de l'U.D.R. sont MM. René Tomassini (jusqu'en septembre 1972), Alain Peyroutte (jusqu'en octobre 1973), Alexandre Sanguinetti (jusqu'en décembre 1974), Jacques Chirac (jusqu'en juin 1976), André Bord (jusqu'en avril 1976) et Yves Guéna depuis le 24 avril 1976.

R.P.R. 5 décembre 1976. — Assises nationales constitutives du Rassemblement pour la République. M. Jacques Chirac est élu président.

## Utoring : votre résidence vacances en vraie propriété.

Utoring, c'est une formule conçue spécifiquement pour l'investissement immobilier de vacances. Parce qu'un nom de l'évasion, on ne doit pas vendre - et acheter - n'importe quoi. Utoring : la vraie propriété. Nos appartements de vacances sont tous vendus en vraie propriété. Vous êtes maître à bord. Bien maître et seul maître. Utoring : des sites exceptionnels. Dans chaque station de vacances, il y a toujours deux ou trois emplacements privilégiés. C'est là que nous construisons nos résidences, pas ailleurs. La valeur du site fait la valeur des vacances. Et du placement. Utoring : la qualité. C'est peut-être la formule même d'Utoring qui veut cela. Nous construisons des résidences de classe, selon des normes sévères, avec des équipements et des aménagements impeccables. Et qui durent. Utoring : les services. En devenant propriétaire Utoring, vous achetez bien plus qu'un simple appartement. Vous devenez membre d'un groupe européen qui met à votre disposition un ensemble de services indispensables pour préserver votre tranquillité et la valeur de votre capital : une équipe permanente d'intendants dans chaque résidence, un service de location et d'échange international, une prise en charge de tous les soucis de gestion et de maintenance.

Utoring : le cœur et la raison.

<b>Val d'Isère</b> Au pied de la célèbre piste OK. "Le Villaret". Le ski tout les saisons.	<b>Val Thorens</b> "L'Olympic". Le ski tout les saisons.	<b>Les Orres</b> "Le Belvédère". Le ski tout les saisons.	<b>Les Menuires</b> "Les Origines" et "Les Soldanelles". Au cœur de l'immense domaine skiable des trois vallées.
<b>Serre Chevalier</b> Le plus beau mariage de la neige du Nord et du soleil du Sud.	<b>La Mongie</b> "Péduet". Au cœur des pins dans la plus belle station des Pyrénées.	<b>Saint-Tropez</b> "La Caravelle". A Saint-Tropez (vous connaissez ?).	<b>Cannes</b> "Le Fronton". Au calme et dans la verdure face à l'un des plus beaux panoramas de la Côte.
<b>Cap d'Agde</b> "La Voile d'Or". Sur le port, dans ce nouveau paradis de la voile.	<b>Arcachon</b> "Aquarium". En bordure du bassin, avec accès direct à la plage.	Veuillez me faire parvenir une documentation complète sur Utoring et sur l'achat d'un appartement dans les stations suivantes (cocher les cases d'intérêt) :	
<b>La Baule</b> "Bretagne". Au centre de la baie face à la plus belle plage d'Europe.	<b>La Bretesche</b> "Prie La Baule". "Les Hameaux du Château". Un ensemble de cottages dans le pays de château.	Nom _____ Prénom _____ Adresse _____ Code postal _____ Téléphone _____	
<b>Utoring</b> METAIRIE S.A. 35, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 361.52.31-4			



**COPENHAGUE**  
**Réveillon du Nouvel An**  
départ de Paris le 26 déc.  
retour le 2 janv.  
pension complète Hôtel Penta  
tout compris : train F 1425  
avion : F 1850

Jusqu'au 30 avril 77  
Week-end  
départs individuels  
à partir de F. 1050  
Hôtel Penta F. 1150

Reservations et inscriptions  
**DSB**  
CERAMUS DE FER DE L'ÉTAT DANIS  
Maison de Banquet  
142, rue des Champs-Élysées, 75008 PARIS  
Téléphone 351.21.06  
ou à votre agent de voyages

J. AUBOUIN,  
R. BROUSSE,  
J.-P. LEHMAN  
**Précis de géologie**  
Tome 1 : Pétrologie  
Tome 2 : Paléontologie,  
stratigraphie  
Tome 3 : Tectonique,  
tectonophysique,  
morphologie  
chaque tome 150 F  
**dunod**

G. FAVEZ, D. ANZIEU,  
A. ANZIEU, N. BERRY,  
J.B. PONTALIS, V.N. SMIRNOFF  
**Être psychanalyste**  
Coll. "Inconscient et Culture"  
**dunod** 45 F

(PUBLIQUITE)  
**UNIVERSITÉ RENE-DESCARTES**  
**CENTRE DE FORMATION CONTINUE**  
29, avenue du Général-Leclerc  
917-38-19

ANALYSE INSTITUTIONNELLE  
ET ETUDES DES PHÉNOMÈNES INCONSCIENTS  
DANS LES ORGANISATIONS  
pour un public de cadres d'entreprises et administratifs  
et tous praticiens de relations humaines

Les 15, 16 et 17 janvier 1977 :  
— « PERFECTIONNEMENT EN FRANÇAIS ORAL ET ÉCRIT »  
pour public de langue maternelle étrangère ;  
Du 17 au 21 janvier 1977 :  
— « ÉCONOMIE DES ENTREPRISES » ;  
— « INITIATION À LA DANSE CONTEMPORAINE » ; JANVIER 1977.

A. MORRISON, D. McINTYRE  
**Psychologie sociale de l'enseignement**  
Tome 1 : Étude des comportements enseignants  
et problèmes de formation 49 F  
Tome 2 : L'enseignant en situation : relation  
pédagogique et communications 49 F  
Collection "Sciences de l'éducation". **dunod**

## ÉDUCATION

### LES PREMIERS RÉSULTATS DES ÉLECTIONS UNIVERSITAIRES

- LA PARTICIPATION DES ÉTUDIANTS AUGMENTE
- LES LISTES "LOCALES" OU "MODÉRÉES" PROGRESSENT

Les étudiants retrouvent-ils un intérêt pour la vie institutionnelle de leurs universités ? Le scepticisme qui avait accueilli l'instauration, après 1968, d'une représentation des usagers dans les organismes de gestion, le peu d'enthousiasme de certains enseignants et administrateurs face à cet aspect de l'autonomie des universités, sont-ils finalement sans effet ? Au fil des années et de l'application de la loi d'orientation, la « participation » des étudiants aux élections universitaires n'avait cessé de chuter. De 31,2 % en 1970-1971, elle était passée à 27,4 % en 1971-1972, puis à 25 % en 1972-1973 et, enfin, à 24,8 % en 1973-1974. Le quart, seulement, des étudiants était représenté dans les conseils d'université.

#### Une course d'obstacles

Or, depuis deux ans, on note une reprise de la participation étudiante : légère d'abord (25,8 % en 1974-1975, et 28 % en 1975-1976), elle pourrait faire un nouveau bond cette année.

Les premiers résultats, établis au début du mois de décembre par l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et portant sur 139 186 inscrits et 48 608 suffrages exprimés, font apparaître une augmentation de plus de 3 % par rapport à la participation dans les mêmes universités en 1975-1976. Ces chiffres intéressent à la fois des établissements où l'on vote traditionnellement beaucoup (Pau, Lille, Mulhouse, médecine Nancy, Limoges) et des établissements où la participation est, en général, inférieure à la moyenne nationale. Selon les dirigeants de l'UNEF, à partir de ces premiers résultats, on peut estimer que l'augmentation de la participation pour l'ensemble de la France sera de 5 %. Mais ce n'est pas avant le mois de février que tous les résultats seront connus.

Pour apprécier cette évolution, il faut savoir que la représentation des étudiants dans les conseils des universités s'apparente à une course d'obstacles. La loi d'orien-

tation de 1968 avait établi un quorum pour l'élection aux conseils d'université (les étudiants étaient d'abord, dans la majorité des cas, leurs représentants aux conseils d'UNEF). Les « grands électeurs » désignant, ensuite, les élus des conseils d'université : si la participation n'atteint pas 50 % des étudiants inscrits, le nombre des sièges pourvus diminue. Le « coefficient de réduction » a été imposé, depuis, aux élections des conseils d'UNEF, et ramené à 50 % au printemps de 1975.

Trente-quatre conseils d'université ont tenté, en vain, de faire annuler cette décision, et certains ont cherché à tourner la loi en livrant, comme observateurs, le nombre d'étudiants correspondant à la différence entre les sièges à pourvoir et les sièges finalement pourvus (Paris-VII, Nice) : les étudiants, toutes listes réunies, n'occupent pourtant actuellement que 66 % des sièges qui leur sont normalement destinés. Cette réduction du nombre d'étus étudiants avait pour but de freiner la sur-représentation, constatée depuis plusieurs années, des organisations structurées, présentes dans la plupart des scrutins, et en particulier l'UNEF ex-Renouveau. Celle-ci occupait encore, en 1975-1976, 45,80 % des sièges aux conseils des universités, malgré l'application stricte de la règle du quorum.

Les premiers résultats font aussi apparaître une légère progression des listes indépendantes, « modérées » ou de droite. L'UNEF profite en effet peu de l'accroissement de la participation, puisqu'elle obtient 28 319 voix sur 48 608 suffrages exprimés (58,55 % du total), contre 26 093 en 1975 (1). Les listes « locales » opposées à l'UNEF et les organisations modérées passent de 8 808 à 8 858 suffrages (19 % des bulletins). Puisque l'UNEF conserve son audience et que le Mouvement d'action syndicale (MAS) améliore le score de son prédécesseur, le MARC (4 510 voix contre 1 611

(1) Le nombre des inscrits pour le même scrutin est passé de 139 680 en 1975-76 à 139 186 en 1976-77.

en 1975, soit 9,5 %), les étudiants indépendants et modérés étendent leur influence grâce à l'augmentation générale de la participation. Pour leur part, les listes locales non hostiles à l'UNEF obtiennent 3 061 voix contre 2 444 en 1975 (6,5 %) et les listes « divers » 3 866 voix contre 2 049 en 1975 (8,5 %).

Ce phénomène nouveau, s'il est observé partout, correspond à un changement d'attitude de la part des étudiants modérés. Leurs associations ont, en effet, apporté souvent plus de soin à la préparation de la campagne, rompant parfois avec une tradition de désintérêt pour les élections universitaires et développant, dans la plupart des cas, des programmes

revendicatifs. A Aix, une liste indépendante et modérée, que les étudiants bénéficient d'une allocation d'études. Certaines organisations ont aussi, semble-t-il, « durci » cette année leur opposition aux listes de gauche. A Mulhouse, une liste a été intitulée « anti-UNEF ». Ailleurs, certains programmes électoraux dénoncent le « collectivisme » de la gauche universitaire.

A partir de ces premiers résultats, on peut déjà constater que les élections sont plus politiques que celles des années précédentes, la plupart des organisations modérées ou locales ayant avancé à l'université le clivage politique national.

PHILIPPE BOGGO.

## CORRESPONDANCE

### LA REPRÉSENTATIVITÉ DU CLEF

Nous avons reçu, à propos de l'article publié le 27 novembre sur les « étudiants modérés », deux lettres d'étudiants membres du Comité de liaison des étudiants de France (CLEF).

M. Pierre Lacresse, secrétaire général du CLEF, conteste d'abord les chiffres de la représentativité de ce mouvement cités dans le Monde :

Je suis très perplexe devant le fait que le Monde (...) se laisse abuser par les statistiques imbéciles publiées par le secrétariat d'État aux universités ; car, enfin, comment le CLEF aurait-il fait pour obtenir le tiers de la représentation étudiante au CNRSER avec seulement 2,53 % des sièges étudiants dans les conseils d'université ? Comment le CLEF aurait-il fait pour obtenir aux élections du CNRSER (soit pour l'université) onze fois plus de voix qu'il n'aurait de sièges dans les conseils d'université et donc d'électeurs ?

L'article mentionnait également une nouvelle organisation, le Syndicat des étudiants de France (SEF), « émanation de l'UNI »

(Union nationale interuniversitaire), selon M. Lacresse :

Les premiers résultats des élections étudiantes de 1976-1977 montrent qu'il réalise les mêmes scores que l'UNI, comme par exemple à Bordeaux, où il se maintient à zéro siège, alors que le CLEF progresse.

Un autre lecteur, M. Jean-Pierre Rousseau, membre du bureau national du CLEF, nous écrit à propos de l'UNI :

On ne peut pas parler d'association modérée en ce qui la concerne, car chacun sait bien qu'elle se distingue plutôt par des prises de position fort extrêmes et qu'elle est loin de rassembler les militants de l'U.D.R.-Jeunes. (...) Quant à l'attitude du gouvernement vis-à-vis des syndicats « modérés », elle semble constamment osciller entre le désintéressement et une sollicitude, beaucoup trop intéressée. Au moment des grèves, le gouvernement cherche à tout prix à ramener les troupes modérées, pour qu'elles ramènent le calme dans les universités. (...) Il est temps que Mme Saunier-Selz comprenne que nous ne sommes pas des « bœuf-qui-oui », mais que nous souhaitons la concertation. (...)

# LE DÉFI



## AMPLI NIKKO TRM 750:2 x 50 WATTS. 1770 F\*

Un appareil tout simplement extraordinaire. Puissance. Possibilités. Prix. Tous les atouts. Et qui plus est dans le meilleur rapport. C'est cela le TRM 750. Un ampli sans précédent, entièrement conçu par NIKKO. Disponible en France depuis 1975, NIKKO est en fait au service de la Haute Fidélité depuis plus de 10 ans. On ne réalise

pas une telle performance sans une très sérieuse expérience. Chaque caractéristique de cet appareil constitue un défi. Regardez... l'entrée micro mixable, deux entrées phono, toutes les possibilités de combinaisons à partir de deux magnétophones, le réglage de volume par potentiomètre à plot gradué en décibels et

tous les contrôles de tonalité — graves, aigus, filtres haut et bas, muting, loudness — sans oublier la protection par disjoncteur électronique, système exclusif NIKKO. Ecoutez... l'axe de distorsion inférieure à 0,18 % à pleine puissance, bande passante de 10 Hz à 30.000 Hz, rapport signal/bruit 80 dB (aux). Et maintenant comparez.



NIKKO a été sélectionné par le Groupe Majac. Pour recevoir une documentation gratuite, écrivez à Groupe Majac 78800 Feucherolles.

\* prix au L1176

## NIKKO. LA PUISSANCE AVEC TOUS LES POUVOIRS.

هكذا من الأصل



NS UNIVERSITAIRES  
AGENTE  
PROGRESSENT

## JEUNESSE

AUX ASSISES EXTRAORDINAIRES RÉUNIES A SAINT-DENIS

### Les jeunes communistes reprennent les thèmes du XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F.

A peine le congrès extraordinaire du Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.) a-t-il été ouvert jeudi 9 décembre, au Palais des sports de Saint-Denis, que les quelque quinze cents délégués se sont mis à scander sur l'air des lampions : « So-so-socialisme, il-l-liberté ! ». Une manière de manifester immédiatement les accords avec les grandes orientations du XXII<sup>e</sup> congrès du parti communiste, qu'ils ont placées jusqu'à dimanche, terme de leurs travaux, au centre de leurs débats.

De cette unanimité personne ne s'attendait. Présentant le rapport du conseil national, M. Jean-Michel Catala, secrétaire général, a eu beau dire et redire qu'il était impensable que son mouvement puisse un jour faire l'objet d'une mise en demeure du parti communiste, le cadet a toujours manifesté à l'égard de l'ainé un attachement indéfectible.

Affirmer que les quatre-vingt-cinq mille quatre cent dix-sept jeunes communistes (un chiffre dont il se félicitait, omettant cependant de rappeler qu'ils étaient liés à l'objectif de cent mille pour la fin de 1974), sont autant de « bœufs ou-ou » serait toutefois injuste. Deux mille cinq cents amendements au projet de

résolution ont été déposés : des débats, souvent riches, ont eu lieu à la base, repris par plusieurs numéros spéciaux d'Avant-Garde, organe du mouvement. Un militant a ainsi regretté qu'en plaçant le congrès sous le signe du socialisme et de la liberté, son donne l'impression qu'on lutte pour deux choses distinctes qui ne sont pas naturellement ensemble.

Abordant tour à tour les grands chapitres du nouveau credo communiste, M. Catala a tenu à en fixer précisément les limites. De la dictature du prolétariat, il a dit qu'elle serait « suicidaire pour la classe ouvrière et le peuple de France en 1974 », ajoutant aussitôt que les jeunes communistes entendaient toutefois rester fidèles au socialisme scientifique. S'il a déploré le basculement de l'acteur-compositeur est-allemand Wolf Biermann et reconnu que le M.J.C.F. avait avec l'Union soviétique « une divergence profonde sur les questions de la démocratie », il s'en est pris aussitôt « au parti européen, véritable parti de l'étranger, dont la réaction française est dirigée par l'ennemi » et à ceux qui mettent sur le même plan « Moscou et Santiago-du-Chili ».

Evitant d'aborder de front les problèmes de morale qui avaient provoqué quelques remous lors de la préparation du XXII<sup>e</sup> congrès du parti communiste, M. Catala s'est borné à fustiger « l'immoralité de cette société (...) qui rend l'homme l'homme, robus à la pornographie », et à mettre en garde les participants contre les dangers de la drogue, ajoutant qu'il est des pays « où les exploités (...) la distribuent de façon massive pour démolir, avilir les travailleurs et la jeunesse ».

A propos du Rassemblement pour la République, M. Catala a souligné que « quelques soient les contradictions de style, de caractère ou d'orientation » de M.M. Giscard d'Estaing et Chirac, il s'agissait en fait « d'un même effort au service des mêmes intérêts ». Vous assistez à une nouvelle répartition des rôles de la grande bourgeoisie, a estimé M. Catala : « Ainsi Giscard, et avec lui Lecanuet et Servan-Schreiber, s'attachent à retenir cette masse d'électeurs centristes, réformateurs, indépendants, qu'ils avaient réussi à gruger en 1974, au nom du « changement sans risques » et des « réformes » et qui, aujourd'hui, font leurs comptes (...) Ainsi Chirac, et avec lui

les barons de l'U.D.R., s'attachent à retenir cette masse d'électeurs gauchistes qu'ils avaient réussi, en 1974, à entraîner dans le giron giscardien, et qui aujourd'hui prennent conscience de la liquidation, par le pouvoir, des grands principes du général de Gaulle auxquels ils restent attachés ».

Est-ce parce que M. Giscard d'Estaing a déclaré, il y a quelque temps, qu'il n'y avait à l'heure actuelle dans la jeunesse « que deux grands mouvements » en nombre : le mouvement de la jeunesse communiste et le mouvement de la jeunesse qui me soutient, que M. Catala s'en est pris si vivement aux jeunes giscardiens, les qualifiant même de « minets démagogues » ? Toujours est-il que ceux-ci ont été aussi bruyamment sifflés que Mme Saunier-Selz, dont M. Catala, ne voulant pas être en reste sur d'autres personnalités de l'opposition, a assimilé le langage à celui d'un « boucahier ». Le secrétaire général a également sifflé les « gauchistes », dont il a qualifié les idées et les méthodes de « nocives », estimant en même temps que l'évolution des jeunes gauchistes de gauche donnait « un nouvel élan au dialogue ».

Condamnant ceux qui s'inquiètent du manque de formation théorique des nouveaux adhérents, M. Catala a insisté à plusieurs reprises sur la nécessité d'accueillir au M.J.C.F. tous les jeunes sans discrimination, afin de porter rapidement les effectifs du mouvement à deux cent mille. L'engagement des jeunes dans la lutte est indispensable pour assurer la victoire du programme commun, a-t-il souligné, se référant d'un sondage de l'IFOP (1), selon lequel, à quelques mois des élections municipales, deux tiers des jeunes de quinze à vingt-quatre ans se déclarent favorables à la gauche.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Ce sondage est publié dans l'Humanité dimanche du 9 décembre. Un sondage voisin, publié par le Point du 6 décembre, donne un résultat presque identique.

**Pacer**  
STATION-WAGON  
American Motors  
Jean-Charles  
28, rue d'Alsace - PARIS 10<sup>e</sup> - Tél. 288-23-48

**PRESSE ACTUALITE**  
Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouverez pas ailleurs.  
DANS LE N° DE DÉCEMBRE

**LA DIFFUSION DES PÉRIODIQUES**  
Leur évolution depuis 1960.

**LES RADIOS D'ANDORRE**  
Face à la puissance de R.-M.-C.

**LES HEBDOS CATHOLIQUES**  
Les 31 titres de province

**LES NOUVELLES DE LA PRESSE**  
Rapportées au jour le jour.

**DANIEL JOUVE**  
parle du « Nouvel Economiste »

**PRESSE ACTUALITE**  
est introuvable en kiosque. Exclusivement vendue par abonnement. ENVOYEZ 7 F (timbre ou chèque) C.C.P. 16-68 Paris à Presse Actualité, 5, rue Bayard, 75008 Paris, en spécifiant : numéro de décembre.

**Pour vos cadeaux : UN LIVRE traduit du russe**

<b>ABRÉGÉ D'HISTOIRE UNIVERSELLE</b> Académie des Sciences de l'U.R.S.S. 2 volumes reliés - format 16 x 22 566 et 504 pages 35 F. chaque volume	<b>D. Potevoi - C. Simonov - M. Trakhtman</b> <b>LA LIBÉRATION : DE MOSCOU À BERLIN</b> Recueil de photographies pour la plupart inédites Cartonné - format 17 x 22,5 344 pages 19 F.
<b>LE FRONT DE L'EST</b> Nombreuses photos et cartes illustrant les batailles de Moscou, Leningrad, Stalingrad, Kharkov Relié - format 17 x 28,5 488 pages 35 F.	<b>LA VICTOIRE</b> Grand album illustré - 2 couleurs Cartonné - format 17 x 22,5 125 pages 35 F.
	<b>LE BOLCHOÏ ET SES ÉTOILES</b> Album remarquablement illustré Relié - format 21 x 28,5 316 pages 55 F.

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES  
Distributeur exclusif : ODEON DIFFUSION  
146, rue du Faubourg Poissonnière 75481 PARIS Cédex 10  
Importateur : LIBRAIRIE DU GLOBE  
2, rue de Buci 75261 PARIS Cédex 06  
la grande librairie de Paris où vous pouvez trouver tout ce qui concerne l'URSS.

**Venez visiter nos 5 étages d'exposition**

Le plus grand choix de marques de Paris  
Neuf et occasion toutes marques  
Location - Vente - Achat - Réparations - Accord - Transport

**hamm** Pianos Orgues  
Instruments de musique

135-139 r. de Rennes - Paris 75006 - Tél. : 544 38-66  
Parking - Prés gare Montparnasse

### VARSOVIE NON CUBA SI

Le M.J.C.F. vient de quitter le secrétariat de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (F.M.J.D.). Cette décision est à rapprocher du refus manifesté par les jeunes communistes français de participer à la rencontre européenne des jeunes et des étudiants organisée, en juin dernier, à Varsovie par la Fédération. Le M.J.C.F. entend ainsi protester contre la présence à cette rencontre de jeunes U.D.R. et de jeunes républicains indépendants. Il reste, en revanche, membre de la F.M.J.D. et participera, en 1978, au Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, qui aura lieu à Cuba.

### La Fondation de la vocation a remis les bourses de la « promotion Françoise Giroud »

La dix-septième remise annuelle des « bourses de la vocation » a eu lieu, jeudi 9 décembre, à l'Espace Cardin, à Paris, en présence de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, qui a personnellement remis les bourses.

Chacun des vingt-six lauréats - neuf filles et dix-sept garçons - a reçu une bourse de 12.000 francs. Pour la première fois, la Fondation de la vocation, présidée par M. Marcel Bleustein-Blanchet, a décerné un « prix littéraire de la vocation », qui a été attribué à un jeune écrivain suisse de vingt-huit ans, Jean-Marc Lavy, pour un roman Les Régions céréalières, édité chez Gallimard.

M. Giscard d'Estaing remettra, dimanche 12 décembre, leur bourse à deux des lauréats, des artisans, à l'occasion des « états généraux du travail manuel », qui concluront, au Parc des expositions de la porte de Versailles, la semaine du travail manuel.

### LES LAURÉATS 1976

Mlle Guillemette Andrieu, 27 ans, de Paris, égyptologue ; Marie-Laure Jalangeur, 23 ans, d'Argentan-sur-Loire, professeur d'allemand ; Frédéric Chabrier, 23 ans, de Châtillon (Ardennes), harpiste ; Marie-Anne Duc, 25 ans, de

Pierrefiche (Haute-Vienne), bergère ; Claudine Dupont, 24 ans, de Valauris (Alpes-Maritimes), recherche scientifique (chimie organique) ; Pascal Houssier, 23 ans, de Paris, étudiant spécialisé ; Brigitte Morce, 25 ans, de Rodez (Aveyron), pilote de ligne ; Marie-Annick Nicolas, 25 ans, de Font-d'Ale (Ain), violoniste ; Marie-José Pillet, 25 ans, de Dreux (Eure-et-Loire), art tactile ; M.M. Roland Allmann, 26 ans, de Villeurbanne (Rhône), recherche scientifique ; Dominique Begeret, 28 ans, de Vesoul (Haute-Saône), mosaïste ; Stéphane Bricard-Hampe, 19 ans, de Bruxelles (Belgique), danseur-chorégraphe ; Jean Caraux, 25 ans, de Saint-Géry-du-Fort (Hérault), recherche cancérologique ; Michel Costa, 28 ans, de Monoblet (Gard), sculpture (1) ; M.M. Denis Dietrich, 22 ans, de Bartenheim (Haut-Rhin), sauvetage de maisons alsaciennes ; Olivier Gilson, 29 ans, de Paris, films d'animation de marionnettes ; Jacques Grandchamp, 26 ans, de Gerverey-Chambertin (Côte-d'Or), facteur d'instruments ; Jean-Paul Guillemin, 29 ans, de Mareilly (Saône-et-Loire), médecin ; Bruno Lignat, 25 ans, de Chénérô (Loire-Atlantique), animateur régional ; Dominique Montel, 29 ans, d'Annecy (Haute-Savoie), graveur de musique ; Gilbert Noël, 27 ans, de Rennes (Ile-et-Vilaine), historien ; Max Ollagnier, 28 ans, de Nice (Alpes-Maritimes), éditeur ; François-Xavier Pelletier, 24 ans, de La Rochelle (Charente-Maritime), reporter photo-cinéma (2) ; Hugues Perez, 25 ans, de Nice (Alpes-Maritimes), pilote de ligne ; Jean-Marie Soler, 29 ans, de Mouchon-Salou (Cher), diatendier (3) ; Pierre Vinel, 28 ans, de La Jarrie (Charente-Maritime), facteur de clavecins.

(1) Culture du ver à soie.  
(2) Etude des rapports entre les hommes et les dauphins.  
(3) Travail du métal en feuilles par martelage et chauffage.

### LES DEMANDES DE BOURSES DOIVENT ÊTRE DÉPOSÉES AVANT LE 31 JANVIER

La date limite de dépôt des demandes de bourses nationales d'études du second degré pour l'année 1977-1978 est fixée au 31 janvier 1977. Le dossier doit être retiré dans l'établissement scolaire actuellement fréquenté par le candidat boursier.

Pour les bourses de l'année scolaire 1977-1978, les ressources prises en considération sont celles de l'année 1976 (déclaration des revenus souscrite en 1976). Les ressources de 1976 pourront être prises en considération, si les familles peuvent justifier d'une imminution sensible et durable de leurs ressources depuis 1976.

● La Fondation franco-américaine pour le développement des relations entre les Etats-Unis et la France offre des bourses de voyage aux Etats-Unis à des jeunes professeurs d'anglais ou d'économie. Les candidats doivent assigner depuis trois ans, avoir moins de quarante-cinq ans et être jamais allés aux Etats-Unis.

Ecrire avant le 31 décembre 1976 à la Fondation franco-américaine, 8, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

## En 18 mois nous avons installé 141 entreprises dans leurs nouveaux locaux.



La meilleure preuve de dynamisme est, en conjoncture difficile de continuer à progresser. Ainsi, quand nous disons que nous avons installé 141 entreprises dans 200.000 m<sup>2</sup> d'usines et 600.000 m<sup>2</sup> d'entrepôts - sans compter 1.000.000 m<sup>2</sup> de terrains industriels - ce n'est pas de l'auto-satisfaction, c'est nous l'espérons le meilleur moyen de vous convaincre que nous pouvons réussir ensemble, aujourd'hui, votre future implantation.

Que ce soit en région parisienne ou en province, nous comptons de solides références : Citroën ou Manufrance en région parisienne, Datsun ou les Pompes Guinard à Lille, l'Oréal ou Darty à Lyon, la SCAC à Marseille.

Par exemple. Cette façon de travailler, de progresser, c'est un autre style. Celui d'un consultant moderne. Celui du premier cabinet d'ingénierie immobilière de France.

Délégations et filiales : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Sao Paulo. Représentations : Belgique, U.S.A., Canada.

## Nous avons créé l'engineering immobilier.

**AUGUSTE-THOUARD**  
17, rue d'Asstorg - Paris 8<sup>e</sup> - Tél. 265.64.07 +

REMO20200







# Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

## Malte aux trois îles

La terre compte un certain nombre de pays dont le destin (ou, si l'on préfère, l'histoire, les succès, les malheurs) n'a cessé, jamais, de leur être dicté. Après tout, par leur situation géographique, le monde bien plus que par leur propre géographie. A cet égard, quels territoires peuvent-ils prétendre égaler Malte ?

Trois îles, en fait (Malte, Gozo et Comino), mais si proches les unes des autres qu'on s'attarde rarement à détailler, prêtant tout leur, toujours, au seul compte de la première. Trois îles perdues dans le double bleu de la mer et le ciel, mais qu'un sort — facile à qualifier de « malicieux » ou d'« implacable » ? — a placées au beau milieu de la Méditerranée, à une distance sensiblement égale de Port-Saïd (1700 kilomètres) et de Gibraltar (1220 kilomètres), à 330 de Tripoli et à 590 de la pointe sud de la Sicile.

Cela suffit à expliquer au voyageur que ne laisse pas de surprendre une telle ambiguïté qu'on peut confondre ici entre novembre et la fin mais sans la moindre vergogne avec une fraîcheur encore très européenne échappée à nos automnes et à nos hivers, même si la traversée l'a quelque peu tempérée.

Et cela — occuper le centre d'un si redoutable schizophrène — à rappeler que ces quelques centaines d'hectares de terres (terres riches sous une brève brève cavité) ne pouvaient évidemment pas ne pas susciter les passions, les convoitises, et plus encore les sordides disputes à quel s'achèveront à l'heure des héritages d'éventuels « héritiers » que chaque ouverture de testament voit s'accroître de toutes parts.

Les premiers dont on a trouvé la trace y sont venus vers le début du quatrième millénaire, et très probablement de Sicile. Leurs étranges temples en forme de labyrinthiques qu'on peut encore voir aujourd'hui ont confondu des générations d'archéologues, et les contemporains s'interrogent encore sur les moyens techniques dont disposaient d'aussi hardis bâtisseurs.

A partir de là, le nombre de la mer — comme l'appelle plus tard Homère, ne va cesser d'être un perpétuel enjeu pour des batailles de géants qui verront Rome s'attaquer à Carthage, Byzance,

s'en prendre à Rome, le monde de la chrétienté se mesurer au sabre de l'islam.

Rien de surprenant que Carthage, Romains, musulmans, Normands venus de Sicile, Angevins de Naples, chevaliers d'Aragon et chevaliers de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, qui deviendra l'ordre de Malte, et les Anglais, enfin, aient chacun profondément marqué leur passage tour à tour.

Aujourd'hui, les noms de lieux sont tantôt grecs, souvent arabes, parfois italiens, d'autres fois français ou anglais.

Si l'histoire d'histoire, celui du moins qui tient, une fois relégué le livre, à explorer le terrain où se sont déroulées les exploits qu'il vient de lire est sûr de trouver à Malte de quoi occuper tout son temps en courant les châteaux et les ramparts, qu'y trouvera le touriste « ordinaire » qu'aucune passion particulière ne dévore ?

Des paysages, d'abord, dont la monotonie fine peut-être par lassable, mais qui, pris à deux raisons, ne manquent pas d'intérêt. Collines peu escarpées, plaines rugueuses dont chaque lopin s'enferme à l'irlandaise dans un mur de pierres sèches, maisons rustiques à l'italienne derrière une clôture de figuiers de Barbarie composent un tour auquel on reprochera — qui sait ? — son air de déjà vu, ici et là, ailleurs sur les bords de la Méditerranée.

Des villes, surtout, bâties à l'arabe dans leurs fortifications peuplées, mais sachant néanmoins en avoir fait des surprises à qui en franchit les portes pour découvrir s'agit-il d'un pays ou d'un dedans, alignent de part et d'autre de rues étroites des palais à la mode génoise parfaitement conservés, et des églises comme les jésuites en mal de baroque avaient en commandant à leurs architectes.

Faire usage de superlatifs pour parler de Malte serait indécent. Mais on ne peut, sans d'indécence, un office national de tourisme, lorsqu'il visite — les cent villages — de l'île, « ses divertissements et ses plaisirs nocturnes pour tous les goûts » et « la variété de mets délicieux » que proposent ses restaurants.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.  
L'Agence Comoviel (12, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 261-57-33) a inséré à son catalogue des séjours d'une semaine à Malte à partir de 1.190 F par personne.

## LA LIBYE EN VISITE LIBRE

### Au Fezzan, sur les traces du Sahara d'avant le désert

UNE bonne semaine de réserves en eau, vivres et carburant s'emplissent dans les deux véhicules tout-terrain. Dans l'attente d'un guide touareg hypothétique, nous nagions près de Ghat, l' oasis libyenne la plus méridionale, parmi les herbes folles d'une gascogne toute ombragée de palmiers.

S'agissait de pénétrer au cœur de ce Fezzan demeuré pratiquement sans visiteurs depuis une vingtaine d'années. Pendant cet entracte, l'inventaire des chefs-d'œuvre néolithiques s'était accéléré en Algérie et au Niger : les amateurs venaient de plus en plus nombreux admirer in situ les peintures et gravures du Tassili n'Ajjer ou du Djaddo. Or, le Fezzan est une pièce maîtresse de cet admirable sentier de la création qui fut le Sahara avant d'être un désert.

Le gouvernement libyen, autorisant pour la première fois de petits groupes de touristes à le visiter, nous nous proposons, au cours de ce voyage de reconnaissance, d'aller voir les fresques de l'Acacus, déjà connues, des épaves (mais d'eux seuls), et, surtout, de dénicher un oiseau dont le nom occupait nos rêves depuis plusieurs mois : le Mathendous. Au dire de quelques voyageurs qui en avaient trouvé l'accès depuis un demi-siècle, il gardait un secret des centaines de gravures considérées par certains comme le sommet de tout l'art rupestre saharien.

Six cents kilomètres de dunes frissonnantes, de grandioses vides

fauves, d'assauts de sable blanc et rose contre les falaises de grès rous, de paléttes d'argile aussi blanches que neige. Six cents kilomètres et dix mille ans d'occupation constante : aux hommes qui ont abandonné sur place des champs entiers de meules, gratoirs ou pilons, ont succédé les Garamantes juchés sur leurs chars fabuleux, puis les Romains qui fondèrent à Gerna leur tête de pont la plus avancée d'Afrique. Des vestiges en demeurent dans une palmeraie, au milieu des châteaux de « banco » d'un beau village caramel. Le désert libyen, qui commence à Sebha à quelque six cents kilomètres au nord-est de Ghat.

Sur cette chair de la terre devenue morte et comme momifiée, nous assistons, stupéfaits, à la naissance de nouvelles Beauxes : des tourterelles géantes arrosent des horizons de luzerne ; des El-malayas de balle de paille s'entassent auprès de vastes dépôts de matériaux agricoles dernier modèle. A côté des oasis de pié, qui semblent avoir fondu sur elles-mêmes comme du sucre candi, des petites cités de parpaings et de béton s'élèvent à vitesse accélérée. Devant les boutiques emplies de transistors japonais, de conserves italiennes, de chocolats suisses, de chaussures techniques, l'eau ruisselle jusqu'à former des bourbiers dans lesquels un carrousel incessant de voitures neuves palangent avec délectation.

#### Un peuple de girafes, de bœufs, d'autruches...

A Sebha, qui compte aujourd'hui quinze mille habitants, un énorme bâtiment couleur crabe bouilli abrite les services des assurances sociales. Un air, où commencent la piste, se pare de boulevards avec terre-plein central et de squares pour enfants entourés de grillages vert tendre. Plus loin, à Serfeils, les jardiniers sculptent toujours de leurs pieds nus les rigoles de terre qui gorgouillent parmi les poissards, mais le futur village en dur — avec salles d'eau et robinets sur l'évier — est déjà

construit. Plus bas encore, Ghat qui gardera — espérons-le — ses maisons couleur pain d'épice et ses terrasses dominées des murs festonnés, n'attend plus que le raccordement à la route du Nord pour vivre vraiment au vingtème siècle.

Après Ghat, le temps s'abolit : les émotions se diluent. On suit des traces imprécises, on prend le cap indiqué par le guide d'un geste sec du poignet. Les véhicules s'infiltraient dans l'Acacus entre des massifs de grès rouge, descendant de larges grèves où se devinent encore la crête calcaire des anciens lacs ; ils grimpent des pentes de sable couleur de safran et cabotent au pied de falaises qui s'ouvrent en cavernes. Paysage de crues et d'îlots assésés par le sable, de châteaux où s'enchevêtrent des clochets, des lucarnes et des cheminées plus folles encore que Chambray, simplement macaronnés par le vent.

Tout, dans cet univers excessif, prend une dimension surréelle et devient du grand art : le dessin d'un peu sur le sable, la forme d'une caisse entrevue dans la pénombre. Pour des raisons tenant à l'imprévu d'un voyage de reconnaissance, nous n'avons pu voir

les peintures sous abri de l'Acacus. A en croire les reproductions vues dans les ouvrages italiens de Mori, Graciosi et Fogliati, elles égalent celles du Tassili n'Ajjer et font de peintures néolithiques la nervosité du trait, la vie des attitudes, la qualité de la polychromie (très effacée par quatre ou cinq millénaires), en font un des grands moments de l'art du dessin de tous les temps.

Nous roulions depuis de longues heures. A la question « Mathendous ? », notre guide répondait par des gestes précis. Rien, vraiment rien en vue, que l'étendue plate et noire de grès oxydés ou nous cahotons. Comment se repérer dans ce chaos sans signes ? Le guide souriait sous ses voiles, sortait de ses poches immenses des flacons de tabac à priser, des douceurs qu'il mâchonnait, calmement en indiquant de brefs mouvements de la main des changements de cap imprévisibles dans le vide minéral. Et soudain, la faille apparut : Mathendous était là, aussi discret qu'une brindille de bois parmi les cendres d'une forêt brûlée.

Le soleil baissait déjà. Pour une poignée de secondes, l'ouest s'était peint en rose, un rose léger, comme évaporé : un nid de vie et de courte végétation au creux d'un cratère plat. Les premières gravures rencontrées tenaient leurs promesses : tout un peuple de girafes, de bœufs et d'autruches en pleine course animale les parols.

Jusqu'à présent, seul l'ethnologue allemand Frobenius a dressé un inventaire sérieux, mais sans doute incomplet, des centaines de gravures de l'ouest, réparties sur une quinzaine de sites étalés sur plus de 60 kilomètres. Le relevé topographique qu'il a réalisé est l'outil le plus précieux dont on dispose aujourd'hui, mais certains sujets, comme le superbe éléphant de 2 mètres de haut qui charge, trop relevée, oreilles en papillons, sa lourde patte écrasant le rocher, ne figurent pas dans ses croquis.

On trouve ailleurs au Sahara des gravures de la même qualité. Mais Mathendous est sans doute unique par la densité des chefs-d'œuvre dont l'histoire et l'interprétation restent à faire. Etait-ce une vallée de passage, où se frotaient l'art venu d'Egypte et d'Assyrie (le grand éléphant le laisse-rait penser) et celui des pasteurs ? Frobenius avance que ces hommes qui gravent d'une qualité extraordinaire s'étaient « fait la main » sur des matières malléables, l'argile par exemple. Ces gravures seraient donc l'œuvre de sculpteurs ?

JEAN TAVERNE.

(Lire la suite page 21.)

## «ESPERANTO»

UN professionnel du tourisme s'est amusé à relever les mots utilisés par les touristes dans tous les pays du monde jusqu'à devenir international. Un lexique de soixante-dix-huit vocables avec lequel un voyageur devrait pouvoir se faire comprendre à peu près partout, pour peu qu'il ne soit pas trop des sentiers battus à son intention. Ce « corpus », comme disent les linguistes, qui n'a pas la moindre prétention scientifique, n'en est pas moins indicatif des véritables centres d'intérêt du touriste moyen.

Et d'abord le boire et le manger. Neuf mots ayant trait à la boisson (apéritif, alcool, bar, cocktail, etc.), et autant pour l'alimentation (lunch, restaurant, self-service, etc.), dont plusieurs qui expriment plus de raffinement sont d'origine française : gourmet, sauce, aubergine, melon.

Les fumeurs ne sont pas pris au dépourvu avec trois mots-clés : cigar, cigarette et tobak. D'autre part, le vocabulaire du transport et de l'hébergement est important et représente à lui seul la moitié des mots recensés : aéroport, auto, réservation, hôtel, etc. La mode apparaît aussi à travers cette internationalisation. Ainsi des expressions de congressistes avec kongres, seminar et symposium.

La danse prend une place à part. On peut inviter n'importe où pour un tango, une vals ou un foxtro, tandis que pour d'autres danses, plus nationales, il faut encore faire l'effort de s'exprimer dans la langue du pays si l'on veut être compris.

Ce savoir touristique, en sauvegardant l'essentiel : boire, manger, dormir, se déplacer, permet d'éviter les cruelles déceptions que provoque parfois une prononciation défective ou une méconnaissance du parler local. Pratique. On ne s'ennuiera donc pas que le vocabulaire culturel de ce petit « dictionnaire » soit des plus pauvres (trois mots seulement : monument, museum et musik) et que les abstractions y soient d'une extrême rareté : n'y figurent que bravo ! et fantosique.

Comme si, une fois pourvu en vivre et en couvert, le touriste ne savait plus qu'exprimer sa satisfaction dans cette langue internationale, « forgée sur le tas ». Pour le mécontentement et les déconvenues, l'homme qui est en lui doit retrouver tout naturellement son idiome local.

## Les Français en voyage

DURANT la saison 1975-1976, les neuf fabricants de voyages français (1), membres du Cercle d'études des opérations (CETO), ont fait voyager 810518 personnes originaires de France. 619781 d'entre elles avaient acheté un forfait comprenant hébergement et voyage avion, 182085 un séjour et ses transports. 35088 avaient opté pour un circuit en autocar et 3564 pour une croisière.

#### Espagne en tête

La recette globale de ces ventes s'est chiffrée à 1.547.777.900 F, soit une augmentation de 23,97 % par rapport aux recettes de l'année 1974-1975. L'accroissement total du nombre de voyageurs a été de 17,89 % (19,85 % pour les forfaits aériens ; 13,87 % pour les séjours « secs » ; 5,45 % pour les

circuits car, et 0,25 % pour les croisières). A noter encore, le prix moyen — toutes catégories confondues — de ces différents modes de vacances, qui s'établit à environ 1910 F par personne.

Enfin, pour ce qui concerne le choix des destinations, le CETO a indiqué que 36,7 % des clients avaient choisi l'Espagne (dont 23 % les Baléares, 10 % les Canaries et 3,7 % la Péninsule) ; 31,8 % le Maghreb (Tunisie : 20 %, Maroc : 10,8 %, Algérie : 1 %) ; 7,5 % la Grèce ; 7,3 % les pays de l'Est et 3,6 % l'Italie ; les 6 % restant se partageant entre divers pays (Yougoslavie, Portugal, Egypte, Moyen-Orient, etc.).

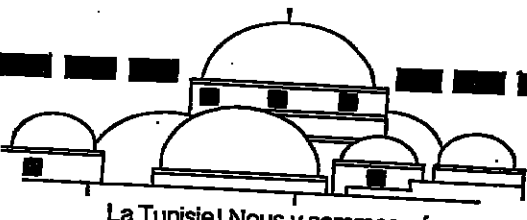
(1) Airtour - Euro - 7, Jet Tours (Sotral), Transvoya, Tournepe, Flaneta, Vacances 2000, Tournepe français, Prato et Club Méditerranée.

### cet hiver rejoignez le soleil en TUNISIE

Des prix jeunes / 1 semaine Paris-Paris  
Séjour à Hammamet 1.050 F  
Séjour dans les Oasis 1.300 F  
Circuit des Oasis 1.610 F  
Expéditions sahariennes du M'Razig 1.950 F

Tunisie. Une Terre, Des Hommes.  
Jeunes sans frontières.  
7, rue de la Banque, 75002 Paris  
Tél. : 261.53.21

Je désire recevoir gratuitement votre brochure 76/77  
Nom :  
Prénom :  
Adresse :



La Tunisie! Nous y sommes nés.  
Aussi sommes-nous les mieux placés pour vous en parler et pour vous la faire découvrir.

**TUNISIE CONTACT**  
ou  
des vacances en Tunisie préparées par des gens du pays  
LA TUNISIE : UNE TERRE DES HOMMES  
Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

**TUNISIE CONTACT**  
30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 296-02-25

Nom :  
Adresse :  
CIT 3-12-76

## L'ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

#### VOLS SPÉCIAUX

DÉPART DE PARIS

ALGER : 880 F.A.R.

NEW-YORK : 1.450 F.A.R.

BANGKOK : 2.250 F.A.R.

TÉHÉRAN : 1.900 F.A.R.

DELHI : 2.200 F.A.R.

KARACHI : 2.200 F.A.R.

HAITI : 2.600 F.A.R.

COLOMBO : 2.500 F.A.R.

RIO : 2.800 F.A.R.

TOKYO : 4.200 F.A.R.

TOUR DU MONDE : 7.300 F

valable un an

4, rue de Valenciennes Paris 11  
01 46 46 46 46 - 20 00 00 - 00 70 00

bon pour recevoir gratuitement votre brochure 76

Nom :  
Adresse :  
Ville :

## NOUVELLES FRONTIÈRES

TOURISME

#### DÉCOUVERTE INDIVIDUELLE

##### DÉPART DE PARIS

TUNIS 720 F

NEW YORK 1.450 F

BANGKOK 2.050 F

BOMBAY 2.250 F

#### ALLER - RETOUR

VOYAGE A DATES FIXES

#### CIRCUITS ORGANISÉS

##### DÉCOUVERTE DE L'EGYPTE

du 20.12 au 02.01

du 29.01 au 05.02

du 13.02 au 21.02

du 28.02 au 06.03

2.550 F

avec transport Paris - Le Caire - aller-retour en jet

BON A DÉCOUPER ET A ENVOYER A NOUVELLES FRONTIÈRES

63, av. Daumesnil-Boulevard - 75014 PARIS

Tél. : 325.57.51 - 633.28.91

NOM :  
RUE :  
VILLE :

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

LC 760 A



**CHAINES à NEIGE**  
en LOCATION  
et SKIS - Chausures  
Partie-elle auto - Remorques - Eto  
Rapides - Echange  
OCCASIONS  
Tél. 27-01 DETHY AG. 20-47  
CAMPING - SKI - MONTAGNE  
30, place des Voies - PARIS

**NOS PRIX CHARTERS:**  
JUSQU'À 70 %  
DE REDUCTION  
SUR VOTRE  
BILLET D'AVION

**le point 85**  
Voyages 85 / CORLUC A 851.

35 bd saint michel paris 5  
329.60.50

U.S.A.	NEW YORK	1650F
	SAN FRANCISCO	2950F
INDE	BOMBAY	2300F
MEXIQUE	MEXICO	2625F
PEROU	LIMA	2950F
ILE MAURICE		2980F

**GRATUIT**  
Sur votre demande,  
nous vous adressons  
notre brochure charters  
(et sports d'hiver) 78777.

**ENEZ A LA NEIGE**  
EN SAVOIE  
Grand choix en locations  
meublées,  
chambres chez l'habitant

Lette ou réservation :  
GUYEY BUREAUX  
1, rue du Château  
73000 Chambéry  
Tél. (79) 33-22-36

## TOURISME

## La Dordogne fait le siège de ses châteaux

La légende veut que le Créateur, distribuant de par le monde les châteaux, vit le fond de son sac se crever au-dessus du Périgord. On trouve en tout cas dans ce pays un bon millier de châteaux, de manoirs ou de gentilhommières. Dont beaucoup sont à vendre. Une Norvégienne, mariée à un Anglais, a acheté le château de Saint-Léon-sur-Vézère. Elle était venue là pour acheter un kilo de truffes !

Des histoires de ce genre sont aujourd'hui fréquentes en Périgord. Les coups de foudre ne se comptent plus. Un industriel en culs et peaux, installé en Espagne, M. Lebeuf, dépense une fortune pour son château du Claud, à Salignac-Eyvigues. Un Américain, M. Baker du Fusaro, a remis en état le château de Camasade, près de Périgueux, où furent tournées des séquences d'« Arsène Lu-

phy ». M. Pharaon, un haut personnage saoudien, vient d'acheter Montfort. M. Van Ten Hagen a marié l'un de ses enfants dans son château de la Jarthe, près de Coursac.

Les Français ne sont pas en reste. Les Rosillon à Castelnaud, M. Floirat à Essendrières, où a vécu André Maurois, M. Staras, de Ni-ce, pour le château de Sernet à Villefranche-du-Périgord, et beaucoup d'autres se sont aussi mis bien des frais sur le dos. On se souvient des difficultés de Joséphine Baker, aux Milandes.

Mais rien n'égalait l'opiniâtreté de la baronne de Bastard, pour reconstruire la partie du château de Hantefort détruite par un incendie, une nuit d'août 1988, ou la dévotion des Bouleau-Sacillard, qui avaient de leur vivant l'usufruit du château de Bourdellès, acheté par le département, et

n'ont pas compté leur peine, ni leur argent, pour entretenir malgré tout la demeure, y apportant même des meubles de leur château de la Tresne, dans le Lot. Grâce à eux, le château mi-médiéval mi-Renaissance de Bourdellès est aujourd'hui un des lieux de visite les plus attrayants de la région.

Il n'est pas jusqu'à une petite commune de quatre cent cinquante habitants, Varaignes, qui ne se « saigne aux quatre veines » pour restaurer son château où a été aménagé un musée de traditions populaires : la population organise, chaque année, deux fêtes qui attirent des milliers de personnes de Dordogne, de Charente et de Haute-Vienne : une foire aux dindons avec un repas campagnard et une remise à l'honneur des vieux métiers. Grâce à l'argent recueilli, on a pu déjà refaire la toiture. C'est aussi pour financer la réfection d'une toiture, celle du château de Beaumont, au centre du village de Saint-Jean-de-Cole, que ses propriétaires organisent en août un concert de musique de chambre.

## Colonie, école, atelier

Bien entendu, les visites procurent l'essentiel des ressources. Une vingtaine de demeures sont ouvertes au public. Plus ou moins, il est vrai. Au château de Fénelon, on ne peut voir que quelques vieilles voitures ; à Montbazillac, c'est le caveau de dégustation des vins du cru — le château appartient à la coopérative — qu'on est convié à découvrir. Le château de la Rivière, à Saint-Front-la-Rivière, est transformé en atelier ; on y fabrique des baguettes de cadres. Lamy, qui est devenu une maison de retraite, et

ran et hôtel, comme Mavaleix à la limite du Limousin, ou le « biscornu », le château de Mont-Sully, aux portes de Bergerac. Les Bories aussi se visitent près de Périgueux. On y trouve une exposition d'artisans d'art. Mareuil, l'une des quatre baronnies du Périgord, où la famille de Montebello expose les souvenirs de son illustre ancêtre — sauf le bâton de maréchal, récemment volé ! — Jumilhac-le-Grand, Hantefort, Beynac, autre baronnie perchée sur son rocher, Salignac-Eyvigues, Puymarin, Veyrignac.

## Des moines tibétains dans les murs de Chaban

Bien entendu, les châteaux de la République, tels Bourdellès, qui appartient au département, et Puygillém, qui dépend de l'Etat, sont aussi ouverts au public. Il faudra, bien sûr, ajouter une autre baronnie. Biron, puisqu'on vient de procéder à une enquête d'utilité publique en vue de l'achat de cette demeure. Par contre, Campagne, en Périgord noir, légué à l'Etat par le marquis, reste fermé. On devait y aménager un centre d'études et de recherches pour la préhistoire, mais préférence a été donnée à Périgueux pour l'installation de l'ensemble.

Pourtant, plusieurs châteaux sont occupés par des collectivités, et Campagne n'aurait pas été le seul. Ainsi, Neuvic, qui abrite une école spécialisée pour enfants handicapés, la Petite-Piellie près de Thiviers, et Vauxains, à l'orée de la forêt de la Double, qui sont des centres de formation agricole. Le château du Canseau, à Saint-Front-la-Rivière, est transformé en atelier ; on y fabrique des baguettes de cadres. Lamy, qui est devenu une maison de retraite, et

d'autres, de moindre importance, hébergent des colonies de vacances. Mais la conversion la plus insistante est sans doute celle du château de Chaban, où un industriel anglais, M. Benson, a installé une lamaserie, après avoir déterminé son choix par ordinateur.

Comment vivent-ils, tous ces châtellains ? Si, à l'instar de quel ques rares autres, M. de Saint-Eupéry reçoit volontiers dans ses chais de Tregand, où vieillit le pécharmant, dans sa ferme et so cente équestre, la plupart, et sur tout les « étrangers », préfèrent rester dans leurs tours. « Je ne vois que lorsqu'il vient m'acheter des cartes postales... de son château », dit l'épicière d'un petit village. Des gardes privés sillonnent des domaines hérissés de panneaux d'interdiction. L'é dernier, un jeune imprudent a tué d'un coup de fusil pour avoir violé les clôtures. En règle générale, aujourd'hui, on s'ignore. Ma ni la vie de reclus ni la loi d'ivoire ne découragent cependant les acheteurs en puissance. Pour ceux-là, les agents immobiliers du département organisent d'« tournées » qui valent bien d circuits touristiques.

JACQUES MAHAUS.

## Bonnes eaux d'Auvergne

Le thermalisme auvergnat porte bien. A une exception près, les stations du P de-Dôme et du Cantal, qui viennent d'arrêter, à l'occasion l'assemblée générale de la Fédération thermique d'Auvergne, le bilan de l'été se sont montrés satisfaites de la saison : la fréquentation est en hausse.

A La Bourboule, on a com 23 200 curistes (+ 1,90 %), 21 à Châtelluyon (+ 2,50 %), 1 650 à Chaudes-Aigues (+ 4 %). Le Mont-Dore a enregistré séjours (+ 7,25 %), Royat, 21 (+ 2,70 %). Le seul recul (- 5 %) est à inscrire au passif de Saint-Nectaire, qui, remis sur ses r l'an dernier, n'aura reçu cet que 250 curistes.

A l'occasion de cette assemblée générale, la Fédération thermique d'Auvergne a modifié son statut pour devenir la Confédération thermique d'Auvergne, laquelle accueillera d'autre part Fédération thermique du Cen dont font partie Vichy et autres stations bourbonnaies. Cette initiative a surtout p objet de créer un organe représentatif du thermalisme niveau de la région de program Auvergne, qui rassemblera efforts jusqu'ici dispersés.

C'est à M. René Leduc, P-E de la Compagnie des eaux m rales de La Bourboule et de Société des eaux minérales établissements thermaux de C telguyon, et ci-devant prési de la Fédération thermique d' vergne, que ses pairs ont co la présidence de la nouvelle co dération. — A. T.

## Le Teich, douze mois sur douze

Malgré le fait que le Teich est un village de douze mois sur douze, il est conseillé d'en avoir la tête d'une petite commune inconnue, malchanceuse, plantée au bord du bassin d'Arcachon, mais sans accès direct à l'eau, coincée entre une papeterie malodorante et une station-vedette comme Arcachon.

C'était le cas du Teich (Gironde), à 600 habitants, dont le pharmacien Claude Laymand, un enfant du pays, devint le premier magistrat en 1962. M. Laymand est de la race des hommes calmes, presque effacés, qui réalisent sans esbroufe des opérations tout à fait colossales. Il y a quinze ans on étudiait le plan d'urbanisme de la commune, et l'on se désespérait. Vers le bassin tout était bloqué par les 120 hectares de marais dont l'usine voisine usait comme d'un champ d'épandage. Le maire proposa d'échanger cet espace contre 60 hectares de forêt communale. Au pays des pins, il faut de l'audace pour avancer cela. Ce fut accepté.

Mais que faire du terrain conquis ? Un village lacustre, un port de plaisance, comme tout le monde ? M. Laymand eut sa seconde idée : on y établirait un parc ornithologique. Le conseil municipal se transporta en Belgique jusqu'à la célèbre réserve du Zwin, et en revint convaincu. Aujourd'hui, le Teich est la seule commune française de la côte atlantique qui peut offrir à la fois une escale tranquille aux oiseaux migrateurs et un merveilleux spectacle à 30 000 visiteurs par an. Grâce à un astucieux cloisonnement en plusieurs zones on peut voir au Teich, en toute saison, des centaines d'oiseaux d'eau, dont 35 espèces de canards et 15 espèces d'olies différentes.

## Ecoliers et écologistes

Le Teich sera-t-elle une commune balnéaire « comme les autres », c'est-à-dire en état de léthargie dix mois par an ? Point du tout. M. Laymand a encore eu une nouvelle idée. Il a accepté d'installer en lisière de son parc ornithologique un centre permanent d'initiation à l'environnement (C.P.E.) que le département ne savait où loger. On y reçoit tout l'hiver durant des stagiaires en écologie et des écoliers des classes vertes qui mettront de la vie dans le bourg. M. Laymand se proposait de les loger dans une quinzaine de bungalows municipaux qui auraient abrité des estivants pendant la belle saison. Pour réaliser ce projet, il avait besoin d'une aide publique, mais la mission d'aménagement de la côte aquitaine, qui a sans doute des rêves plus grandioses, ne s'intéresse guère à son idée.

Le petit pharmacien du Teich ne renonce pas pour autant. « J'ai réussi à prouver ce à quoi personne ne croyait : qu'on peut concilier les intérêts des chasseurs et ceux de la protection de la nature. Maintenant, il me faut démontrer qu'on peut faire tourner des équipements toute l'année en accordant les exigences de l'aménagement et celles du tourisme. »

Pourquoi pas ?  
MARC AMBROISE-RENDU.

## VÉCU

## L'arnaque aux pneus

Il est 17 h 30. En ce jour de fin octobre, l'autoroute du Soleil, sur laquelle tourbillonnent des rafales de pluie, est déserte. Dans la station-service vide, un pompiste désabusé fait le plein d'« ordinaire » pour ma 4 CV. Soudain, l'homme s'arrête : « Vous avez vu vos pneus ? — Mes pneus ? — Drôlement fatigués. »

Je dois dire que je me sens peu de cette voiture, que je connais mal l'état de ses pneumatiques et que j'ai plus l'air d'un grand-père tranquille que d'un champion de rallye. Maintenant, à demi-accroupi, le pompiste me montre sur les enveloppes des signes de fatigue qui pour lui sont d'une évidente évidence, alors que pour moi, les dessins sont bien apparents, la gomme en bon état.

J'interroge : « Vous avez des pneus pour cette voiture ? — On peut voir. — Inutile, terminez mon plein. »

Plein terminé et payé, moteur en marche, je m'apprête à partir lorsqu'un autre employé de la sta-

tion, qui semble passer là par hasard, s'arrête devant ma voiture, regarde fixement mon train avant. Je passe la tête par la portière : « Qu'est-ce qu'il y a ? — Vous avez vu vos pneus ? — Oui, et alors ? — Ils sont fatigués. — Tant pis, je n'ai que 200 kilomètres à faire, je verrai chez le garagiste de mon pays. » C'est le fataliste de la main, du quidam : « A votre aise, mais si vous avez un accident... »

J'avoue que j'ai roulé jusqu'aux environs de Toulon avec une certaine angoisse. Le lendemain, au village, je montre mes pneus à Lucien, le garagiste : « Vos pneus ? mais ils sont en parfait état. » Je lui raconte mon aventure de la veille, et Lucien part d'un grand éclat de rire : « Ah ! Vous avez échappé de justesse au coup de l'autoroute. »

Renseignements plus précis de ma femme, les pneus en question avaient à peu près 6 000 kilomètres.

Docteur P. LALU,  
Commissariat à l'énergie  
atomique, centre de Valduc.

**A Tignes, la différence.**  
**Sûr!**  
**A Inter-Résidences Tignes, notre programme de "Semaines-vacances à vie" bénéficie d'une gestion suisse.**  
**Fiable comme leurs chronos.** A Inter-Résidences Tignes-Val Claret, nous avons le sens de la différence. Imaginez "votre" studio, pour 3 ou 4 personnes que vous et les vôtres retrouverez chaque année, pour toujours, pour la ou les semaines que vous aurez choisies. Avec, pour le même prix, un luxe de détails de luxe (piscine intérieure, saunas, salon-feu de bois, interphones, etc.).  
Et vous bénéficiez de privilèges. Par exemple, "ski permanent", 365 jours par an, "dépôt notarié systématique" (ça c'est sûr!). Et tout cela à crédit! Vous voulez certainement en savoir plus...  
**Si vous aimez les vacances et la sécurité,** demandez très vite notre documentation sur les "Semaines-vacances à vie" d'Inter-Résidences Tignes-Val Claret.  
NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
Tél. DOM. \_\_\_\_\_ Tél. BUR. \_\_\_\_\_  
Inter-Résidences,  
5, rue du Helder, 75009 Paris. Téléphone 770.95.49 ou 95.30  
RÉAURATION ET GESTION, INTER-RÉSIDENCES MANAGEMENT GENÈVE (SUISSE)

**KLM. INDONESIE.**  
**A partir de 4.950F, nous vous offrons les batiks de Djogjakarta, les stupas de Borobudur et le Legong de Bali.**  
Fermez les yeux. Vous êtes dans une étroite échoppe de Djogjakarta, au centre de Java. Vous assistez fasciné à la très minutieuse impression à la main d'un batik, le tissu national indonésien.  
Gardez les yeux fermés. Vous êtes sur la huitième terrasse du temple de Borobudur, stupéfait d'admiration parmi les stupas, ces immenses cloches de pierre où depuis mille ans méditent les bouddhas.  
Transportez-vous à l'Est et vous voilà à Bali. C'est le crépuscule, troué de flambeaux et de lampes à huile. Vous vous immergez dans la magie du Legong, dansé avec une grâce inouïe au rythme de la musique Gamelan.  
Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous n'avez pas rêvé : nous, K.L.M., vous offrons les inépuisables beautés de l'Indonésie à partir de 4.950 F pour 14 jours. Et pour vous y conduire, nous vous offrons le sérieux et la gentillesse qui ont fait notre réputation. Tradition hollandaise oblige.  
Ecrivez ou téléphonez à K.L.M., 36 bis, Avenue de l'Opéra, 75003 Paris. Tél. 742.57.99 ou allez voir votre Agent de Voyages.  
**Sérieux et gentillesse : une tradition hollandaise.**  
**KLM**

هكذا من الأهل



PAS D'ACCORD

GUERRE PERDUE EN CORSE ? TANT MIEUX...

Après le point de vue publié dans le Monde daté 10-11 octobre sous la signature de M. André Arrighi de Casanova, et intitulé « La Corse perd une bataille mais pas la guerre », M. Toni Casanova, membre de la collégiale de la Corsica, nous a adressé en manière de réponse le texte suivant.

NOM, monsieur le président, la Corse n'a pas perdu une bataille. Elle a perdu la guerre. Et c'est tant mieux. Car elle a perdu la guerre du tourisme industriel, la guerre du développement linéaire, la guerre de l'expansion.

Le tourisme industriel commence à bouter la Corse (les chiffres que vous donnez en sont la preuve), et tout laisse à prévoir qu'il la boudera de plus en plus.

Sans aucun doute, parce que les conditions normales de son développement sont réunies en Corse : une main d'œuvre locale bon marché et nombreuse ; un patrimoine foncier disponible ; une population passive permettant l'exode de toutes sortes ; des notables locaux prêts à participer ; une administration sensible aux avantages de la « dérégulation » ; un contexte général favorable.

Comme chacun le sait, si certaines de ces conditions sont remplies, elles sont loin de l'être toutes. Et ceux qui ont espéré dans la transaction touristique en seront pour leurs frais, sauf, bien entendu, les plus fins, et les plus gros aussi, sans doute, qui se servent de la Corse, et de la bataille de cette année 1976, pour nous, elle s'est soldée, comme à l'accoutumée, par une victoire. Victoire sur l'analyse des événements.

Les slogans, les valets du tour operator et des loisirs décalés, les petits, les sans-grade, eh bien, tant pis pour eux ! Ils seront officiellement victimes de la situation.

Monsieur le président, vous le dites : « L'ère du tourisme facile est passée », et, depuis quelques années, vous préconisez la recherche d'autres voies, l'utilisation d'autres schémas.

Hélas ! Il ne semble pas que votre appel soit entendu : pour certains, il est déjà trop tard pour changer de cap, pris comme ils le sont dans le piège illusoire d'un développement rentabilité. Pour les autres, l'immédiatisme ne veut pas les intéresser. Au mieux il les dérange, au pire il les détruit.

La victoire du fait sur le verbe, victoire des hommes sur les systèmes, victoire enfin de l'intérieur sur l'extérieur.

Dans les termes mêmes du vocabulaire expansionniste, je vous dirai qu'à la dernière assemblée générale de la Corsica, le 31 octobre dernier à Corti, les artisans et paysans membres du groupement ont pu observer que son chiffre d'affaires avait aug-

menté de 43 % par rapport à l'année précédente. Et, parmi eux, les trente-neuf jeunes Corsees, revenus du continent, réinstallés dans les villages après avoir été formés aux finesses de leur métier, n'étaient pas les moins indifférents à ce succès, quantitatif, dont toute autre entreprise aurait fait un étendard.

Ce qui les intéresse, c'est bien autre chose.

Les mouettes du Léman

PEUT-ON encore « découvrir » un plan d'eau aussi rabaissé que le lac de Genève, autrement appelé le Léman ? Sept auteurs l'ont pensé. Tous ensemble, dans un bel album intitulé « Les mouettes du Léman », un lac à découvrir, ont tenté la gageure et l'ont tenue. Ainsi, leur ouvrage n'a-t-il rien de commun avec ces collections de belles images escortées de textes indigestes que tant de maisons d'édition sortent à la veille des fêtes pour servir de cadeaux à ceux dont l'imagination tourne court.

Ici, sont réunis les textes d'un géologue, d'un spéléologue, d'un secrétaire de la commission internationale pour la protection du Léman, d'un biologiste, d'un ornithologue, d'un archéologue et d'un géographe. Ces chapitres, assortis de lexiques, de bibliographies et de cartes, pourraient être d'un superbe ennui. Il n'en est rien et c'est la première surprise du livre : sept spécialistes qui ont la plume savante mais alerte, ça n'est pas courant, même en Helvétie !

En outre, ce qu'ils nous racontent est passionnant. Le Léman n'est nullement ce morne et éternel miroir dans lequel les touristes mirent leur oisiveté. C'est un organisme vivant, et même un « personnage » qui se réchauffe, se refroidit, respire, se fâche, sourit, tombe malade et produit, bon an, mal an, 300 000 tonnes de matières organiques qui sont aux-mêmes la providence des oiseaux.

Bref, le Léman ça vit, ça bouge et, bien entendu, ça attire les hommes. Tout allait bien depuis les paysans néolithiques perchés dans les cabanes lacustres et jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle. Alors vinrent les poètes

puis, derrière eux, en cohorte serrée, les touristes. Et, bien entendu, les hôtels, les lotissements, les usines. Aujourd'hui, le Léman est le dépotoir de tout ce qui tombe. Résultat : ses sédiments reculent du mètre par dizaines de tonnes, ses rives sont bétonnées, le poisson se fait rare, la végétation disparaît et les mouettes jouent les éboueurs.

Les auteurs ne peuvent donc s'empêcher, d'un ton mesuré mais navré, de nous dire leurs alarmes. Ce qui faisait le charme du plus grand lac d'Europe est en train de s'évaporer comme un parfum. Des mesures sont prises : cent cinquante stations d'épuration sont en fonctionnement ou en construction, des réserves de gibier ont été créées, la construction d'habitats pour les oiseaux est encouragée. Mais il reste encore beaucoup à faire. Ce livre servira de guide. Un guide qui incite au tourisme écologique, le seul qui ait un avenir puisqu'il est le seul qui ne dilapide pas le capital même sur lequel il vit.

M.-A. Ra.

\* Le Léman, un lac à découvrir, par MM. Amberger, Bergier, Gerondet, Monod, Pivard, Revardier et Sauter. Vito, éd., 233 pages, 120 F.

LA LIBYE EN VISITE LIBRE

(Suite de la page 19.)

Probablement, mais on reste confondu devant la profondeur du trait et la perfection du polissage d'un admirable petit cheval ou de grands félins qui escaladent la montagne. De quels outils disposait-on ? Mystère.

La grande époque de Mathéodons est sans doute la plus ancienne (sept mille à dix mille ans ?). Les animaux sauvages, éléphants, crocodiles (rares), bœufs, hippopotames, rhinocéros y

sont représentés en mouvement et parfois à leur échelle presque réelle. La faune domestique, surtout postérieure, atteint encore très souvent à la même sûreté, à la même rigueur naturaliste. L'art, se déplaçant, grimpe même à des sommets rarement égalés avant Cézanne, Picasso et Matisse : certains bœufs, certaines têtes de brebis sont des œuvres qui font jaillir l'essentiel. Le simple amateur attentif suit fort bien, ensuite, la décadence d'un art provoqué par l'angoisse née de la désertification progressive du Sahara. Avant que la gravure n'apparaisse, à la manière de l'homme désolé, des signes (solaires ?) sont apparus qui balançaient ou surchargeaient des œuvres achevées.

L'originalité et l'importance de Mathéodons sont sans doute là : dans une rare qualité d'ensemble que les ethnologues décrieront comme une écriture. Un artiste n'est jamais seul. Une gravure isolée n'est rien. Ce qu'elle ne montre pas est aussi important que ce qu'elle révèle. Chaque style prolonge et exclut ce qui le précède. Sur du roc, il s'enrichit de ce qui suit.

Mathéodons est un carrefour où les mythes de plusieurs cultures et de plusieurs origines s'affrontent, se mélangent, se contredisent et, finalement, s'assemblent durant plusieurs millénaires. Comme une étoile, une civilisation y naît et meurt.

JEAN TAVERNE.

\* Explorer (14, place de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 268-66-24) a reçu l'autorisation — c'est une première — d'opérer en Libye. Ses voyages sont d'ores et déjà programmés au début de 1977 (départ les 30 janvier, 13 février, 6 mars et 3 avril).

Deux jours au total, de Paris à sa petite capitale de huit à douze participants ; prix par personne, tout compris : 6 000 F. L'intéressé sera sensibilisé le même que celui décrit ci-dessus.

● La Costa Brava n'a pas fait recette cette année. — On apprend de sources officielles que pour les dix premiers mois de 1976, les recettes du tourisme en Espagne n'ont été que de 1 648 millions de dollars, soit une baisse de 12,7 % par rapport à la même période de l'an dernier.

VÉCU DÉTROUSSÉ

On commente volontiers les aspects fâcheux du tourisme en Italie : on parle de « couchage sans amour », de serrures de valise, d'art d'ouvrir, les voitures fermées à clé, et le flegme parfait des carabinieri cuquoisés les voyageurs détrossés contre sa mauvaise aventure (le Monde du 20 novembre).

Mais de bonnes villes bien de chez nous n'ont rien à envier à Palerme, Rome, Naples ou Milan.

En plein cœur de Toulouse, le 26 octobre dernier, entre 14 et 16 heures, sur le parking public de la place Saint-Serni, ma voiture, aux portes bloquées, fut proprement dévalisée : valise, qui se voulait pourtant dissimulée sous un plaid, sacoches d'accessoires de photo, bien cachés elle aussi entre les sièges complètes trop soigneusement suspendus, tout disparut, ne laissant pour trace, sous la voiture, que la documentation d'un autre automobiliste, évidemment victime du même sort, et la housse plastique du complet : tristes vestiges.

Au commissariat voisin, nos carabinieri nationaux ne se montrèrent pas moins déprimés que leurs collègues transalpins. « Des plaintes de cette sorte, nous enregistrons en moyenne une vingtaine par jour. » Et les chances de récupération ? Pratiquement nulles, bien sûr.

« Toulouse, 6 Toulouse ! »

AUGUSTE MARTIN  
Veyrier-du-Lac.

ski variétés  
forfait galaxie  
Venez vos loisirs. Cet hiver c'est plus de 300 km de pistes équipées de 130 remontées que 400 moniteurs vous aideront à découvrir. En Oisans, l'Alpe d'Huez, les Deux-Alpes, Serre-Chevalier vous proposent la formule « GALAXIE », un forfait unique pour la meilleure connaissance d'un domaine skiable incomparable.

LES ALPES D'HUEZ  
LES DEUX-ALPES  
SERRE-CHEVALIER

RENSEIGNEMENTS :  
OFFICE DU TOURISME DE L'ALPE D'HUEZ 722-48 00  
DEUX-ALPES LOISIRS 720 80 53 05  
OFFICE DU TOURISME DE SERRE-CHEVALIER 192 24 08 86

JAPON  
Un autre monde à découvrir

Pour toute documentation, envoyez ce bon à  
L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME JAPONAIS  
8 rue de Richelieu, Paris 1<sup>er</sup> Tél. 296-20-29

Nom :  
Adresse :

Tunisie.  
Djerba, c'est exceptionnel.

Le Sud tunisien, c'est exceptionnel. L'hôtel est exceptionnel. 1275 F\* la semaine, c'est exceptionnel.

Renseignements : République Tunis, 61, rue de Maite, 75541 Paris, Cedex 11. Tél. 355-39-30 ou votre agent de voyages.

La Tunisie. Une terre. Des hommes.

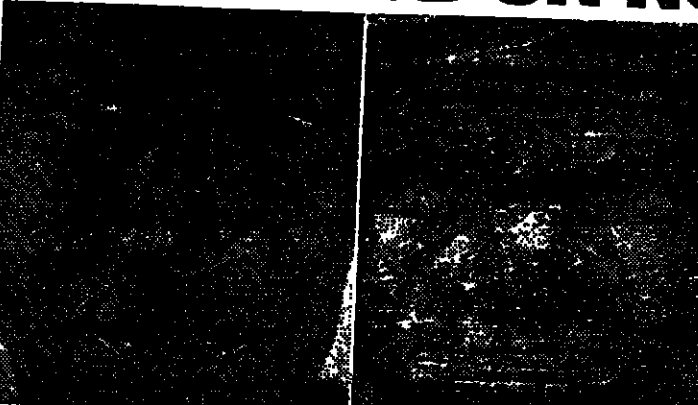
Je désire recevoir gratuitement votre documentation.  
Nom :  
Adresse :  
MOR :  
Lic. A 504

PARTEZ À LA RENCONTRE D'UN NOUVEAU MONDE!

Avance vous conduit en Amérique du Sud et vous donne la chance de rencontrer les interlocuteurs les plus intéressants. A Leticia, dans la Jungle Amazonienne, vous rencontrerez peut-être M. Felipe Gomez qui vous montrera comment tuer à coup sûr un caïman... avec votre appareil photographique. C'est plus de 300 personnages de poids que vous rencontrerez à San Augustin, vieux de deux mille ans. Entre autre, ce Monsieur sans nom qui vous montre les dents tout en tapant sa langue. Si, par contre, vous êtes fascinés par les animaux du début du monde, découvrez les aux îles Galapagos.

Nous vous proposons encore bien d'autres rendez-vous, avec les descendants des Incas à Cuzco ou, perdue dans les Andes, à Macchu-Picchu, la mystérieuse. Et si vous êtes amoureux de soleil et de plages, vous trouverez votre idéal à San Andrés, île des Caraïbes ou sur la côte de Colombie qui avait le mieux l'Amérique du Sud, car nous y sommes nés.

Santa Marta, Cartagena...



Remplissez et envoyez-nous le coupon ci-joint, par retour de courrier, nous vous adresserons la brochure « Introduction en Amérique Latine ».

COUPON

Nom :  
Adresse :  
Ville :  
1, Rue Scribe - Paris 75009  
Tél. 26653-60

Avianca

La plus ancienne compagnie aérienne du Nouveau Monde.



## DES SKIEURS SUR LA MAUVAISE PENTE

**L**a Caisse primaire d'assurance-maladie de la région parisienne rappelle, à la veille des vacances de Noël, certaines formalités administratives indispensables pour préserver les droits des assurés sociaux et leur famille, victimes d'accidents aux sports d'hiver.

En cas d'accident, les assurés devront faire l'avance des frais et se faire rembourser ensuite à leur centre de paiement si l'établissement n'est pas conventionné; s'il l'est, ils pourront, en présentant leur carte d'immatriculation et leurs bulletins de paie (ou un duplicata de l'attestation d'arrivée de l'assuré), se faire rembourser 70 % du coût total des interventions cette année-là (272 millions de francs). Si l'on considère enfin le coût moyen par blessé, un blessé coûte 630 francs en moyenne (y compris les frais de transport), alors qu'un blessé avec suites graves coûte plus de 18 000 francs.

Pour les frais de transport, les assurés accidentés peuvent être pris en charge, dans certains cas, après avis favorable du contrôle médical. Pour cela, ils adresseront au centre de paiement la prescription médicale et la position dans laquelle le malade doit être transporté, la feuille de soins, la facture acquittée établie par l'ambulancier, et, éventuellement, le bulletin d'hospitalisation. Seul cas d'urgence, si le trajet excède 150 kilomètres ou en cas de transport successifs, la prise en charge des frais est soumise à entente préalable.

Pour percevoir leurs indemnités journalières, les assurés sociaux blessés devront envoyer, dans les quarante-huit heures, à leur centre de paiement habituel, un certificat médical d'arrêt de travail et prévenir la Caisse primaire d'assurance-maladie du département où ils résident de leur situation. Ils n'auront pas besoin de venir à la Caisse de paiement, aussitôt que possible, une attestation de leur employeur, indiquant leur dernier jour de travail et le montant de leur dernier salaire mensuel échu, qui servira à calculer l'indemnité journalière.

Ce dispositif ne s'applique que pour les séjours sur le territoire français des assurés sociaux. Aux stations hors-frontières, s'adresser à la Caisse d'assurances,

Si l'on en croit le dossier récemment établi par le Centre de documentation et d'information de l'assurance, les accidents corporels sur les pistes de ski sont assez fréquents que sur les routes, avec 1,8 accident en moyenne, pour cent skieurs et par saison. Sur les deux millions de skieurs qui ont emprunté les pistes de ski pendant l'hiver 1976-1977, plus de treize mille ont été atteints. Le nombre des victimes des sports d'hiver est bien inférieur à celui des victimes de la route, mais les skieurs sont également huit fois moins nombreux que les automobilistes.

En effet, la gravité des accidents de ski n'est pas comparable à celle des accidents de route. Les accidents de ski sont moins nombreux, mais les victimes sont plus nombreuses. Néanmoins, près du tiers des skieurs atteints l'année dernière ont été atteints

de fractures, nécessitant un traitement prolongé et coûteux. Quant aux interventions concernant les blessés gravement atteints, si elles sont peu nombreuses (10 %), elles ont coûté aux compagnies d'assurances la somme de 163 millions de francs actuels en 1978, soit près de 100 millions de francs en 1970 du côté des assurances, contre 70 du côté des compagnies de location, cette année-là (272 millions en 1978).

● S'ils sont membres d'un club, affilié à la Fédération française de ski ou à la Fédération française de la montagne, les skieurs bénéficient automatiquement de certaines garanties qui sont à

Trois accidents sur quatre, précis encore le C.D.I.A., ont lieu en fin de matinée, ou d'après-midi, et sont dus à la fatigue, la principale cause, avec le mauvais enlèvement des pistes et le manque de préparation physique. De nombreux skieurs imprudents sont aussi en cause, et surtout des débutants. Enfin, ceux qui pratiquent le ski « hors pistes » ont intérêt à se méfier d'un phénomène naturel :

● Les skieurs peuvent aussi bénéficier des assurances dont ils sont déjà titulaires : leur contrat

de « responsabilité civile chef de famille » couvre les accidents dont eux ou leur famille seraient responsables. Il faut cependant vérifier que le ski ou les autres sports d'hiver pratiqués ne figurent pas dans les exclusions et, dans ce cas, demander une extension de garantie à l'assureur. Il en est de même des contrats « individuelle accidents » pour les accidents subis par l'assuré.

Enfin, des sociétés d'assurance proposent aux skieurs des contrat « sports d'hiver » spécialement adaptés et qui peuvent comprendre les garanties les plus étendues en fonction des besoins de sécurité du skieur, du lugeur, du patineur: Ils peuvent, en effet, s'étendre outre les garanties citées plus haut, à l'indemnisation du vol c l'équipement, au rapatriement e cas d'accident, et même au remboursement forfaitaire des leçons de ski, des remontées mécaniques perdues en cas d'accident.

★ Fédération française de :  
(F.F.S.), 34, rue Eugène-Flache  
75017 Paris.  
Fédération française de la mo-  
tagne (F.F.M.), 7, rue La Boét  
75008 Paris.  
O.D.I.A. 2, chaussée d'Antin, 75  
Paris. Tél. 770-88-39.

**A** en jager par l'excellent coefficient de remplissage en tout. Singapour, 11 heures 52 minutes

Il faut avoir effectué à plusieurs reprises le trajet Paris-Singapour ou Paris-Djakarta en avion subsonique pour apprécier — le mot

Une récente expérience réalisée par l'Aérospatiale — une première Paris-Manille — a montré que les avantages de Concorde étaient d'autant plus évidents que la distance est plus grande. Il y a cependant de nombreuses preuves qui vont nous permettre de vérifier physiquement tout ce que nous voyons sur nos écrans de télévision. Les retours

Jusqu'à présent, sur la ligne Paris - Singapour, le Concorde britannique n'assure que la liaison Londres-Bahrein (5 740 kilomètres) en 4 heures 15 minutes. Le survol du territoire indien à vitesse supersonique étant interdit par New-Delhi, les passagers changent d'avion et gagnent Singapour à bord d'un subsonique. L'intérêt de cette combinaison n'a pas paru enthousiasmer le public, et l'on craint que le succès de l'exploit ne soit médiocre de la ligne Londres-Bahrein (33 %).

toire qu'il était possible de relier Paris à Singapour, puis à Manille, en un temps deux fois plus court que celui mis par les avions subsoniques. Paris de Paris - Rolsky le 19 mars 15, Singapour le 27, Manille le 28. Bahrein dans 48 minutes, plus tard (5 716 kilomètres). Après une escale d'une heure environ, l'avion est reparti pour atterrir à Singapour (6 805 kilomètres) 4 heures et 2 minutes plus tard, après avoir survolé la mer du sud de l'Inde. Nouvel arrêt d'une heure à Singapour, et Concorde reparti pour atterrir à Manille le 10 avril 10 heures 57 minutes après. Seul, à 2 heures 45 minutes de vol pour relier Paris à Manille (14 930 kilomètres), ou, si l'on compte les deux escales d'une heure à Bahrein et à

An-dé-là de Singapour, il y a Djakarta, puis l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les distances indiquées, il y a Hongkong, la Chine encore Tokyo... Tous pays avec lesquels les échanges commerciaux et industriels se développent rapidement. Ces voyages sont actuellement épuisants. Passer une journée entière en avion — plus même pour l'Australie et la Nouvelle-Calédonie — est une dure épreuve physique et psychologique. Une fois ces voyages terminés, il faut donc attendre jusqu'il y a généralement au moins deux jours pour retrouver le sommeil et la cadence ». Deux jours pour aller, deux jours pour revenir plus deux jours en avion, c'est une perte de six précieuses journées

\*\*\*  
NN



**A deux pas des plages du Midi.**  
Sourcierie musicale, salon T.V. couleur  
45 chambres toutes avec b.dn ou douches et w.c.  
privé, loggia, téléphone relié au réseau, télévision  
radio, mini-bar, réveil musical. Garage, Parking.

**Salles possibilité séminaire**

23, av. Francis-Tonner - 06150 CANNES Tél.(93) 47 16 46 Telex 470618

À 13 km de VIERSON et 15 km de SALERIS  
200 KM DE LA PORTE D'ORLÉANS

à la **JOURNÉE** DIMANCHE 550 F  
sans repas compris

PAVILLON DE CHASSE  
GARDE PARTICULIÈRE SEMAINE 350 F  
6 pièces assurées (journées organisées)  
sans repas

**DOMAINE : 265 HECTARES -** 215 Bois + 2 Sièges de 3 ha + 40 ha prairies, cultures, friches

En semaine : Cèpes des bois - 20 % réduction pour groupes.

quand on est homme d'affaires de son temps. De ce point de vue, le prix du billet pour Concorde apparaîtra probablement plus économique que prévu.

Les financiers reprocheront  
Concorde de n'être pas rentab  
les contribuables lui reproch  
ront de leur coûter cher en s  
ventions d'Etat. Mais l'usager,  
malgré l'étroitesse de la carlin  
et le bruit fait par les réact  
à Mach 2, trouve que l'avion  
bien et vite.

Lors du vol Paris-Manille, avait beaucoup de monde à bord et notamment des représentants de plusieurs compagnies aériennes : Lufthansa, Iran Air, Singapore Airlines, Philippines Airlines, Eastern Airlines, Pan American Airways. Tous n'achèteront Concorde, c'est sûr, mais tous été séduits.

ALAIN VERNHOLE



# Ski et détente au soleil

à Tende  
(Alpes du Sud)

à 90 minutes de Nice

Voici pourquoi vous pouvez être

## propriétaire dans un studio

d'un séjour à vie

## pour seulement 3500 f...

*(payée une fois pour toutes)*

... tout simplement parce que vous ne paierez que pour la semaine qui vous intéresse. Nous vendrons les 51 autres semaines à des personnes ayant maintenant compris, comme vous, l'intérêt d'acheter une résidence secondaire seulement pour le temps où elle est utilisée.

Et comme Tende est une station Hiver/Eté... Les prix varient en fonction des dates de séjour et de la dimension de votre résidence. Vous choisirez votre période, votre studio ou votre deux pièces : ils sont toujours livrés équipés. Donc, aucun souci...

### Résidence Club

## Impérial

Renseignements et réservation :

\* NICE : 20, Av. Monclar 06100 Nice - Tél. (33) 51.55.60  
PARIS : 89, rue de Grenelle 75007 Paris - Tél. 548.54.63 et 54  
Bureaux ouverts de 10h. à 12h. 30 et 14h. 30 à 19h.

**Bon à envoyer à R.C. Club de Tende, 89, rue de Grenelle 75007 PARIS**

Je désire recevoir, sans engagement, votre documentation en couleurs.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Tél. ....

ENC

# cet hiver aux antilles : du soleil en location

**La formule la plus économique.  
Deux semaines à partir de 2 995 f. (avion compris)**

Pour mieux découvrir les merveilles des Antilles, en vivant à votre rythme, nous vous proposons une formule nouvelle de location de bungalows climatisés (3 ou 4 lits), entièrement équipés. Possibilité demi-pension. Séjours de 1 à 4 semaines.

**Villages de vacances à Saint-François (Guadeloupe) et Tartane (Martinique).**

 **voyages  
vacances  
tourisme**

5, bd de Vaugrand  
75015 Paris  
tél. 538.20.00


11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
tél. (78) 37.53.90

**Bon pour une brochure gratuite**

Nom .....

Adresse .....

IN 7

  
**MESSINE**  
**< Porte  
de la  
Sicile >**  
La ville a été fondée en  
730 av. J.-C. et elle montre  
encore aujourd'hui des  
traces de son histoire  
ancienne. Art et tradition  
s'unissent dans une position  
merveilleuse entre les  
eaux bleues du « Stretto »  
(déroit entre la Sicile et  
la terre ferme) et la  
chaîne verte des Monts  
Peloritains. Voilà pour-  
quoi Messine est dans  
toutes les saisons de l'an-  
née la destination préfé-  
rée du tourisme interna-  
tional.  
**Été et hiver  
le double soleil.  
de Messine !**  
Azienda Autonoma Soggiorno  
e Turismo Messina (Italie)

**Vous-  
gâchez  
votre  
vie**

**changez de climat**

**Le Yougoslavie cet hiver, vous devez :**

- avec le soleil, à Dubrovnik "pérle de l'Adriatique", en Istrie ou dans le Monténégro, sur tout le littoral yougoslave qui bénéficie d'un climat méditerranéen,
- avec la pittoresque et accueillante Serbie, ses monuments, ses villes d'art, ses monastères et ses villages,
- enfin, avec son peuple chaleureux, baigné du soleil d'un pays si contrasté.

**Demandez notre documentation  
OFFICE DU TOURISME YOUGO-  
SLAVE**

31 bd. des Belles-Heures PARIS 16<sup>e</sup> 100-27  
3, rue du Président Carnot - 69001 LYON - Tél. 6

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_



هكذا من الأهل

LA MAUVAISE PER...  
ise...

DES LOISIRS

TOURISME

Maison

clin d'œil  
L'abreuvoir de la gentry

DANS un temps où l'on prône la communication entre les hommes, les rencontres, les échanges, les colloques, les séminaires, les dialogues, l'aspect socio-culturel du bar ne devrait échapper à personne. C'est, en effet, un lieu toujours accessible, où, à certains heures, sous prétexte d'un whisky ou d'une menthe à l'eau, le citadin aborigène comme l'étranger de passage peut trouver à qui parler.

Et ces relations de comptoir nouées imprudemment débouchent aussi bien sur des cultes imprévus que sur des amitiés scellées vaines en malin.

Il se trouve que l'un des carrefours parisiens les plus douilleux, et les plus abondamment pourvus en liqueurs fortes, le Fouquet's, fête ces jours-ci son cinquante-cinquième anniversaire. A l'angle des Champs-Élysées et de l'avenue George-V, l'établissement fondé en 1901 par Louis Fouquet fut à l'époque un des postes avancés de la rue vers l'ouest qui vidait les grands cafés des boulevards au profit de la voie triomphale où les cocottes de haut vol faisaient construire des hôtels particuliers.

En 1901, le style américain, Louis Fouquet avait vu juste. Les rencontres et les dandys qui gravitaient autour de l'abreuvoir de la gentry étaient à l'époque d'actualité pour se désaltérer et se divertir de leurs boîtes. Bientôt, les touristes se joignirent à eux et, entre deux parties de golf ou de tennis, il devint de bon ton de commenter l'échec d'un pur-sang, d'échanger des tuyaux ou de célébrer la victoire inattendue d'un canasson auquel le barman n'aurait pas la veille fait crédit.

Louis Fouquet et sa femme, victimes d'une même maladie, disparurent prématurément, et Léopold Mourier, tuteur des orphelins du fondateur, assura la succession, augmentant le bar d'un grill-room, et créant un premier étage un restaurant sélect.

C'est là que l'on vit déjeûner, à la veille de la première guerre mondiale, M. Théodore Roosevelt, ancien président des Etats-Unis, et M. Aristide Briand.

Le menu, plus ou moins conservé, ne comportait pas moins de quatre services, la truffe au beurre, le foie gras, le poulet à la maitre d'hôtel, la poularde Washington et la glace américaine. Un châtelet Haut-Brisson 1873 et une grande tige champagne 1871 figuraient parmi les breuvages.

La Grande Guerre, si elle vit fondre la clientèle des jeunes touristes, amena les permissionnaires de l'aviation, héros de l'époque, dont l'audace et l'esprit chevaleresque faisaient se pâmer les dames toutes disposées à faciliter le repos des guerriers. On y vit Navarre, avec son képi à visière cassée, qui se plaignait à tancer sur les sergents de ville avec son automobile, et bien d'autres, qui prirent à l'ultime coup de l'air. Si les dames n'étaient pas admises au bar et devaient obligatoirement être accompagnées et sèches — de quoi faire hurler les demoiselles du M.L.F. — les hommes politiques furent accueillis par les sportifs et les gens d'affaires. Calixte, Tardieu, Mandel, Poincaré ne dédaignèrent pas de prendre un « drink », après les toutes parlementaires.

Pour les étrangers de passage à Paris, le Fouquet's était aussi un lieu de rencontres. On y vit Churchill vider trois whiskies tandis que sa Lady buvait un lait de poule. Lloyd George exigeait la table n° 8, Anthony Eden escroquait son melon au portemanteau et Boris Pacht distribuit des poussoirs. Plus tard vinrent les artistes et les gens de cinéma et de théâtre : Raimu, Jules Berry, Jean Tissier, Albert Préjean, Fernandel, Pierre Fresnay, étaient des habitués, comme Marlene Dietrich, qui semblait se nourrir exclusivement de fromage de chèvre. C'est au Fouquet's qu'un jeune auteur qui promettait, Marcel Pagnol, signa son premier contrat cinématographique.

La seconde guerre mondiale amena des clients que l'on servit peut-être avec moins d'empressement. Il faut dire que leurs uniformes verts juraient un peu dans un établissement jusque-là voué à ceux que Jean Lelue, qui fut pilier de nombreux bars, appelle encore « Les civils de carrière ».

Mais la mousson du champagne de la Libération noya tous les mauvais souvenirs et, de nos jours, l'abreuvoir — le plus accueillant des Champs-Élysées — a retrouvé sa clientèle pacifique et rieuse. Liz Taylor, qui, comme chacun sait, ne met que très peu d'eau dans son bourbon, y vient encore et M. Tino Rossi, bien que plus sobre, ne manque pas d'y donner rendez-vous à ses amis. Certains soirs, on reconnaît aussi, au milieu des hommes d'affaires et des vedettes, des agents secrets en disponibilité et des écrivains cherchant un éditeur.

Que voulez-vous, il faut bien que tout le monde boive !

MAURICE DENUZIERE.

★ Le Fouquet's a été récemment acheté à la Société Drouant par M. Maurice Ouanova.

CARNET DE ROUTE

Noël à la mode de Bretagne

Il n'est pas trop tard pour passer Noël en Bretagne. A Châteauneuf-du-Faou (Finistère), plus précisément, dans le premier hameau des gîtes bretons de vacances. Cent excursions au choix, du château de Trevaux aux dolmens et aux menhirs, de la lande peuplée — le soir — de korrigans aux enclos prairiaux, de la mer aux fermes de l'intérieur.

★ Mairie de Châteauneuf-du-Faou 59112. Tél. (96) 81-75-41. Prix de la semaine, tout compris, 200 F.

Saint-Sylvestre à la turque

Istanbul. Ses mosquées. Son bazar. Son musée — Topkapı. Une promenade en bateau sur le Bosphore avec des haltes, le temps d'un repas dans les guinguettes qui le bordent tout au long et où l'on mange les meilleurs poissons frais pêchés, ou à la terrasse du café où Pierre Loti venait contempler la Corne d'Or à l'heure du crépuscule. Quatre jours en tout : on quitte Paris le 31 décembre dans l'après-midi (par avion) et l'on retrouve la capitale le 4 janvier de l'année prochaine.

★ Voyage Conseil : 50, rue Fabert, 75007 Paris. Tél. 555-91-60. (Prix : 1 400 F par personne, tout compris.)

Solitude et silence au large de Sfax

Kerkennah, vous connaissez ? Une île — minuscule — au large de Sfax, la belle tunisienne. Un seul et unique hôtel en bungalow, que relient entre eux des ruelles frôlant la mer. Orangers, oliviers, silence. Et des ânes pour transporter l'automobile, totalement inconnue ici. Une semaine de repos ou sept jours de réverbère, au choix. Par personne, tout compris, 1 500 F, avec l'avion dans les deux sens.

★ Transports et Voyages : 8, rue Aubert, 75006 Paris. Tél. 42-31-40.

Conséquence inattendue de la déchéance de l'été dernier, le chiffre d'affaires de notre tourisme fluvial a baissé de 50 % en 1976. Le Comité de promotion touristique des canaux bretons (C.C.B.) a demandé, au cours de son assemblée générale qui s'est tenue récemment à Rennes, que des travaux de remise en état des canaux soient rapidement entrepris. Les responsables du comité souhaitent que le niveau de l'écluse soit relevé au maximum, afin d'obtenir un mouillage permanent d'un mètre. Les canaux servant à l'irrigation, il est peu probable qu'on mesure à l'avenir l'usage à proportion des desiderata des plaisanciers. Si quelques travaux peuvent éviter que trop d'eau se perde, la fin de telles difficultés ne vient vraiment, on s'en doute, qu'avec la pluie.

Belle assiette

DEUX étapes, dans la vie conjugale, favorisent l'achat d'un service de table : le mariage et le « second souffle », lorsque les enfants, une fois mariés, on songe à changer le rythme de son existence. Si les fiancés choisissent généralement un style classique (considéré comme valeur sûre), en revanche, les couples du deuxième âge optent volontiers pour un modernisme allant souvent de pair avec un changement de mobilier.

Chaque année, un salon professionnel des arts de la table (Sibihor) permet de déterminer les tendances en matière de formes et de décors. En 1976, le ton général est à un classicisme paisible (les créations contemporaines se vendent moins bien qu'il y a trois ou quatre ans) ; pourtant, certains porcelainiers himougeais, tels Boyer et Coquet, poursuivent courageusement leurs recherches d'une esthétique de notre temps.

Les nouveaux services de porcelaine se parent de motifs floraux : décor de dahlias ou de fleurs des champs chez Tharaud, collection « herminette » à la Porcelaine de Martroy, où les assiettes sont ornées d'une grande fleur légère, placée au centre ou décalée sur le côté. Des assiettes rondes, avec une bordure hexagonale en trompe-l'œil, ont un décor floral très stylisé au centre (Haviland et Parlois).

Nouveautés également chez les porcelainiers étrangers qui exportent en France. D'Allemagne, un

service de forme classique rehaussé de fleurs de Chine ou de violettes de tons doux (Hutschenreuther). Guy Laurent, contemporain à sélectionné en Suisse un service de lignes modernes, en porcelaine grise perle qui s'accorde à toutes les nappes fleuries.

Pour une table campagnarde, un service de porcelaine est traité façon grès, d'un ton beige sable, avec un décor de bouquet champêtre (Porcelaine de Paris). Une falence émaillée d'un gris granité prend, elle aussi, l'apparence du grès : elle est ornée de grosses fleurs colorées (Faïenceries de Sarreguemines). Deux autres nouveaux services en falence conviennent à des tables citadines : assiettes et plats bordés d'une ligne de bonbon beige (Gien) et assiettes octogonales à bordure « perles », toutes blanches ou bleu de Sèvres (Faïenceries de Longchamp).

Le cristal et l'acier

Deux cristalliers se tournent vers la mode « rétro » : Daum, qui allie la finesse d'un cristal lisse à une jambe d'un blanc laiteux s'ouvrant sur la corolle du verre (« Fuschia ») et Villeroy et

Boch, qui sort un service très 1930, à pied en cristal taillé et verre finement gravé de fleurs. Création contemporaine, par contre, aux Cristalleries de Saint-Louis, avec une corolle en bulle de savon posée sur une très fine et haute colonne (« Aurore »).

L'orfèvrerie de lignes très modernes s'accorde aussi bien avec des services de table de style classique que contemporain. Copin (161, rue Saint-Honoré, Paris) a créé des plats où la brillance du maillechort argenté s'oppose à la matité d'une large bordure martelée. Métal argenté encore pour un plat ovale tout lisse (Ercuis).

Contrastes de l'acier inoxydable massif, brillant et mat, pour la ligne oblongue « Cosmos » des plats de Guy Degrenne, qui a également dessiné des couverts en acier brillant, à manches doucement galbées. Bouillier-Bourdelle, à qui l'on doit la réalisation des couverts en service à bord de Concorde, vient de sortir une ligne très nordique, à manche fin et droit, qui existe soit en uglinium (satiné mat), soit en inoxargent, d'aspect brillant.

★ Sauf mention particulière, ces services de table, de terres et d'orfèvrerie sont vendus dans les magasins spécialisés dans les arts de la table.

JANY AUJAME.

RUSTIQUE D'AUJOURD'HUI

Parce qu'il aime le bois blond et les formes douces des meubles anciens régionaux, Dominique Davis a créé un mobilier qui leur ressemble. Conservant le charme de leurs découpes, il a adapté leur fonction à notre mode de vie. De la rencontre avec un artisan habile et un éditeur dynamique est née la collection « Au bois d'amour », fabriquée en plus syvestre et mastic et en petites séries.

Dans ce mobilier séso-rustique, assemblé par tenons et mortaises et poncé à la main, il y a deux tables (l'une « bistrô » et l'autre ovale, à plateau basculant comme les « tables à pain » d'autan), un bureau, une longue desserte étroite (898 F) et un meuble d'encolure à deux corps, celui du haut, vitré, pouvant recevoir livres et objets. Une commode, inspirée d'un meuble provençal, a son plateau supérieur qui se relève pour former coiffeuse.

Pour la cuisine, Dominique Davis a créé une petite desserte avec cadres à bouteilles à la base, plateaux à fruits et légumes au centre, et tiroir à couverts au sommet (617 F), et un meuble-billot pour tout découper, du pain au gigot — 1 400 F.

★ Roche-Bobois, magasins de Paris et province.

TRUCS

Pour détecter toute fuite de gaz, un détecteur mural comporte en son boîtier un détecteur et un signal d'alarme sonore qui fonctionne dès que la concentration de gaz (de toute nature) atteint moins de 25 % de la limite inférieure d'explosion. L'appareil se branche sur une prise de courant électrique et consomme 1,5 watt-heure.

★ Arocoo P. 188 F. Protège-C.P.E. 35, rue Laugier, 75017 Paris.

Pour emmitoufler bébé pendant ses promenades, un sac en velours mille rais entièrement doublé de fourrure acrylique. En rouge, marine, vert bouteille ou beige, ce sac de 85 centimètres de long comporte une grande capuche qui enveloppe la tête.

★ Comptine, 32, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, 280 F.

Une nouvelle tringle à rideau de douche conçue pour un receveur d'angle : en plastique, de cinq coloris ou métallisé, elle se compose de deux éléments droits de 80 centimètres et d'une courbe de 30 centimètres, à embouter pour former l'angle. La tringle se fixe au mur et par un câble au plafond.

★ Au B.E.V., rayon « salle de bain », 120 F.

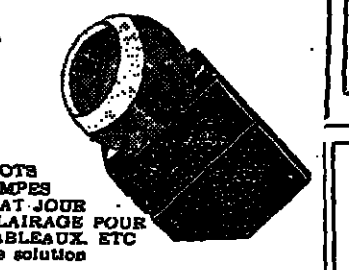
MA CUISINE

Conçu et réalisé par une équipe qui compte déjà à son actif la série « La cuisine de A à Z », le mensuel *Ma cuisine*, dont le premier numéro (décembre 76) vient de paraître, se propose d'abord, comme l'indique son titre, « de parler recettes, bons petits plats et tours de mains ». Ce qui ne l'empêche pas de parler aussi de tout ce que l'on peut inscrire dans le chapitre « l'art de vivre autour de la table » : décoration, beauté, santé, diététique, actualité.

An sommaire du numéro 10, le champagne, la France-Comté, Noël en Bavière, Sophie Loren devant ses casseroles, le régime jockey, quelques grandes recettes comme le koulibiac, la poularde à la Neve, le saumon en croûte et nombre d'autres rubriques — toujours alléchantes.

★ *Ma cuisine*. Prix du numéro : 6 francs.

A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE



ready-made electric  
33, rue Jacob, 75006 Paris, 268-23-81

(Publicité)

UNE BELLE TAPIOSSERIE SUR VOS MURS, éditée par Corot. Tapisseries imprimées main, numérotées et signées des plus grands artistes contemporains. Tirage limité. COROT, 65, Champs-Élysées, 4<sup>e</sup> étage - Tél. : 225-36-59.

COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVREURIE FABRICANT - VENTE DIRECTE FRANOR 70, RUE AMÉLOI TEL 700.87.94 En décembre ouvert le samedi.

TOURISME  
HOTELS RECOMMANDÉS

- Île d'Azur**
- CANNES**
- SAINT-YVES \*\*\* N.N. 63, coulev. l'Alcazar. Jardins. Proximité plage. Tennis. Piscine. 19-45-30
- FREJUS PLAGE**
- ETAIT UNE FOIS \*\*\* N.N. Rue Pré-Mistral - Tél. : (94) 85-33-05 85-88-39
- MENTON**
- HOTEL MODERNE \*\* N.N. mer. Sans pension. Tél. 35-71-87.
- NICE**
- al. Balnéologie \*\*\* N.N. offre du 10 embre 1976 au 30 janvier 1977 sur sensation de cette annonce pour séjour de 3 jours minimum chambre ipée, radio, TV couleur, tél. s. bains w.-c. indépendant, 30 F par jour de 72.50 F pour 1 pers. 47, rue de l'Hôtel-des-Postes a. Tél. 80-16-55
- VILLEFRANCHE-SUR-MER**
- Hotel WELCOMER, bord de mer. st 470281 - Tél. : (83) 80-70-28
- Montagne**
- COURMAYEUR, 1850**
- NEW SOLARIUM, hôtel \*\*\* N.N. e un séjour grand luxe d'une ne en pension complète à 800 F par jour, mars, avril, piscine, sa. gymnas. Excellente cuisine. le de hors-d'œuvre, grillades au de bois Réser « New Solarium », 72130 Courmayeur 1850
- Téléph. : (79) 08-02-01/08-04-13
- E SAUZE 04400 (Alpes du Sud)**
- EL LE DAHU \*\*\* N.N. Altitude 91. Près des pistes. Piscine chauffée. Restaurant d'altitude
- Paris**
- MONT-PARNASSE**
- HOTEL LITRE \*\*\* Paris (9<sup>e</sup>), 4, rue Litre. Tél. 225-71-74 Tél. 270-571
- Holliv. 120 chambres. Garage. Séminaire. Même administration
- ROCHE VICTORIA PALACE \*\*\***
- Paris (9<sup>e</sup>), 4, rue Blaise-Desgoffe. Tél. 548-80-40. Tél. 270-337
- Holliv. 120 chambres. Restaurant. Garage.
- Allemagne**
- FRANKFURT**
- PARKHOTEL 1<sup>re</sup> classe, centre, très car. centrale « Wiesbadenplatz 35 » Tél. 1948/611/230671 Tlx 04-12808
- Italie**
- MONTROGOTTO**
- LA BOUE + LE THERMALE \*\*\* cure sans médicament
- HOTEL GARDEN THERME \*\*\* 00380-88888 Tél. 4122
- HOTEL CRISTALLO THERME \*\*\* 00349-76377
- 135038 Montrogotto/Abano (Padoue)
- Maisons de première classe dans un grand parc. Cure et médecine dans la maison. Piscines thermales couvertes et découvertes (C.P.T.). Tennis. Golf. Direction : le propriétaire.
- Suisse**
- AROSA (Grisons)**
- HOTEL VALSANA, 1<sup>re</sup> catégorie. Une semaine forfaitaire de ski dès 320 F. Piscine couverte. Tél. 76222
- LEYSIN (Alpes Valdoises)**
- Portail 7 jours/8 nuit 80 demi-pension de P. Suisse 308, remises mécaniques comprises. Piscine et pétanque couvertes GRATUIT
- Office du Tourisme CH-1854 Leysin. Tél. 1941/35/6 22 44.

Comment bien vivre un voyage d'affaires sans sa secrétaire.

Toute bonne secrétaire sait combien elle est indispensable. Air France le sait aussi, qui doit la relayer sinon la remplacer auprès de chaque homme d'affaires.

● **Réservations : Avion - Hôtel - Auto.**

Les passagers qui désirent trouver à destination une voiture et une chambre d'hôtel peuvent, sur simple appel téléphonique, en faire la réservation en même temps que celle de leur billet d'avion.

● **A bord : la France.**

A bord d'Air France, le personnel parle français. Les repas et le service sont à la française, les programmes musicaux variés, les films étrangers doublés, et les journaux français ou étrangers, ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

● **Arrivée : trouver à qui parler.**

Partout dans le monde, les passagers d'Air France sont accueillis, dès l'arrivée, par un personnel parlant français. Toujours prêt à les renseigner et les aider.

● **Service Affaires : le terrain préparé.**

Le Service Affaires fonctionne dans les plus grands centres économiques mondiaux. Un interlocuteur désigné par Air France se met à la disposition des hommes d'affaires qui désirent obtenir des renseignements utiles sur les villes, des informations sur la vie économique du pays et une sélection d'adresses, notamment de bureaux de secrétariat et d'interprétation.

● **Club Service Plus : pour les grands voyageurs.**

Destiné à ceux qui se déplacent sur Air France plus de 20 fois par an à l'étranger, le Club Service Plus offre aux hommes d'affaires des avantages qui leur permettent de voyager dans des conditions encore meilleures.

Pour mieux vivre un voyage d'affaires adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE



\_\_\_\_\_

PARIS • 370 RUE SAINT-HONORÉ  
ATHENES • RHODES • CRETE • ST-TROPEZ • GENEVE  
MADRID • LONDRES • HONG KONG • TOKYO

## Numéro Spécial Noël.

**75001 PARIS**  
**N° Concorde - Madeleine**

**RAYON 20 ANS**  
**LUX FOURNUEO**

55, bd de Strasbourg - Paris (10<sup>e</sup>)  
Tél. 770-87-93

## Numéro Spécial Noël.

En cadeau : le très élégant et robuste sac de transport type sac avion.

1. **POUR LE RÉGLEMENT CHÈQUE**  
 par chèque postal 3 virements n° de compte  
 par mandat lettre  
 à l'ordre de : **CLUB FAMILIAL CIOAL CROIX**

## jeunes

Ce même chien, au bord de la

quest-alternatives.

Grand-mère entends-tu ? par Henri  
Delpeux. (Illustrations B. Després.  
La Farandole. 16 p., 15 F.)

## A fond le

et la collection, — composant

Réalités. Un volume. 115 P.

Ternes - 750

tél. : 380.35.13 - Parking



# CARNET DE SOLDES

## D'un quartier à l'autre

C'est en ordre dispersé que se présentent cette saison les soldes dans les centres commerciaux de la périphérie parisienne, chacun essayant d'attirer vers soi une clientèle hésitante.

**Paris 2 :** du 5 au 10 janvier ; **Roissy 2 :** du 28 décembre au 8 janvier ; **Vélizy 2 :** du 4 au 8 janvier ; **Belle-Epine :** du 3 au 8 janvier ; **Galesia :** du 4 au 15 janvier, à la porte d'Italie ; **Bazar de l'Hôtel de Ville :** nouveautés pour femmes, jusqu'à la fin du mois, hommes et enfants, à partir du 2 janvier ; **Belle Jardinière :** du 3 au 28 janvier ; **Bon Marché :** du 5 au 8 janvier ; **C. & A. :** du 29 décembre au 8 janvier ; **Galerias Lafayette :** du 27 décembre au 28 janvier ; **Marcelle & Suzanne :** du 5 au 11 janvier ; **Samaritaine :** du 10 au 22 janvier.

## Pour elle

**André (grandes tailles) :** à partir du 27 décembre, 83, avenue du Général-Leclerc.  
**La Bagagerie :** du 14 janvier au

14 février, 74, rue de Passy ; 41, rue du Four ; 13, rue Tronchet ; 9, rue de la Liberté, à Nice.

**Billy :** à partir du 3 janvier, à travers la France.

**Candide :** à partir du 10 janvier, 4, rue de Miromesnil.

**Charles Jourdan :** du 5 au 7 janvier, à travers la France.

**Delphine :** à partir du 7 janvier, 18, avenue Franklin-Roosevelt.

**Franck et Fils :** le jeudi 6 janvier, 80, rue de Passy.

**Givency Nouvelle Boutique :** jusqu'à la fin du mois, 68, avenue Victor-Hugo.

**Mancini (chaussures) :** à partir du 14 décembre, 72, avenue Victor-Hugo ; à partir du 16 décembre, 20, rue du Boccador.

**Marie-Martine :** à partir du 4 janvier, 8, rue de Sèvres ; 50, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

**Castro Piccini (maroquinerie) :** à partir du 10 janvier, 11, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

**Pinet-Magil :** à partir du 3 janvier, 76, Champs-Élysées ; 1, boulevard de la Madeleine ; 70, rue de Passy.

**D. Porthault (linge de maison) :**

du 3 au 31 janvier, 18, avenue Montaigne.

**Rayne (chaussures) :** du 20 au 31 décembre, 6, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

**Révilion :** du 3 au 31 janvier, 42, rue La Boétie ; 44, rue du Dragon.

**Rodier :** à partir du 4 janvier à Paris, la semaine suivante à travers la France.

**J.-L. Scharrer :** à partir du 6 janvier, 51, avenue Montaigne ; 31, rue de Tournon.

**Saint-Laurent Rive Gauche :** à partir du 5 janvier, 21, rue de Tournon ; 38, faubourg Saint-Honoré ; 46, avenue Victor-Hugo ; 88, Champs-Élysées.

**Strée :** à partir du 15 décembre, 64, rue de Rennes.

**Victoire :** du 28 au 30 janvier, 12, place des Victoires.

## Pour eux

**Amphiboles (cuirs et fourrures) :** à partir du 18 décembre, 271, rue Saint-Honoré.

**André Piletier (chaussures) :** à partir du 13 décembre ; 4, rue Cambon ; 56, rue du Four. — **POUR LUI :** 8, rue de Grenelle.

**Autueil (grandes tailles) :** à partir du 4 janvier, 39-41, La Fayette.

**Burberry :** à partir du 4 janvier, 8-10, boulevard Malesherbes.

**Christian Dior :** les boutiques du rez-de-chaussée, du 10 au 12 janvier, 30, avenue Montaigne ; 12, rue Boissy-d'Angles.

**Jaeger :** du 5 au 10 janvier, 5, faubourg Saint-Honoré.

**Joselyn (chaussures) :** du 5 au 20 janvier, 22, rue du Cherche-Midi ;

passage du Lido ; 134, boulevard Saint-Germain.

**Jones :** du 6 au 8 janvier, 38, avenue Victor-Hugo.

**Lanvin :** les 5 et 8 janvier, 22, faubourg Saint-Honoré ; du 12 au 15 janvier, 2, rue Cambon ; les 14 et 15 mars, 15, faubourg Saint-Honoré.

**Ted Lapidus :** du 6 au 8 janvier, 37, avenue Pierre-1<sup>er</sup>-de-Serbie ; 1, place Saint-Germain ; 6, place Victor-Hugo.

## Pour lui

**Arny :** à partir du 15 janvier, 14, rue de Sèvres.

**Barel :** à partir du 10 janvier, 12, rue de Sèvres.

**Boutiques pour Lui :** Burberry, Christian Dior Monsieur, Guy Doreuil, Yves Saint-Laurent, Francesco Smalto, du 4 au 10 janvier, 21, boulevard Montmartre.

**Cerruti :** du 6 au 8 janvier, 27, rue Royale.

**Charvet :** à partir du 27 décembre, 8, place Vendôme.

**Dorian Guy :** à partir du 22 janvier, 36, avenue George-V.

**Elysées Soirées :** à partir du 3 janvier, 65, Champs-Élysées.

**Gary :** à partir du 27 décembre, 73, Champs-Élysées.

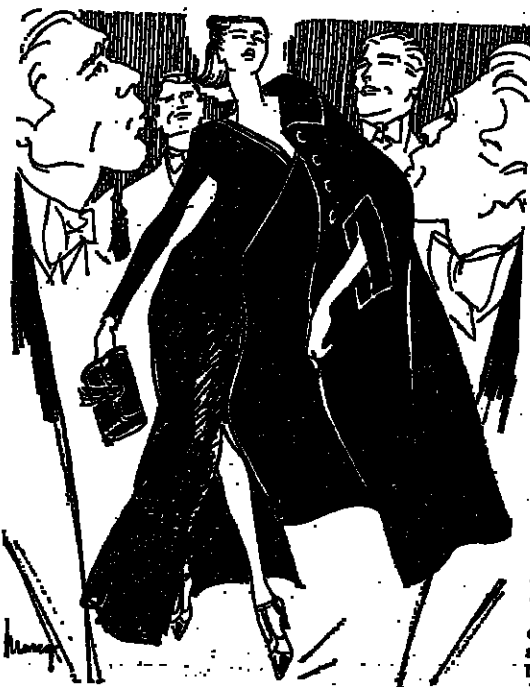
**Honest :** du 6 au 20 janvier, 37, rue Marbeuf.

**Loy :** à partir du 27 décembre, 33, rue Pierre-1<sup>er</sup>-de-Serbie.

**Madélène :** du 4 au 6 janvier, 10, place de la Madeleine.

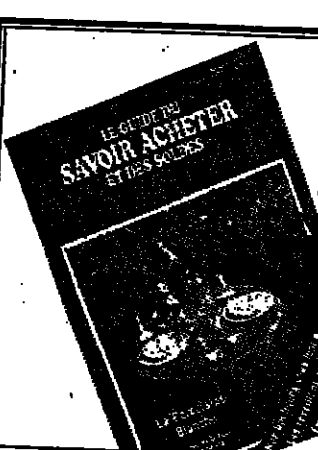
**Saint-Germain-des-Près :** à partir du 3 janvier, 37, rue du Four.

**Sulka :** du 17 au 22 janvier, 2, rue de Castiglione.



(Croquis de MARCQ.)

**MARKS & SPENCER :** cape longue en velours de coton, à grand col, boutons en nacre et fentes latérales pour les bras (345 F) ; 25, boulevard Haussmann.  
**NUKES D'ÉLODIE :** robe-fourreau en jersey de viscose déboutonnant une épaule, bordée de galon doré, tendue sur le côté (190 F) ; 1 bis, avenue Mée-Mahon ; 96, rue de Longchamp ; 124, avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly.  
**ANDRÉ RENAUD :** sac-manchon en velours de Lyon, orné d'un galon et d'un grand doré, pouvant s'enfiler sur le bras (350 F) ; 10, rue Royale.  
**RAÏX :** sandale du soir en coupe en satin noir ou or, à bride en T et talon de 8 cm (195 F).  
**CARITA :** col-fare asymétrique sur cheveux mi-longs, à boutons-crochets tirés au-dessus de la tête.



Pour réussir les fêtes  
**150 ADRESSES**  
**« BONNES AFFAIRES »**  
**ET DES**  
**ÉTRENNES**  
**A NOS**  
**LECTRICES**  
**Numéro de**  
**DECEMBRE**  
**Mensuel - 3,50 F**  
Kiosques, marchande de journaux et 3, place Malesherbes 75017 Paris - 227-25-44

## EMPIRE FOURRURES

Une collection à vous couper le souffle

RENARDS à partir de 3500 F  
VISON LOUP RAGONDIN

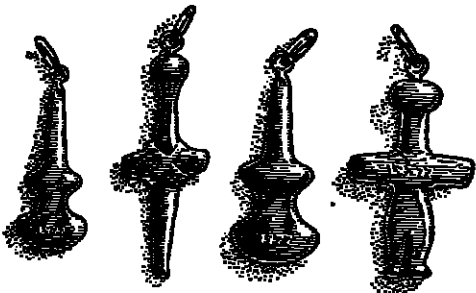
8, Avenue de Wagram (boutique d'angle)

Place de l'Etoile 75008 Paris

tél. 227.22.82 - 622.36.60

Fondateur E. Goldenberg coupe d'or du bon goût français

## LES LAMDA DE LALAOUNIS



200 F 250 F 250 F 300 F  
or poinçonné 18 carats. Taille réelle.

UNE HEUREUSE ANNEE 1977  
avec les idoles-symboles des cyclades



ilias LALAOUNIS

PARIS - 364, rue St-Honoré

(à la hauteur de la place Vendôme)

Tél. : 261.55.65

## Tric et Trousailles

DÉPOT - VENTE - LOCATION

vêtements et accessoires

de 13 heures à 19 heures sauf dimanche et lundi

58, rue Royale

92210 SAINT-CLOUD

Tél. : 602-67-81

## Jouets interdits?

Les jouets qui cassent,  
les jouets qui durent,  
et toutes les nouveautés.

Numéro Spécial Noël.



chaud, léger, imperméable  
**Ioden**  
chasse  
**295 F**

**FORSUD**  
LA MAISON DU LODEN  
146 rue de Rivoli - Paris 1  
tél. 260 13 51 métro Louvre

Notre nouvelle ligne  
Votre nouveau parfum

SHOCKING  
YOU

Schiaparelli

PARIS

## Paris cadeaux. Les bonnes adresses.

Plein de cadeaux  
chers ou pas chers  
mais toujours inédits  
à Paris et autour de Paris.



Numéro Spécial Noël.



Linéar de Braun.  
Briquet électronique. 275 F

BRAUN



# Hippisme

## PLAIDOYER POUR LES JOCKEYS PERDUS

**M**INUTE de stupeur à Autenou à l'arrivée du tiercé. Georges Courtols. Alors qu'après le saut de la dernière haie le grand favori, Le Pompié, paraît au moins assuré de la troisième place, son jockey Serge Roux ne lève pas la cravache, ni même le petit doigt pour l'inciter à la conserver. Sur Lucky Boy, qui est alors quatrième, Bernard, au contraire, se démenche comme un diable. Toute la France hippique — ou presque — a joué Le Pompié, qui est à une cote de l'ordre de trois contre un. Toute la France hippique s'indigne par la voix de cinq mille spectateurs vociférants, à laquelle font écho, sur les ondes, celles des radio-reporters commentant la course en direct. Par la « trahison » de Roux, les quatre-vingts millions de francs du tiercé sont en train de basculer de la combinaison 1-12-3 à celle 1-12-11. Elle bascule, malgré les cris, Roux reste de marbre. Le Pompié en déduit que sa tâche est terminée et continue de ralentir. Lucky Boy lui prend la troisième place.

On pense à un nouveau prix

Bride abattue. Mais ceux qui descendent le plus rapidement des tribunes avec l'intention de crier le plus fort sur le passage des chevaux et des jockeys rentrant aux « balances », restent silencieux. Roux, exsangue, vacille sur sa selle. Il faut qu'un aide à descendre de cheval et à prendre place sur la balance. Un peu plus tard, une ambulance quitte Autenou pour le centre hospitalier des jockeys, à Maisons-Laffitte. Elle emmène le jockey qui a monté les 4400 mètres du prix Georges Courtols avec leurs dix-sept obstacles, dont le rivière des tribunes, le « rail-ditch » et tous les « gros » de la ligne « d'en face » — en dépit, probablement, d'une fracture d'une côte. Car c'est là la vérité le jockey pétrifié des 300 derniers mètres du prix Georges Courtols aurait pu déjà, si ce n'est pas le cas, qu'il est, se trouver dans un lit d'hôpital plutôt qu'en selle sur Le Pompié.

Quarante-huit heures plus tôt, Roux était tombé, à Enghien. Il avait ressenti une vive douleur dans le thorax. Mais il savait

qu'il avait à monter Le Pompié, dimanche, dans le tiercé. Une bonne « monte », comme on dit au vestiaire des jockeys, la perspective de gagner 10000 francs, le pourcentage du cavalier dans cette épreuve, celle de se blesser un peu plus, grâce aux projections du cheval, vers les rangs des vedettes ; celle enfin de s'affirmer, vis-à-vis du propriétaire du cheval, de l'entraîneur, et des collègues (et néanmoins rivaux), comme un partenaire attiré de Le Pompié, dont la carrière devrait déboucher sur le Grand Steeple-chase de Paris.

### La poitrine en feu l'estomac vide et les jambes lasses...

Roux, donc, n'avait parié à personne — surtout pas à médium de service — de sa douleur. D'ailleurs, n'avait-il pas gagné un Grand Steeple — 2000 mètres de plus que le Georges Courtols — avec une jambe mal remise d'une fracture

et insensibilisée à la novocaïne ? Saint-Martin lui-même ne s'était-il pas mis en selle, dans un prix de l'Arc de Triomphe, quelques jours après une chute grave ? Une bande bien serrée ferait l'affaire. Mais la chute et ses séquelles ne suffisaient pas aux malheurs du pauvre Roux. Dimanche matin, bien que ne s'étant pas alimenté la veille, il devait encore aller au bain de vapeur pour y perdre trois livres. En sortant, c'était non seulement l'estomac vide et les jambes lasses de la sudation forcée qu'il se présentait au départ de la course au tiercé. Jusqu'à la dernière haie, l'effectif d'un parcours irréprochable LA, une légère faute de Le Pompié à la réception ayant avivé la douleur, bras et jambes étaient paralysés.

Le métier de jockey d'obstacles, c'est cela. Et, parfois, c'est cela à la puissance cent, n'est-ce pas ? Mérieux et Les, et d'autres dont les noms sont déjà oubliés ? Alors on pense à ceux qui, une fois, ont entendu la voix d'une sirène — en l'occurrence celle de Patrice des Moutis, — ont mis en balance

ce qui s'est fait et ce qu'il allait falloir conquérir au prix de risques et de souffrances et ont choisi la facilité. On pense à ceux qui, à vingt-cinq ans, vingt ans parfois — l'âge pour lequel la sanction a-t-elle été « provisoire » pour un Mathelin et un Bonni, qui avaient dépassé trente ans quand elle les a atteints et qui, au demeurant, figurent parmi ceux ayant, en fin de compte, le plus de chances d'être relâchés ?

Tous ceux qui ont à se pencher sur le dossier sont conscients de telles choquantes contradictions mais aucune autorité ne veut prendre l'initiative du pardon. La Société des steeple, qui y incline, est liée par le fait qu'elle s'est constituée partie-civile : le ministre de l'Intérieur attend une décision judiciaire, le juge d'instruction ne parvient plus, après la mort de des Moutis, à boucler son dossier.

Les parias d'Autenou ne peuvent compter sur aucun allié. Peut-être, alors, est-ce aux journalistes qui ne sont liés par rien, qui ne représentent qu'eux-mêmes, et une certaine façon de ressentir ce qui ne fait encore qu'effleurer d'autres, de leur tendre la main, c'est-à-dire une plume. Dans ce cas, c'est fait.

LOUIS DÉNIÉL

# Jeux

## échecs

N° 687

(44<sup>e</sup> championnat de l'U.R.S.S., Moscou, 1976)  
Blancs : O. KOROTKOVA  
Noirs : M. TAL  
Début anglais

1. Cf3 Cc6 2. Dc4 Cc5 3. Cf3 Dc7 4. Dc4 Cc5 5. Cf3 Dc7 6. Dc4 Cc5 7. Dc4 Cc5 8. Dc4 Cc5 9. Dc4 Cc5 10. Dc4 Cc5 11. Dc4 Cc5 12. Dc4 Cc5 13. Dc4 Cc5 14. Dc4 Cc5

**NOTES**  
a) Par ce motif, les Noirs renouent le combat de la case d4 et envisagent l'avance e7-e5, conformément à une stratégie parfaitement claire qui doit les faire entrer dans une Sicilienne, les conduisant à l'attaque.  
b) Finalement, les Noirs ont été surpris par la défense 7... f5, 8... f6, 9... f7, 10... f8, 11... f9, 12... f10, 13... f11, 14... f12, 15... f13, 16... f14, 17... f15, 18... f16, 19... f17, 20... f18, 21... f19, 22... f20, 23... f21, 24... f22, 25... f23, 26... f24, 27... f25, 28... f26, 29... f27, 30... f28, 31... f29, 32... f30, 33... f31, 34... f32, 35... f33, 36... f34, 37... f35, 38... f36, 39... f37, 40... f38, 41... f39, 42... f40, 43... f41, 44... f42, 45... f43, 46... f44, 47... f45, 48... f46, 49... f47, 50... f48, 51... f49, 52... f50, 53... f51, 54... f52, 55... f53, 56... f54, 57... f55, 58... f56, 59... f57, 60... f58, 61... f59, 62... f60, 63... f61, 64... f62, 65... f63, 66... f64, 67... f65, 68... f66, 69... f67, 70... f68, 71... f69, 72... f70, 73... f71, 74... f72, 75... f73, 76... f74, 77... f75, 78... f76, 79... f77, 80... f78, 81... f79, 82... f80, 83... f81, 84... f82, 85... f83, 86... f84, 87... f85, 88... f86, 89... f87, 90... f88, 91... f89, 92... f90, 93... f91, 94... f92, 95... f93, 96... f94, 97... f95, 98... f96, 99... f97, 100... f98, 101... f99, 102... f100, 103... f101, 104... f102, 105... f103, 106... f104, 107... f105, 108... f106, 109... f107, 110... f108, 111... f109, 112... f110, 113... f111, 114... f112, 115... f113, 116... f114, 117... f115, 118... f116, 119... f117, 120... f118, 121... f119, 122... f120, 123... f121, 124... f122, 125... f123, 126... f124, 127... f125, 128... f126, 129... f127, 130... f128, 131... f129, 132... f130, 133... f131, 134... f132, 135... f133, 136... f134, 137... f135, 138... f136, 139... f137, 140... f138, 141... f139, 142... f140, 143... f141, 144... f142, 145... f143, 146... f144, 147... f145, 148... f146, 149... f147, 150... f148, 151... f149, 152... f150, 153... f151, 154... f152, 155... f153, 156... f154, 157... f155, 158... f156, 159... f157, 160... f158, 161... f159, 162... f160, 163... f161, 164... f162, 165... f163, 166... f164, 167... f165, 168... f166, 169... f167, 170... f168, 171... f169, 172... f170, 173... f171, 174... f172, 175... f173, 176... f174, 177... f175, 178... f176, 179... f177, 180... f178, 181... f179, 182... f180, 183... f181, 184... f182, 185... f183, 186... f184, 187... f185, 188... f186, 189... f187, 190... f188, 191... f189, 192... f190, 193... f191, 194... f192, 195... f193, 196... f194, 197... f195, 198... f196, 199... f197, 200... f198, 201... f199, 202... f200, 203... f201, 204... f202, 205... f203, 206... f204, 207... f205, 208... f206, 209... f207, 210... f208, 211... f209, 212... f210, 213... f211, 214... f212, 215... f213, 216... f214, 217... f215, 218... f216, 219... f217, 220... f218, 221... f219, 222... f220, 223... f221, 224... f222, 225... f223, 226... f224, 227... f225, 228... f226, 229... f227, 230... f228, 231... f229, 232... f230, 233... f231, 234... f232, 235... f233, 236... f234, 237... f235, 238... f236, 239... f237, 240... f238, 241... f239, 242... f240, 243... f241, 244... f242, 245... f243, 246... f244, 247... f245, 248... f246, 249... f247, 250... f248, 251... f249, 252... f250, 253... f251, 254... f252, 255... f253, 256... f254, 257... f255, 258... f256, 259... f257, 260... f258, 261... f259, 262... f260, 263... f261, 264... f262, 265... f263, 266... f264, 267... f265, 268... f266, 269... f267, 270... f268, 271... f269, 272... f270, 273... f271, 274... f272, 275... f273, 276... f274, 277... f275, 278... f276, 279... f277, 280... f278, 281... f279, 282... f280, 283... f281, 284... f282, 285... f283, 286... f284, 287... f285, 288... f286, 289... f287, 290... f288, 291... f289, 292... f290, 293... f291, 294... f292, 295... f293, 296... f294, 297... f295, 298... f296, 299... f297, 300... f298, 301... f299, 302... f300, 303... f301, 304... f302, 305... f303, 306... f304, 307... f305, 308... f306, 309... f307, 310... f308, 311... f309, 312... f310, 313... f311, 314... f312, 315... f313, 316... f314, 317... f315, 318... f316, 319... f317, 320... f318, 321... f319, 322... f320, 323... f321, 324... f322, 325... f323, 326... f324, 327... f325, 328... f326, 329... f327, 330... f328, 331... f329, 332... f330, 333... f331, 334... f332, 335... f333, 336... f334, 337... f335, 338... f336, 339... f337, 340... f338, 341... f339, 342... f340, 343... f341, 344... f342, 345... f343, 346... f344, 347... f345, 348... f346, 349... f347, 350... f348, 351... f349, 352... f350, 353... f351, 354... f352, 355... f353, 356... f354, 357... f355, 358... f356, 359... f357, 360... f358, 361... f359, 362... f360, 363... f361, 364... f362, 365... f363, 366... f364, 367... f365, 368... f366, 369... f367, 370... f368, 371... f369, 372... f370, 373... f371, 374... f372, 375... f373, 376... f374, 377... f375, 378... f376, 379... f377, 380... f378, 381... f379, 382... f380, 383... f381, 384... f382, 385... f383, 386... f384, 387... f385, 388... f386, 389... f387, 390... f388, 391... f389, 392... f390, 393... f391, 394... f392, 395... f393, 396... f394, 397... f395, 398... f396, 399... f397, 400... f398, 401... f399, 402... f400, 403... f401, 404... f402, 405... f403, 406... f404, 407... f405, 408... f406, 409... f407, 410... f408, 411... f409, 412... f410, 413... f411, 414... f412, 415... f413, 416... f414, 417... f415, 418... f416, 419... f417, 420... f418, 421... f419, 422... f420, 423... f421, 424... f422, 425... f423, 426... f424, 427... f425, 428... f426, 429... f427, 430... f428, 431... f429, 432... f430, 433... f431, 434... f432, 435... f433, 436... f434, 437... f435, 438... f436, 439... f437, 440... f438, 441... f439, 442... f440, 443... f441, 444... f442, 445... f443, 446... f444, 447... f445, 448... f446, 449... f447, 450... f448, 451... f449, 452... f450, 453... f451, 454... f452, 455... f453, 456... f454, 457... f455, 458... f456, 459... f457, 460... f458, 461... f459, 462... f460, 463... f461, 464... f462, 465... f463, 466... f464, 467... f465, 468... f466, 469... f467, 470... f468, 471... f469, 472... f470, 473... f471, 474... f472, 475... f473, 476... f474, 477... f475, 478... f476, 479... f477, 480... f478, 481... f479, 482... f480, 483... f481, 484... f482, 485... f483, 486... f484, 487... f485, 488... f486, 489... f487, 490... f488, 491... f489, 492... f490, 493... f491, 494... f492, 495... f493, 496... f494, 497... f495, 498... f496, 499... f497, 500... f498, 501... f499, 502... f500, 503... f501, 504... f502, 505... f503, 506... f504, 507... f505, 508... f506, 509... f507, 510... f508, 511... f509, 512... f510, 513... f511, 514... f512, 515... f513, 516... f514, 517... f515, 518... f516, 519... f517, 520... f518, 521... f519, 522... f520, 523... f521, 524... f522, 525... f523, 526... f524, 527... f525, 528... f526, 529... f527, 530... f528, 531... f529, 532... f530, 533... f531, 534... f532, 535... f533, 536... f534, 537... f535, 538... f536, 539... f537, 540... f538, 541... f539, 542... f540, 543... f541, 544... f542, 545... f543, 546... f544, 547... f545, 548... f546, 549... f547, 550... f548, 551... f549, 552... f550, 553... f551, 554... f552, 555... f553, 556... f554, 557... f555, 558... f556, 559... f557, 560... f558, 561... f559, 562... f560, 563... f561, 564... f562, 565... f563, 566... f564, 567... f565, 568... f566, 569... f567, 570... f568, 571... f569, 572... f570, 573... f571, 574... f572, 575... f573, 576... f574, 577... f575, 578... f576, 579... f577, 580... f578, 581... f579, 582... f580, 583... f581, 584... f582, 585... f583, 586... f584, 587... f585, 588... f586, 589... f587, 590... f588, 591... f589, 592... f590, 593... f591, 594... f592, 595... f593, 596... f594, 597... f595, 598... f596, 599... f597, 600... f598, 601... f599, 602... f600, 603... f601, 604... f602, 605... f603, 606... f604, 607... f605, 608... f606, 609... f607, 610... f608, 611... f609, 612... f610, 613... f611, 614... f612, 615... f613, 616... f614, 617... f615, 618... f616, 619... f617, 620... f618, 621... f619, 622... f620, 623... f621, 624... f622, 625... f623, 626... f624, 627... f625, 628... f626, 629... f627, 630... f628, 631... f629, 632... f630, 633... f631, 634... f632, 635... f633, 636... f634, 637... f635, 638... f636, 639... f637, 640... f638, 641... f639, 642... f640, 643... f641, 644... f642, 645... f643, 646... f644, 647... f645, 648... f646, 649... f647, 650... f648, 651... f649, 652... f650, 653... f651, 654... f652, 655... f653, 656... f654, 657... f655, 658... f656, 659... f657, 660... f658, 661... f659, 662... f660, 663... f661, 664... f662, 665... f663, 666... f664, 667... f665, 668... f666, 669... f667, 670... f668, 671... f669, 672... f670, 673... f671, 674... f672, 675... f673, 676... f674, 677... f675, 678... f676, 679... f677, 680... f678, 681... f679, 682... f680, 683... f681, 684... f682, 685... f683, 686... f684, 687... f685, 688... f686, 689... f687, 690... f688, 691... f689, 692... f690, 693... f691, 694... f692, 695... f693, 696... f694, 697... f695, 698... f696, 699... f697, 700... f698, 701... f699, 702... f700, 703... f701, 704... f702, 705... f703, 706... f704, 707... f705, 708... f706, 709... f707, 710... f708, 711... f709, 712... f710, 713... f711, 714... f712, 715... f713, 716... f714, 717... f715, 718... f716, 719... f717, 720... f718, 721... f719, 722... f720, 723... f721, 724... f722, 725... f723, 726... f724, 727... f725, 728... f726, 729... f727, 730... f728, 731... f729, 732... f730, 733... f731, 734... f732, 735... f733, 736... f734, 737... f735, 738... f736, 739... f737, 740... f738, 741... f739, 742... f740, 743... f741, 744... f742, 745... f743, 746... f744, 747... f745, 748... f746, 749... f747, 750... f748, 751... f749, 752... f750, 753... f751, 754... f752, 755... f753, 756... f754, 757... f755, 758... f756, 759... f757, 760... f758, 761... f759, 762... f760, 763... f761, 764... f762, 765... f763, 766... f764, 767... f765, 768... f766, 769... f767, 770... f768, 771... f769, 772... f770, 773... f771, 774... f772, 775... f773, 776... f774, 777... f775, 778... f776, 779... f777, 780... f778, 781... f779, 782... f780, 783... f781, 784... f782, 785... f783, 786... f784, 787... f785, 788... f786, 789... f787, 790... f788, 791... f789, 792... f790, 793... f791, 794... f792, 795... f793, 796... f794, 797... f795, 798... f796, 799... f797, 800... f798, 801... f799, 802... f800, 803... f801, 804... f802, 805... f803, 806... f804, 807... f805, 808... f806, 809... f807, 810... f808, 811... f809, 812... f810, 813... f811, 814... f812, 815... f813, 816... f814, 817... f815, 818... f816, 819... f817, 820... f818, 821... f819, 822... f820, 823... f821, 824... f822, 825... f823, 826... f824, 827... f825, 828... f826, 829... f827, 830... f828, 831... f829, 832... f830, 833... f831, 834... f832, 835... f833, 836... f834, 837... f835, 838... f836, 839... f837, 840... f838, 841... f839, 842... f840, 843... f841, 844... f842, 845... f843, 846... f844, 847... f845, 848... f846, 849... f847, 850... f848, 851... f849, 852... f850, 853... f851, 854... f852, 855... f853, 856... f854, 857... f855, 858... f856, 859... f857, 860... f858, 861... f859, 862... f860, 863... f861, 864... f862, 865... f863, 866... f864, 867... f865, 868... f866, 869... f867, 870... f868, 871... f869, 872... f870, 873... f871, 874... f872, 875... f873, 876... f874, 877... f875, 878... f876, 879... f877, 880... f878, 881... f879, 882... f880, 883... f881, 884... f882, 885... f883, 886... f884, 887... f885, 888... f886, 889... f887, 890... f888, 891... f889, 892... f890, 893... f891, 894... f892, 895... f893, 896... f894, 897... f895, 898... f896, 899... f897, 900... f898, 901... f899, 902... f900, 903... f901, 904... f902, 905... f903, 906... f904, 907... f905, 908... f906, 909... f907, 910... f908, 911... f909, 912... f910, 913... f911, 914... f912, 915... f913, 916... f914, 917... f915, 918... f916, 919... f917, 920... f918, 921... f919, 922... f920, 923... f921, 924... f922, 925... f923, 926... f924, 927... f925, 928... f926, 929... f927, 930... f928, 931... f929, 932... f930, 933... f931, 934... f932, 935... f933, 936... f934, 937... f935, 938... f936, 939... f937, 940... f938, 941... f939, 942... f940, 943... f941, 944... f942, 945... f943, 946... f944, 947... f945, 948... f946, 949... f947, 950... f948, 951... f949, 952... f950, 953... f951, 954... f952, 955... f953, 956... f954, 957... f955, 958... f956, 959... f957, 960... f958, 961... f959, 962... f960, 963... f961, 964... f962, 965... f963, 966... f964, 967... f965, 968... f966, 969... f967, 970... f968, 971... f969, 972... f970, 973... f971, 974... f972, 975... f973, 976... f974, 977... f975, 978... f976, 979... f977, 980... f978, 981... f979, 982... f980, 983... f981, 984... f982, 985... f983, 986... f984, 987... f985, 988... f986, 989... f987, 990... f988, 991... f989, 992... f990, 993... f991, 994... f992, 995... f993, 996... f994, 997... f995, 998... f996, 999... f997, 1000... f998

# bridge

N° 684

Après sa victoire aux Olympiades de Miami en 1972 la fameuse équipe italienne du Blue Team s



# DES ŒUFS QUI VALENT DE L'OR

Pour certains, en cette période de fête, il remplace le foie gras et truffes (et du reste il n'a pas — chez Pétroussian, 18, bd de Lator — Manbott, tél. 551-50-73 — augmenté ces dernières années !). Encore faut-il l'aborder en connaissance de cause. C'est de l'esturgeon, cet animal antédiluvien en voie de disparition, le caviar (Rabelais en parlait déjà sous le nom de « caviat ») est, pour ses amateurs, la meilleure chose du monde. A part quelques centaines de kilos vendus en saison, des pêches de l'estuaire de la Gironde, le caviar vient de la mer Caspienne, à l'embouchure de la Volga. Il provient ainsi de trois espèces d'animal. C'est ainsi que chez Pétroussian vous trouverez : le beluga, provenant de la plus grosse espèce (certains esturgeons peuvent atteindre un poids de 800 kilos) donnant un grain très gros variant du gris clair au gris foncé (notons en passant qu'il faut sourire du mo-

hisme dormant comme incomparable le fameux caviar blanc du sahar provenant de bêtes amies !) et assez fragile. Son goût est plus onctueux ; l'ossetra (ossetra) donnant des grains plus petits, d'une couleur variant du jaune doré au brun, plus parfumés ; le sevruga, aux grains plus petits encore, gris clair et plus corsé, qui fut le favori de Sacha Guitry.

Tous ces œufs sont traités « malossol » (en russe : peu salé) et donnent un caviar frais aux œufs fermes et brillants logés en boîtes de fer-blanc enduites intérieurement d'un vernis spécial. Il est sage de les goûter avant l'achat. Puis de laisser la boîte au réfrigérateur jusqu'à la dernière minute mais loin du congélateur afin que les grains n'éclatent point. La boîte ouverte mieux vaut la consommer immédiatement. Si vous n'en croyez, probitez les toasts beurrés, le jus de citron plus encore. Le caviar est trop bon — et trop rare — pour ne pas le manger abondamment à la cuiller, une fois de temps en temps !

Il est encore une autre forme sous lequel vous le rencontrerez, chez Pétroussian : le caviar pressé « à la russe ». C'est, en somme, un concentré (il faut 5 kilos de grains frais mûrs pour donner 1 kilo de cette pâte épaisse, haute en goût) que l'on doit alors obligatoirement déguster avec des blinis, la crème fraîche et le vodka.

La semaine dernière à Montecarlo, nous avons eu un « dîner des Mille et Une Nuits ». Profitant de ce que la saison n'est pas propice aux ébats marins, la Société des bains de mer nous a-

voulu noyer, avec l'aide de M. Pétroussian, dans un bain de caviar. Cela se passait à l'Herminette (quatre Beaumarchais, téléphone 50-57-31) et le menu fut le suivant : les caviars-frais (beluga, ossetra, sevruga), le caviar pressé et les œufs de saumon à la russe, l'agneau de lait rôti et fari à la façon des caravanes (œufs, raisins secs, dattes, pistaches), le melon de Sheherazade (garni d'une salade de fruits exotiques).

Les convives avaient le choix entre le champagne et la vodka (avant un Domaine de Chevalier 67, un remarquable grappe rouge, comme l'on sait, sur l'agneau). Puis, je vous conseille, dans une caviar-party, de préférer la vodka (plus onctueuse locale et meilleure absorbant des graisses) ? Vous laissant le choix de la polonaise ou de la russe, de la classique ou de la vodka citronnée. Ma foi, ce repas de Montecarlo fera un bon réveillon. Une fête un peu folle évoquant les « Nuits de France », les caviars folles et les violons trépidants. En même temps que les treublantes images du vieux film « Le Monde perd » les bêtes de la pré-histoire.

Lorsque je pense aux esturgeons (dont la quête sexuelle se termine si mal pour la femelle et si bien pour nous) je ne puis oublier les vers de Mousset qu'aurait cités Paul Léautaud :

« L'esturgeon monstrueux s'élève  
Le manteau bleu des mers et  
L'astre des nuits... »

Sans doute les boyards — s'il en reste — mettront le caviar à toutes les sauces. Jacques Manière a créé un œuf à la coque au ca-

vier (qui est une amulette et rien de plus) et, porte mon nom, une sole au caviar (pochée, désossée, nappée de crème aigre à la russe). Mais que dire de ce récent repas publicitaire du Pré Catelan où

l'on proposa aux restaurateurs invités des œufs pochés sur un lit de caviar ? C'est de l'abuse gâchis en même temps qu'une sottise gourmande !

LA REYNIÈRE

« MES » GRANDS

## LASSERRE : quel canard !

SON décor à l'ancienne prend un coup de vieux, m'a dit un invité. Ce décor, imparable, est au contraire une joie pour le regard, un lumineux réconfort que le toit ouvrant sublime en le débarrassant des variations du temps. Quant au service, il est unique au monde : varié et complètement efficace et discret, efficace et élégant. Cela suffirait à expliquer que le repas chez Lasserre est une fête inégalable.

C'est pourquoi on ne demandera pas, ici, à la cuisine d'être de recherche et de création. Simplement, avec la qualité majeure des produits, du « matériel », elle se doit d'être d'un classicisme équilibré, d'une perfection de détails, d'une présentation « en situation » d'être le cadre, la machine à — j'allais écrire la mise en scène — de ce modèle de la restauration de luxe.

N'oublions pas, cependant, que c'est ici qu'est né le moderne pâté d'anguille (que l'on retrouve à présent partout) et que la carte propose de grandes créations. Suprême de barbe « Interallée », ravigot barbe Lasserre, terrine de tourteau sauce Ricard, pintadeau Viroflay, pi-

son André Malraux, et que, sur commande, vous pourrez en découvrir d'autres, celle cette pontarde au fillet (que M. Guézard a reprise dans sa « Cuisine minceur »), son canard à la Walter Scott, son colin Luis Madano, etc. Les beignets sont incomparables (et quel ballet autour de leur service !). Le canard à l'orange, par la simplicité de sa sauce, est — je pense mes mots — le meilleur du monde, le rognon (entier) au xéris est l'opulence dans la simplicité, la timbale Zippé, aux fruits de saison, est le plus féminin des desserts.

Mon seul reproche : en cette saison il est indigne « callie de chasse » ; en d'autres temps, pourquoi ne pas précéder : callie d'élevage ? Puisque cela va sans dire, cela trait mieux encore en le disant. Et peut-être même en les supplantant comme on a supplanté les truites d'élevage !

L'une des plus belles caves de Paris, ou s'en doute. Qui ne trouve toujours le chemin de Lasserre lorsque l'on parle perfection.

L. R.

\* LASSERRE, 17, av. Franklin-Boulevard, 8<sup>e</sup>, Tél. : 55-53-43. Fermé le dimanche.

**AUBERGE DU CLOU**  
la tarte de grenouilles aux raves  
des écrevisses chaudes du curé  
le rognon de veau « Brillat-Savarin »  
30, AV. TRUDAINÉ (9<sup>e</sup>) Tél. 878.22.40  
Fermé samedi midi et dimanche

**FLO** LIVRE à DOMICILE  
**SON FOIE GRAS FRAIS**  
285-22-39

**Julien**  
16, rue du Fg Saint-Denis Paris 10<sup>e</sup>  
Réservation 770 12 06  
T.L.J. jusqu'à 1 h. 30, fermé le dim.

**TERMINUS NORD**  
824.48.72  
**SON BANC D'HUITRES**  
23, rue de Dunkerque  
face Gare du Nord  
tous les jours

### Réveillonner

● A la Closerie des Lilas (171, bd du Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; tél. 522-70-50) : réveillon à Nohant, en hommage à George Sand et à ses amis Chopin, Liszt, Balzac, etc., avec un menu berichon tempéré par le caviar et la vodka pour accompagner les Polonaises de Chopin.

● A l'Aquitaine (54, rue de Dantzig, 15<sup>e</sup> ; tél. 522-67-38) : deux menus fort bien conçus et tous deux animés par un orchestre étonnant de cuivres : la Fanfare de Mlle Mortense, révisée par Jacques Martin au « Petit Rapporteur ».

**Rive gauche**  
SAINT-GERMAIN DES PRES TOUTS LES JOURS  
**LE PETIT ZINC** (171, bd du Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; tél. 522-70-50)  
**LE FÜRSTENBERG** (171, bd du Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; tél. 522-70-50)  
**Le Miniche** (171, bd du Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; tél. 522-70-50)  
25, rue de Buci - Paris 6

**Cantarel**  
Déjeuners d'affaires  
Le SOIR : un DINER DE FÊTE pour 85 francs tout compris  
12, Avenue du Maine (15<sup>e</sup>)  
tél : 548.59.35  
fermé Samedi midi et Dimanche

**ROISSERIE DE L'ABBAYE**  
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS  
**REVEILLON DU TONNERRE**  
AMBiance - SPECTACLE  
DANSE - COTILLONS  
Réservation après 16 h  
2, r. Jacob PARKING 326.56.26

Depuis 1826, il est de tradition, pour un Parisien, d'acheter ses foies gras de fin d'année chez **BATTENDIER**  
8 rue Coquillière 75001 PARIS  
Où vous trouverez aussi :  
des charcuteries somptueuses,  
des volailles et gibiers tels qu'on les trouvait chez Delaunay Levallois  
des plats cuisinés succulents,  
des vins fins, des pâtisseries qu'on n'oublie pas.  
Quelle fête ! on a envie de tout acheter.  
Si vous ne pouvez vous déplacer, téléphonez à **236.95.50** on vous livrera.

**viabrazil**  
montparnasse  
dèjeunèz, dînez, soupez  
tous les jours jusqu'à 3h du matin  
et dansez à notre Club  
Orchestre brésilien  
10 rue de Valenciennes (10<sup>e</sup>)  
tél. 59 59 59  
côté du 10<sup>e</sup> arr. côté du 10<sup>e</sup> arr. côté du 10<sup>e</sup> arr.

dans un décor Belle Epoque  
**LE CAFÉ FRANÇAIS**  
15 DÉCEMBRE 1976  
15 FÉVRIER 1977  
**AUTOUR D'UN VIN DE CORSE**  
appellation origine contrôlée  
et Spécialités régionales à discrétion  
75<sup>F</sup> tout compris.  
CAFÉ FRANÇAIS  
17, Bd St-Jacques  
PARIS 14<sup>e</sup> - Tél. : 589.89.80  
18 Février - 1<sup>er</sup> Mars - quinzaine Roumaine  
2 Mars - 15 Mars - quinzaine Sicilienne  
Tous les soirs (dimanche excepté)  
DINER en MUSIQUE avec pianiste 80 F

**LAPEROUSE**  
est OUVERT le **Dimanche**  
51, quai des Grands-Augustins  
325-88-04  
PARKING ASSURÉ

**Rive droite**  
**CHEZ HONORE**  
DEJEUNERS, DINERS  
cuisine française, nappes en papier  
1, rue du Roule (1<sup>er</sup>)  
Tél. 231.33.20 - 231.35.84

**Lady L**  
Déjeuners d'affaires Dîners Joyeux  
« BON VINO, BONNE CUISINE ET PAYSAGE »  
Le Soir : Dîners - Dîners - Dîners  
et MICHEL SIMON  
4, rue Balzac (8<sup>e</sup>)  
Réservation : 225.21.95 et 92.99

**« 21 vins »**  
pour les fêtes.

Spécialement choisis pour vous, pour vos amis, et pourquoi pas pour vos collègues d'entreprise ?  
N°1 : M. & Ch. Lalande 1973 Médoc... 15,00  
N°2 : M. & Ch. Lalande 1974 St-Julien... 15,00  
N°3 : M. & Ch. Lalande 1975 St-Julien... 15,00  
N°4 : Ch. Lynch-Rogers 1973 Poulitac... 22,00  
N°5 : Ch. Lynch-Rogers 1974 Poulitac... 22,00  
N°6 : M. & Ch. Lalande 1975 Vin du Ton... 7,00  
N°7 : M. & Ch. Lalande 1976 Vin du Ton... 7,00  
N°8 : M. & Ch. Lalande 1977 Vin du Ton... 7,00  
N°9 : M. & Ch. Lalande 1978 Vin du Ton... 7,00  
N°10 : M. & Ch. Lalande 1979 Vin du Ton... 7,00  
N°11 : Ch. Ausone 1969 1<sup>er</sup> Gr. St-Etienne 60,00  
N°12 : Ch. Ausone 1970 1<sup>er</sup> Gr. St-Etienne 60,00  
N°13 : Ch. Ausone 1971 1<sup>er</sup> Gr. St-Etienne 60,00  
N°14 : Ch. Ausone 1972 1<sup>er</sup> Gr. St-Etienne 60,00  
N°15 : Ch. Ausone 1973 1<sup>er</sup> Gr. St-Etienne 60,00  
N°16 : Ch. Ausone 1974 1<sup>er</sup> Gr. St-Etienne 60,00  
N°17 : Ch. Ausone 1975 1<sup>er</sup> Gr. St-Etienne 60,00  
N°18 : Ch. Ausone 1976 1<sup>er</sup> Gr. St-Etienne 60,00  
N°19 : Ch. Ausone 1977 1<sup>er</sup> Gr. St-Etienne 60,00  
N°20 : Ch. Ausone 1978 1<sup>er</sup> Gr. St-Etienne 60,00  
N°21 : Ch. Ausone 1979 1<sup>er</sup> Gr. St-Etienne 60,00  
Tous ces vins sont en bouteille de 75 cl.

Steven Spumier  
**CAVES DE LA MADELEINE**  
25, rue Royale (1<sup>er</sup> arr.) 75008 Paris  
Commandes par téléphone : 265.92.40 / 265.09.82  
Livraison tous les jours, Paris et proche banlieue et en province par les Transports HOLLAND.  
5<sup>e</sup> % remise par carton de 12 bouteilles, du même vin.  
10<sup>e</sup> % remise à partir de 5 cartons.

**Brasserie Lorraine**  
depuis cinquante ans le rendez-vous du monde des lettres et des arts...  
les meilleurs huîtres et fruits de mer  
la cuisine française de grande tradition

GRAND VIN DE BORDEAUX  
**CHATEAU DE BARBE BLANCHE**  
LUSSAC-SAINT-EMILION  
17100

**JOUR et NUIT**  
21, r. Barri, 12 à l'Anjou, 80<sup>e</sup> X. 12-43  
**BANC D'HUITRES**  
**SES VIANDES**  
les meilleures de Paris

**LE SIMPLON**  
1, rue Montmartre (9<sup>e</sup>)  
Spéc. FRANCO-ITALIENNES  
**NOËL**  
**SAINT-SYLVESTRE**  
**DINERS PROLONGÉS**  
824-51-18

**COTES DE BUZET**  
A. O. C.  
Rouges : cuvée NAPOLEON, réserve HENRI IV, vieilles en fûts de chêne durant deux ans.  
Blancs : secs, frais, fruités.  
Rosés : légers et parfumés.  
Eau-de-vie de marc : côtes de Buzet, vieilles en fûts de chêne durant cinq ans.  
Tertis et commandes à :  
DA SILVA, 10, rue Soult, 65000 TARBES - Tél. (63) 93-57-48

**chez Jean L'Auvergnat**  
52, rue Lamoignon - 9<sup>e</sup> 878.82.73  
**TRIPOUX DE CHEZ LUI**  
Quatre de Cochon, Parle au Vin Blanc  
Sa Marque Auvergnate - Sa Ponde  
« Ma foi, cela mérite une visite ! »  
LA REYNIÈRE  
Fermé le Dimanche

Restaurateur  
**PIERRE**  
A la Fontaine Gaillon  
Grande cuisine de tradition française (fermé dim.)  
OPE. 57-84 PLACE GAILLON  
Paris

**Dessirier**  
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR  
9, place Foch, Paris 17<sup>e</sup> - 754-74-14

**SULLY DAUPHINE** 533-35-47, P. dim. 55, av. Foch  
Dans un cadre 1830 - CUISINE FRANÇAISE TRADITION - Des spécialités  
Dap. d'art. DINERS - MENUS 35 F - Paris Dauphine - SALONS - Gde Carte

**MANGEZ PLUS DE CAVIAR.**  
Pour 640 F vous pouvez manger un kilo de sevruga. C'est le même sevruga que vous trouverez ailleurs. La seule différence tient à son prix. Au moment de Noël il est toujours agréable de pouvoir économiser quelques centimes sans économiser quelques grains de caviar. A propos, l'effort que nous faisons pour le caviar, nous le faisons aussi pour le saumon et le foie gras. Le saumon vient de Norvège à 200 F le kilo, et le foie gras de Dordogne, du foie gras d'oie, cuit au torchon dans son jus, à 400 F le kilo. Pensez-y. Au Grain de caviar, 1, rue du Marché St-Honoré, 75001 Paris.

**CHEZ FRANCOISE**  
AEROGARE DES INVALIDES 7<sup>e</sup>  
Vente de FOIE GRAS FRAIS à emporter  
551.87.20 et 705.49.03 (Lundi)

**LE TOTEM**  
PANDORA UNIQUE A PARIS - TERRASSE  
DEJEUNER - REPAS D'AFFAIRES  
Fermé le soir et le mardi - ALE. 90-49  
Maison de l'Homme - Palais de Chaillot

**RELAIS DU PAVÉ** A 30 minutes de VITTOLE  
5 km de HOUDAN - A BAZAINVILLE (Les Yvelines)  
LA HAUTE GASTRONOMIE du Chef Claude Marguerite  
GRANDE POELE D'OR 1976  
Ses spés. : Foie Gras Frais de Canard et sa Gelée au Porto, St-PIERRE à la MOUTARDE - STRAK de CANARD au RHUM - Ses desserts.  
SALONS de 12, 20, 30 convives pour Réceptions, Séminaires, Banquets  
Dans la verdure de son Parc, des Bungalows élégants pour le week-end (chasse et pêche dans la région) - Tél. : 487-61-52 et 62-36



**LATREILLE**  
LES PLUS BEAUX PARFUMS  
POUR HOMMES  
Depuis 595 F.  
et MANTEAUX POUR DAMES  
Depuis 625 F.  
PURE LAINE VIERGE  
62, R. St-ANDRÉ-des-ARTS - 6°  
Parking attenant à nos magasins

LISTE DE  
MARIAGE  
JOAILLIER  
ORFÈVRE  
HORLOGER  
**LOISEAU AYCARDI**  
3, rue de la Harpe, PARIS 5°

## CARNET

### Naissances

— Michèle et Philippe Leduc et Pauline ont la joie d'annoncer la naissance de  
Cécile,  
le 25 novembre 1976,  
12, rue du Parc, 91200 Athis-Mons.

— M. Christian Boudier, Mme. née Francis Leray, et Nicolas, sont heureux d'annoncer la naissance de  
Myrtille,  
19, boulevard de Beaunejour, Paris.

### Fiançailles

— Mme Pierre Hirtz, M. et Mme Georges Lambert, sont heureux de faire part des fiançailles de leurs enfants  
Laura et Didier,  
77, boulevard de Montmorency, 75016 Paris.  
81, boulevard Subert, 75015 Paris.

### Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de  
Mme Claire Castel  
et de  
M. Jean-Pierre Delmont,  
célébré dans l'intimité le 4 décembre 1976,  
Préfecture de la Corréze, 19012 Tulle.

— Toulon, Toulon.  
M. et Mme Georges Lambert, sont heureux de faire part du mariage de leur neveu  
Jean-Luc Macia  
fils de M. et Mme Robert Macia, avec Mlle Véronique Hervé, fille de M. et Mme Henri Hervé.  
Le mariage a été célébré à Toulon le samedi 11 décembre, à 15 h. 30, en l'église de l'Immaculée Conception de La Louvière.

— Josette Geoffroy et Dominique Mas sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 2 décembre 1976,  
6, passage Rauch, 75011 Paris.

— M. et Mme Charles Beaumont et Mme Elise Schuch sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants  
Marie-Louise et Gerhard,  
célébré à Paris le 11 décembre 1976.

### VENTES À VERSAILLES

200 TABLEAUX MODERNES  
des meilleurs artistes contemporains  
et de la fin du XIX<sup>e</sup>  
DIMANCHES 12 DÉC. 11 et 14 h.  
VENDREDI 13 DÉC. 10 h. à 14 h.  
TEL. : 920-35-06 et 921-23-95  
M. G. BLACHE, commissaire-priseur  
Expos. : vend. 10 et sam. 11 déc.  
de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.

N<sup>o</sup> P. et J. MARTIN, c.p. ass.  
3, rue Chevre-Légère - 920-35-06  
DIMANCHES 12 DÉC. 11 et 14 h.  
GALERIE DES CHEVRE-LEGÈRES  
ORFÈVRES ANCIENS  
IMPORTANTS BIJOUX  
ROYAL CHEVRE-LEGÈRE, 14 h.  
ORFÈVRES ANCIENS  
Exposition vendredi et samedi.

**NEUILLY-SUR-SEINE**  
Salle de vente du Boule  
150, av. du Boule, Neuilly-s.-Seine  
Métro : Pont-de-Neuilly, 92-55-98  
Vendredi 12 décembre à 14 h.  
Samedi, dimanche et lundi  
10 h. à 12 h. 30 - 15 h. à 19 h. 30

**TAPIS D'ORIENT  
ET CHINOIS**  
IVOIRES  
ET PIERRES DURES  
SCULPTES  
CHINE ET JAPON  
(Nords avec certificat d'origine)  
ACHAT ET VENTE.

**LONDRES  
DANS LA POCHÉ**  
Les Français se ruent sur Londres ? Qui mais ça acheter le meilleur du meilleur prix ? Quel hôtel choisir ? Où se distraire à table sans faire la queue ? Le N<sup>o</sup> de décembre du Nouveau Guide Gault-Millau donne toutes ces précieuses réponses. Et sur amateurs de soleil en hiver, il ouvre les portes du Sahara.

**Pour la femme  
qui demande à une montre  
d'être plus qu'un bijou :  
la Lady-Datejust de Rolex.**

Son boîtier est sculpté dans un unique bloc d'acier ou d'or 18 carats. D'où une étanchéité absolue et une incroyable résistance aux chocs. Elle donne l'heure à la seconde près. Et la date. Et, en plus, elle est belle. Très belle. Rolex pense qu'une jolie femme a le droit d'aimer les bijoux.



Rolex Oyster Lady-Datejust.

Documentation sur demande à S.A.F. des Montres Rolex, 10, avenue de la Grande-Arrière, 75017 PARIS.

**spécial  
noël**  
**ANTIQUITÉS**  
100 exposants, du 10 au 24 décembre  
tous les jours de 11 h à 20 h  
les mardis et jeudis : nocturnes jusqu'à 22 h  
30, avenue **GEORGE V** - parking George V

**Taillerie de  
ROYAT A PARIS**  
minéraux, objets en pierres dures  
bijoux en pierres fines  
EXPOSITION PERMANENTE  
8, rue Auber, Paris 9<sup>e</sup> - Tél. OPE. 46.26

**CADEAUX  
PROUVEZ-LE QUE VOUS LE CONNAISSEZ BIEN.**  
Novelles  
Festival des accessoires jusqu'au 24 décembre  
**Galerie Lafayette**

— On nous prie d'annoncer que le mariage de  
Mlle Claude Pilet  
et de  
M. Dominique Viollet,  
prévu pour le 17 décembre, est reporté à une date ultérieure pour raisons de santé.

### Décès

**René CARTIER**  
Nous apprenons la mort de  
René CARTIER,  
ancien directeur général  
de « Paris-Match »,  
décédé à Paris à l'âge de soixante-trois ans.

— Ses obsèques ont eu lieu vendredi 10 décembre, à 11 heures.  
[Né le 21 août 1913 à Lille (Nord), René Cartier, docteur en droit, entre dans le groupe Provençal des 1933. Chef de contentieux aux Filatures Provençales, à Roubaix, après la Libération, il est nommé directeur général (1960), puis directeur général (1968) de l'hebdomadaire « Paris-Match ». Directeur-gérant de « 1947 », puis de « Parents » à partir de 1969. René Cartier sera membre du conseil de surveillance de la Société des gens de bien (1971-1972), en même temps que Gérard (1972) de la Société « Paris-Match »-Films, filiale du groupe Provençal.]

— Les obsèques ont eu lieu samedi 11 décembre, à 15 h. 45, en l'église Saint-Léon, Paris-15.  
[Né à Paris, René Cartier a été journaliste, écrivain, éditeur, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire « Paris-Match », directeur-gérant de « 1947 », puis de « Parents » à partir de 1969. René Cartier sera membre du conseil de surveillance de la Société des gens de bien (1971-1972), en même temps que Gérard (1972) de la Société « Paris-Match »-Films, filiale du groupe Provençal.]

### Auguste MARTIN

— Mme Auguste Martin, M. et Mme Pierre Martin, leurs enfants, leurs petits-enfants, M. Jean Girard, ses enfants et petite-famille,  
Les familles Martin et Pigelet, ont le deuil de faire part du décès de  
M. Auguste MARTIN,  
président-fondateur  
de l'Amicale Charles Péguy,  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur des Arts et des Lettres,  
ancien combattant 1914-1918,  
survécu le 8 décembre à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

— Les obsèques auront lieu samedi 12 décembre, à 15 h. 45, en l'église Saint-Léon, Paris-15.  
[Né à Paris, Auguste Martin était né en 1886. Entré dans la Légion d'honneur, il s'est intéressé d'abord aux éditions d'art. C'est sous l'occupation qu'il a réuni les premiers hommes et spécialistes de Péguy pour lutturer certaines interprétations parvenues de l'étranger.]

— Mais il ne voulait créer l'Amicale Charles Péguy qu'en 1945, après la fin de la guerre. Depuis cette époque, il a animé les « Feuillets de l'Amicale Charles Péguy » (deux cent dix numéros), les « Cahiers Charles Péguy », collection de livres réunissant à sa fois la poésie, la prose, la philosophie, la critique, la correspondance de Péguy-Romain Rolland (Albin Michel).]

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Jada DADOUN,  
survécu le 11 décembre, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.  
De la part de :  
Charles et Catherine Dadoun,  
Pierre et Odette Dullen,  
Michel et Catherine Gérard,  
Georges et Rosita Dadoun,  
Albert et Andrée Walntrop.

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Jean DUBREUIL,  
ancien député,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Instruction publique,  
membre de la Fraternité de Saint-François,  
ancien combattant 1914-1918,  
survécu à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

— Ses obsèques ont eu lieu mercredi 10 décembre 1976 en l'église Notre-Dame-de-Sainte-Croix, au Mans.  
De la part de ses enfants, petits-enfants et de ses trente-neuf arrière-petits-enfants.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
[Né le 4 janvier 1890 à Roubaix (Nord), Jean Dubreuil, ancien négociant, avait été élu à la deuxième Assemblée constituante, puis avait représenté le département de la Sarthe à la première Assemblée nationale de novembre 1946 à juin 1951. Armand Dubreuil présent avec l'écrit de M.R.P.]

— Nous apprenons le décès de  
M. André DUBREUIL,  
survécu dans la nuit du 9 au 10 décembre.  
[Né le 5 décembre 1910 à Chartres, Armand Dubreuil, dans le magazine littéraire, nommé substitut adjoint au tribunal de la Seine en décembre 1944, il est sous-directeur des affaires civiles et du sursis en 1950, puis président de chambre à la cour d'appel de Paris en 1965. M. Dubreuil était répoux de Mme Lucie Dubreuil, secrétaire générale de l'Association de la presse diplomatique.]

— M. François DUBREUIL et ses trois enfants prient leurs amis, anciens élèves et connaissances de bien vouloir venir à eux à l'occasion du décès de  
Mme Simone SCHRIF,  
née Simone Bonache,  
survécue le 7 décembre.  
L'inhumation a eu lieu, selon la volonté de la défunte, dans la stricte intimité familiale.

— Une messe sera dite à son intention le samedi 13 décembre, à 12 heures, en la basilique de l'abbaye Saint-Benoît de Fleury, 45-Saint-Benoît-sur-Loire.  
La Breuille.  
45320 Châtillon-Coligny.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu après une longue et douloureuse maladie, de  
M. André SIMON,  
ancien élève  
de l'École normale supérieure  
de Saint-Clément,  
professeur honoraire  
au lycée Pasteur de Neuilly.

De la part de :  
Mme Jacqueline Simon,  
Mme Pierre et Claude Simon,  
Des familles Fontaine et Rivasseau,  
Et de ses nombreux et fidèles amis.

— L'inhumation a eu lieu le 3 décembre 1976 dans la plus stricte intimité à Croux (Yonne).  
21, avenue Mac-Mahon, 75017 Paris.

— Action culturelle et Présence du Théâtre, compagnie Sganarelle, nous prie d'annoncer le décès de son vice-président-fondateur  
M. André SIMON.

— Amilly, Montargis.  
M. Jean VISCARDI,  
72 ans, famille,  
ont le deuil de faire part du décès de  
Mme Jean VISCARDI,  
née Eugénie Beck,  
survécue le jeudi 9 décembre, en son domicile, « La Maison Blanche », rue de la Fontaine, à Amilly (Loiret).

— Les obsèques religieuses auront lieu le samedi 11 décembre 1976, à 14 h. 30, en l'église Saint-Martin d'Amilly où l'on se réunira. L'inhumation aura lieu le même jour dans le cimetière de famille au cimetière de Montargis. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur Emile Zenatti, Les docteurs Claude et Josette Zenatti, Mlle Adèle Zenatti, ont le deuil de faire part du décès de  
Mme Lucie ZENATTI,  
née Eluch,  
leur épouse et mère, survenue le 3 décembre 1976 à l'âge de quatre-vingt ans.

— Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.  
3 bis, rue de Brévannes,  
94370 Sucy-en-Brie.

### Remerciements

— Très touchées des marques de sympathie qui leur ont été adressées lors du décès de  
M. Lucien JULI,  
Mme Lucien JULI et toute sa famille vous expriment leurs remerciements et leur profonde reconnaissance.

— Les conseils d'administration et le personnel des sociétés Chaudière normalisées Sebco, Fluidotermus, Vapor S.A., ont exprimé leurs remerciements pour les marques de sympathie qui leur ont été adressées lors du décès de  
M. Lucien JULI,  
président-directeur général des dites sociétés.

— Mme Pierre Juvigny, très émue par tous les témoignages reçus à l'occasion du décès de  
Pierre JUVIGNY,  
conseiller d'Etat,  
prie tous les amis français et étrangers qui se sont associés à son chagrin de trouver ici l'expression de ses vifs remerciements.

### Messes anniversaires

— Pour le cinquantième anniversaire du décès de  
Georges ARNAUD,  
gouverneur de la P.O.M.,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
une messe est demandée à ses amis en union avec la messe qui sera célébrée à son intention le 13 décembre.

### Messes

— Une messe de la présence et du souvenir sera célébrée pour Eveline François PÉROUX COSTE, Institut catholique, 24, rue de la chapelle du couvent Saint-Dominique, 25, boulevard de Latour-Maubourg, Paris-14<sup>e</sup>.  
De la part de :  
François Perroux, M.-L. Coste, E.-S. Coste.

— L'Amicale des Forces féminines françaises fera célébrer une messe à la mémoire des militaires françaises mortes pour la France, le dimanche 12 décembre, à 10 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, en union avec l'Association des « Bêtises et conneries » de l'air.

## INSTITUT

**L'Académie des sciences morales et politiques  
souhaite s'ouvrir à de nouvelles disciplines**

En ouvrant la séance publique annuelle de l'Académie des sciences morales et politiques tenu lundi sous la Coupole, M. Raymond Aron, président, a commencé son allocution par l'hommage traditionnel rendu aux membres disparus : René Cassin, Paul Aron, Georges Davy. Puis il a souligné la masse des communications qui ont occupé la plupart des lundis de la compagnie au cours de l'exercice écoulé. Exposé critique qui a donné lieu à cette remarque :

« Notre compagnie garde son titre, les sciences morales et politiques, de l'Institut de France, ce titre est tombé en désuétude. Le mot de morale risque de faire sourire. On parle plus volontiers des sciences sociales ou des sciences humaines. Le découpage de nos sections appellerait le zèle des réformateurs qui vient de frapper avec succès à l'Académie des sciences. L'éthnologie, ou l'anthropologie, ou la linguistique, viennent aujourd'hui dans le corpus des connaissances une place que notre académie devrait le plus tôt possible reconnaître. Faut-il que l'Académie des sciences s'ouvre ses portes à des disciplines en pleine expansion et notre compagnie, apparue par un excès de fidélité à la tradition, continuera le destin de toutes les sociétés savantes, qui ne se renouvellent pas aussi vite que le savoir. »

En écho à ce vœu, par une remarquable coïncidence, M. Pierre Clarac, secrétaire perpétuel, après lecture des prix et récompenses décernées en 1976 faite par le vice-président, M. Gaston Leduc, — a constaté que l'Académie n'avait réservé aucune de ses sections à l'histoire littéraire, à la science humaine par excellence.

Et pourtant, si elle a fait une place fort mesurée à ces spécia-

### Communications diverses

— L'Association française d'école de psychiatrie, dirigée par le professeur Robert A. Gurel, président, et le professeur Pier Tran Ba Loc, secrétaire général, ont organisé la deuxième réunion d'étude le samedi 11 décembre 1976, 14 heures à 18 heures, à la faculté de médecine de la Pitié-Salpêtrière, salle 2, 105, boulevard de l'Hôpital Paris (13<sup>e</sup>).

— De nombreuses communications porteront sur la protection, la prévention et les traitements des cancers liés aux facteurs d'environnement. Cette réunion à laquelle est invité le public médical et non médical, sera largement ouverte aux discussions.

— La librairie L'Harmattan (18, rue de la Harpe, 75006 Paris) on nne vendredi 17 décembre, à 20 h. une soirée-débat autour d'un livre de Robert Aron, « Madagascar depuis 1972 ».

### Visites et conférences

#### SAMEDI 11 DÉCEMBRE

**Visites GUIDES ET PRO-NADES** — 15 h. 30, au musée national des monuments historiques.

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».

— 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Ali « Hôtel de Sully ».



# EUROSIGNAL.

## NOUVEAU MAILLON DANS LA CHAÎNE DE COMMUNICATION.

**Vous êtes responsable.**  
Vous êtes parfois hors d'atteinte des moyens de communication traditionnels : en déplacement sur la route, sur un chantier ou simplement entre deux rendez-vous.

Personne ne peut entrer en contact avec vous. Et pourtant, c'est votre avis, votre décision, vos compétences que l'on attend.

Vous devez aussi pouvoir joindre des collaborateurs itinérants (technico-commerciaux, ingénieurs ou techniciens de maintenance, SAV, chauffeurs, livreurs...).

Sans avoir à localiser le destinataire de l'appel, pour être joint ou joindre vos collaborateurs sans délai, les Télécommunications vous proposent le moyen simple, efficace, économique : Eurosignal.

### Qu'est-ce qu'Eurosignal?

Eurosignal est un système d'appel de personnes en déplacement.

Vous êtes chez un client, sur un chantier, votre secrétaire ne sait pas où vous joindre à ce moment précis.

Sachant que vous êtes muni d'un récepteur Eurosignal, elle décroche son téléphone, compose un simple numéro d'appel à 10 chiffres.

Pour vous, cet appel se traduit par un signal sonore bref et un voyant lumineux qui conserve la trace de l'appel.

### Comment utiliser votre récepteur Eurosignal?

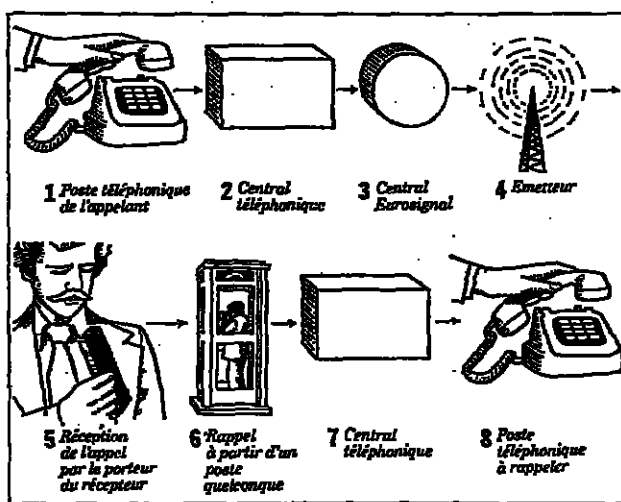
Votre récepteur Eurosignal peut comporter de 1 à 4 numéros confidentiels. Vous pouvez donc affecter à 4 personnes susceptibles de vous joindre l'un de ces numéros d'appel. Lorsqu'une lampe s'allume sur votre récepteur, vous savez immédiatement quel sens donner à cette information. Selon la personne à qui vous avez confié le numéro correspondant, vous devez par exemple rappeler votre bureau, votre domicile, votre dépôt.

### Eurosignal, un nouveau mode de communication pour la France, pour l'Europe.

La France est divisée en 6 zones. La première, France-Nord (Région Parisienne comprise) est en service depuis décembre 1975.

En 1977, fonctionneront successivement, France-Est, Centre-Est, Sud-Est... La couverture du territoire sera totale en 1979.

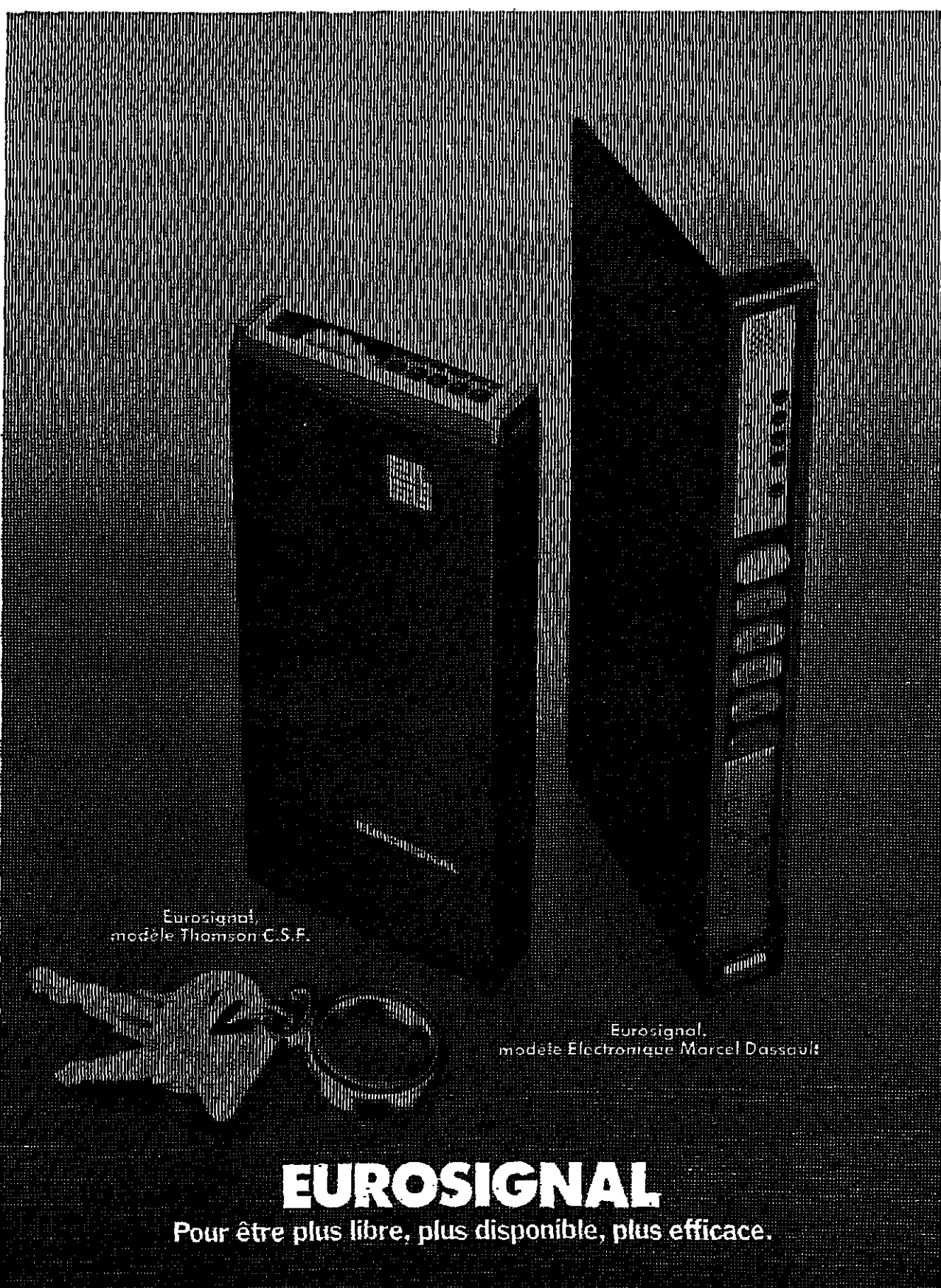
Eurosignal est un service européen. Les abonnés français peuvent d'ores et déjà être appelés en République Fédérale d'Allemagne.



**Devenez vous-aussi utilisateur d'Eurosignal.**

**Equipez votre entreprise avec Eurosignal.**

Pour tout renseignement, adressez-vous aux Services Commerciaux des Télécommunications ou à :  
E.G.T. - SERVICE EUROSIGNAL 66, avenue du Maine 75682 PARIS CEDEX 14  
Téléphone: (1) 539.00.71 et (1) 539.00.75



**EUROSIGNAL**  
Pour être plus libre, plus disponible, plus efficace.



## JUSTICE

1977, « année du prisonnier d'opinion », demande Amnesty International

# Une autorité internationale pour préserver les droits de l'homme

Amnesty International annonce qu'elle a décidé de proclamer l'année 1977 « année du prisonnier d'opinion ». L'organisation signale, à ce propos, qu'elle a eu connaissance en 1976-1977 de cas concrets de violation des droits de

l'homme dans cent treize pays. Amnesty International estime que le monde abrite cinq cent mille détenus politiques et que la torture est pratiquée dans environ soixante pays. Cet appel intervient au moment où l'on

célèbre le vingt-huitième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme signée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale de l'ONU réunie à Paris. M. Gaston Thorn, chef du gouvernement luxembourgeois,

expose, ci-dessous, les efforts qui lui paraissent nécessaires pour restaurer les droits de l'homme dans l'ensemble du monde. \* Amnesty International, 20, rue de la Michodière, 75002 Paris.

« Ni l'Etat, ni sa souveraineté ne sont une fin en eux-mêmes, mais sont au service de l'homme et limités par les droits de l'homme. » (Montesquieu.)

Ce fut un acte d'une portée historique qu'accomplit l'Assemblée générale des Nations unies lorsque, le 10 décembre 1948, elle adopta une déclaration universelle des droits de l'homme.

Née comme réaction de la conscience humaine contre les actes de barbarie et les effroyables atrocités commises au cours de la deuxième guerre mondiale, cette déclaration devait, dans l'esprit de ses auteurs, être à

l'origine d'un ensemble de mesures grâce auxquelles pareil mépris systématique des droits de l'homme ne devrait plus jamais pouvoir se reproduire.

L'idée maîtresse qui anime la déclaration est que toute personne humaine possède une éminente dignité et que, par conséquent, le plus faible a droit au respect au même titre que le plus puissant. Idéal à atteindre par tous les peuples et toutes les nations, elle énonce les aspirations les plus fondamentales de l'humanité tout entière. Elle proclame, comme principes, l'ensemble des facultés et des droits dont la satisfaction est nécessaire au développement

intégral de la personnalité humaine. Universelle, elle s'applique sans discrimination aucune à tous les territoires et à tous les êtres humains, aussi bien à ceux déjà arrivés à un certain niveau de vie et de culture qu'à ceux qui, par millions, souffrent encore sous l'oppression, la misère et l'ignorance.

Depuis son adoption, la déclaration a exercé une influence mondiale considérable. Au niveau national et régional, elle a inspiré nombre de lois et de constitutions. La ratification par les États membres du Conseil de l'Europe d'une convention des droits de l'homme en est sans doute le résultat le plus satisfaisant. Sur le plan international, des assemblées successives se sont préoccupées des problèmes des droits de l'homme, des commissions et des sous-commissions ont été créées, des mécanismes complexes mis sur pied, des conventions diverses et des résolutions générales élaborées. Enfin, suite à l'entrée en vigueur en 1976 de deux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la communauté internationale a pu se doter d'instruments juridiques précieux, bien qu'imparfaits, pour assurer la mise en œuvre d'un de ses objectifs principaux.

Mis à part les résultats positifs indéniables sur le plan de l'autodétermination des peuples et les efforts soutenus sur celui de la lutte contre la discrimination raciale, malgré des progrès réels sur le plan de la codification internationale des droits de l'homme, leur respect dans la pratique est loin d'être satisfaisant. Force est, en effet, de constater que, dans des pays de plus en plus divers — et même développés — des milliers de personnes se voient privées de leur liberté à cause de leurs opinions politiques, politiques ou religieuses. Confrontées à vivre dans des conditions souvent inhumaines, elles subissent la cruauté révol-

tante d'une torture froidement servie par une science et une technologie de plus en plus sophistiquées, comme en témoignent de nombreux rapports, qui, comme ceux d'Amnesty International, émanent de sources autorisées et objectives. Cette recrudescence des violations des droits de l'homme tend à prendre des proportions alarmantes. Elle est d'autant plus frappante et paradoxale que, en 1976, cent quarante-quatre États membres des Nations unies ont unanimement adopté une déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture.

Pour remédier à cette situation inquiétante, il est indispensable d'abord que les États exécutent de bonne foi les obligations juridiques librement contractées et qu'ils prennent, sur un plan national, les mesures concrètes nécessaires à l'application réelle de normes juridiques reconnues. L'observation de ce principe juridique fondamental est à la base du climat de confiance sans lequel le développement de la coopération internationale devient impossible.

Conscient de la foi dans les droits fondamentaux de l'homme que les peuples des Nations unies ont exprimée dans le préambule de la charte, l'Organisation des Nations unies devra rester fidèle à sa mission et continuer à poursuivre sans relâche l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous. Il lui faudra, pour cela, assouplir et renforcer les procédures existantes, créer des organes nouveaux permettant d'établir un système de garanties efficaces.

Le but à terme de l'action à entreprendre est la reconnaissance et la protection au niveau international de l'autonomie juridique de l'individu. Sa réalisation s'est jusqu'ici heurtée à la difficulté de concilier le principe de la souveraineté nationale et les

idéaux exprimés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. La solution à ce problème délicat ne peut être trouvée qu'au prix d'un effort, librement consenti et dans des conditions définies, d'une autorité internationale d'une portion de souveraineté jusqu'ici réservée exclusivement à l'Etat national. La convention européenne des droits de l'homme en fournit un précédent exemplaire.

Qu'ils soient politiques et civils, ou économiques et sociaux, les droits de l'homme sont indivisibles, tout comme la personnalité de l'homme à laquelle ils se rattachent. Il en résulte que tout comme chaque être humain a droit à la liberté et à la sécurité, tout être humain a droit à la dignité et à la sécurité. Ces deux aspects sont essentiels, donc — et avant tout — se libérer de la faim et de la misère.

A ce sujet, la protection des droits de l'homme, notamment dans les pays en voie de développement, dépend de la capacité individuelle et collective des États à résoudre l'immense problème que pose la création d'un nouvel ordre économique international.

Si, pour vivre et survivre, il a besoin de pain, l'homme ne vit pas que de pain. Sa participation active à la vie politique, économique et sociale, présuppose certaines libertés fondamentales. Or, nombreux sont les faits qui, dans de nombreuses régions du monde, démontrent que les libertés politiques et civiles de leurs ressortissants, ils espèrent ainsi accélérer leur développement économique ou en assurer la sécurité nationale jugée indispensable pour résister efficacement à leurs opposants extérieurs et intérieurs, lesquels sont d'ailleurs d'autant plus résolus à agir que les inégalités économiques et sociales sont plus prononcées et plus humiliantes. En affirmant de la sorte la suprématie de l'Etat sur l'individu, ces

pays ouvrent en fait la voie à l'arbitraire et à l'abus du pouvoir. Quelles que soient les motivations énoncées à cet égard, les tentatives de répression des courants de pensée libre ont fini par rejeter après siècles de lutte, l'existence de l'homme, à son intégrité physique et morale, qui, en la circonstance, ne saurait être atteinte quelconque.

Dans un monde de plus en plus interdépendant, la notion universelle des droits de l'homme se situe dans un contexte politique plus vaste où agissent des facteurs multiformes et complexes, d'ordre idéologique, violence et racisme international, g local, coopération économique mondiale. Les contributions que pourront apporter cette cause les gouvernements occidentaux seront d'autant plus précieuses qu'ils resteront fidèles à leur engagement de respecter l'intégrité des droits de l'homme, et de tenir compte de leur indivisibilité. Une fixation particulière revêt aux efforts d'éducation pour sensibiliser les consciences humaines et à promouvoir l'observance de la justice, cette action de longue haleine trouveront de la sorte une valeur insoupçonnée tous les individus, groupes et organisations qui, à l'instar d'Amnesty International, n'ont pas seulement des droits, mais qui, de l'esprit d'humanité et de solidarité s'engagent également en faveur des droits de l'homme d'autant qu'ils ont l'intérieur qu'ils ont de leurs frontières nationales.

(\*) Premier ministre du duché de Luxembourg.

Pour connaître vraiment l'U.R.S.S. et suivre son évolution économique, sociale et culturelle. Abonnez-vous à

## ÉTUDES SOVIÉTIQUES

revue mensuelle illustrée d'information générale conçue par des Soviétiques

Au sommaire du n° 345 - Décembre

70<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LEONIDE BREJNEV - BIOGRAPHIE

Pourquoi une nouvelle Constitution - L'arithmétique des loyers et les différents types de construction - Les dimanches de Moscou - « L'industrie des idées » : puissance et faiblesse - Carte des nouveaux chantiers industriels - Commerce franco-soviétique - Des maires français à Odessa - La détente militaire : un impératif du temps - Etc.

TARIFS DES ABONNEMENTS : FRANCE : 1 an 20 F, 2 ans 30 F, ÉTRANGER : 1 an 30 F, 2 ans 50 F. Règlement à l'ordre du C.D.R.F. - C.C.P. P.A.R. 462-2.

CADEAU à tout nouvel abonné sur envoi de cette annonce à « Etudes Soviétiques », 8, rue de France, 75017 PARIS.

UNE HISTOIRE DE L'U.R.S.S. ILLUSTRÉE ET RELIÉE (Pour 2 ans). LE TEXTE DE LA CONSTITUTION et UNE CARTE DE L'U.R.S.S. (Pour 1 an).

En vente dans les kiosques - Le numéro : 2,50 F. (Spécimen gratuit sur demande.)

Combiné radio-cassette AIWA TPR-930

## Stéréo en liberté: combiné radio-cassette AIWA

Les premiers magnétophones à cassette japonais ont été fabriqués par AIWA. Et quand AIWA s'est attaquée aux combinés radio-cassette, il y a eu un véritable triomphe de la technique. Et bien décidé à rester.

Pour AIWA, chaque nouveau modèle est l'occasion de faire un bond en avant dans la technique des appareils à cassette.

Par exemple, le radio-cassette TPR-930. Il est portable. Il s'écoute comme un ensemble HI-FI. Il est stéréo. En radio et en magnétophone. Il offre un ensemble de perfectionnements jusqu'ici jamais réunis sur un même appareil.

Le TPR-930 restitue le relief sonore d'une manière parfaitement équilibrée (« Matrix Sound Stereo ») avec ses 4 haut-parleurs (2 en façade, 2 sur les côtés, puissance 2 x 2 watts). Aussi bien dans un salon, en bateau, ou dans une voiture.

4 gammes d'ondes (FM/AM/DC/EM) avec contrôle automatique de fréquence en FM. 2 micros incorporés pour l'enregistrement stéréo. Touche de pause pour un arrêt momentané. Mixage micro. Contrôle automatique du niveau d'enregistrement. Système « Loudness » pour relever les graves et les aigus à bas niveau sonore. Répétition rapide sans manœuvres (« Quick Review »).

Mémoire électronique (AMS) pour vous aider à retrouver immédiatement le début d'un enregistrement. Arrêt automatique en fin de bande. Compulseur. Cassettes standard et CrO2.

Et même la musique s'arrête toute seule à votre premier sommeil (programmation de l'arrêt automatique « Sleep Timer »).

Stéréo en liberté... On est loin du gadget ! Le TPR-930 peut aussi « s'enchainer » à une chaîne HI-FI comme platine-magnétophone. Il fonctionne sur piles, secteur ou batterie. Dimensions : L. 292 x P. 114 x H. 213. Prix indicatif conseillé au 10/10/76 : 2.500 F.

Parmi les distributeurs AIWA en région Parisienne

Tous autres points de vente AIWA proches de votre domicile sur simple demande.

Il y a aussi beaucoup d'930 dans le TPR-910 (stéréo - 2 x 2 watts) et le TPR-300 (mono - 4,5 watts).

AIWA : 10 combinés radio-cassettes disponibles actuellement en France.

### AIWA MAGECO electronic III

AIWA - MAGECO ELECTRONIC

10, rue de Valenciennes - 75013 PARIS

REGION SUD : CIVIL

10, rue de Valenciennes - 75013 PARIS

La Pompador collection "fêtes"

## MANTEAU

habillés

## FOURRURE

rat d'Amérique, astrakan, vis PEUX LAINEES, PELISS également

## ROBES DU SOIR

longues et courtes

## GRANDES TAILL

du 42 fort au 68

32 bis, Bd HAUSMANN  
M<sup>e</sup> Chaussée d'Antin

Pour mieux corriger votre vue et protéger vos yeux

## le nouveau verre STUDIO 1

une exclusivité LEROY

Réalisé dans une matière tréante et traité spécialement, exerce une double protection contre la lumière directe solaire ou artificielle et contre les rayons parasites provoquant l'éblouissement.

Se fait dans toutes les corrections, simple et double foyer

## LEROY

Opticien 104 Champs-Élysées

27, bd St-Michel - 11, bd du Pneu 18, bd Haussmann - 147, r. de Reno 127, St-Antoine - 156, r. de Lye 3, pl. des Ternes - 30, bd Barbès

Rayons spécialisés : rayons auditifs, ventes de contact

مكتبة الأمل



هكذا من الأحمال

JUSTICE

LES FLAGRANTS DÉLITS CONTESTÉS

Les démangeaisons de la défense

Sur l'initiative du Syndicat des avocats de France, de l'Union des jeunes avocats, de l'organisation Droit et Liberté, du Mouvement d'action judiciaire et de la Conférence du stage, une centaine d'avocats parisiens se sont présentés, jeudi 9 décembre, à l'audience de la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris, spécialisée dans les flagrants délits, pour assurer la défense des prévenus.

Une opération « coup de gousset » contre une justice coupe de poing. Voilà résumée l'audience exceptionnelle vécue jeudi 9 décembre, par la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle, l'une des deux chambres du tribunal de Paris spécialisée dans les affaires de flagrants délits. Le président, M. Eugène Pulebat, avait pourtant prévenu : « Messieurs, je vous garantis qu'il y aura pas d'audience. » Audience, il y eut pourtant, silence non, dans cette salle — la première porte à droite en venant du quai des Orfèvres et ce n'est pas là un simple raccourci géographique — la justice est passée, jeudi. Serait-ce Non. Un tumulte incessant, des interruptions et des incidents multiples, des prévenus ébroués d'être tant et si fort défendus, un président excédé, un substitut dépassé, des avocats déchaînés, un service d'ordre interloqué. Bref, les « flags » en folie si tant est que puisse être considérée comme telle l'action concertée menée par une centaine d'avocats du barreau de Paris, et pas tous des moins, contre une procédure plus que discutée, une forme de justice plus que contestée.

Ouverture des débats. Le président après avoir souligné qu'il n'est pas question de faire durer l'audience jusqu'à une heure indéterminée, demande à M<sup>re</sup> Libersa, membre du conseil

de l'ordre délégué par le bâtonnier Francis Mollet-Vieville de consigner d'office tel ou tel de ses confrères pour assurer la défense des prévenus.

Premières affaires, premiers incidents. Trois jeunes gens prévenus d'un vol défilent-ils ou trois avocats ? Dans le brouhaha, les avocats s'approchent du box pour le savoir.

Le président : « Ne vous mêlez pas de ce qui ne vous regarde pas. »

Chacun des avocats : « La justice nous regarde. »

Le président : « Je vous dis que non. Vous n'avez pas à s'approcher. »

Les avocats : « Pourquoi ? » Le président : « Parce qu'il me plaît de dire non. »

Immédiatement après, nouvel incident. M<sup>re</sup> Klejman :

« Monsieur le président, m'accordez-vous la parole ? »

— Non, pas pour l'instant.

— Vous devriez pourtant m'écouter. Car cette audience publique est susceptible d'être

frappée de nullité, les policiers ne laissant pas rentrer le public, alors qu'il y a des places disponibles. »

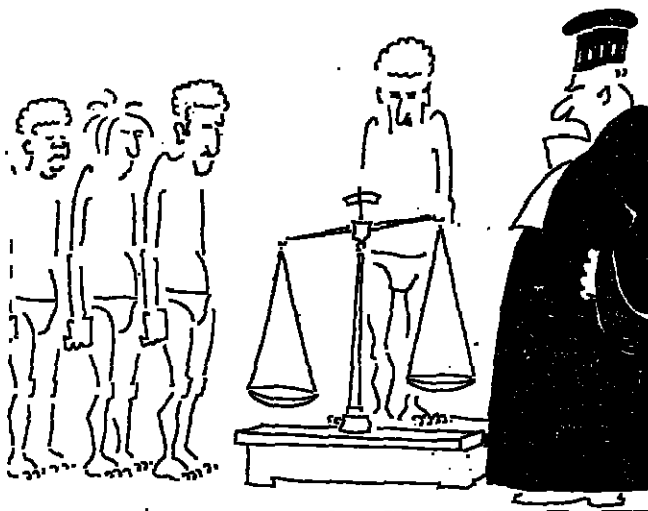
Rires dans le prétoire.

Le président : « Silence. Messieurs, vous n'êtes pas ici pour vous amuser. »

Les avocats : « Certes non. »

En effet, au-delà du tumulte des interventions multiples, de ce que le président nommera « manifestation », le désir de transformer ce tribunal en une « tribune », au-delà de ce qu'il appellera avec sarcasme « les démangeaisons qui ont fait de vous travailler », la tactique des avocats apparaît simple : bloquer, enlever par tous les moyens de défense, une machine judiciaire dont ils dénoncent le caractère expéditif et répressif. Tactique simple, mais efficace. Tactique peu appréciée par le substitut M. Beck.

« M. le procureur général Sadon m'a demandé de venir aux flagrants délits. Il estime que le



(Dessin de KONE.)

flagrant délit est une bonne procédure. Pendant des mois, les audiences se sont déroulées normalement et la défense était assurée par les secrétaires de la conférence des avocats. Depuis quelques semaines, j'ai constaté que ces affaires étaient délaissées par la défense. De ce fait, j'ai même été amené à modérer mes réquisitions. Même si, je l'admets, peuvent se produire, en cette enceinte comme en d'autres, des fluctuations de procédure. »

Des « fluctuations de procédure » — ce que le président appellera, lui, « la fourchette des peines » et que les avocats surnommeront « le tarif » — il s'en produira pendant cette audience, mais à la baisse. Des exemples ? M<sup>re</sup> Leclerc, comme d'office pour défendre un jeune homme, Nord-Africain, n'a même pas le temps de plaider. Mise en liberté au bénéfice du doute. M<sup>re</sup> Leclerc : « Bravo, c'est la plus courte plaidoirie de ma vie, la meilleure. Un jeune homme sans domicile fixe, sans travail, Algérien, remis en liberté. »

Autre exemple, M<sup>re</sup> Klejman, défenseur d'un « voleur » de deux bouteilles d'apéritif n'en finit pas de plaider. Le président murmure : « Relaxe au bénéfice du doute. »

Verdicts en baisse, incidents en hausse. Ils pourront être très violents. Ainsi lorsque M<sup>re</sup> Thierry Lévy, plaident longuement pour son client, est interrompu par le président :

« Vous n'avez pas à plaider une affaire déjà jugée. Maîtres, vous exagérez. Tendez vos rouges tabliers. Il tombe des vérités premières. Plaidez maître, plaidez, mais je vous rappelle que lorsqu'une juridiction s'estime éclairée et que la plaidoirie s'éternise dans un but d'obstruction, le tribunal peut être fondé à interrompre cette plaidoirie. »

M<sup>re</sup> Lévy : « Je n'ai pas fini, monsieur le président. » Puis, il se tait.

Le substitut : « Mauvaise journée pour vous maître. Si vous avez un trou, je peux vous aider. »

M<sup>re</sup> Lévy : « La médiocrité

de vos attaques, accompagnée de ce sourire imbécile... »

Le substitut : « Vous êtes grotesque. Vous êtes grossier, vous êtes médiocre. »

M<sup>re</sup> Lévy : « La meilleure plaidoirie pour ce tribunal, c'est celle qui n'existe pas. »

Le substitut : « Ce n'est pas de la défense, c'est de la démenche. »

Démence ? M. le substitut avait sans doute mal écouté M<sup>re</sup> Libersa lorsque celui-ci déclara en cours d'audience : « Au fil des jours, on sent monter une émotion qui nous a tous saisis. Peut-on démentir assurément la défense de gens attachés avec des menottes, en présence d'un garde qui n'est pas soumis au secret professionnel ? Nous sommes très inquiets de l'importance et de la recrudescence des affaires ainsi jugées. Le chef du parquet reconnaît une augmentation d'au moins 15 % en quelques mois. Nous sommes émus surtout par l'importance des sanctions : des hommes hébétés, qui n'ont ni mangé ni dormi depuis vingt-quatre heures, s'entendent condamner en quelques minutes à deux, trois, quatre et même cinq ans de prison. »

Il avait sans doute mal écouté M<sup>re</sup> Klejman lorsque celui-ci déclara : « Ce n'est pas la loi qui est en cause, mais la pratique qui en est faite ici. »

Pour ne pas servir de caution à cette justice-là, des avocats se sont abstenus pendant des mois d'y paraître. Est-ce là vraiment la seule raison, à défaut d'être la meilleure méthode de défense ? Sans doute. On concevrait mal, en effet, qu'après cette opération de dénonciation d'une justice de classe, les meilleurs avocats délaissent ces causes obscures du flagrant délit. Il ne saurait y avoir, non plus, un barreau des grandes causes.

PIERRE GEORGES.

L'attentat contre un diplomate iranien

LES AVOCATS DES DEUX ÉTUDIANTS INCULPÉS DÉNONCENT LES « TRUQUAGES » DE LA POLICE FRANÇAISE

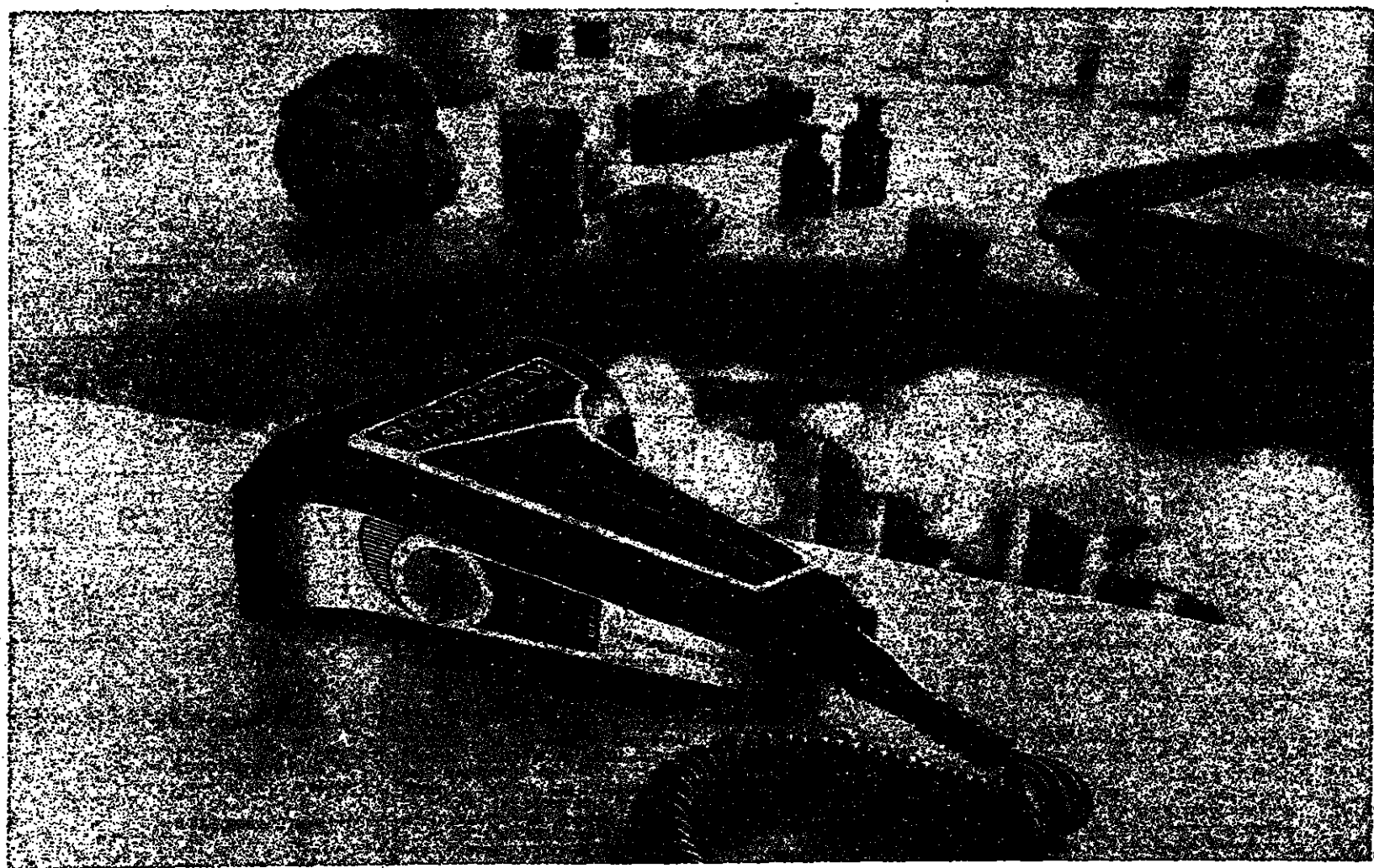
Le comité Caskoul-Takbiri, constitué le 1<sup>er</sup> décembre pour la défense des deux étudiants iraniens incriminés depuis le 5 novembre à la prison de la Santé, après l'attentat contre un diplomate (le Monde du 4 novembre), a réuni une conférence de presse, jeudi 9 novembre, à l'église du Bon-Pasteur, 178, rue de Charonne à Paris 11<sup>e</sup>, où trente-huit membres de la CISTU (Confédération des étudiants iraniens) ont entrepris depuis le 30 novembre une grève de la faim à laquelle se sont jointes cinq autres personnes le jeudi 9 décembre.

M<sup>re</sup> Thierry Mignon, avocat de la défense, avec M<sup>re</sup> Michèle Beauvillart et Jean-Pierre Mignard, a rappelé que la chambre d'accusation de la cour de Paris devait se prononcer samedi 11 décembre sur la demande de mise en liberté des deux inculpés. Il a ensuite dénoncé les « truquages de la police » à propos de l'audition de plusieurs témoins, ces derniers n'ayant pas renouvelé devant le juge d'instruction les déclarations faites lors des commissions rogatoires.

M<sup>re</sup> Jean-Pierre Mignard a annoncé, d'autre part, à propos de la requête déposée auprès du directeur des affaires criminelles et des grâces au sujet de l'arrêt d'expulsion de quatre Iraniens pour la même affaire, que le dossier avait été transmis par M. Olivier Gutchard, garde des sceaux, à M. Michel Foulatowski, ministre de l'Intérieur.

● Gernot Epoly (trente-deux ans, fils d'un millionnaire de Hambourg, dans la Sarre, est mort de froid et d'épuisement dans un bunker démolé de la deuxième guerre mondiale où il avait vécu enchaîné depuis son enlèvement. C'est ce qu'on a révélé l'enquête et l'autopsie menée à la suite de l'arrestation, mercredi 8 décembre, de deux suspects : Joachim Mueller, ouvrier forestier, et Andreas Leiber, monteur, tous deux de Hambourg-Erbach, qui avaient réclamé une rançon de 2 millions de marks (4 millions de francs). — (A.F.P.)

On ne peut pas se réveiller tous les matins au George V, ni se faire servir du caviar au petit déjeuner. Mais tous les matins, on peut se raser avec le SM9 de Sunbeam.



Voici une liste de spécialistes chez qui vous trouverez le SM 9.

Grande magasins : Bazar de l'Hôtel de Ville - Bon Marché - Darty - Galeries Lafayette - Franchi - Huguette - J. L. - La Samaritaine - Le Bon Marché - Les Galeries - Les Miroirs - Les Parfums - Les Soufflets - Les Tapis - Les Vêtements - Les Chaussures - Les Accessoires - Les Bijoux - Les Montres - Les Cigarettes - Les Boissons - Les Médicaments - Les Produits d'Hygiène - Les Produits de Ménage - Les Produits de Beauté - Les Produits de Cuisine - Les Produits de Jardinage - Les Produits de Voyage - Les Produits de Sport - Les Produits de Loisir - Les Produits de Santé - Les Produits de Sécurité - Les Produits de Protection - Les Produits de Défense - Les Produits de Guerre - Les Produits de Paix - Les Produits de Vie - Les Produits de Mort.



Le bon côté du progrès.



## JUSTICE

Le procès Justice pieds-noirs au tribunal de Marseille

## Trois des prévenus sont condamnés à un an d'emprisonnement

M. Ibagnès est relaxé

De notre correspondant régional

Marseille. — Dans un jugement rendu vendredi 10 décembre, la sixième chambre du tribunal correctionnel de Marseille, présidée par M. Jean-Marie Deloche, a condamné trois des neuf prévenus de l'affaire « Justice pieds-noirs », MM. Jean-Pierre Caserta, Robert Arène et Georges Kremer, accusés d'avoir commis des attentats publics à Draguignan, Toulon, Arles et Saint-Maxime (le Monde du 31 octobre). A deux ans d'emprisonnement, dont un avec sursis, M. Eugène Ibagnès, président de l'Union syndicale de défense des intérêts des rapatriés d'Algérie (USIDIRA), qui avait été soupçonné d'être le chef du mouvement clandestin Justice

pieds-noirs a été relaxé au bénéfice du doute. Le tribunal a d'autre part condamné MM. Jules Arias, Georges Buisson, Joseph Garcia et Jean-Paul Pierron à un an d'emprisonnement avec sursis et M. Robert Belmonte à dix-huit mois, également avec sursis. Le principal défenseur de MM. Caserta, Arène et Kremer, M. René Blanchot, a décidé d'interjeter appel du jugement prononcé à l'encontre de ses clients.

Dans ses attendus, le tribunal estime notamment que les éléments du dossier « rendent vraisemblable la culpabilité d'Ibagnès, président autoritaire et ombrageux de l'association en cause, alors surtout que les accusations portées contre lui étaient matériellement concordantes ». Il n'en demeure pas moins, poursuit le tribunal, que ces-les-ci n'ont été corroborées par aucun élément matériel, que leur concordance peut avoir une autre cause, notamment une entente préalable, et qu'il n'est pas possible de conclure à la culpabilité d'Ibagnès à cette occasion n'offrant pas un caractère logique et sont apparemment peu satisfaisantes. En conséquence, pour léger que soit le doute qui pèse sur la culpabilité d'Ibagnès, ce doute doit lui profiter.

« Si tous les faits de bon sens, les renseignements, observe le tribunal à propos des prévenus, et leurs actes de colère peuvent être en partie expliqués par leurs conditions passées et leurs déceptions actuelles, il n'en demeure pas moins qu'ils ont sciemment, à plusieurs reprises, pris l'initiative d'actes violents dont ils connaissaient le caractère dangereux et dommageable. » — G.F.

## Neuf réfugiés basques se disent séquestrés.

Neuf réfugiés politiques basques assignés à résidence depuis plusieurs mois à l'île d'Yeu (Vendée) ont porté plainte jeudi 9 décembre, pour « séquestration illégale, forfaiture et attentat à la liberté individuelle ». Selon eux, les C.R.S. chargés de leur surveillance les avaient conduits dans leur hôtel alors qu'ils voulaient assister à un office religieux célébré à la mémoire des marins disparus en mer lors de la dernière tempête.

D'autre part, M. Gregorio Garcia-Ondarra Arrillaga a été condamné, jeudi 9 décembre, par le tribunal de Bayonne, à six mois de prison, dont trois avec sursis, pour « détention de munitions de quatrième catégorie et participation à association étrangère interdite ». Il avait été arrêté au mois d'octobre dernier au cours des perquisitions qui ont suivi l'assassinat de M. Juan-Maria de Araluce, président de la députation provinciale de Guipuzcoa, à Saint-Sébastien (le Monde du 6 octobre).

## Les avatars

de la cour de Versailles.

Le découpage judiciaire de la région parisienne paraît devoir, une nouvelle fois, être remis en cause. Alors que le conseil des ministres du 19 octobre avait prévu que la future circulaire de la cour d'appel de Paris contiendrait, outre la capitale, les trois départements périphériques des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne, et de la Seine-Saint-Denis, la chancellerie paraît à présent revenir au projet initial adopté en novembre 1975 et aux termes duquel le département des Hauts-de-Seine (tribunal de Nanterre) était rattaché à la nouvelle cour d'appel de Versailles.

## Les clercs mécontents de la politique salariale du notariat

## La révolte des « O.S. en col blanc »

La Fédération générale des clercs de notaires C.G.T.-F.O. a réuni, jeudi 9 décembre, une conférence de presse pour exposer le conflit qui oppose au Conseil supérieur du notariat sur le problème des salaires. Estimant, chiffres à l'appui, que les profits du notariat lui permettent largement de supporter des augmentations de salaires, le président du syndicat, M. Lestard, a rappelé que les salaires minima de sept catégories d'employés sont inférieurs au SMIC. « Pour 1,5 % de clercs qui gagnent plus de 110 000 F par an, la majorité des membres de notre profession ne sont que des O.S. en col blanc ».

Chaque année, les partenaires sociaux se réunissent au mois de mars pour fixer, à terme échoué, une augmentation destinée à couvrir la hausse du coût de la vie de l'année précédente. Or, cette fois-ci, invoquant la crise économique, le Conseil supérieur du notariat a refusé d'accorder la revalorisation demandée, refusé aussi

d'appliquer la clause de sauvegarde prévue par la convention collective en période inflationniste. Il a seulement adressé aux notaires des « recommandations » qui n'ont aucun caractère obligatoire. Il en résulte qu'aujourd'hui les salaires minima en sont encore au niveau du 1<sup>er</sup> janvier 1975.

Selon les responsables F.O., le Conseil supérieur n'a pas respecté non plus un accord sur l'ouverture de la grille des salaires qui, de 3,04 actuellement, devait parvenir progressivement à 4. En 1973, pour parvenir à leurs fins, ces « gens tranquilles de tradition » que sont les employés et clercs de notaires avaient occupé trois jours durant les locaux du Conseil supérieur du notariat. Cette année, ils se limiteront à une campagne d'articles. En espérant que M. Michel Bernard, maître des requêtes au Conseil d'Etat, qui vient d'être nommé médiateur, pourra les sortir de l'impasse. F. Be.

## En Grande-Bretagne

## DES AMENDES PÉNALES INDEXÉES SUR LE COUT DE LA VIE

(De notre correspondant.)

Londres. — Un projet de loi présenté le 1<sup>er</sup> décembre aux Communes, prévoit que le ministre de l'Intérieur pourra désormais alimenter le tarif des amendes postulant compte de la hausse du coût de la vie. Dans l'immédiat, le projet révisé de façon parfois spectaculaire — certaines amendes sont multipliées par cent — le montant des pénalités que les tribunaux peuvent imposer pour toute une série d'infractions.

Les « hoodlums », qui se déchaînent dans les stades de football, sont particulièrement visés : ils sont âgés de plus de dix-huit ans, l'amende pourra atteindre 1 000 livres sterling. Elle est de 200 livres pour les coupables de quatorze à dix-sept ans, et de 50 livres pour ceux qui ont moins de quatorze ans. Les indemnités que les tribunaux pourront demander pour leurs victimes sont fixées à 1 000 livres. Si les jeunes condamnés sont incapables de payer, leurs familles devront régler la note. La conduite en état d'ivresse pourra désormais coûter 1 000 livres et six mois de prison, au lieu de 200 livres et quatre mois d'emprisonnement. Toute une série d'autres infractions — raptage par les prostituées, avortement illégal, cruauté envers les animaux, etc. — sont sanctionnées plus durement. Enfin, la peine prévue pour l'importation illégale d'armes dans le Royaume-Uni passe de 400 à 1 000 livres. Cette décision vise surtout à préserver le pays de la menace de la rue qui se développe de l'autre côté de la Manche.

JEAN WETZ.

## DEVANT LES ASSISES DE PARIS

## Le ravisseur et son enfant

C'est pour l'enlèvement d'un enfant de onze ans que Jacques Tillet, cinquante-six ans, comparaissait jeudi 9 décembre devant la cour d'assises de Paris. Mais il devait également répondre d'un fait qui, pour n'être pas retenu, fera, pas moins l'objet des débats : Jacques Tillet avait fait de sa fille, seulement âgée de quatorze ans, la complice de ce rapt. Joëlle sera jugée par un tribunal pour enfants.

Olivier Pabst a été enlevé le 14 janvier 1975 sur le chemin de l'école. Jacques Tillet avait choisi le fils des cousins germains de sa femme. Il savait ses derniers forçats de 600 000 F. La somme lui fut remise. L'enfant, qui était gardé par Joëlle, fut aussitôt libéré sain et sauf. Il devait être rapidement remis à son père, le général M. Lucien Langlois, à l'issue de la plume minéralogique de la voiture qu'il avait utilisée.

Jacques Tillet se présente avec élégance. Il s'exprime avec aisance. Né d'une « bonne famille », de Neuilly-sur-Seine, ce militaire déporté à « rôtis au vin » une première fois : il a passé huit ans de prison de 1948 à 1954, pour avoir, au cours d'une dispute, frappé le mari de son amie. Mais on l'a souvent considéré comme un homme courageux. Il a monté une petite entreprise de matériel de cuisine et était préoccupé de l'avenir de sa fille, qu'il adore, et de sa femme. C'est le mobile qu'il présente : « Je m'imaginais de l'avenir de ma famille. Victime d'un infarctus en 1968, je crus

qu'une recluse. Alors, fichtu pour fichtu... » Charles Petit, lui déclare : « Pensez à l'avenir que vous avez réservé à votre fille par votre fait. C'est dramatique, effarant. Pourquoi avez-vous enlevé votre enfant dans cette affaire ? L'accusé répond : « Je ne comprends pas, je ne peux absolument pas me justifier, je préfère vous dire que, plutôt que de garantir que l'enfant n'aurait rien de grave à l'enfant. »

Les policiers ont confirmé que le petit Olivier aurait sans doute été rendu à ses parents de toute façon. Mais l'accusé, général M. Lucien Langlois, a insisté sur le fait que la complicité rassurante de Joëlle pouvait être dans l'esprit de l'accusé un « alibi », une justification. Il a souligné que Tillet, qui était passé immédiatement aux aveux, avait refusé de dire où il avait caché l'argent de la rançon. Les policiers, qui ont finalement découvert la somme, ont déclaré que sur ce point Tillet s'était comporté « comme la plupart des malfaiteurs chanteurs ». L'avocat général a répliqué : « On ne peut pas dire que ce patron d'une entreprise qui ne peut pas payer ses fournisseurs soit un homme qui ne peut pas payer ses fournisseurs. » L'audience continue ce vendredi.

FRANCIS CORNU.

## LE PATRON DE KING-MUSIC

EST CONDAMNÉ

EN CORRECTIONNELLE

Poursuivi par le parquet de Paris sur plainte de l'Union fédérale des consommateurs, qui l'accusait de dupes sa clientèle, M. Olivier Dewavrin, vingt-sept ans, fondateur de l'entreprise King Music (vente de matériel de haute fidélité) a été défilé à la 13<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris. On reprochait à ce patron d'une firme qui a pris en quelques années un essor considérable, dissimulant de quelque soixante magasins en France, notamment dans Clusay à Paris, et à l'étranger, de pratiquer une publicité aussi tapageuse qu'inefficace.

Le prévenu a déclaré qu'il était la victime de concurrents jaloux usant exactement des mêmes méthodes publicitaires que lui. Il a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis, à 177 000 francs d'amende, à 20 000 francs de dommages et intérêts envers l'organisation de consommateurs pour la vente de King Music, ainsi qu'à un paiement d'une amende rectificative dont le texte a été rédigé par le tribunal, à insérer dans des publications aux lieux et places où l'entreprise avait fait publier ses propres annonces publicitaires.

M. Dewavrin pense faire appel.

## AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 632

HORIZONTALEMENT

I. Dominant tous les champions du stade : Transpire quand son vol se déchire. II. Part partie du paysage pyrénéen : Ne sent absolument rien. Devint bête. III. Dans la garde-robe du vieux marquis : Lichen.

IV. Rosé le premier : Forêt (suite de cheval).

V. Heures défectueuses : Permet de raisonner.

VI. Sévère quand elle est : Jour de : Phase lunaire.

VII. Résultat d'une sous-traction.

VIII. Neutralisée : Fait parfois franchir les sourcils.

IX. Les vers de : Frou, il y a bien longtemps, qu'elle n'avait pas froid aux yeux.

X. Tableau : Saisissait la moindre des nuances.

XI. En Suisse, le pavement de l'annuaire : Symbole.

XII. Rade.

XIII. Affaire de poids : Ce qu'on peut toujours faire.

XIV. Pour ainsi dire certain : A la tête des légumineux : Combattu parfois.

XV. Pardon : Désigne un grand de ce monde.

XVI. Contre ancienne : Résiste difficilement à des excès de tension.

XVII. Déclaré : Grâce leur soit rendue.

VERTICALEMENT

I. Rode de chambre : Le veau à deux têtes ou le moulin à cinq portes.

II. Centre de filature : Quand elle est pleine, ce n'est une nouvelle pour personne.

III. Spéciale en tous genres.

IV. Dispersent une faible clarté : Commune en Belgique.

V. Déformé : Article : Abréviation.

VI. Fin de participation.

VII. Echappe au sourd.

VIII. Bien chassés qu'ils ont disparu.

IX. Pont des laches : Est vu au vert.

X. Son type est dans les légumineux : Combattu parfois.

XI. Enfant gâté qui rendait parfois jaloux : Combattu par un jardinier.

XII. A toujours peur d'être en retard : Bien que rare, on le voit partout.

XIII. Ne désigne pas le premier venu.

XIV. Le du « cortège » : Sur un chemin de Damas.

XV. Ne sort pas de l'ordinaire.

XVI. D'un auxiliaire : Canon : Parvient à animer le maître le plus froid.

XVII. Quelque chose d'attachant : Ne s'improvise pas : Deux consonnes.

14. Va au fond de bien des choses (inversé) : Point mis en vedette.

En s'inscrivant en ligne ou en toile.

Fin de participation.

15. Arrivé bon : Preuve d'acquiescement.

Font coupé : Indique une esp.

cialité.

Solution du problème n° 16

Horizontalement

I. Journaux : II. Orme : An.

III. Vaine : Ere : IV. L'été.

En : V. Aïe : St : VI. Le.

En (voir « meuble »). : VI.

Où : Erre : VIII. Rentrée.

IX. Aï : Enche : X. Tuer.

XI. Seminaire.

Verticalement

1. Jovial : Rata : 2. Oran.

Buis : 3. Oubli : On : EM.

4. Rares : Ours : 5. Eri : R.

6. As : Bécote : 7. Un.

Urée : 8. Xéris : Bée.

Centième.

GUY BROUET.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel

du 10 décembre 1976 :

DES DECRETS

• Fixant la date de renouvellement

des conseils municipaux ;

• Relatif aux dispositions à

totalement applicables au corps de

magistrats militaires.

UNE CIRCULAIRE

• Relative aux modalités d'in-

troduction des dossiers d'attribu-

tion et de versement des primes

d'installation d'entreprises artis-

nales instituées par le décret

n° 75-808 du 28 août 1975 (1).

(1) Ce texte sera ultérieurement

publié en fascicule séparé.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 DÉCEMBRE À 0 h GMT.

Évolution probable du temps en France entre le vendredi 10 décembre à 0 h et le samedi 11 décembre à 0 h.

Le temps sera nuageux avec quelques pluies, surtout dans le nord. Les vents seront faibles à modérés. Les températures seront en baisse, surtout dans le nord.

● L'Association V.F. Jeunesse organise le mardi 14 décembre 1976, à 20 h 45, au Bon-Conseil, 6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris (métro Ségur), une conférence publique d'information sur la chasse : « Chasser en France ». Débat assuré par F. Dubois-Bouvier, journaliste spécialisé. Entrée gratuite.

PRÉVISIONS POUR LE 11-12 DÉBUT DE MATINÉE

Évolution probable du temps en France entre le samedi 11 décembre à 0 h et le dimanche 12 décembre à 0 h.

Le temps sera nuageux avec quelques pluies, surtout dans le nord. Les vents seront faibles à modérés. Les températures seront en baisse, surtout dans le nord.

● L'Association V.F. Jeunesse organise le mardi 14 décembre 1976, à 20 h 45, au Bon-Conseil, 6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris (métro Ségur), une conférence publique d'information sur la chasse : « Chasser en France ». Débat assuré par F. Dubois-Bouvier, journaliste spécialisé. Entrée gratuite.

LOTO

TIRAGE DU 8 DÉCEMBRE 1976 N° 29

7 12 26 31 38 49

NUMERO COMPLEMENTAIRE 42

RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 11)

6 bons numéros 685 874,00 F

5 bons numéros 118 336,90 F

+ numéro complémentaire 5 278,90 F

4 bons numéros 114,00 F

3 bons numéros 10,00 F

PROCHAIN TIRAGE LE 15 DÉCEMBRE 1976

VALIDATION JUSQU'AU 14 DÉCEMBRE 1976 APRES-MIDI

REPARTITION GÉNÉRALE DE LA LOTTERIE NATIONALE

هنا من الأمل



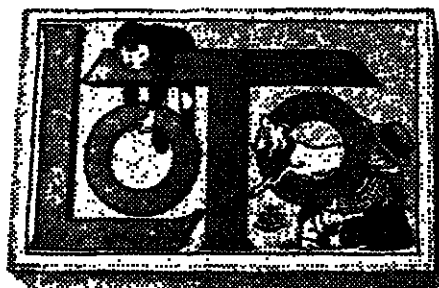




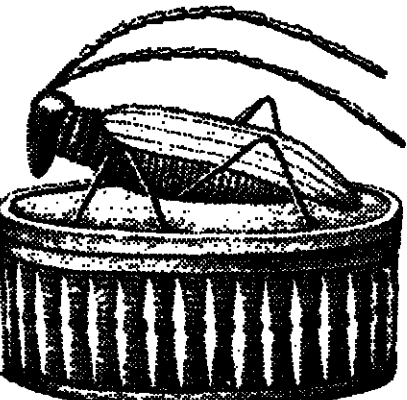
# CADEAUX: L'INSPIRATION VIENT EN LISANT.

Voici la 2<sup>e</sup> liste promise. Naturellement, nous n'avons pas pu y mettre tous les trésors des 28 boutiques Cadeaux du 1<sup>er</sup> étage. Mais peut-être vous aidera-t-elle à trouver des idées. C'est notre souhait.

- Une chaise en bambou (boutique Exotisme) ☐
- Une canne à pêche télescopique (boutique Cadeaux pour Lui) ☐
- Un happe-gouttes en argent (boutique Argent) ☐
- Une lampe d'ambiance scintillante (boutique La transparence) ☐
- Une ferme miniature (boutique d'Autrefois) ☐
- Un mini-réveil à piles (boutique Le Temps) ☐
- Un porte-parapluie en faïence (boutique Le Figuratif) ☐



- Un boulier chinois (boutique Exotisme) ☐
- Une ceinture coffre-fort (boutique Cadeaux pour Lui) ☐
- Une boîte à musique miniature (boutique d'Autrefois) ☐
- Un bocal de grives farcies (boutique Campagne) ☐
- Un ping-pong pour TV (boutique Jeux Electroniques) ☐
- Une écharpe en lamé doré (boutique Or et Noir) ☐
- Des améthystes (boutique Les Collections) ☐
- Une peau de zèbre (boutique La Fête Sauvage) ☐

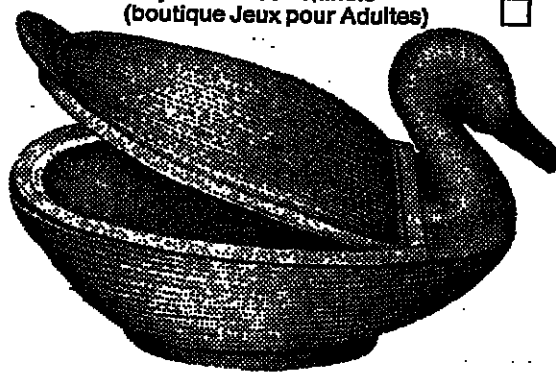


- Un bracelet doré, martelé (boutique Or et Noir) ☐
- Un labyrinthe en bois naturel (boutique Jeux pour Adultes) ☐
- Une lampe "Palmer" (boutique La Fête Sauvage) ☐
- Un coffret confitures et thés anglais (boutique Botanique) ☐

Une cravate en liberty (boutique Cadeaux pour Lui) ☐

Une boucle d'oreille en plume (boutique Bijoux) ☐

Un jeu d'échecs chinois (boutique Jeux pour Adultes) ☐



Un cerisier artificiel (boutique Baroque) ☐

Une plaque émaillée (boutique Brocante) ☐

Un coussin odoriférant (boutique Botanique) ☐

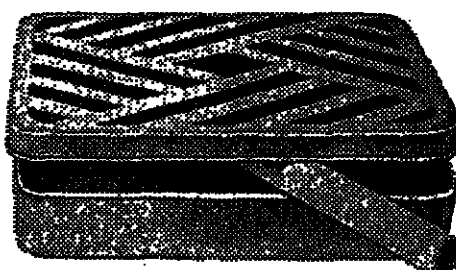
Un déshabillé "léopard" (boutique La Fête Sauvage) ☐

Un rouleau à pâtisserie en hêtre (boutique La Campagne) ☐

Une boîte à pilules en forme d'huître (boutique Argent) ☐

Un jeu de tarot (boutique Jeux pour Adultes) ☐

Deux aiguilles à tricoter en bois (boutique La Campagne) ☐



Un miroir sérigraphié (boutique Baroque) ☐

Une dinette en métal laqué (boutique Livres et Jouets Rétro) ☐

Une roulette en acajou (boutique Jeux pour Adultes) ☐

Un porte-plume (Paper Shop) ☐

Une bonbonnière en céramique (boutique Baroque) ☐

Un pendentif "pince à linge" (boutique Bijoux) ☐

Un vrai jardin miniature (boutique Botanique) ☐

Un serre-livres en onyx (boutique La Pierre) ☐

Une pierre taillée et gravée (boutique Bijoux Artisanaux) ☐

Un bol en bois laqué (boutique Exotisme) ☐

Des images d'Epinal (boutique d'Autrefois) ☐

Découpez et cochez cette liste. Jusqu'au 1<sup>er</sup> de l'an, on n'a jamais trop d'idées.

## Galerias Lafayette

Au 1<sup>er</sup> étage, 28 boutiques pour choisir vos cadeaux.

## ARTS ET SPECTACLES

### Culture

#### LA DIVERSITÉ DE MOHOLY-NAGY

### Une dynamique de la vision

(Suite de la première page.)

Tout l'activité de Moholy-Nagy est en fait indissociable de cette extraordinaire effervescence que connaissent les milieux artistiques en Europe au lendemain de la guerre et de la révolution soviétique, et qui tentent d'allier les acquis de la révolution picturale du début du siècle à de grands projets de société. Il est de ceux qui ont allié le plus loin dans ce sens. Ses écrits, son enseignement, son œuvre le montrent.

#### Avant le Bauhaus

En 1923, quand Gropius appelle Moholy-Nagy pour enseigner au Bauhaus, alors installé à Weimar, celui-ci, Hongrois émigré, avait déjà trempé dans les milieux d'avant-garde, à Budapest autour du groupe MA d'abord, à Vienne pour quelques temps, et ensuite à Berlin, le grand centre de l'avant-garde internationale. Il s'était trouvé confronté aux œuvres et aux idées des suprématistes et des constructivistes, de Malevitch, de Lissitzky, de Rodchenko, de Taut, de Gabo, de Pevsner, à celles des dadaïstes Schwitters et Arp, et des Néerlandais du Stijl, Van Doesburg et Mondrian. Il avait écrit plusieurs articles dans leurs revues, et esprit ouvert à toutes les idées vivantes et progressistes, il avait déjà fourni tout un travail de réflexion qui représentait l'inventaire des problèmes artistiques de son temps. Il avait posé l'abstraction constructiviste comme le seul langage qui ne soit pas entaché de mensonge, comme le seul langage révolutionnaire. Il avait déjà réalisé ses premières combinaisons de matériaux divers fournis par l'industrie moderne en faisant jouer des formes maintenues dans un équilibre de tensions. Il avait exploité les qualités de surface des matériaux brillants et réfléchissants, et dans ses peintures influencées par le Stijl, orienté ses recherches vers les problèmes de transparence et de lumière, autant d'éléments qui resteraient des constantes de son œuvre.

Il était aussi l'auteur de *Telephon-bilder* (tableaux téléphones), dont l'exposition montre deux exemples : des tableaux sur émail dotés au contrepoint d'une fabrique de signaux commerciaux, et demandés en plusieurs grandeurs. Un geste qui marque le déplacement de l'intérêt du créateur vers la conception de l'œuvre plutôt que vers l'objet fini, en même temps qu'il cherche à prouver l'existence de valeurs visuelles objectives, indépendantes du fait de l'artiste, de la main de l'individu.

Moholy-Nagy, au Bauhaus, est d'abord chargé de diriger l'atelier du métal, puis de reprendre la direction du cours préliminaire d'itten. Sa présence est déterminante sur l'esprit de l'école. Tout en suivant la voie déjà ouverte d'un enseignement non académique, qui décloisonne les disciplines artistiques traditionnelles, et s'oriente vers de nouvelles formes d'expression, il lui donne un tour plus ancré dans l'actualité, sans jamais perdre de vue que l'objectif premier est l'homme et non l'œuvre, qu'il faut former l'homme pour ne pas se laisser surprendre par l'industrie.

#### Vers le cinématisme

A Chicago, au New Bauhaus, dont il prend la direction en 1937, puis dans sa propre école de design, qu'il ouvre en 1938, il essaiera d'intégrer au nouveau contexte américain ces idées développées à Weimar et à Dessau. *Le design* n'est pas une profession, dira-t-il, mais une attitude face à la vie.

Les années 20, pour Moholy, constituent une période privilégiée, au cours de laquelle il mène une somme d'expériences nouvelles qui, par la suite, serviront de référence à divers courants artistiques. Dans sa peinture il casse l'ordonnance orthogonale, architecturale et statique de ses compositions, pour tout un jeu spatial, dans lequel le tableau reçoit des faisceaux de couleurs en oblique, devient écran qui reçoit et irradie la lumière-couleur. Parallèlement, il travaille sur la lumière directe et lui assigne un rôle plastique nouveau. Il se sert de l'appareil photo, de la caméra et de la pellicule, réalise des photomontages et, à peu près en même temps que Man Ray ses « rayogrammes », des photographies-photogrammes sans appareil.

Avec son « modulateur espace-lumière », il se pose comme l'un des initiateurs de l'art cinétique. Le « modulateur », auquel Moholy a travaillé pendant huit ans, de 1922 à 1930, et dont on nous présente une réplique de 1970 (l'original est

au Musée de Cambridge), est d'un agencement de plaques, d'un perforé, de barres et de treillis disposés sur plateaux tournants qu'éclairaient des projecteurs. Si aujourd'hui, après les machines cinématiques de Nicolas Schöffer, il paraît un peu archaïque techniquement, il reste qu'il en est la source incontestable. Moholy le fera venir dans l'équipement lumineux d'une scène de théâtre, l'utilisera dans des films abstraits (« Jeux de lumière en noir, blanc, gris », 11

Scénographie et cinéma sont des activités majeures de Moholy. Il quitte le Bauhaus, les pressions politiques se faisant de plus en plus lourdes ; à Berlin, où il participe notamment à la création de *Mad Butterfly* et des *Contes d'Hoffe* pour le Théâtre national, puis Angliem, où il élabore une scénographie utopique pour le *Théâtre d'Alexandre Korda* *The Shape things to come*, tiré d'une nouvelle de Wells qui parut trop tardive fut supprimée de la version définitive.

Dans ces années, Moholy, dévorant d'un optimisme à toute épreuve, fait progresser ses recherches sur le rhodoid perforé, sur plâtres, sur zinc, l'un d'eux est p d'épingles déplaçables. Ce sont « espace-modulateurs », tableaux vifs animés par des vibrations neuves, ou les déplacements spectaculaires, et qui invitent à entrer dans la démarche créatrice. Ils déboucheront sur les œuvres trois dimensions des années 40 : les pléiades chauffées, déformées, projetées et lumineuses dans l'espace.

La peinture a toujours été un art privilégié pour Moholy, le point d'arrivée et de départ de ses recherches sur les formes, la couleur, la lumière, le mouvement, l'espace. La suite chronologique présente le C.C.I. (\*) en regard de autres activités : scénographie, éclairage, et montre le dynamisme d'une vision dont on parlerait certainement beaucoup plus si Moholy n'était mort à cinquante ans, en 1946.

GENEVIEVE BREERETTE

(\*) C.C.I. 107, rue de la République, 75001 Paris, jusqu'au 31 janvier.

**Soyez Cannois**  
chaque année durant plusieurs semaines !

Choisissez parmi nos 16 périodes de vacances, celle que vous préférez. Elle sera à vous pour toujours. Puis oubliez les soucis domestiques (exemple : votre chambre sera faite tous les jours) et vivez à l'hôtel comme chez vous.

**Formule Solhôtel**  
la multiconpropriété hôtelière  
61, av. du Dr. Picard (Plage du Midi)  
06400 Cannes Tél : (93) 47 15 85

Pour en savoir plus sur votre Formule Solhôtel, envoyez-moi gratuitement :  
☐ votre brochure en couleur ;  
☐ la grille des 16 périodes et des prix.

Mon nom : .....  
Ma profession : .....  
Mon adresse : .....  
Mon âge, téléphone : .....

**le spécialiste de la moquette**  
**OPERATION**  
**MOQUETTE VELOURS**  
**29** F le m<sup>2</sup>  
Magnifiques coloris  
BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605-45-12  
PARIS 14<sup>e</sup> : 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans. Tél. : 539-38-62  
MAISON-ALFORT : 129, rue Jean-Jaurès, RN 5. Tél. : 375-44-70  
COIGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Anvers. Tél. : 481-70-12

**MOQUETTE DECOREE**  
**32,50** F le m<sup>2</sup>  
PARIS 18<sup>e</sup> : 114, rue Darnaud. Tél. : 606-05-73  
PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz. Tél. : 584-72-33  
BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 m Porte des Lilas. Tél. : 858-18-46

**MOQUETTE BOUCLEE**  
**15** F le m<sup>2</sup>  
GRANDE LARGUEUR  
SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820-92-93  
PARIS 15<sup>e</sup> : 144, bd de La Villette. M<sup>e</sup> Colonel-Fabien et J. Jaurès. Tél. : 203-00-79  
SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16, route de Chantilly. Tél. : 990-00-77  
FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44

**11 CENTRES A VOTRE SERVICE**  
**DES PRIX SANS CONCURRENCE**  
OUVERT 7 jours de 9 h-21 h. A QUALITE EGALE OUVERT dimanche de 9 h-20 h.



ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« LE JOUET », de Francis Veber

Nous sommes tous le jouet, de quelque chose : de quelque chose de mécanique, de quelque chose de publicitaire, de quelque chose de syndical, de quelque chose de responsable. Jean Yanne pointe à l'horizon, mais, Francis Veber ne refuse pas les références très précises, Ernst Lubitsch (*To be or not to be*, cette énorme farce sur l'Europe en guerre) et Charles Chaplin. Pourquoi, avec tant d'ambitions ? Francis Veber, scénariste le plus coté du cinéma français, fait ses débuts dans la mise en scène, comment peut-on manquer à ce point le coche ?

Un journaliste en chômage (Pierre Richard) vient trapper à la porte d'un auteur de la presse, un Marcel Dassault plus jeune qui passerait son temps à Jours de France (Michel Bouquet). Le gosse du patron, ormeau, n'en fait qu'à sa tête, exige qu'on lui envoie franco du port, emballe comme un jouet, ce Pierrot lunaire un peu amoché nommé Richard. Le pauvre chômeur ne peut qu'accepter. L'horreur commence, mais aussi l'humour supposé de l'intrigue : le gosse passe progressivement du côté du salarié, le patron devient de plus en plus odieux, multiplie les

chômeurs dans son entreprise, ceux-ci protestent, pétitionnent, ne veulent plus être les « jouets » d'un capitaliste idiot. Tout s'achève comme dans *Une vie de chien*, de Chaplin, admiré de Veber : le gamin humanisé quitte le beau monde et ses œuvres pour se jeter dans les bras de son copain.

Pierre Richard répète, répète, répète, tout se vit, son numéro plus ou moins réusé de « distrait ». Michel Bouquet, trempé dans l'acide depuis son passage chez Anouilh puis Chabrol, fait merveille. Des collaborateurs de talent, l'opérateur Étienne Becker, venu de chez Jean Rouch, le décorateur Bernard Evvin, associé aux débuts de Jacques Demy, ne réussissent pas à secouer la force d'inertie de cette mécanique, mal huilée, d'un réel sans grâce, ni à donner vie à des gags distillés au compte-gouttes. Les Français n'appréhendent-ils plus la tête comique ? Francis Veber, venu au cinéma par le théâtre, est pourtant le petit nouveau de Tristan Bernard.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir « Les films nouveaux ».

Théâtre

« Les grands sentiments », par le Magic Circus

Les larmes bleues de Jérôme pleurent sur sa joue crayonnée de clown la fin du temps de l'insouciance : sous le chapiteau du TEP, Jérôme Savary avec le Magic Circus a installé une estrade frontale et y présente *Les Grands Sentiments*, spectacle — on est prévenu — « extrêmement mélancolique ». Dans ce conte de fées, conte (presque) philosophique, se croisent les aventures d'une orpheline, belle comme Cendrillon, émue comme la petite marchande d'allumettes, et les avatars d'un cirque anachronique qui tente de vivre en marge du « show-biz », et n'y parvient pas.

On y voit une fête de Noël se terminer dans la neige par la mort d'un enfant, le roi du Brésil choisir de se transformer en prince de théâtre, Lola Montes raconter ses amours glorieuses, un combat de boxe truqué. On voit des ardeurs intimes et garde sa poésie dans le hard-core, on voit la douce orpheline essayer d'apprendre les bonnes manières, se résigner au strip-tease, se révolter, monter au paradis — un paradis où règne un Christ torturé — et préférer retrouver ses amis en enfer — un enfer où règne, comme au paradis, l'ennemi de l'éternité.

Une fois encore, donc, le Magic

Circus raconte sa tendresse pour les baladins artistiques et les divas flâpées, pour les animaux débauchés, pour les enfants du voyage, vieux Petits Poucets qui ne grandissent pas, qui poursuivent leur jeu de cache-cache avec leurs souvenirs, dans le jardin enchanté de l'enfance où rôde la mort, reine blanche au masque de Caracalla. Mais, cette fois, le Magic Circus se raconte, paraphrase ses mésaventures personnelles, les faux-semblants de la fête utopique, la course ruineuse à la richesse, les sautes-qui-peut de la faillite, les illusions perdues, les espoirs retrouvés. Ce n'est pas une auto-critique, c'est une confession tonitruante, des minutes de vérité lancées en pagaille comme des confettis. Avec une candeur roublarde, Jérôme Savary expose sa candeur et sa roublardise, ses nostalgies, distille quelques calembours intimes et garde sa poésie de naïf obstiné. Les faux-semblants de la fête ne dissimulent plus les aspirations de la vie, les dévotions, le désespoir ne se fonde plus de gentillesse, le rire s'avoue l'aide de la peur. Le Magic Circus décape vigoureusement sa légende et en dégage le vrai. Il fait redécouvrir son agressivité et sa tendresse immense, porte en avant une jovialité organique et contagieuse, un « confortisme » lucide, une générosité qui transfigure ce que nous avons l'habitude de ressentir comme moche, vulgaire, ridicule. Le Magic Circus secoue nos habitudes, même celles qu'il nous avait données. Le spectacle s'installe lentement — trop lentement — et nous refusons les frémissements aut-autismes pour contempler les applaudissements finals — cassés par un groupe qui vient jouer du be-bop. Il nous dit qu'un jour il partira et ne reviendra plus, il nous rend la fascination commercialisée du sordide et la séduction morbide de la sexualité, et nous jette en dernier « message » : « Soyez sentimentaux ».

Is ne sont plus que dix aujourd'hui au Magic Circus, dix dans un seul décor : Michel Dussarat, prodigieux prince multiforme : Guy Guillaud, le satirique en pistole ; Jacqueline Sauter, la vampsée aux gourmandises vivaces ; Mona Hefre, l'orpheline au corps tendre ; Gail Gatterburg, extravagante filigree géante en brin, et François Orsini, Charles Pavida, Alain Polson, Jean-François Renaut et, bien sûr, Savary, le batteur, le conteur, le décapteur en chef. Ils sont dix qui se défont, se défont, se défont, se défont, se défont sans ménager personne ni rien et surtout pas notre plaisir.

COLETTE GODARD.

★ Chapiteau du TEP, 14, avenue Jean-Jaurès, 20 h. 30.

Formes

Abondance de biens

L'année tire à sa fin, derniers jours aux cotures peu compatibles avec la survie de beaucoup d'expositions. Comment rattraper tout ce retard, imputable à d'autres circonstances ? Qu'il y ait à venir, autant réviser tout de suite mon électionnel personnel : l'« humanisme de menhir », Pierre Emmanuel d'art, de Gromaire et de son œuvre gravé (3) ; l'humour terrible ou tendre de Ronald Searle (2) ; la « Camargue secrète », sable et sel, de Lucien Clergue (3) ; « La Danse de mort », de Camacho (4), etc., sans omettre les deux expositions éblouissantes de l'ancien, du vrai Japon : Utamaro (5) et « Poésie et Spiritualité » (6). Mais revenons aux plus anciennes.

La peinture de Max Pariat bouge. Dans le temps et dans son espace. Elle s'est spectaculièrement transformée depuis celle de 1974, dont je n'avais eu aucun mal à vanter les constantes, que le retrouve avec le même bonheur (7) associée à la surprise d'un apport neuf. Côté spatial, elle a tendance à s'élever des cadres sécurisants, œuvres d'art, en soi, cadres dans le cadre. Elle se voudrait sans limites dans, par exemple, *Moderato*, harmonie musicale bien sûr de bruns, de rouges, d'orange, dominée par la lettre S. Serpent doublement incurvé, ouvert vers le dedans et le dehors, qui sert de blason à Pariat. Ce *Moderato* peut s'accrocher en *allegro furioso*, libérant une charge explosive d'agressivité, en dépit de l'équilibre des courbes et des droites, des couleurs fraîches et joyeuses, juxtaposées pour, mutuellement, se faire valoir.

L'apport neuf, ce sont des idées aux têtes sombres et plates, comme taillées à coups de serpe rectilignes, aux yeux exorbités : boutons de veste ou de manteau porteurs eux-mêmes de têtes de punaise colorées. On alterne comme moi *Blue eyes*, aux cils noirs, *Couple légitime*, *Dame*, et les autres. Un sourire tempère, ou excite, un monde poétique assorti d'un collage : un petit bateau décapoté dans un journal. Et les nuages qui volent en quelques

ciels contrastent avec tant de rectitude.

Pariat va toujours plus loin. Pour mesurer le chemin parcouru, qu'on lise la fervente monographie que lui consacre Jacques Baron (le Musée de poche), de même que pour l'héralde de Luc Peire, le livre de Gérard Xuriguera s'impose.

Carman Martínez, l'éditeur (8), associe sa sortie à une exposition d'œuvres sur papier qui succède à celle de la Maison des Jeunes et de la culture des Hauts-de-Seine. La verticalité strictement calculée de Luc Peire, animée par des bleus ou des rouges purs, est une aliénation pour l'esprit. Pour le cœur aussi, car rien n'est plus vibrant que cette géométrie asservie, héritière de Mondrian ou de Ben Nicholson. Et rien n'est moins gratuit, il faut savoir, et Gérard Xuriguera vous servira de guide, par quel lent cheminement Peire est parvenu à une solitude apparemment glaciale. Depuis les portraits vigoureux d'avant 1958, la schématisation de plus en plus poussée de l'immédiate après-guerre — les *Aveugles*, la *Famille Goddard* — encore accentuée par l'expérience africaine — la *Ville sur pilotis* dans sa rigidité linéaire — jusqu'à l'absorption progressive de la silhouette humaine par la forêt illimitée des droites verticales, par le « vide ascensionnel ». C'est maintenant le silence rythmé qui peut s'intégrer, il s'agit d'un silence qui n'est pas le silence, mais qui se suffit à lui-même.

Julius Daloz : ce nom ne dit peut-être rien au grand public, qui a pourtant sous les yeux maintes œuvres d'un des plus grands sculpteurs français du dix-neuvième siècle. Le monument d'Eugène Delacroix et le *Triomphe de Silène*, entre autres, au Jardin du Luxembourg, les lions du pont Alexandre-III (rive gauche), les statues et bas-reliefs du monument de la République sur la place du même nom. Il est bon, de tout au moins utile, que ces pièces soient identifiées par l'opportuniste rappel de leur auteur, grâce à la réunion faite avec beaucoup de soin et de compétence (9) d'une soixantaine de

bronzes (cires perdues du fondeur A.A. Hébrard) et de trois plaques originales (*Femme couchant*, *Adolescente*, *Baigneuse s'essuyant le pied*, *Etude d'enfant assis*). Portraits (tel le buste de Victor Hugo), nus, ébauches pour les grandes machines, y compris les statues, études et esquisses destinées au monument que Daloz rêvait d'élever à la gloire des ouvriers et des travailleurs, révélaient une sensibilité que n'a pas étouffée son génie du colosse.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Sagot - Le Garrec, 24, rue du Fout.  
(2) Librairie de Seins, 52, rue de Seins.  
(3) FRAC-Montparnasse, 136, rue de Rennes.  
(4) Galerie de Seins, 18, rue de Seins.  
(5) Eugénie Berle, 25, quai Voltaire.  
(6) Janette Orlin, 26, place des Vosges.  
(7) Galerie St-Germain, 206, boulevard Saint-Germain.  
(8) 12, rue de Bal-des-Belles.  
(9) Galerie Daloz, 6, rue de Valenciennes.

Jazz

JOHNNY GUITAR WATSON A L'ACADÉMIE...

Académiciens, musiciens, critiques, photographes, éditeurs du jazz — tous campés sous la voûte du Riverport, rue Saint-André-des-Arts, pour la proclamation du « palmarès 1977 », lire d'œuvres légèrement postiches et qui prouvent que l'assemblée des juges est tournée résolument vers l'avenir.

Sur l'esquade exigée, où les artistes se succèdent, vint improviser au piano, un moment, quelqu'un que l'on s'attendait pas et dont on ne connaissait que le nom : c'était Johnny Watson. Surprise double. Car l'invité de la dernière minute, c'était Johnny Guitar Watson, l'un des très grands du blues et de la « soul music ». Fils spirituel de T-Bone Walker, et qui a joué sa base, aux États-Unis, depuis le début des années 50, avec Louis Jordan et Ruth Brown d'abord, avec son compère Larry Williams ensuite.

Johnny Watson, qui était apparu au Newport Festival de Chicago en 1975, fait acclamé par une foule de Riverport, on a pu l'entendre mercredi au « Beaudin » et jeudi au « Nashville ». Dans un climat de crémence généralisée, que l'on désigne quelquefois par l'expression « style disco » (de discohèque), et qui évalue quotidiennement ses musiques lentes fabriquées pour la danse et la réverbération, Watson offre une image de praticien du rhythm and blues traversant tous les modes parce qu'il s'exprime en un langage incommensurablement réformé et qu'il reste toujours soucieux de faire la ligne au dessin commercial, sous le prétexte, d'ailleurs, qu'il n'a pas encore réduit, en lui, le beau résineux.

LUCIEN MALSON.

★ Les diplômés de l'Académie sont allés, cette fois, à Saint-Texier (prix Django), Pierre Allan et Pierre Marlin (prix Bechet). Ont été félicités également, pour des prix en diverses catégories : Rosemary Thorne-Mary Knight, M.C.A. 90418 (couple son). Blue Bird Series, E.C.A. 9101/92. Bobby King M.C.A. 900 292 (blues). Louis Armstrong, E.C.A. 9101/92. Henry Allen, E.C.A. 7080/090/192. 285/328 (ancien). Billie Holiday, Decca 180 008. Art Tatum, Vogue 09 31 (classique). On Sema, E.C.A. 11037. Paul Bley-Jimmy Guiffre. Soul Posters 373 628. Anthony Braxton, Arista-Pathe-Marconi 4080. Martial Solal, Musica Record 2005. François Jeannette, Owl 04 (contemporain). Johnny Guitar Watson, G.S.B. 2048 (rhythm and blues).

« Chicago Crime & Crash »

Trois heures de super-show dédiées au capitalisme U.S.A. Trois heures de claquettes Broadway, de saxo New-Orleans, de comédies blanches Al Capone, de courageux reporters Chicago Times.

Des dizaines de vrais millions et vingt-cinq bons comédiens tournoyants dans un spectacle tape-à-œil, sans perspective. Des semaines de belle mise au point et de savants mises en place à propos d'un texte indigent de Walter Welldell, qui projette de décrire le climat du crash de 1929 en Amérique, mais qui n'a commis qu'une copie de découpage, *hollywoodien* série B, une soupe de lieux communs cinématographiques.

Sacco-Vanzetti, le chômeur, la Mafia, la concussion, récupérée avec art par le metteur en scène Jean-Pierre Dougnac, métamorphosés en accessoirs de *chance*, *swing*, *swing*.

Trois heures de maitravage yankee à 200 mètres du Père-Lachaise. Une confusion idéologique rare. Une fausse revue à grand spectacle, auver de vrai théâtre. Un gâchis. — M. C.

★ TEP, 20 h. 30.

Le Théâtre Jean-Vilar de Sartrouville a ouvert sa nouvelle salle — entièrement rééquipée et dotée de trois dispositifs scéniques — le 10 décembre, à 21 heures, avec Claude Nouguez. L'inauguration officielle aura lieu, sous la présidence du maire, M. Pontillon (P.S.), le 16 décembre, avec le spectacle de Mafredier, Renaud et Jean-Louis Barrault : « la Vie offerte ».

ACTION CHRISTINE — LA CLEF — OLYMPIC ENTREPO

L'HEROÏNE DU « Good-Luck to you »  
TRIANGLE D'OR  
UNE AVENTURE UNIQUE JUSQU'AU  
REPAIR D'UN ROI DE L'OPÉRA

dir. de Christine et Marcine LAMOUR - Jean-Jacques FLORI - Michel LAMBERTI

Théâtre de la Commune  
centre dramatique national  
93 Aubervilliers

« Un climat sarcastique, et d'une étrange menagerie »  
Pierre Marodon « le Figaro ».

« Le mérite de Jean-Claude Fall a été d'amener ces acteurs, de première grandeur, à un jeu de cache-cache avec leurs souvenirs, dans le jardin enchanté de l'enfance où rôde la mort, reine blanche au masque de Caracalla. Mais, cette fois, le Magic Circus se raconte, paraphrase ses mésaventures personnelles, les faux-semblants de la fête utopique, la course ruineuse à la richesse, les sautes-qui-peut de la faillite, les illusions perdues, les espoirs retrouvés. Ce n'est pas une auto-critique, c'est une confession tonitruante, des minutes de vérité lancées en pagaille comme des confettis. Avec une candeur roublarde, Jérôme Savary expose sa candeur et sa roublardise, ses nostalgies, distille quelques calembours intimes et garde sa poésie de naïf obstiné. Les faux-semblants de la fête ne dissimulent plus les aspirations de la vie, les dévotions, le désespoir ne se fonde plus de gentillesse, le rire s'avoue l'aide de la peur. Le Magic Circus décape vigoureusement sa légende et en dégage le vrai. Il fait redécouvrir son agressivité et sa tendresse immense, porte en avant une jovialité organique et contagieuse, un « confortisme » lucide, une générosité qui transfigure ce que nous avons l'habitude de ressentir comme moche, vulgaire, ridicule. Le Magic Circus secoue nos habitudes, même celles qu'il nous avait données. Le spectacle s'installe lentement — trop lentement — et nous refusons les frémissements aut-autismes pour contempler les applaudissements finals — cassés par un groupe qui vient jouer du be-bop. Il nous dit qu'un jour il partira et ne reviendra plus, il nous rend la fascination commercialisée du sordide et la séduction morbide de la sexualité, et nous jette en dernier « message » : « Soyez sentimentaux ».

Is ne sont plus que dix aujourd'hui au Magic Circus, dix dans un seul décor : Michel Dussarat, prodigieux prince multiforme : Guy Guillaud, le satirique en pistole ; Jacqueline Sauter, la vampsée aux gourmandises vivaces ; Mona Hefre, l'orpheline au corps tendre ; Gail Gatterburg, extravagante filigree géante en brin, et François Orsini, Charles Pavida, Alain Polson, Jean-François Renaut et, bien sûr, Savary, le batteur, le conteur, le décapteur en chef. Ils sont dix qui se défont, se défont, se défont, se défont, se défont sans ménager personne ni rien et surtout pas notre plaisir.

THÉÂTRE DU MARAIS  
37, rue Volta - Tél. : 378-05-53  
22 h. 35

JEANNE D'ARC ET SES COPINES  
de Louis Thier

Jeanne d'Arc fait les 400 coups irrespectueux et intraitables (le Potin). C'est drôle (Figaro). Hilarant (Qu. de Paris). La meilleure comédie musicale de la saison (le Nouvel Observateur).

LES FILMS LES PLUS IMPORTANTS DE L'HISTOIRE DU CINÉMA

LES SIX CHEFS D'ŒUVRE du célèbre réalisateur soviétique

lundi : ALEXANDRE NEVSKI  
mardi : LE CUIRASSÉ POTEMKINE  
mercredi : LA GRÈVE  
jeudi : LA LIGNE GÉNÉRALE  
vendredi : OCTOBRE  
samedi et dimanche : IVAN LE TERRIBLE (les deux tomes)

billets : 1400 9500 4500 2000 2200  
samedi et dimanche : 1400 1700 2100

ELYSEES LINCOLN - QUINTETTE  
14 JUILLET PARNASSE  
SAINT-LAZARE PASQUIER  
OLYMPIC ENTREPO

INA  
GRM

EXPOSITION ACOUSMATIQUE 1966-1976  
FRANÇOIS BAYLE

Quatre programmes différents  
MARDI 14 et MERCREDI 15 DÉCEMBRE  
à 19 h. et à 21 h. 15  
CENTRE CULTUREL DU MARAIS  
28, rue des Francs-Bourgeois, Tél. 378-05-53

ELYSEES LINCOLN - QUINTETTE - IMPÉRIAL PATHÉ - OLYMPIC ENTREPO - 14 JUILLET PARNASSE - 14 JUILLET BASTILLE - CLICHY PATHÉ - GAUMONT CONVENTION - MULTICINÉ Champigny

L'AFFICHE ROUGE  
un film de FRANK CASSENTI

En première partie, court métrage collectif : CEILLI.

STYX - LA CLEF

« Un an avant sa stupéfiante « Jeanne Dielman », Chantal Akerman avait déjà choisi sa voie de cinéaste »

CHANTAL AKERMAN  
NOLLE ARISTE  
CLAIRE WAUTHON

UN FILM DE CHANTAL AKERMAN

ACTION CHRISTINE — LA CLEF — OLYMPIC ENTREPO

L'HEROÏNE DU « Good-Luck to you »  
TRIANGLE D'OR  
UNE AVENTURE UNIQUE JUSQU'AU  
REPAIR D'UN ROI DE L'OPÉRA

dir. de Christine et Marcine LAMOUR - Jean-Jacques FLORI - Michel LAMBERTI



**PAUL MEURISSE**  
tous les soirs à l'affiche de  
**L'AUTRE VALSE**  
à 20 h 30 au Théâtre des  
**VARIÉTÉS**  
Dimanche, matinée 15 h, 18 h 30  
**LOCATION 233-09-92**  
Relâche Dimanche soir et Lundi

**100° MATHURINS 100°**  
**LES MAINS SALES**  
de Jean-Paul SARTRE  
avec Paul GUERS  
Samedis 25 décembre et 1<sup>er</sup> jan-  
vier : matinée à 15 h, soirée  
à 20 h 45.  
Dimanches 26 décembre et 2  
janvier : uniquement matinée à  
15 h.  
Location : Théâtre et Agences

**THEATRE**  
**DES QUARTIERS D'IVRY**  
672-37-43  
**les cordonniers**  
de Witkiewicz  
adaptation  
et mise en scène  
ewa lewinson  
dernière le 12 décembre  
au studio d'ivry  
**catherine**  
aragon - vitez  
six représentations  
du 9 au 14 décembre  
à la mairie d'ivry  
location ouverte

**CHAILLOT**  
INFORMATION  
**De Gorki à Adamov**  
A la salle Gémier (20 h 15),  
Chaillet accueille la Comédie de  
Caen, avec « LES ESTIVANTS »,  
d'après Gorki, version scénique de  
Stain et Strauss (en français), mise  
en scène de Michel Dubois.  
« Ce spectacle est l'un des plus  
parfaits du moment. » (France-  
Soir). « ... Vaut le déplacement. »  
(Le Point). « Tout à fait remar-  
quable. » (Politique Hebdo).  
« Sois mise en scène. » (Nouvelles  
Littéraires).  
Attention : Jusqu'au 18 décem-  
bre. Location : 727-61-15.  
A partir du 14, au Grand Théâtre.  
« A.A. THEATRE D'ARTHUR ADA-  
MOV », par le T.N.P. Mise en  
scène de Roger Planchon. Location  
ouverte.

Le Théâtre Musical des Arts et de la Place de la République  
présente 4 spectacles du 20 novembre au 22 janvier  
Edith Scob, Michel Lonsdale, Catherine Deneuve, Michel Poitevin  
**19h Théâtre Musical**  
**Miroir**  
en alternance avec  
**VISITE A LOCUS SOLUS**  
21h Théâtre Musical  
**Le Réve du Papillon**  
22h30 Théâtre Musical  
**Je Quotidien**  
**THEATRE LE BANC**  
1770-44-37  
8 rue du Faubourg Montmartre  
Paris 9<sup>e</sup> Métro Rue Montmartre

**COMEDIE DES**  
**CHAMPS ELYSEES**  
**GUY TRÉJAN**  
**FRANÇOISE BRION**  
**JACQUES CASTEL**  
**MICHEL LONSDALE**  
*chers*  
**Zoiseaux**  
de Jean Anouilh  
Mise en scène de  
Jean Anouilh et Roland Piétri  
Décors de Jean-Denis MALCLES  
et  
**ODILE MALLET**  
Location: Théâtre, Agences  
et par téléphone 256 02 15

**ÉLYSÉES-LINCOLN VO - MARIVAUX VO - HAUTEFILLE VO**  
**14 JUILLET PARNASSE VO - 14 JUILLET BASTILLE VO**  
Le plus beau film de Comencini  
L'un des plus beaux films jamais tournés  
J.M. DESCOMES - P. PARISCOPPE  
CAMERA ONE/MULTICINE présente  
  
**CASANOVA**  
Un Adolescent à Venise  
UN FILM DE LUIGI COMENCINI  
avec LEONARD WHITING - MARIA GRAZIA RUCCIELLA - LEONARD STANDER - WILFRIED BRAMMER -  
TINA JUMONT - MARIO SCACCA - CLAUDIO DE KUNERT et avec SENTA BERGER  
Dialogues de PIERO GEMELLI - Musique de FIORENTINO GELI - Scénario de GIOVANNI CARLO D'AMICO et LUIGI COMENCINI  
Technica 2

**UGC NORMANDIE - STUDIO ST-SÉVERIN -**  
«Une nature angélique, une  
nature donc diabolique,  
comme dans aucun autre  
premier film dont je me souviens.»  
**BERNARDO BERTOLUCCI**  
**SERAIL**

**SEUL A PARIS**  
EN VERSION ORIGINALE  
**SAINT-MICHEL**  
DINO DE LAURENTIIS  
un film de  
**INGMAR BERGMAN**  
"FACE A FACE"  
**LIV ULLMANN**  
LAURENTIIS - NORD - L'ÉCRAN - TITANUS - L'ÉCRAN - L'ÉCRAN

**A PARTIR DU 11 DÉCEMBRE**  
**Théâtre des champs Elysées**  
Directeur Félix Valabrière  
ALBERT SARFATI présente  
**LE BALLET DE MARSEILLE**  
**Icland Petit**  
**Casse-Noisette**  
dans une nouvelle version de ROLAND PETIT  
En co-production avec  
Location : Théâtre, Agences et par tél. 225 44 36

**T.B.B.**  
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT - 603.60.44  
DIRECTION JEAN-PIERRE GRENIER  
**4 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES**  
**15-16-17 et 18 Décembre à 20h.30**  
**NICOLE CROISILLE**  
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100m du Métro Marcel SEMBAT)  
LOCATION AU THEATRE et dans TOUTES LES AGENCES

**MAISON DES ARTS**  
**ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX**  
Place de l'Hôtel-de-Ville - 94000 CRETEIL  
Vendredi 10 et samedi 11 décembre à 20 h 30  
DOMINIQUE PATUREL joue  
**LES RIVAUX D'EUX-MÊMES**  
Comédie de Goldoni - Adaptée par Michel Amsel  
Mise en scène de Jacques Mauclair  
avec la Compagnie Dominique Paturel  
Prix des places : Abonnés : 30 F. Étudiants/Jeunes Trav. : 15 F.  
Sociétaires/Traités Age 20 et 30 F.  
Renseignements-Location : 899-94-59, de 12 heures à 19 heures.

## SPECTACLES

### théâtres

#### Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h 30 : La  
Comédie ; le Jeu de l'amour et du  
hasard.  
Chaillet, Gémier, 20 h 15 : Les En-  
fants.  
Odéon, 20 h 30 : Le roi se meurt.  
Fénelon, 18 h 30 : Le Paradis  
sur le comédien.  
TSP, 20 h 30 : Chicago, crime and  
crash.  
Petit TSP, 20 h 30 : Dialogues  
d'asté.  
Châtelet TSP, 20 h 30 : Grand  
Magin Circus.

#### Les salles municipales

Châtelet, 20 h 30 : Voie.  
Nouveau Carré, 20 h : Parole de  
femmes ; 20 h 30 : Emma Santos ;  
21 h 30 : Flauto et Mouche Bou-  
langes.  
Théâtre de la Ville, 18 h 30 : Marie-  
Paula Sella ; 20 h 30 : La Vieille  
de la vieille dame.

#### Les autres salles

Atelier, 21 h : Monsieur Chape.  
Bibliothèque-Opéra, 21 h : La Servante.  
Cartoucherie de Vincennes, Atelier  
de l'Épée-de-Bois, 21 h : Furo.  
Théâtre de l'Aquarium, 20 h 30 :  
La jeune lune dans la vieille lune  
toute une nuit dans ses bras.  
Centre culturel du Marais, Studio, 21  
h : Villa Nuova.  
Comédie Caennaise, 21 h 10 :  
Boeing-Boeing.  
C.M.E.S. des Champs-Élysées,  
20 h 45 : Chers Zoiseaux.  
Coupe-Chou, 20 h 30 : Je m'imagine  
pas ma vie demain.  
Dauvins, 21 h : Le Portrait de Dorian  
Gray.  
Gaité-Montparnasse, 20 h 30 : Les  
Amoureux.  
Galerie 55, 21 h : Volpone.  
Gymnase Marie-Sell, 21 h : Une  
aspirine pour deux.  
Huchet, 21 h : La Comtesse  
chère ; la Leçon.  
Le Bruyère, 21 h : Pour 100 briques,  
l'as plus riche maintenant.  
Madeleine, 20 h 30 : Feu de vache.  
Mathurins, 20 h 45 : Les Mains sales.  
Michel, 21 h 10 : Happy Birthday.  
Moderne, 21 h : Qui est qui ?  
Montparnasse, 20 h 30 : Même heure,  
même histoire.  
Mouffetard, 20 h : La Mente ; les  
Sœurs et Forêts ; 22 h : Philippe  
Novecento, 21 h : Nina.  
Œuvre, 20 h 45 : Le Scénario.  
Le Péclet, 21 h : Michel ; 21 h :  
Le Réve du papillon ; 22 h 30 :  
Je Quotidien.  
Fénelon-Royal, 20 h 30 : La Cage aux  
folles.  
Piafance, 20 h 45 : La Reine de la  
salle.  
Raspail, 20 h 30 : Les Éclaireurs ;  
l'Apollon de Bellac.  
Récamier, 20 h 30 : Phédre.  
Saint-Georges, 20 h 30 : Lucienne  
et le Bouchon.  
Studio des Champs-Élysées, 20 h 45 :  
« Les Dames du jeudi ».  
Théâtre d'Orsay, 20 h 30 : Bonsoir,  
Monsieur Tchekhov ; 22 h 15 :  
L'Amant arabe.  
Théâtre des Arts, 20 h 45 : Le Jardin  
de craie.  
Théâtre de la Cité Internationale,  
la Bessière, 21 h : Faust ;  
Grand Théâtre, 21 h : La Vierge  
et les Éclairs.  
Théâtre 12, 21 h : Crê de terre.  
Théâtre de la Rue-d'Ulm, 20 h 45 :  
le Roi Gordogane.  
Théâtre d'Orsay, 20 h 30 : D'homme  
à homme.  
Théâtre de l'Opéra, 20 h 30 : La  
Cité ; 21 h 30 : Le Prix Martin.  
Théâtre Essalon, 20 h 30 : Notes ;  
22 h : Vierge.  
Théâtre de Montmartre, 20 h 30 : Dom  
Juan.  
Théâtre du Marais, 21 h : la Créole.

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** -  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

#### Vendredi 10 décembre

opéra ; 22 h 30 : Jeanne et ses  
copines.  
Théâtre d'Orsay, grande salle,  
20 h 30 : Equiva. - Petite salle,  
20 h 30 : Madame de Sade.  
Théâtre Paris-Nord, 20 h 45 :  
Antoine et Cléopâtre.  
Théâtre de la Vierge, 20 h 30 : En  
attendant Godot ; 22 h 30 : An-  
dala du rio.  
Théâtre de la Seine, 20 h 30 : Segur  
1976.  
Théâtre de la Porte-Saint-Martin,  
20 h 30 : la Dispute.  
Théâtre Valhubert, 20 h 30 : Les  
Rues.  
Trocadero, 22 h : Contes sauvages.  
Variétés, 20 h 30 : l'Autre Valse.  
**Les théâtres de banlieue**  
Antony, Théâtre Firmin-Gérand,  
20 h 45 : l'Éternel Mari.  
Aubervilliers, Théâtre de la Com-  
mune, 20 h 30 : Schippei.  
Boulogne-Billancourt, T. B. B.,  
20 h 30 : les Sauteurs Anne Béranger  
(Orphée).  
Bourg-la-Reine, Église Saint-Gilles,  
21 h : l'Épave du monde.  
Paris (Marais-Marc), Leclair, 21 h :  
Cergy-Pontons, Chapiteau, 21 h :  
Lorenzaccio.  
Chelles, C.C.M., 20 h 30 : Orchestre  
de l'Île-de-France (Beethoven).  
Champigny, C.C.M., 20 h 30 : Jean-  
Vilar.  
20 h 30 : la Malade Imaginaire.  
Cléry, 21 h : Kerpoulou, la  
feuille à l'envers.  
Colombes, 20 h 30 : Une Rampe.  
Créteil, MAC, 20 h 30 : les Vieux  
de la ville.  
Évry, Arènes, 18 h 30 : Cirque Jean  
Richard.  
Gennevilliers, Théâtre municipal,  
20 h 45 : Torquato Tasso.  
Ivry, Studio, 21 h : les Cloches de  
Bâle.  
Nanterre, Théâtre des Amandiers,  
21 h : Cirque.  
Sartrouville, Salle des fêtes,  
20 h 30 : L. Yordanoff et N. Han-  
riot (Bach, Mozart, Couperin).  
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe,  
20 h 30 : S. Haller.  
Suresne, Centre culturel, 21 h :  
le Maître de musique ; la Vande-  
loque.  
Suresne, Théâtre Jean-Vilar, 21 h :  
Claude Monique.  
Le Vésinet, Centre des arts et des  
loisirs, 21 h : Les Calchacks.  
Versailles, Théâtre Montaigne, 21 h :  
Marcel Amont.  
Villepinte, Théâtre du Val-de-Gallie,  
21 h 30 : Jean David (musique  
antienne).

#### Jazz, pop, folk et rock

Théâtre Fontaine, 18 h 30 : X. Ter.  
Musée d'art moderne, 20 h 30 :  
C.M. Collective Music.  
American Center, 21 h : Dick An-  
gier.  
Salle Gaveau, 21 h : Halden, avec  
les Lesars Trappe.

#### Le music-hall

Antoine, 20 h 30 : les Frères Jac-  
ques.  
Boulogne, 20 h 30 : Georges Brassens.  
Concert Marol, 21 h 15 : Bouquet  
de nus.  
Olympia, 21 h : Thierry Le Luron.  
Feytaud de Paris, 20 h 30 : Tournoi  
de Du Guesclin.  
Renaissance, 21 h : Guy Bedos.  
Régulus, 21 h : Dick Annegarn et  
Anne Sylvestre.  
Théâtre des Arts, 18 h 30 : Marc  
Cyré.  
Théâtre Fontaine, 21 h : Bernard  
Lavilliers.

#### Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h :  
Ses sans provisions.  
Deux-Anes, 21 h : Marianne, ne  
vive-t-elle pas ?  
Dir-Heures, 22 h 15 : Tu crois que  
c'est mieux ailleurs.

#### Opérettes et comédies musicales

Bouffes-Parisiens, 20 h 45 : la Belle  
Hélène.

#### Les concerts

Église Saint-Germain-des-Prés, 21 h  
Baptal André Isot (Burtchud  
Bach, improvisations sur un poème  
d'Aragon).  
Institut archaïque, 21 h : Trio  
cordes Schütz, Erlich et Tache  
(Schubert, Eder, Beethoven, Do-  
belmann).  
Église Saint-Médard, 20 h 45  
Ensemble français de musique de  
chambre, chœur et orchestre, dir.  
P. Fauriol, sol. Y. Bernard, R. Le  
moine, G. Orty (Vivaldi, Mozart,  
Bach).  
Salle Bachmann, 20 h 30 : R. Cie-  
rent, violoncelle, 45 P. Kessel,  
piano (Beethoven, Paganini, Di-  
busy, Fauré, Webern).  
Église des Filles-du-Caval, 20 h 30 : P. O.  
Cherrier, orgue.  
Théâtre des Champs-Élysées, 21 h :  
Orchestre national de France, dir.  
W. Szostak, sol. G. Janowitz  
(Mozart, Brahms, von Eschen-  
bach, J. et E. Strauss).  
Musée Guimet, 20 h 30 : A. Adje-  
mian, sol. R. Petrusian (Bach,  
Litzke, Milhaud, Satie, Lis-  
t).  
Centre culturel de l'abbaye, 21 h.  
Bon Chandra (musique indienne).

#### La danse

Théâtre de Paris, 21 h : la Ballé  
national des Philippines.  
Théâtre des Champs-Élysées  
20 h 30 : le Ballet de Marseille  
(Casse-Noisette).

**THÉÂTRE RÉCAMIER BOURSEILLER - Tél. : 222-54-81**  
**« PHÈDRE »**  
de Racine  
Mise en scène Antoine BOURSEILLER  
A 20 h 30 les 10, 11, 15, 16  
et 17 décembre  
A 17 h, le dimanche 12 décembre  
A 14 h 30 le jeudi 16 décembre

**noroît présente au**  
**THÉÂTRE D'ARRAS**  
**VENDREDI 10 DÉCEMBRE à 21 h.**  
**FRANÇOIS BAYLE**  
GRANDE POLYPHONIE CAMERA OSCURA  
Coproducteur et Régie Générale :  
**JEAN BABILLÉ**  
Interprète : CATHERINE EMERY  
**INA GRM**

**LE GRAND MAGIC CIRCUS**  
dans la grande  
salle de l'Opéra  
sous direction  
chef  
**TEP**  
du 10 au 14 JANV. 77  
sous direction  
chef  
**14 AV. JEAN JAURES**  
(MÉTRO JAUURES)  
soirées à 20h30  
location  
727-42-34  
du 10 au 14 JANV. 77











OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Piares encadrées" 2 col. et +	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	42,00	49,04
	9,00	10,39
	70,00	81,73

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Piares encadrées"	28,00	32,69
Deuxième insertion	34,00	39,70
"Piares encadrées"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	48,70
	28,00	32,69

### demandes d'emploi

Economiste trentin, 40 ans, 2 licences, excellente connaissance et plusieurs années d'expérience dans le développement, polyvalent, anglais, français, russe, persan, cherche poste responsable dans société internationale.

Faire offres sous pli fermé, C 18-115488, Publicité - CH 1211 Genève 3.

J. F. 27 ans, cycle 2<sup>e</sup> section, Cart. d'Etat, Juriste, DECS 5 ans d'expérience en comptabilité générale et comptable, disponible début janvier 1977. Ecr. n° 414, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

J. F. 22 ans, « cherche emploi secrétaire » Paris ou banlieue Nord-Est pour fin janvier 1977. 4 à 500, 500 F ou par semaine. Ecr. n° 415, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

L.C. Alla, 27 ans, marié, 1<sup>er</sup> degré, titulaire anglais, ch. empl. prov. ou Allemagne, AGC. form. Ecr. n° 416, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

### CONSEIL EN GESTION DU PERSONNEL

— Etudes des besoins.  
— Recrutement et analyses organisationnelles et tests.  
— Mise en place du personnel.  
— Problèmes de formation continue.

Etude toutes formes de collaboration temporaire ou permanente.

Ecr. sous n° 85.554 B, à BLEU, 4, avenue du Château, 9200 Vincennes, qui transmettra.

**TECHNICIENNE - 43 ans**  
Services références, rech. poste dans service technique d'entretien. Agence de publicité ou annonces. Ecr. n° 417, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

**LF - 23 ans**  
Licenciée en droit privé, très bonne connaissance de l'anglais, libre immédiatement, ch. poste dans Paris ou banl. Ouest. Ecr. n° 418, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

Recherche poste COLLABORATEUR PARLEMENTAIRE ou simi. 20 ans. Droit, IEP, DES, Sc. Po, DEA, Polit. D.M., I.P.P., Anal. éco. et pers. Spéc. info. et Comm. - Téléph. 7 72-88-70.

J.H. emp. public (conception, rédaction et étude photo), rech. poste Assistant chef de Publicité. Ecr. n° 420, à P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

### animaux

Vende magnifique Afghan fem. coult. sable, pedigree. 012-15-37.

### propositions commerciales - capitaux

**EDIFICIOS TOTO S.L.**  
Entreprise de construction et de promotion sur la COSTA DEL SOL (Espagne) comptant 10 ans d'expérience et trois mille clients.

**RECHERCHE**  
Agents de vente ayant leur organisation propre ou agence immobilière pour promouvoir dans cette région des appartements de 1, 2 et 3 chambres, cils en main avec de larges facilités.

S'adresser à : EDIFICIOS TOTO S.L.  
Tél. 34-32 940 988 Torre del Mar, Málaga (Espagne).

### AGENCES DE PUBLICITE

Groupe financier rech. achat ou prise participation majoritaire de l'Agence de Publicité traitant un chiffre d'affaires de l'ordre de 2.000.000 à 3.000.000 de F. Pour contact, écrire : Cabinet SAZIN, 3, av. du P. Wilson, Paris-16<sup>e</sup> - Discretion assurée.

**JEUNE COUPLE**  
parlent français, anglais, chinois, arabe, formation universitaire, en relation avec pays d'Asie et d'Afrique, disposent bureaux, télé. 5 lignes téléphoniques, en plein centre de Paris. Etudieraient toutes propositions avec organisme français ou étranger.

Téléph. 508 - 19 - 92.

### PARTICIPATIONS

à vendre dans affaire de

### VTE PAR CORRESP.

en pleine expansion, très saine, solide et ancienne.

Chiffre d'affaires actuel 12 millions de F, pouvant être augmenté plusieurs fois par apport de capitaux frais.

Ecrire à BELLE ET BIENS, 44, avenue Secrétan, 75019 PARIS.

### automobiles

**MERCEDES**  
Exposition. Essais, ventes.  
Crédit-leasing.  
Pièces détachées.  
Mécanique, carrosserie.

### automobiles

**SFAM-France**  
Concessionnaire.  
23 bd de Courcelles  
Paris 75008  
Tél. 292 02 50

### bateaux

Vende yacht 19,70 mètres, tout appareillage électronique, à bord, 4 chambres, couch. 2, Diésel de 600 CV (Mercedes). Ecrire D. MAISSANCE, 28, rue Charles-Leyrolle, 1040 BRUXELLES.

Vende R 5 TL, juillet 1972, parfait état, prix Argus. Visitation après 20 h. ou samedi 11, toute la journée, à 536-54-53.

Pour acheter de DS, partic. vd DS, 1965, injecteur 1975, état neuf, 4.500 km. Inter. noir entièrement cuir, radio, places habillées. Voiture de P.D.G. ayant tout le confort. 88.000 F. Téléphone 722-91-20. Mme DESPLANCHES.

**MERCEDES-BENZ**  
102 mévaux B  
TOUR MONTMARTRE  
Vente de 14 M2  
49, 52 du Montmartre 66  
548.97.69 - 222.91.16

Vende cause double emploi : soit 204 cabriolet 1969, très bon état général, prix 4.500 F, et/ou R 10 TS, bon état mécanique, prix 3.000 F. Téléphonez le soir 605-10-07, après 20 heures.

### MERCEDES-BENZ

Exposition tous modèles 77  
Service Après-Vente Pièces Détachées  
Grand Choix Occasions - 21421  
Lao Paris 96, Av. de Suffren - 567.79.20

### FIAT

TOUS MODELES 77  
disponibles  
4-09 AUTOMOBILES  
PARIS 14<sup>e</sup> 36 Avenue de Suffren 75014  
91 DOURDAN Résidence du Parc 452.93.93

## L'immobilier

### constructions neuves

Près VERSAILLES-BUC Dans parc 4.000 m<sup>2</sup> imm. de 20 m<sup>2</sup>. Visites samedi dim. Promoteur BERNARD, 17, rue Coëst-de-Mauray, 92009 PARIS. 742-92-92.

Prix exceptionnel. Emplacement n° 1. Près de Marcel-Sabat BOULOGNE. Studio, 2, 3, 4 pièces. Livraison prévue fin 1977. M. DREVAL - 245-35-97.

### PRIX NON REVISABLES

XIII<sup>e</sup> TOULIAC dans un quartier calme entouré de verdure petit immeuble 2<sup>e</sup> trimestre 1977. 2 pièces, 38 m<sup>2</sup> + 38 m<sup>2</sup> terrasse. Prix : 250.000 F. 3 pièces, 65 m<sup>2</sup>. Prix : 320.000 F.

M<sup>e</sup> CHATEAU-VINCENNES Studios vraies cuisines. Habitations 1<sup>er</sup> trimestre 1977.

COURBOVOIE Livré double 204.000 F. Caves et parking compris. Habitations immédiatement.

IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, av. Friedland, 75008 Paris.

### RUEIL-MALMAISON

Cherchons encore qu'on parte pour construire sans promoteur directs à partir de 3.400 F/m<sup>2</sup>. PAST IMMOBILIERE, 21, r. Pergolèse - 10<sup>e</sup> - 201-09-28.

### LE CLOS PERRIER

Ravissant petit immeuble de 23 appartements livrés dans le mois prochain. Cité résidentielle au cœur de toutes les commodités (gare, autoroute, centre commercial Rosny II).

Encore disponibles : Vrai 3 P. avec 2 chambres, non 2<sup>e</sup> double orientation. Visite sur place : lundi à vendredi 9 h à 19 h 30, samedi 9 h à 12 h et 14 h à 18 h. Tél. 528-82-27.

Cervé, 20, Chevalier, Paris-P.

### TROCADERO

48, rue de Longchamp, Paris-16<sup>e</sup> Immeuble à 3 P. 1 triplex. Disponible : 15. Après examen de studio au 3<sup>e</sup> p. 1 triplex, 5 p. 1 triplex. Prix ferme et définitif. Livraison 1<sup>er</sup> trim. 77. Informations sur place tous les jours de 14 h à 19 h, sauf dimanche. - 84-94-92.

### A 200 M DU BOIS DE VINCENNES

Une petite résidence de prestige pierre de taille - J. J. DE LAC, 20-22, rue Jean-Paul, 75014 Paris.

**SAINT-MANDE (94)**  
DU STUDIO AU 5 PIECES  
Balcons ou terrasses, prestations raffinées et le confort tout électrique.

Bureau de vente sur place tous les jours, de 10 h. 30 à 19 h. 14, rue de la République, 94000 SAINT-MANDE. GECOM, 747-97-56.

171, avenue Charles-de-Gaulle, 92000 NEUILLY.

### fonds de commerce

Particul. vd Montlignon, quartier pl. excent. MAGAS. CONFECT. H.D.E. 50 m<sup>2</sup> + rés. 20 m<sup>2</sup>, 2 vtr. Loy. mod. Prix 250.000 F. S'adres. ERIC, 63, avenue de la République - 93100 Montlignon.

### COTE D'AZUR

Hôtel 3 étoiles N.N., 51 numéros. Restaurant. - Jardin. Confort. Est neuve. En société. Jean-Pierre LORET, Agence de Paris, 51, bd. Capet, Cannes. Téléphone : 39-43-91.

### CAP-D'AGDE (Hérault)

Quartier naturel Particulier vend directement magasin, murs et fonds nautique, matériel de plongée. Pêche. P. à débattre. Ecr. : NAUTI NAT, Port-Ambon, 3400 Cap-d'Agde.

Boulevard d'Alsace (13<sup>e</sup>), Ball Ts commerces. - Tél. : 251-52-12.

Importante Société rech. pour acheter MURS et FONDS de HOTEL station balnéaire ou station de ski, bien placé. Offre : AVIS, 32, allée de la Tour, 92000 VILLEMADELE.

Quartier Historique du Marais Cède bail pour tous commerces, 73 m<sup>2</sup> + 2 caves. Devanture et sol en marbre. Affaire exceptionnelle. Ecr. n° 423, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

### NOUVEA

Chaudier naval. Agences grandes marques pour la Calédonie Ship Chandler magasin exposition de 160 m<sup>2</sup> terre-plein dominant sur la mer. Bail commercial. Chiffre affaire annuel : 1.500.000 F. Prix de fonds de commerce FF 550.000 F. Faciliter pour le stock. S'adres. BERNARD VOISIN, La Darse, Villefranche-sur-Mer (33) 80-74-84.

### PARIS 7<sup>e</sup>

**CHAMBRE-DES-DEPUTES FONDS ET MURS**  
COIFFEUR depuis 1963 Possib. tous commerces, façade 8 mètres, 100 m<sup>2</sup> av. Appt + cave + grenier. Prix 800.000 F. Ecr. n° 424, à P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

URGENT. Cause décès vend Parfumerie. Soins de beauté. Paris-9<sup>e</sup>. C.A. prouv. petit loyer. Pour 70.000 F + stock. Tél. (54) 24-18-44.

### importante société rech. pour

acheter MURS et FONDS grand HOTEL station balnéaire ou station ski bien placé. - Faire offre A V.S. 32, allée de la Tour, 92000 VILLEMADELE.

### Particul. vd Montlignon, quart.

pl. excent. MAG. CONFECT. H.D.E. 50 m<sup>2</sup> + rés. 20 m<sup>2</sup>, 2 vtr. Loy. mod. Prix 250.000 F. S'adres. ERIC, 63, avenue de la République, 93100 Montlignon.

Région EST capitale régionale 150.000 habitants. Vende cause décès. BOUTIQUE PRET-à-PORTER FEMININ plein centre ville, très bel agencement, 4 cabines essayage, atelier retouches indépendant. Chiffre aff. moyen : 600.000 F. Peut être développé. Ecr. n° 425, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

Rech. FONDS de COMMERCE. LIPD 634-04-24 - 322-35-18.

### locaux commerciaux

### AVIGNON

**LOCAUX et ENTREPOTS**  
à vendre ou à louer  
proximité autoroute  
Superficie 100 m<sup>2</sup> à 700 m<sup>2</sup> - PARKING

IMMOBILIERE SELVENTY  
1, avenue De Lattre-de-Tassigny  
84000 AVIGNON  
Tél. (06) 91-52-45 et (90) 86-58-55

### locaux indust.

**NANTERRE A LOUER**  
Local 1.200 m<sup>2</sup>  
Local 350 m<sup>2</sup>  
TELEPH. : 264-10-29

### usines

Cede petite USINE caoutchouc gants, appareils chirurgicaux. Affaire à développer. Clientèle assurée. RARE matériel bon état. 7 r. des Prés, 93116 SERGIES.

### viagers

**PIGALLE** 4 p. 80 m<sup>2</sup>. Solet. 87 ans. Prop. à part. Tél. : 633-81-54.

15<sup>e</sup>, 64 p. 4 p. 80 m<sup>2</sup>. 145.000 + 1.500. Occupé 74/75. F. CRUZ 5, rue La Boétie 24-11-00.

### appartem. achat

Rech. pour satisfaire importante clientèle appartements pavillons, terrasses sur Chateau-Crois-Le Valant et Bimble. S.A. H. LE CLAIR, 65, avenue Foch, Chateau - 975-30-42.

Rech. PARIS 15<sup>e</sup> 7<sup>e</sup> arr. pour bons clients. Appr. toutes spt et immeubles. Palm. comptant. Jean FEUILLEDE, 34, av. de la Motte-Picquet-15<sup>e</sup> - T. : 546-06-75.

### URGENT RECHERCHE

app. 7/8 p. très grand standing A. AMENAGER, calme, soleil, verdure, Paris Ouest. Neuilly. MICHEL & REYL - 245-90-05.

### immeubles

LEVALLOIS-PERRET Propriétaire vend immeuble de rapport - Téléphone : 757-70-25.

### VOIR LA SUITE

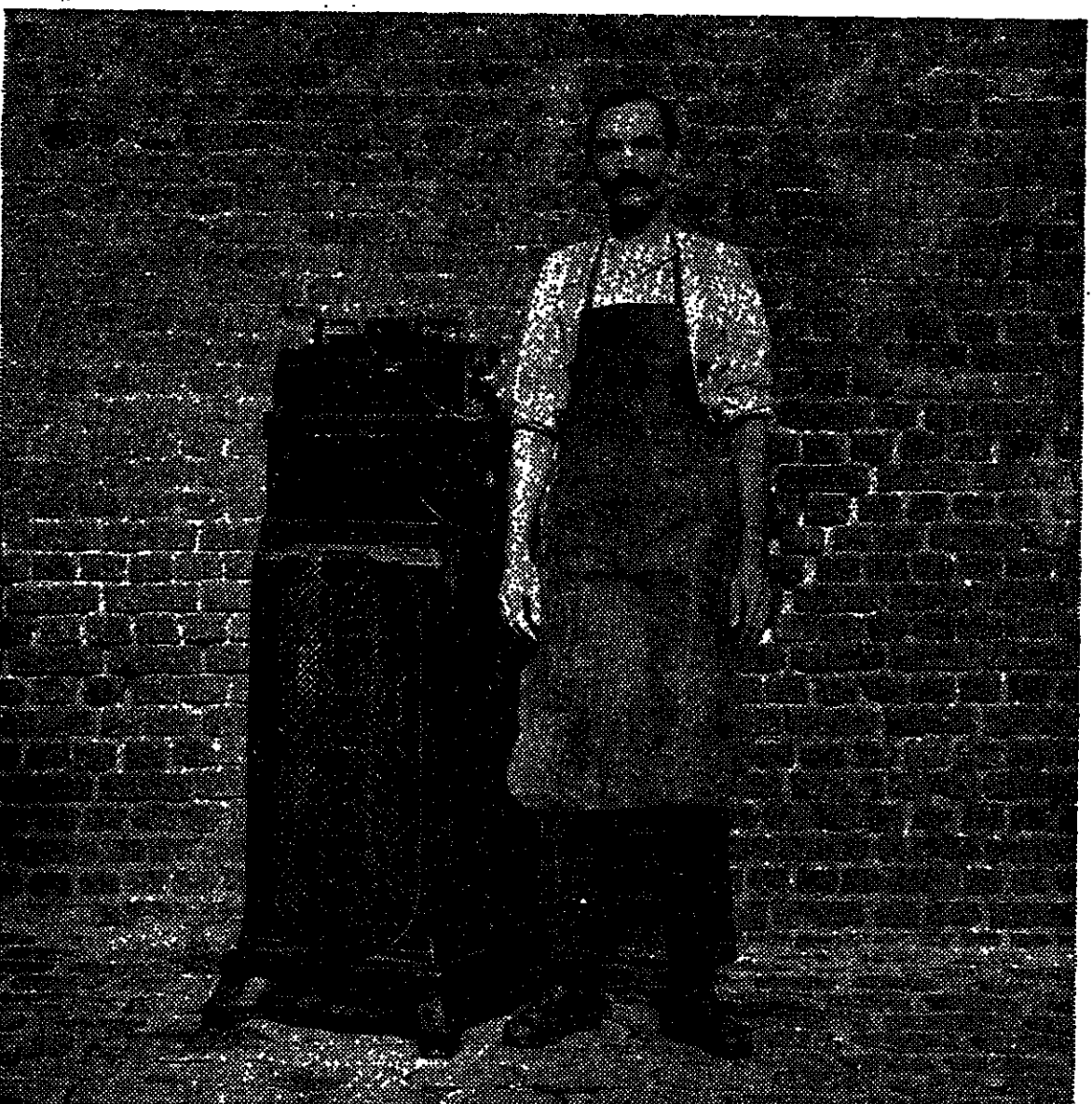
### DE NOTRE

### IMMOBILIER

### PAGE SUIVANTE

IBM. Tout le monde sait ce que nous faisons mais certains ignorent qui nous sommes.

IBM



Dès 1919, des Français commençaient à faire carrière à IBM France.

Aujourd'hui IBM France cest 19 000 Français.







هكذا من الأهل

## EQUIPEMENT ET RÉGIONS

### Paris

#### TROP DE VOYAGEURS « DEBOUT »

## Les autobus sont-ils victimes de leur succès ?

L'autobus parisien a soixante-dix ans. Une exposition organisée à l'hôtel de Ville de Paris du 6 décembre au 15 janvier retrace l'histoire des transports collectifs dont se dote la capitale. Désertés il y a quelques années, les bus affichent aujourd'hui « complet ». Vont-ils être victimes de leur succès ?

Avec le carrosse à cinq sols le Pascal, Paris a été la première ville au monde à posséder des transports en commun. C'était en 1828. En 1889, l'automobile aux faibles performances et au début du siècle, les diverses compagnies qui exploitaient les lignes en service se regroupèrent. En 1949 naît la R.A.T.P., la grande année de l'autobus fut 1952, année durant laquelle la R.A.T.P. ne transporta pas moins de quatre cent cinquante millions de voyageurs sur son réseau de surface. Mais, déjà, le déclin commençait : les voitures particulières disputaient les chaussees d'autobus, l'obligant à rouler trop faible allure : dans les années 60, les autorités parisiennes installèrent de nombreuses voies à sens unique pour permettre de doubler le trafic des lignes et de décourager les usagers. Enfin, un fatal : en 1967, la Régie créa un ticket unique métro-bus, ce qui bouleversa à l'augmentation de 225 % le prix du voyage en autobus sur les petits parcours. En 1972, la R.A.T.P. fit ses comptes : depuis 1952, elle avait perdu 60 % de sa clientèle. Fallait-il continuer ? Comment continuer ?

On connaît la suite : la création des lignes pilotes (sur lesquelles 70 % du trafic au moins sont constitués de couloirs réservés) apportait la preuve que la désertion des usagers parisiens pouvait être que passagère et on leur offrait un service répondant à leur attente. Le 1<sup>er</sup> juillet 1975 commençait la « révolution » de la carte orange : pour une somme mensuelle forfaitaire les usagers pouvaient faire un nombre illimité de voyages. Les résultats ne se firent pas attendre : le prix du titre de transport étant le même pour l'autobus et le métro, les usagers « souterrains » refirent surface. Au cours de l'automne 1975, la Régie mit en service

quarante nouveaux véhicules, suivis en 1976 de cent autres. Le trafic routier depuis la mise en place de la carte orange a augmenté de plus de 50 %.

« Nous avons « récupéré » les Parisiens qui faisaient à pied de petits parcours depuis la réforme de 1967 », explique-t-on à la R.A.T.P. Mais ce n'est pas tout : les habitudes de transport ont, elles aussi, changé. Avec l'apparition de la carte orange, les Parisiens posent, pour la même grise, changer d'autobus, multiplier leurs déplacements. On a vu réapparaître sur nos graphiques la « pointe » à dix heures, les usagers restent chez eux plus longtemps, partent, ils ont pris conscience qu'il existe un « réseau » routier. Ainsi les bus sont-ils plus chargés à l'heure de pointe, ils sont plus nombreux aux points de correspondance de plusieurs lignes : ainsi le croisement des boulevards Saint-Michel et Saint-Germain.

#### L'heure de pointe

Si l'autobus s'est rempli en 1975, il a « débordé » en 1976. Sur les lignes pilotes, les chiffres sont spectaculaires. En 1972, tous les voyageurs des lignes 21, 38 et 68 étaient assis à l'heure de pointe sur le tronçon le plus chargé ; aujourd'hui, moins de la moitié d'entre eux le sont. La ligne 27 « craque » à l'heure de pointe, entre les stations Opéra et Berthelette-Vauquelin, alors que le nombre des voitures en service est passé de 24 à 29. Le taux de charge (1) des bus 20, 21 et 38 atteint 110 % ; pour le 86, il est de 100 % ; pour le 91, de 90 %. Quant au 91, qui dessert quatre gares, il affiche « complet » sur toute la ligne. Et cela bien qu'on ait augmenté le nombre des voitures en service.

Mais les lignes pilotes ne sont pas les seules à subir l'assaut des usagers. Sur le 33, tous les voyageurs étaient assis à l'heure de pointe en 1972. Aujourd'hui, les 45 voitures de 45 places de la ligne ont été remplacées par 33 véhicules de 67 places, et la moitié des usagers sont debout.

(1) Pourcentage d'occupation de l'autobus comparé à sa capacité : trente-sept places assises, trente-deux pour la bus confort. Ce qui signifie qu'un véhicule plein à 100 % transporte trente personnes debout.

La R.A.T.P. envisage donc d'abord de renforcer une nouvelle fois son réseau en installant 80 nouvelles voitures en circulation à la fin du premier trimestre de 1977. Elle voudrait ensuite accroître la longueur des couloirs réservés : une centaine de kilomètres sont déjà en service à Paris. Un programme de 10 kilomètres portant notamment sur le PO, les 62, 31 et 26 sera proposé aux élus parisiens.

Enfin, 1977 devrait être l'année de la banlieue : la Fédération des usagers des transports et la Régie sont à cette occasion enrôlés sous la même bannière. Car elles ont un « adversaire » commun, les élus locaux, réticents à l'idée d'abandonner une partie de leur chaudière, et mince soit-elle, aux autobus. Si le trafic routier progresse de façon spectaculaire à Paris, la situation ne s'est pas réellement améliorée en banlieue : 15 % de trafic supplémentaire et 21 kilomètres à peine de couloirs réservés. La Régie a dans ses dossiers un plan de restructuration pour la petite couronne qui

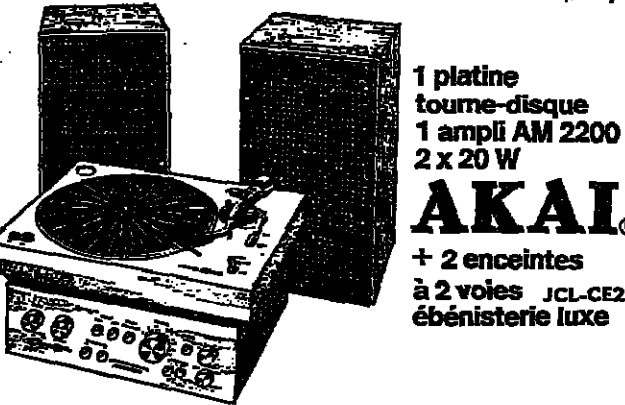
prévoit la création de 105 kilomètres de voies (35 en Seine-Saint-Denis, 21 dans le Val-de-Marne, 44 dans les Hauts-de-Seine). Mais si, pour la capitale, elle a un interlocuteur (certain) mais unique : le Conseil de Paris, en banlieue ses lignes traversent plusieurs agglomérations qu'elle doit visiter successivement.

Les pouvoirs publics affirment sans désespérer que priorité doit être donnée aux transports collectifs mais ils se gardent bien d'ajouter qu'ils pourraient pour cela imposer aux municipalités des couloirs réservés (quand ils sont prévus sur les routes nationales) avec la même autorité dont ils font preuve lorsqu'il s'agit d'imposer une autoroute ou une voie express. Pour le seul département du Val-de-Marne, le programme de couloirs porte par exemple sur la N 4 à Joinville-le-Pont, la N 1 au Kremlin-Bicêtre, la N 34 à Vincennes, la N 19 à Ivry, la N 305 entre Vitry et Ivry, la N 186 à Saint-Maur, la N 4 à Champigny.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

## UNE CHAÎNE HI-FI POUR 1990 F à emporter

(ou à crédit : versement comptant 410 F + 12 mens. de 152,70 F)



1 platine tourne-disque  
1 ampli AM 2200  
2 x 20 W  
**AKAI**  
+ 2 enceintes  
à 2 voies JCL-CE2  
ébénisterie luxe

**audito**

16, RUE LA FAYETTE - 75009 PARIS - TEL. : 824.92.70

**continental distribution**

7, BOULEVARD DE SÉBASTOPOL - 75001 PARIS - TEL. : 236.03.73

# Brummell

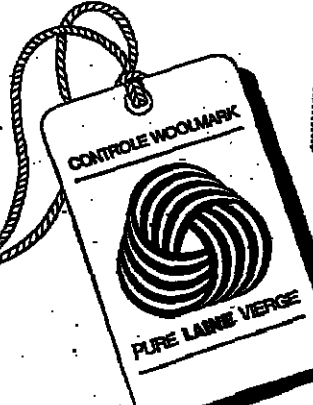
Printemps Haussmann/Nation  
Parly 2/Vélizy 2/Créteil  
Italie-Galaxie/Brummell Rosny 2



Smoking  
en pure  
laine vierge  
et mohair.

**975<sup>F</sup>**

Woolmark:  
la laine vraie.



**CHANGEZ DE TENUE POUR CHANGER D'ANNÉE.**

## Les habitants de Maine-Montparnasse : pas de passerelles, mais notre dalle-jardin

Lorsqu'elle fut présentée... en 1962 la maquette du futur ensemble Maine-Montparnasse dans le quatorzième arrondissement comportait une grande dalle plantée recouvrant les voies de chemin de fer en « rière de la nouvelle. Cette dalle sera-t-elle construite un jour ?

« Pour la sécurité et la tranquillité des habitants de la rue Commandant-Mouchotte, nous nous fait connaître depuis longtemps notre opposition à ce projet », déclare l'association des habitants Maine-Montparnasse, il ajoute : « Nous étions arrivés au stade où l'administration de la Ville des commerçants du centre à compromis : une seule passerelle relierait les immeubles d'habitation à la dalle. A l'endroit où pour la construction ultérieure d'une école. Les élus du quartier, MM. de la Malène et Angles, conseillers de Paris, ont posé une question écrite au préfet de Paris alliant dans les revendications des locataires. Les travaux de construction de la seconde passerelle ont donc été suspendus. Ils reviennent de reprendre. Pour moi ? L'association des locataires pose la question : « Le promoteur ne tient-il pas absolument à la construction de ces us passerelles, qui sont un

argument pour la vente de surfaces toujours libres dans son centre commercial ? »

Cette affaire mobilise d'autant plus facilement les habitants de l'ensemble Maine-Montparnasse qu'ils attendent toujours la dalle-jardin prévue au-dessus des voies de la gare Maine-Montparnasse. Le préfet de Paris va faire, à ce propos, de nouvelles propositions aux élus de la capitale. Huit millions pourraient être inscrits au budget d'investissement de la Ville pour lancer une première tranche de travaux en 1977, qui se terminerait en 1979. Une partie de cette dalle de 38 000 mètres carrés (un tiers environ) pourrait ainsi être construite à partir du pont des Cinq-Martyrs du lycée Buffon et serait accessible depuis la terrasse Modigliani.

Le préfet de Paris précise : « Par la suite, les crédits qui seront demandés aux élus pour la réalisation de l'ensemble de la dalle devront être nécessairement échelonnés dans le temps. »

### HAUTE SAVOIE - Bonneville

A 20 km de Genève,  
au pied de toutes les grandes stations  
de sports d'hiver.



En construction, la  
**Résidence Plein Soleil**  
Des appartements (1 à 4 pièces)  
de grand standing, remarquablement bien exposés  
dans un quartier résidentiel.

Pour résidence principale, secondaire ou placement locatif.

**PRIX DE LANCEMENT FERMES ET DEFINITIFS**  
A 3.000 F/M2 ENVIRON. CREDIT 80 A 100 %

**F. SOGERRONNE**  
13, bd. de Courcelles  
75008 Paris  
tél. : 522.37.60.

Je désire recevoir, sans engagement, votre documentation gratuite, en couleurs, sur la résidence.  
nom .....  
adresse .....







NOMIE  
AUTOMOBILE  
Chrysler poursuit l'élégance  
des filiales européennes

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

La grève de la Caisse d'épargne de Paris est entrée dans son troisième mois

### LA PEAU DE L'ÉCUREUIL ?

Le conflit à la Caisse d'épargne de Paris (CEP), qui est entré, lundi 6 décembre, dans son troisième mois, n'a que trop duré pour les seize cent mille déposants de la capitale et de l'ancien département de la Seine, et d'ores et déjà on indique que, en raison du travail accumulé depuis soixante-cinq jours, des retards interviendront sûrement dans le paiement des intérêts de l'année 1976.

Jusqu'à présent, la masse, fortement inorganisée, des épargnants n'a pu faire entendre d'autre voix que plaintive : course aux bureaux ouverts — depuis le 6 octobre, les trois quarts des agences de Paris et de la proche banlieue sont fermées —, longues files d'attente devant les guichets, difficulté d'obtenir par téléphone des renseignements au siège social, 19, rue du Louvre, particulièrement au téléphone, lors des trois journées de grève nationale, les 21 octobre et 25-26 novembre (1). Pour qui, même, comme c'est fréquemment le cas, le livret A comme un compte courant bancaire, la grève est insupportable.

#### « Le gouvernement ne cédera pas »

Excepté une réunion de presse et quelques déclarations ici et là, les dirigeants de la CEP n'ont pas fait un grand effort d'information auprès de leurs clients. Après en avoir d'abord accepté l'idée, M. Jacques Viot, directeur général, a finalement refusé un face-à-face télévisé avec les délégués syndicaux. Dans ce conflit, la position du conseil d'administration, présidé par M. Jean-Comrad Rottinger, et de la direction générale est en ce point plus nette : pour ce qui concerne la prime de fin d'année, les dirigeants de la CEP se retranchent derrière une directive de la rue de Rivoli, donnée de façon très ferme, le 28 juillet, par M. Jean-Pierre Fourcade, alors ministre de l'économie et des finances.

Pour ce qui concerne les autres revendications, c'est non à tout, sauf à un « écartement limité » dans le courant du deuxième trimestre 1977. A peine amorcé, le dialogue engagé, après quarante-cinq jours de grève, avec les représentants du SUACCE et de la C.F.D.T. a été rompu. Après avoir rejeté en bloc ou presque les doléances des employés, le conseil d'administration a séchement écrit le 23 novembre aux syndicats : « La présente lettre constitue une réponse définitive au cahier de revendications. Le conseil d'administration ne mandate pas de délégation pour une nouvelle entrevue avec les représentants du personnel en grève ».

Avant la « petite phrase », également sans appel de M. Raymond Barre — position du gouvernement que M. Jacques Viot a apprise, de son propre aveu, en même temps que les télé-spectateurs —, l'attitude des pouvoirs publics n'avait pas été aussi rigide. Le 20 octobre, M. Michel Durafour, ministre délégué chargé de l'économie et des finances, avait déclaré à l'Assemblée nationale, en réponse à une question d'actualité : « Mon département ministériel fera en sorte qu'il soit mis fin à cette grève le plus rapidement possible, dans le respect, bien entendu, des droits des épargnants ».

La CEP est un organisme privé sous garantie de l'État. Le gouvernement joue, avec une certaine habileté, sur ce double « tableau » : tantôt il intervient d'autorité (M. Fourcade et Barre), tantôt il estime que cette affaire ne le concerne pas (M. Beullac). L'UNCEP, dont le président est M. Bischoff, a également invoqué l'incompétence, pour le motif, cette fois, que ce conflit est « localisé dans un établissement » et qu'il ne relève pas de l'autorité et la compétence nécessaires.

Pace à ces refus ou à ces dérobades, le personnel gréviste — 80 % des quelque mille quatre cents employés de la CEP, compte tenu du volant d'absentéisme, — continue d'afficher une détermination et une cohésion étonnantes. Réuni chaque matin en assemblée générale, il vote tous les jours, depuis le 6 octobre, la reconduction du mouvement à une écrasante majorité, avec une sorte de régularité de météorologie : huit à neuf cents voix pour, une dizaine contre. Le conseil d'administration avait assuré que « les jours de grève ne seront pas payés », le personnel sait, certainement, que, sur le strict plan financier, il a déjà perdu beau-

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pourriez, sans doute, vous offrir les Bahamas ?

Savez-vous que pour 2 250 F, vous pouvez vous offrir une semaine à Nassau, capitale des Bahamas ce paradis de 700 îles que baigne une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant ?

Savez-vous qu'il suffit de nous retourner ce bon pour tout savoir sur vos prochaines vacances ?

Nom.....

Adresse.....

Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26/073.75.42

\* 1 semaine, transport DC 8 jet et hôtel type 3 étoiles compris. Organisation Lic. A 478, Lic. A 486 et Lic. A 702



Cette année, les Bahamas!

à partir de 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes

**CARTE "VERMEIL" SNCF**

**30%** DE RÉDUCTION (panique de Paris exclue) valable un an en 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classes

en vente dans les gares et agences de voyages

Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2250F ?

vous Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris, tél. 755.77.90/380.55.58

(\*) comprenant transport Paris/Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts.



Cette année, les Bahamas!

Pour votre  
**DEMEAGEMENT**  
208 10-30 ODOUL

Pour les amoureux du passé  
Qui veulent éprouver l'originalité

**LA SEIGNEURIE**  
74, 78 avenue de Paris  
VERSAILLES

Sur place, bureau de vente ouvert sept jours sur sept de 14 h à 20 h Tél. 951.32.67

**cervi** Investissement-clé  
20, rue Chauchat 75009 PARIS

**LA SEIGNEURIE**  
74, 78 avenue de Paris  
VERSAILLES

Sur place, bureau de vente ouvert sept jours sur sept de 14 h à 20 h Tél. 951.32.67

**cervi** Investissement-clé  
20, rue Chauchat 75009 PARIS

NOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_



## LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## BILLET

## L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

## Le Petit Poucet devant les travaux d'Hercule

Le gouvernement a examiné, jeudi 9 décembre, au cours d'un conseil restreint, l'élaboration d'un petit train de mesures sur l'amélioration des conditions de travail selon le schéma exposé par M. Lionel Stoléru dans une interview au Monde du 10 décembre.

Notre action n'est pas de nature spectaculaire. Elle vise la secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, à l'issue du conseil restreint. En effet, le secrétaire d'Etat a présenté une poussée de mesures, de portée réduite ou limitée, certaines consistant en fait en de simples recommandations au patronat. D'autres, il est vrai, sont novatrices, telle la remise en cause du travail le dimanche.

Une première série d'initiatives porte sur le travail posté : saisine du conseil des ministres de la Communauté européenne, afin d'établir une réglementation communautaire limitant le travail en équipe ; interdiction à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1977, de travail le samedi soir et le dimanche matin dans les « nouvelles » installations recourant au travail posté et recommandation aux syndicats et au patronat d'engager des négociations, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1977, pour aboutir dans les installations « existantes » soit à l'interdiction du travail le samedi soir et dimanche matin, soit à la garantie d'un repos vingt-dix heures consécutives par une même personne ; protection médicale accrue des travailleurs postés ; obligation de leur servir un repas chaud quand ils travaillent de nuit ; révision de la liste des activités autorisées le dimanche, etc.

Deuxième série d'initiatives : possibilité pour les travailleuses manuelles, mères d'enfants de moins de sept ans, d'être absentes huit journées non payées

par an, et pour les femmes enceintes droit à un congé de six demi-journées de quatre heures payées.

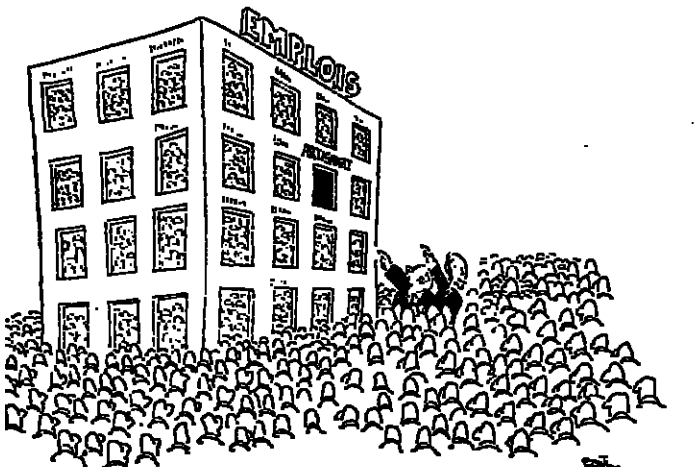
Troisième série : le souci gouvernemental d'aboutir progressivement à une amélioration générale des conditions de travail se traduit par la création d'un double concours (celui de « l'usine de l'année » et celui du « meilleur projet de conception d'usines nouvelles ») et la réunion, au deuxième semestre 1977, des commissions mixtes paritaires pour généraliser la mensualisation (encore 20 % d'exclus).

M. Lionel Stoléru a, d'autre part, annoncé la préparation d'une loi sur l'apprentissage en 1977, la création, l'année prochaine, de cinq centres de F.P.A. (deux en 1978) pour les jeunes bacheliers désireux s'orienter vers le travail manuel et la mise en place, dès ce mois, des employeurs d'un groupement, Travail manuel et employeurs, qui diffusera les expériences de revalorisation des tâches (délégué général, M. Jean Babouille, 157, rue des Bains, 92220 Bagneux).

Dans la plupart des cas, les mesures annoncées sont de portée réduite. Certaines, d'ordre législatif ou réglementaire, n'entreront en application qu'au milieu ou à la fin de l'année 1977 ; d'autres ne deviendront effectives que dans la mesure où la Communauté européenne lui, le patronat, reprendront à leur compte les idées de M. Stoléru. Faute de moyens, et devant tenir compte des « contraintes techniques et économiques », le secrétaire d'Etat admet lui-même qu'il ne faut pas s'attendre à du « spectaculaire ».

Petit Poucet, perdu dans la forêt industrielle, M. Stoléru jette des idées tout en sachant qu'il se heurtera à Hercule : le monde patronal. — J.-P. D.

Le gouvernement crée des emplois



(Dessin de PLANTU.)

## ÉNERGIE

## En Grèce

## La raffinerie d'Aspropyrgos du groupe Niarchos passe sous contrôle public

De notre correspondant

Athènes. — L'Etat hellénique et le groupe Niarchos ont finalement renoncé à faire appel à l'arbitrage international. Ils ont conclu un accord concernant la raffinerie d'Aspropyrgos, située près d'Athènes, qui passe entièrement sous contrôle public.

Les négociations engagées, conformément à la loi de 1975 sur la révision des contrats conclus par le régime militaire, avaient échoué en septembre (« Le Monde » du 29 septembre).

Le groupe Niarchos avait fait appel à l'arbitrage international, soutenant que des obstructions visaient à faciliter la mainmise de l'Etat sans compensation, sur une partie du patrimoine du groupe. Le ministre de la coordination économique répliqua qu'il n'était pas question de confisquer la propriété de M. Niarchos, mais tout simplement protéger les légitimes intérêts de l'Etat. Selon le ministre, le groupe Niarchos n'ayant pas honoré ses engagements concernant les prix d'achat et de transport du pétrole brut, l'Etat aurait perdu dans l'affaire 33 millions de dollars.

Le comité d'arbitrage, réuni par le président de la Cour fédérale suisse à la demande du groupe Niarchos et de l'Etat hellénique, demanda un report de six mois pour examiner l'affaire. Finalement, un accord a été conclu entre les deux parties transférant à l'Etat hellénique les deux tiers des actions détenues par M. Niarchos, qui obtient une indemnisation, dans le cadre d'un règlement à l'amiable. Le groupe Niarchos recevra 12 358 000 dollars en échange de ses actions. L'Etat assumera toutes les obligations de la raffinerie qui s'élèvent à 63 millions de dollars, la valeur totale de l'unité étant estimée à 121 millions de dollars. — M. M.

● GREVE DES MINEURS EN LORRAINE. Au pub de la Houve, à Creutzwald (Moselle), 33 % des mineurs ont débrayé, le 9 décembre, au poste de l'après-midi et assésés aux obus de leur camarade victime d'un accident du travail. Les consignes de la C.G.T. et de la C.F.D.T. émanant de la grève à tout le bassin de Lorraine ont, selon la direction, été suivies à raison de 25 %, l'après-midi et de 30 % le matin.

## EMPLOI

## Les licenciements se multiplient

(Suite de la première page.)

Notre correspondant à Metz, Jean-Claude Bourdier, nous indique que sept cents licenciements sont décidés à Longwy par la société Chiers-Châtillon, avec la possibilité, éventuelle, pour les nouveaux chômeurs de retrouver un certain nombre d'emplois dans les autres usines du groupe, où le personnel de cinquante ans et plus sera mis en pré-retraite. Cette opération chirurgicale était attendue après la fusion des sociétés Haute Fourneuse de la Chiers, Neuves-Maisons-Châtillon et Châtillon-Commentry-Basche au sein de la compagnie industrielle Chiers-Châtillon, qui a entraîné une restructuration du groupe.

A Longwy, on estime que celle-ci a été accélérée pour profiter de l'atmosphère actuelle. Elle inquiète d'ailleurs moins que les déclarations plus sibyllines des présidents d'usines et de la direction aux comités d'entreprise. Elle inquiète d'ailleurs moins que les déclarations plus sibyllines des présidents d'usines et de la direction aux comités d'entreprise. Elle inquiète d'ailleurs moins que les déclarations plus sibyllines des présidents d'usines et de la direction aux comités d'entreprise.

Tout aussi discret s'est montré M. Durand-Rivall (Gardol), qui, après avoir annoncé des mises en chômage technique supplémentaires, a reconnu que des suppressions d'emplois seraient nécessaires (on parle de trois mille). La aussi, la direction pourrait être amenée à procéder à des licenciements si les incitations au départ volontaire n'obtenaient que des résultats insuffisants.

Dans les deux réunions, les présidents ont tracé un tableau très noir de la situation. Non seulement, par suite d'une « mauvaise conjonction », les commandes de produits longs pour l'équipement et la construction ont diminué, mais les commandes de produits plats, satisfaisantes jusqu'à l'été, commencent à se dégrader. Les commandes de produits plats, satisfaisantes jusqu'à l'été, commencent à se dégrader. Les commandes de produits plats, satisfaisantes jusqu'à l'été, commencent à se dégrader.

Pour M. de la Colombe, « la situation actuelle ne peut se poursuivre sans mettre en péril (son) entreprise et la survie même de la profession, qui doit éviter l'élimination pure et simple de cer-

tains marchés ». Un « réajustement des effectifs ne peut plus être évité », a-t-il ajouté, « mais, n'étant plus maintenant à même de toujours pouvoir garantir à chacun un nouvel emploi ».

M. de la Colombe a souligné que « les sidérurgies étrangères supportent, pour suivre les variations de la conjoncture, beaucoup moins de rigidités qu'en France » et qu'elles peuvent, elles, « alléger leurs charges ». Il a annoncé enfin un ralentissement des programmes d'investissement en cours.

Ces déclarations ont déjà provoqué de vives réactions, notamment de la fédération du parti communiste de la Moselle, qui demande une réunion extraordinaire du conseil général et un débat à l'Assemblée nationale.

FRANÇOIS RENARD.

## A Toulouse

## Réductions d'horaires et restrictions économiques aux usines Latécoère

(De notre correspondant.)

Toulouse. — La direction des usines aéronautiques Latécoère de Toulouse a annoncé, mercredi 8 décembre, qu'à partir du lundi 13 décembre l'horaire hebdomadaire de quatre cents employés et ouvriers sera ramené de quarante et une heures trente à quarante heures et que, le 3 janvier, il sera abaissé à trente-six heures.

Les traitements de soixante cadres seront, dès le 3 janvier, amputés de 8,25 à 16 % suivant les catégories.

Toujours à cette date, les cars de ramassage du personnel de l'entreprise, qui emploie au total huit cent cinquante cadres, employés et ouvriers, seront supprimés.

Enfin, au printemps de 1977, les membres du personnel âgés de soixante ans au moins seront, s'ils le désirent, admis à faire valoir leur droit à la retraite.

Ces sévères mesures économiques communiquées au comité d'entreprise ont été dictées par les menaces de rupture du plan de charge de l'usine Latécoère de Toulouse, spécialisée dans la sous-traitance tant pour l'aviation militaire que civile : pièces de missiles pour la marine, pièces d'Airbus, de Concorde et de Mystère 20 (le Monde daté 3 décembre).

D'autre part, la direction des usines Latécoère a précisé que, si à la fin du premier semestre de 1977 la firme toulousaine n'avait pas reçu de nouvelles commandes, ses effectifs seraient réduits de 50 %. Cette mesure toucherait donc un peu plus de quatre cents personnes.

## MONNAIES ET CHANGES

## A SA CINQUIÈME VENTE AUX ENCHÈRES

## Le F.M.I. a adjugé l'or au prix de 137 dollars l'once

La cinquième adjudication d'or du Fonds monétaire international a eu lieu comme prévu mercredi 8 décembre à New-York.

Elle a donné raison aux tenants de la hausse, les 750 000 onces de métal précieux mises aux enchères ayant été placées au prix unitaire de 137 dollars, le plus élevé enregistré depuis la première vente en juin dernier (126 dollars).

Les soumissions, qui ont été faites entre 137 et 150 dollars, ont porté sur un total de 4 307 200 onces, contre 4 241 000 le 27 octobre.

Le marché libre de Londres, qui, d'ailleurs, avait en partie anticipé cette remontée, a pris acte de la hausse. Jeudi 9 décembre, en fin d'après-midi, l'once d'or s'y tra-

it à 138,50 dollars contre 134,84 dollars la veille, à la première cotation par opposition. Cette vente rapportera 75 millions de dollars (375 millions de francs) au F.M.I., ce qui porte à 320 millions de dollars (1,6 milliard de francs) les sommes retirées des cinq premières ventes, dont le produit est destiné aux pays les plus pauvres. Dans son communiqué, le F.M.I. annonce en outre, que la première tranche de restitution aux pays membres sera achevée à la fin-janvier. Ce pays rappelle-le, rachètent 1 million de dollars à l'ancien cours officiel de 43,22 dollars (35 D.T.S.). Les ventes d'or du F.M.I. qui jusqu'ici avaient lieu toutes les six semaines, deviendront mensuelles en 1977. La prochaine aura lieu le 26 janvier.

## AFFAIRES

## Le Conseil national de la publicité a été créé

Après une dizaine d'années de gestation, le Conseil national de la publicité (C.N.P.) vient de naître. Il regroupe les trois grandes catégories professionnelles intéressées à la fonction publicitaire : les annonceurs (entreprises productrices, commerciales ou de services, qui financent les campagnes de publicité destinées à favoriser la vente de leurs produits ou la connaissance de leurs marques) ; les agences de publicité, qui conçoivent les messages et organisent leur diffusion ; les supports (presse, audio-visuel, affichage) qui véhiculent ces messages.

Le C.N.P. s'est donné pour objectifs de : « développer la confiance de l'opinion publique envers la publicité », de « faire respecter l'éthique professionnelle », d'« améliorer la qualité des actions publicitaires et de la formation des hommes », d'« élaborer une politique générale de formation et d'information » de tous les partenaires de la publicité (pouvoirs publics, entreprises, consommateurs) en « mettant en relief le rôle essentiel que joue celle-ci dans la vie des produits et dans l'économie nationale », enfin de « représenter les intérêts généraux de la publicité auprès des pouvoirs publics ».

Un haut comité consultatif de la publicité, réunissant tous les partenaires du jeu publicitaire, sera ensuite créé, qui aura pour but d'être l'instance de concertation de la nouvelle association. Le financement du C.N.P. sera assuré par une cotisation symbolique de ses membres actifs, laquelle s'ajoutera au prélèvement de 1 à 2 pour mille des dépenses de publicité, hors taxes (à l'exception des petites annonces et des annonces de spectacles). Ce prélèvement sera facturé aux annonceurs par les agences de publicité ou par les supports eux-mêmes. Les responsables du C.N.P. qui élira son président dans 1 mois qui viendra, après réunion de la première assemblée générale — exemptant disposer d'un premier budget de 3 500 000 F. 1 moitié de cette somme se consacrant au financement du bureau de vérification de la publicité (organisme tripartite aussi chargé de « moraliser » la publicité), jusqu'à la fin de l'année 1977, jusqu'à la fin de l'année 1977, jusqu'à la fin de l'année 1977.

● LA SOCIÉTÉ VESTRA prend le contrôle des établissements Bayard. — Ces établissements, spécialisés dans vêtements, connaissent de difficultés depuis deux ans. Ils emploient sept cents personnes dans la région lyonnaise. La société Vestra (deux millions six cents personnes) produit des vêtements masculins dans huit usines situées dans Bas-Rhin, le Haut-Rhin et Vosges. Elle exploite également une affaire de confection à Toulouse.

## FISCALITÉ

## M. NICOD DÉNONCE LES MÉTHODES DE L'ADMINISTRATION

M. Gérard Nicod, secrétaire général du CIO-UNATI, a dénoncé, à Mulhouse, mercredi 8 décembre, les méthodes de l'administration. « J'affirme, a-t-il dit, que, pris sur les fonds secrets de l'Etat, des enveloppes sont envoyées à chaque année à tous les directeurs départementaux fiscaux. Ces enveloppes servent à donner des primes occultes à des inspecteurs ou des contrôleurs qui ont opéré dans l'année avec zèle et souvent avec sadisme. »

M. Nicod a également annoncé la parution au printemps prochain d'un livre intitulé Comment embêter l'administration.

La Rue de Rivoli a publié des journaux soit le communiqué suivant :

« L'intégrité des indemnités reçues par les agents de la direction générale des impôts, y compris bien entendu, les responsables des départements, sont prélevées sur des moyens budgétaires normaux, déterminés dans leur montant par la réglementation en vigueur, comprises dans les déclarations de revenus des intéressés et donc soumises à l'impôt. »

« La part de ces indemnités qui donne lieu à modulation en fonction de la manière de servir est relativement faible. En aucun cas elle n'est proportionnelle au montant des redressements fiscaux. »

« Il n'y a pas d'ordinateur central » à la direction générale des impôts. Les dossiers des contribuables ne sont pas, et ne seront pas dans les prochaines années, placés dans l'ordinateur. Ils ne contiennent que les seuls renseignements que l'administration est autorisée à détenir en vertu des lois en vigueur pour l'accomplissement de ses missions normales. Aucune modification récente (dans le sens d'une extension) n'a été apportée à la législation sur ce point depuis de nombreuses années. »

(Publicité)

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de l'Industrie et de l'Energie

الشركة الوطنية للحديد والصلب SNS

Société Nationale de Sidérurgie

Réalisation d'une première tranche de laminoirs dans le cadre du nouveau "complexe sidérurgique de l'ouest"

## Notice de présélection

La Société Nationale de Sidérurgie lancera un appel d'offres limité aux sociétés qualifiées dans la présélection, objet de cette notice, pour la fourniture d'une première tranche d'ateliers de laminage, entrant dans le cadre du nouveau "complexe sidérurgique de l'ouest".

Ces premiers ateliers consistent en :

- un laminoir à rails et à grosses poutrelles
- un laminoir à ronds à béton
- un laminoir à fers marchands

Les "instructions pour demande de présélection" peuvent être obtenues gratuitement à l'adresse suivante :

Société Nationale de Sidérurgie  
Direction du Développement Industriel  
et de l'Engineering  
5, rue Abou Moussa  
Alger - R.A.D.P.

La date limite de présentation des demandes de présélection est fixée au 1er mars 1977.

مكازم للأعمال



هكذا من الأمل

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

FACE À L'ACCROISSEMENT DE SON DÉFICIT COMMERCIAL

## La Bulgarie compte davantage sur ses propres forces

De notre envoyé spécial

Une mission d'une quinzaine d'industriels français, patronnée par le C.F.C.E. (Centre français du commerce extérieur), a fait, du 15 au 20 novembre, un voyage d'étude en Bulgarie. Elle a notamment examiné les moyens d'accroître les ventes de produits bulgares en France. Au moment où démarre le VII<sup>e</sup> Plan quinquennal (1976-1980), Sofia s'efforce de réduire le déficit commercial bulgare envers les pays occidentaux. Malgré la prédominance de ses relations avec l'U.R.S.S. et les autres pays du Comecon (90 % des échanges), la Bulgarie ne peut négliger le poids de sa dette extérieure vis-à-vis de l'Occident.

Sofia. — Les responsables bulgares se félicitent de leurs liens avec l'Union soviétique qui, selon eux, les « protège » des coups extérieurs, et ont notamment amorcé les effets de la crise économique mondiale. L'U.R.S.S. « fournit l'énergie et les matières premières tout en traitant un « marché garanti » pour les produits industriels du pays, souligne M. Dobrev, secrétaire général de la Chambre de commerce et d'industrie bulgare.

Dans le domaine des relations avec un grand et un petit pays, c'est sans précédent, ajoute-t-il. Il n'y a pas d'exploitation type coloniale, mais tout le contraire. Le commerce extérieur entre Sofia et Moscou représente en tout cas plus de la moitié des échanges de la Bulgarie, et l'U.R.S.S. assure la quasi-totalité de la consommation nationale en pétrole, gaz et charbon. Toutefois, le tableau n'est pas aussi rose que le disent les dirigeants bulgares, même si leur pays tire des avantages de sa fidélité.

### Secret d'État

Ainsi le prix du pétrole soviétique a fortement augmenté, passant de 14,6 roubles la tonne en 1973 à 34,2 en 1975 et il n'est pas sûr que les produits bulgares à l'U.R.S.S. aient enregistré une hausse comparable. De la balance commerciale bulgare, qui pendant longtemps a excédé avec les autres pays du Comecon (+ 230 millions de leva-devises (1) en 1970), devenue déficitaire (- 170 millions en 1975).

La crise de l'énergie a renforcé l'attraction au sein du camp socialiste ou, d'une autre façon, centré la dépendance à l'égard de Moscou. Ce mouvement a des années de sa poursuite, d'autant que Sofia cherche à rationaliser, c'est-à-dire à réduire les achats aux pays occidentaux, déficit chronique à l'égard de

ceux-ci (2) s'est en effet fortement amplifié (- 75 millions de leva en 1970, - 170 millions en 1975), ce qui entraîne un net alourdissement de la dette extérieure du pays.

Le sujet est sensible. Certains officiels reprochent même à la presse étrangère, notamment aux journaux américains, d'avoir, depuis 1970, du moins, grossi le phénomène « Notre endettement » (son niveau est un « secret d'État »), n'est pas préoccupant, et le développement de nos exportations nous permettra de le rembourser », affirme-t-on à la Banque bulgare du commerce extérieur. Les banquiers et hauts fonctionnaires de Sofia mettent volontiers en avant l'attitude de leurs homologues de l'Occident, qui, selon eux, n'évoquent jamais la moindre notion de « risque » et continuent à consentir des prêts, ne serait-ce que pour faire tourner les usines dans leurs propres pays.

La Bulgarie vient de faire un emprunt de 100 millions de dollars sur le marché des eurodevises. « Le montant des crédits accordés ne dépasse pas nos possibilités », rétorque-t-on au ministère du commerce extérieur. Certes, en valeur absolue, la dette extérieure bulgare - environ 2 milliards de dollars - est moins importante que celle de la plupart des autres pays socialistes. Toutefois, en poids relatif, elle figure parmi les plus élevées du Comecon, ayant représenté en 1975 plus du quadruple des exportations vers l'Occident.

Ce qui compte en fait, c'est la capacité de remboursement. Pour la préserver et améliorer tout nouveau glissement Sofia a, cette année, freiné les importations en provenance de l'Occident (- 13 % pour les neuf premiers mois de 1976), tandis que la signature de la presque totalité des très gros contrats était gelée. Parallèlement, la Bulgarie a réussi à augmenter fortement ses exportations (+ 44 %), si bien que le déficit commercial à l'égard de l'Occident s'est établi à 350 millions de leva de janvier à septembre, contre 580 millions durant la même période de 1975. Ce double mouvement a marqué les relations avec la France, troisième partenaire occidental, derrière l'Allemagne fédérale - très loin - et l'Italie, qui a moins vendu et davantage acheté à Sofia et n'a signé aucune affaire importante.

La crise mondiale s'est traduite dans les comptes extérieurs de ce pays en industrialisation rapide. Elle n'a pas toutefois entraîné de hausse des prix intérieurs, à en croire les statistiques officielles, l'inflation ayant pu être répercutée de façon « masquée » par la « disparition » de certains articles, tandis que les subventions budgétaires (300 à 400 millions de leva par an) jouent le rôle d'amortisseur. Grâce à son agriculture et

en raison d'une faible ouverture sur l'extérieur (les importations en provenance des pays capitalistes ont représenté 28 % du total des achats en 1975, 19 % pour les neuf premiers mois de 1976), la Bulgarie a évité les désagréments d'autres pays socialistes.

### Signaux brouillés

Cependant, la crise touche aussi l'avenir, ayant notamment conduit - en dehors de facteurs purement internes (le Monde du 30 mars 1976) - les autorités bulgares à resserrer les écrous : recherche d'économies d'énergie (la vitesse est limitée à 80 kilomètres-heure depuis le 1<sup>er</sup> octobre) et de matières premières ; utilisation au maximum des ressources nationales ; reconstruction et modernisation des usines, plutôt que lancement de nouveaux grands projets ; amélioration de la qualité des produits ; augmentation de l'efficacité.

La production industrielle devra s'accroître de 55 % entre 1976 et 1980 contre 45 % durant le quinquennat précédent et la productivité progresser de 9 % par an au lieu de 7 % de 1971 à 1975. En revanche, les dépenses sociales

n'augmenteront que de 35 % en cinq ans contre 48 % et le revenu par travailleur de 4 % par an au lieu de 6 %. Une certaine austerité et une plus grande rigueur paraissent ainsi se faire jour en Bulgarie.

Les influences extérieures compliquent, en tout état de cause, les travaux des planificateurs qui se trouvent confrontés à de brusques changements dans la hausse des prix et le rythme de production de leurs partenaires occidentaux, ainsi que le reconnaît M. Zarev, président du comité de planification. Des difficultés d'approvisionnement sont peut-être à l'origine du retard dans l'adoption du VII<sup>e</sup> Plan intervenue fin octobre, dix mois après sa date officielle d'entrée en application. Les signaux venus de l'Occident sont brouillés, alors que des perturbations secouent les économies occidentales. Or les pays socialistes ont besoin d'un monde capitaliste en bonne santé pour emprunter les voies de la société de consommation.

MICHEL BOYER.

(1) 1 leva devise = 1,04 dollar.  
(2) La balance commerciale bulgare est excédentaire à l'égard des pays en développement (250 millions de leva en 1975).

## En Italie, les rapatriements de capitaux auraient atteint 700 millions de dollars

De notre correspondant

Rome. — Plusieurs centaines de milliards de lire sont rentrées en Italie depuis le 10 août, date à laquelle le gouvernement avait accordé une impunité provisoire aux personnes qui rapatrieraient des capitaux illégalement exportés. Cette mesure exceptionnelle est arrivée à échéance le 3 décembre, après s'être vue prorogée de deux semaines, mais aucun bilan officiel n'en a encore été dressé.

Les estimations des milieux bancaires vont de 600 milliards à 1 500 milliards de lire. Le premier chiffre, équivalant à 700 millions de dollars environ, serait plus proche de la réalité : car les réserves supplémentaires du mois d'août semblent avoisiner le milliard de dollars. Or d'autres éléments, comme des transactions commerciales et les prêts contractés à l'étranger par des banques, interviennent dans le calcul des réserves. Il est possible par ailleurs qu'un rapatriement clandestin de capitaux soit intervenu, certains fraudeurs ayant peur d'être découverts, mais n'osant pas se signaler à l'Office des changes.

D'une manière générale, c'est la peur qui a surtout favorisé les rapatriements : la police financière a décidé d'agir plus sévèrement. Toutefois, les besoins financiers de certaines affaires ont également joué, car l'argent est devenu hors de prix, sinon introuvable, à cause de la restriction du crédit.

Les bénéficiaires de la loi qui ont fait une déclaration à l'Office des changes, mais n'ont pas encore eu le temps de rapatrier leurs capitaux, se trouvent devant deux échéances principales : d'ici au 19 février 1977, ils devront convertir en lire leurs devises possédées à l'étranger et remettre à une banque italienne leurs actions et obligations ; d'ici au 19 mai, ils devront liquider des « valeurs mobilières diverses » comme les bijoux, l'or, les tableaux et les avions. En revanche, les immeubles et les investissements directs ne sont soumis qu'à une déclaration, seul le revenu devant être rapatrié.

R. S.

All these securities having been sold, this announcement appears as a matter of record only.

### New Issues

\$150,000,000

## European Coal and Steel Community

\$75,000,000

8½% Notes, Due November 15, 1984

\$75,000,000

8½% Bonds, Due November 15, 1996

Kuhn, Loeb & Co.

The First Boston Corporation

Lazard Frères & Co.

Warburg Paribas Becker Inc.

Morgan Stanley & Co.

Goldman, Sachs & Co.

Lehman Brothers

Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith

Salomon Brothers

Bache Halsey Stuart Inc.

Blyth Eastman Dillon & Co.

Dillon, Read & Co. Inc.

Drexel Burnham & Co.

Hornblower & Weeks-Hemphill, Noyes

E. F. Hutton & Company Inc.

Kidder, Peabody & Co.

Loeb, Rhoades & Co.

Paine, Webber, Jackson & Curtis

Reynolds Securities Inc.

Smith Barney, Harris Upham & Co.

Wertheim & Co., Inc.

White, Weld & Co.

Dean Witter & Co.

ABD Securities Corporation

Arnhold and S. Bleichroeder, Inc.

Basle Securities Corporation

Bear, Stearns & Co.

L. F. Rothschild & Co.

Shearson Hayden Stone Inc.

Shields Model Roland Securities

SoGen-Swiss International Corporation

UBS-DB Corporation

Weeden & Co.

Banca Commerciale Italiana

Banca Nazionale del Lavoro

Banque Générale du Luxembourg S.A.

Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Daiwa Securities America Inc.

EuroPartners Securities Corporation

Kredietbank S.A. Luxembourgeoise

Lazard Frères et Cie

New Court Securities Corporation

November 24, 1976

### DISCOTHÈQUE IDÉALE :

L'ÉDITION 1977 EST PARUE

Cet ouvrage, publié par la revue musicale Harmonie, est destiné à guider les mélomanes dans la constitution d'une discothèque et dans le choix d'interprétations de qualité. Il donne, les uns, deux ou trois meilleures interprétations de toutes les œuvres classiques au catalogue français. Pour chaque compositeur, un tableau synoptique suggère les œuvres à acquérir. Meilleurs points de vente. 55 F. Harmonie 603.41.16.

### J'ouvre un salon de coiffure masculin qui va plus loin.

Mon but : personnaliser votre coiffure, établir un bilan capillaire si nécessaire, assurer une meilleure santé de vos cheveux avec la phytothérapie (soins des cheveux par les plantes).

Patrick ALES

35, Av. Franklin-Roosevelt, Paris 8<sup>e</sup>

1<sup>er</sup> étage - Tél. 723.35.82



Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.

CA PEUT RAPPORTER GROS  
JOUEZ AU LOTO  
offices à votre disposition  
chez les dépositaires







هنا من الأمل

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

8 DÉCEMBRE

### Marché plus discuté

Les valeurs françaises ont été plus discutées mercredi après la hausse sensible enregistrée mardi. Le volume des transactions s'est quelque peu contracté, à la veille d'une suspension des cotations. Dans l'après-midi de mardi, le personnel de la Compagnie des agents de change a, en effet, décidé un arrêt de travail jusqu'à 11 heures à 15 heures : aucune cotation ne devrait donc avoir lieu ce jour.

Le nombre des hausses paraît néanmoins l'avoir légèrement emporté sur celui des baisses, au premier coup de sonnette, par un second coup, des ventes bénéficiaires ont pu être observées.

Le secteur le plus discuté, sans conteste, est le bâtiment où Bouygues, S.C.P., Dumez et Pottier ont dominé la hausse. Les pétroles français ont également progressé sous la houlette de Raffinage (+ 4 %). Les banques, la sidérurgie et l'automobile ont été également bien disposées mais dans une moindre mesure ; là encore, les hausses ont été les plus nombreuses (U.C.P.I., Chiers, Pommery, C.D.C.).

Manifestement, le pessimisme qui régnait ces dernières semaines semble faire place à une appréciation plus saine de la chose boursière, et notamment des rendements. La prudence reste néanmoins de règle, en raison de l'indétermination du climat social. A noter que les charges d'agent de change Boucher et Jousset ont été suspendues.

Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 55 francs à 2 355 francs et le napoléon, 0,10 franc à 233 francs. Le volume des transactions s'est légèrement amplifié à 10,3 millions de francs, contre 7,8 millions.

## LONDRES

Le marché s'est montré ferme à la veille du week-end. Baisse de 2,57, en liaison avec des précipitations sur la vente des actions étrangères par le gouvernement. Léger tassement des mines d'or.

8 DÉCEMBRE (marché) : 127... contre 138... (en fin de semaine)

### VALEURS

VALEURS	9/12	10/12
War Loan 3 1/2 %	24 1/8	24 3/16
British Petroleum	298	298
Shell	298	298
Imperial Chemical	298	298
De Beers	298	298
Western Holdings	298	298
De Beers	298	298
De Beers	298	298

### INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 : 31 déc. 1975)

Valeurs françaises : 75,5

Valeurs étrangères : 100,5

Ca des AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1975)

Indice général : 60,8

Indice des AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1975)

Indice général : 60,8

Indice des AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1975)

Indice général : 60,8

Indice des AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1975)

Indice général : 60,8

Indice des AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1975)

Indice général : 60,8

## NEW-YORK

Le volume des transactions a été particulièrement élevé, 21,80 millions de titres ayant été échangés contre 24,50 millions de dollars. C'est l'activité la plus forte enregistrée depuis le 21 septembre dernier.

De toute évidence, l'absence de la semaine dernière, une fois encore, absorbée les primes de bénéfices à la société d'investissement spécialisée (fonds de retraite, compagnies d'assurances, et d'autres) à reprendre position.

De plus, bien que M. Carter reste toujours dans le vaucluse en ce qui concerne les détails de sa future politique économique, la confiance que les investisseurs américains lui accordent est croissante. Ils s'attendent à ce que le président américain leur fasse connaître ses intentions à l'égard de la politique économique.

Le marché a été particulièrement actif, 21,80 millions de titres ayant été échangés contre 24,50 millions de dollars. C'est l'activité la plus forte enregistrée depuis le 21 septembre dernier.

De toute évidence, l'absence de la semaine dernière, une fois encore, absorbée les primes de bénéfices à la société d'investissement spécialisée (fonds de retraite, compagnies d'assurances, et d'autres) à reprendre position.

De plus, bien que M. Carter reste toujours dans le vaucluse en ce qui concerne les détails de sa future politique économique, la confiance que les investisseurs américains lui accordent est croissante. Ils s'attendent à ce que le président américain leur fasse connaître ses intentions à l'égard de la politique économique.

Le marché a été particulièrement actif, 21,80 millions de titres ayant été échangés contre 24,50 millions de dollars. C'est l'activité la plus forte enregistrée depuis le 21 septembre dernier.

De toute évidence, l'absence de la semaine dernière, une fois encore, absorbée les primes de bénéfices à la société d'investissement spécialisée (fonds de retraite, compagnies d'assurances, et d'autres) à reprendre position.

De plus, bien que M. Carter reste toujours dans le vaucluse en ce qui concerne les détails de sa future politique économique, la confiance que les investisseurs américains lui accordent est croissante. Ils s'attendent à ce que le président américain leur fasse connaître ses intentions à l'égard de la politique économique.

Le marché a été particulièrement actif, 21,80 millions de titres ayant été échangés contre 24,50 millions de dollars. C'est l'activité la plus forte enregistrée depuis le 21 septembre dernier.

De toute évidence, l'absence de la semaine dernière, une fois encore, absorbée les primes de bénéfices à la société d'investissement spécialisée (fonds de retraite, compagnies d'assurances, et d'autres) à reprendre position.

De plus, bien que M. Carter reste toujours dans le vaucluse en ce qui concerne les détails de sa future politique économique, la confiance que les investisseurs américains lui accordent est croissante. Ils s'attendent à ce que le président américain leur fasse connaître ses intentions à l'égard de la politique économique.

Le marché a été particulièrement actif, 21,80 millions de titres ayant été échangés contre 24,50 millions de dollars. C'est l'activité la plus forte enregistrée depuis le 21 septembre dernier.

De toute évidence, l'absence de la semaine dernière, une fois encore, absorbée les primes de bénéfices à la société d'investissement spécialisée (fonds de retraite, compagnies d'assurances, et d'autres) à reprendre position.

De plus, bien que M. Carter reste toujours dans le vaucluse en ce qui concerne les détails de sa future politique économique, la confiance que les investisseurs américains lui accordent est croissante. Ils s'attendent à ce que le président américain leur fasse connaître ses intentions à l'égard de la politique économique.

Le marché a été particulièrement actif, 21,80 millions de titres ayant été échangés contre 24,50 millions de dollars. C'est l'activité la plus forte enregistrée depuis le 21 septembre dernier.

De toute évidence, l'absence de la semaine dernière, une fois encore, absorbée les primes de bénéfices à la société d'investissement spécialisée (fonds de retraite, compagnies d'assurances, et d'autres) à reprendre position.

De plus, bien que M. Carter reste toujours dans le vaucluse en ce qui concerne les détails de sa future politique économique, la confiance que les investisseurs américains lui accordent est croissante. Ils s'attendent à ce que le président américain leur fasse connaître ses intentions à l'égard de la politique économique.

Le marché a été particulièrement actif, 21,80 millions de titres ayant été échangés contre 24,50 millions de dollars. C'est l'activité la plus forte enregistrée depuis le 21 septembre dernier.

De toute évidence, l'absence de la semaine dernière, une fois encore, absorbée les primes de bénéfices à la société d'investissement spécialisée (fonds de retraite, compagnies d'assurances, et d'autres) à reprendre position.

De plus, bien que M. Carter reste toujours dans le vaucluse en ce qui concerne les détails de sa future politique économique, la confiance que les investisseurs américains lui accordent est croissante. Ils s'attendent à ce que le président américain leur fasse connaître ses intentions à l'égard de la politique économique.

Le marché a été particulièrement actif, 21,80 millions de titres ayant été échangés contre 24,50 millions de dollars. C'est l'activité la plus forte enregistrée depuis le 21 septembre dernier.

De toute évidence, l'absence de la semaine dernière, une fois encore, absorbée les primes de bénéfices à la société d'investissement spécialisée (fonds de retraite, compagnies d'assurances, et d'autres) à reprendre position.

De plus, bien que M. Carter reste toujours dans le vaucluse en ce qui concerne les détails de sa future politique économique, la confiance que les investisseurs américains lui accordent est croissante. Ils s'attendent à ce que le président américain leur fasse connaître ses intentions à l'égard de la politique économique.

Le marché a été particulièrement actif, 21,80 millions de titres ayant été échangés contre 24,50 millions de dollars. C'est l'activité la plus forte enregistrée depuis le 21 septembre dernier.

De toute évidence, l'absence de la semaine dernière, une fois encore, absorbée les primes de bénéfices à la société d'investissement spécialisée (fonds de retraite, compagnies d'assurances, et d'autres) à reprendre position.

De plus, bien que M. Carter reste toujours dans le vaucluse en ce qui concerne les détails de sa future politique économique, la confiance que les investisseurs américains lui accordent est croissante. Ils s'attendent à ce que le président américain leur fasse connaître ses intentions à l'égard de la politique économique.

Le marché a été particulièrement actif, 21,80 millions de titres ayant été échangés contre 24,50 millions de dollars. C'est l'activité la plus forte enregistrée depuis le 21 septembre dernier.

## VALEURS

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier

Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier Précéd. Dernier



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
  - ESPAGNE : le P.C.E. sort de l'ombre.
3. PROCHE-ORIENT
  - LIBAN : le nouveau gouvernement aura pour tâche prioritaire la reconstruction du pays.
5. AMÉRIQUES
  - OTAN : les États-Unis et la France rejettent les propositions du pacte de Varsovie.
6. ASIE
  - JAPON : les tractations au sein du P.L.D. à propos du choix du prochain premier ministre.
- 6-7. AFRIQUE
  - ALGÉRIE : huit millions d'électeurs sont appelés à confirmer le président Boumedienne dans ses fonctions.
- 8 à 15. POLITIQUE
  - L'EUROPE ET LE DROIT : « Faut-il modifier la Constitution ? », par François Luchaire.
  - M. Chirac met en place l'état-major du R.P.R.
  - 16. EDUCATION
    - Les premiers résultats des élections universitaires.
  - 17. JEUNESSE
    - Le congrès des jeunes communistes.
  - 18. SCIENCES
    - Mme Saunier-Sell et la recherche universitaire.
  - 18. RELIGION
    - Le conseil de l'épiscopat rappelle les règles de l'Éucharistie.

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- Pages 18 à 27
- La Libye en visite libre : La Dordogne fait le siège de ses châteaux ; Des séjours sur la mauvaise pente.
  - CLIN D'ŒIL : l'abandon de la gentry.
  - PLAISIRS DE LA TABLE : des œufs qui valent de l'or.
  - Maison : Mode : Animaux : Jeunes : Motocyclisme : Hippisme : Jeux : Philatélie.

- 31-32. JUSTICE
  - Au tribunal des flagrants délits : les déclarations de la défense.
- 34 à 37. ARTS ET SPECTACLES
  - FORMES : abondance de biens.
42. EQUIPEMENT ET RÉGIONS
  - L'Europe adopte un plan quinquennal de protection de l'environnement.
- 42 à 46. LA VIE ÉCONOMIQUE  
ET SOCIALE
  - CONFLITS ET REVENDICATIONS : la grève du personnel de la Caisse d'épargne de Paris est entrée dans son troisième mois.

### JIRE ÉGAIEMENT

- RADIO-TELEVISION (32)  
Annonces classées (38 à 40) :  
Aujourd'hui (32) ; Carat (28) ;  
« Journal officiel » (32) ; Loto (32) ; Micrologie (32) ; Mots croisés (32) ; Bourse (47).

Le numéro du « Monde » daté 10 décembre 1976 a été tiré à 578 585 exemplaires.

### UN SHOW-ROOM INTERNATIONAL DES NOUVEAUTÉS "DECORATION" EN TISSUS D'AMEUBLEMENT

En direct des USA, Italie, Angleterre, Suède, Belgique, R.F.A., Hollande, etc., toutes les dernières créations :  
■ Tapis, salons, chaises imprimés  
■ Tous les velours unis et jacquard  
■ Tapis et tissages épais  
■ Lampes, tapisseries et unis de style  
■ Tissus spéciaux pour tentures murales  
de 28F à 175F le mètre  
(tous nos articles sont en stock)

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

### A Colmar

#### AVIS FAVORABLE POUR L'EXTRADITION D'UN MEMBRE SUPPOSÉ DE LA BANDE A BAADER

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Colmar (Haut-Rhin) a émis un avis favorable, jeudi 9 décembre, à la demande d'extradition formulée par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne à l'encontre de l'un de ses ressortissants, M. Detlev Schulz, âgé de vingt-sept ans, accusé dans son pays d'appartenance à la fraction armée rouge, groupe extrémiste plus connu sous le nom de « bande à Baader ».

Arrêté le 20 mai dernier, à Strasbourg, en flagrant délit de vol à la tire, M. Schulz avait été trouvé porteur d'un colt chargé et condamné, le 10 août, à six mois d'emprisonnement. Dès son arrestation, la police et la presse allemande avaient affirmé que M. Schulz était membre du groupe de M. Andreas Baader et qu'il était recherché pour le meurtre d'un policier commis au mois de mars quand le Land de Hesse. Pourtant, aucune demande d'extradition n'était alors formulée. La police allemande se limitait à demander quelques renseignements à la police française.

Mais, en septembre, M. Michel Fontatowski, ministre de l'Intérieur, signa un arrêté d'expulsion assorti de la procédure d'urgence absolue de défense de M. Schulz, craignant que l'exécution d'une telle mesure ne revienne, en fait, à une « extradition déguisée » (la frontière la plus proche de Strasbourg est celle d'Allemagne fédérale), introduisant aussitôt un recours pour « excès de pouvoir » auprès du tribunal administratif de Strasbourg et une demande de sursis à l'exécution au Conseil d'État. Mais, au mois d'octobre, le parquet de Darmstadt lança un mandat d'arrêt contre M. Schulz, et un mandat d'arrêt était immédiatement fondée la demande d'extradition.

Estimant que les véritables raisons de cette demande « sont de nature politique et qu'on tente de dissimuler cet aspect sous le couvert du droit commun », M. Roland Pequeux, du barreau de Strasbourg, qui défendait M. Schulz, a exprimé l'intention d'introduire un recours auprès de la chambre criminelle de la Cour de cassation contre l'avis de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Colmar.

#### Après l'occupation d'un pétrolier géant par le personnel

#### LES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE A SAINT-NAZAIRE SONT FERMÉS

Les chantiers navals de Saint-Nazaire, qui emploient environ sept mille personnes, sont fermés à partir de ce vendredi 10 décembre. Cette décision de la direction (qui ne concerne pas l'atelier mécanique employant trois mille personnes) fait suite à la nouvelle occupation depuis la veille du pétrolier « Bellamya », de 540 000 tonnes, par le personnel. Le conflit porte sur l'accroissement de l'entreprise pour 1977. Il s'agit pour le personnel d'obtenir un alignement des salaires sur ceux de la métallurgie parisienne.

Pour leur part, les ouvriers des Ateliers français de l'Ouest, qui emploient dans la réparation navale environ sept cents personnes, ont décidé d'occuper le pétrolier « Fructidor », qui avait dû quitter Saint-Nazaire jeudi. Cette occupation intervient après l'annonce d'un possible départ de bilan de l'entreprise au début de la semaine prochaine et de l'éventuelle démission de son président, M. Eboegharay, qui occupe ce poste depuis quelques semaines.

### M. Giscard d'Estaing déjeune avec des écrivains

M. et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont été les hôtes, jeudi 9 décembre, d'un déjeuner qui réunissait autour de M. et Mme Edgar Faure, en l'hôtel de Lassay (Assemblée nationale), une dizaine d'écrivains et d'intellectuels, parmi lesquels Mmes Gisèle Halimi, Claire Bretecher, Dominique Desanti, M. Jean-Louis Roy, Philippe Solers, Roland Barthes, Hector de Galard, Roger Stéphane, Emmanuel Le Roy-Ladurie.

Ce choix était significatif, d'une inclination vers plusieurs intellectuels catalogués dans l'opposition. Chacun des convives n'a cependant accepté de ne représenter que lui-même et refusé toute signification politique à sa participation. Roland Barthes, par exemple, est accompagné de Mme Lucie Faure au jury du prix Médicis.

L'impression des témoins, qui font état d'une ambiance générale brillante, spirituelle, enjouée (il s'agissait moins de conversations politiques que de considérations générales sur les grands mouvements de l'histoire et les faits de civilisation), est que le président a voulu voir ce que représentaient des gens qui n'étaient pas affiliés à un parti mais

agissaient néanmoins, par leurs écrits, sur l'opinion. Entre la culture — aristocratique — et le pot-au-feu démocratique qui figuraient au menu, le président de la République a échoqué avec ses convives un certain nombre de problèmes d'actualité : le tiers-monde, les rapports du protocole présidentiel et de la vie privée, le marxisme, la peine de mort contre laquelle il s'est prononcé sans ambiguë, et n'a pas esquissé les questions relatives à Jacques Chirac dont il pense qu'il ne le priera pas du soutien et des voix des gaullistes historiques.

Le président de la République s'est également intéressé à la question de savoir si les intellectuels français actuels étaient « disponibles », et, à la réponse négative qui lui fut faite, il conclut que cela était dommage.

Il a enfin interrogé sur le point de savoir si le parti global (léniniste) était contenu dans Marx. Lorsqu'il lui fut répondu que ce que Marx souhaitait c'était la dissolution de l'État, le président répondit qu'évidemment c'était là un vieux rêve humaniste, qui n'était pas pour demain, mais restait néanmoins un objectif valable.

« Le chef de l'État m'a formellement dit, a déclaré M. Caron, à sa sortie de l'Élysée, que le Conseil de l'Europe pourra servir de pont entre les Neuf du Marché commun et les dix pays qui n'y sont pas encore entrés, notamment le Portugal et l'Espagne. Ce sera là un rôle important ».

### LES PRIX AGRICOLES NE DEVRAIENT PAS AUGMENTER DE PLUS DE 6,5 % déclare M. Bonnet

M. Bonnet, ministre de l'Agriculture, qui était, le 9 décembre, l'invité des journalistes agricoles (AFJA), a déclaré, en substance, que la hausse moyenne des prix agricoles en 1976, de 6,5 %, et que cette décision ne devrait pas intervenir avant le 31 mars (6,5 % est le taux de hausses des prix révisés normaux par M. Bonnet en 1977). Le ministre a précisé qu'il s'agit d'un taux moyen, qui pourrait être modulé selon les productions, et que, si l'inflation était plus vive que prévue, des compensations sous forme d'aides directes seraient accordées aux exploitants.

M. Bonnet a jugé « extravagantes » les demandes de hausses de 15 et 20 % formulées par les producteurs de lait et de maïs. En ce qui concerne le revenu agricole en 1976, le ministre de l'Agriculture a indiqué que grâce aux 6 milliards d'aides attribuées aux exploitants victimes de la sécheresse, « l'engagement du chef de l'État de maintenir en 1976 le pouvoir d'achat des agriculteurs au niveau de 1975 serait globalement tenu ». Le résultat pourrait même être « très légèrement » supérieur à celui de 1975.

### vincara bijoux

Paris :  
8, place de l'Opéra  
Les Boutiques de Paris, Porte Maillot.  
« rue gauche » 33, rue de Sévres.  
Lyon :  
Centre Cal La Part Dieu, 131  
Demandez catalogue N° 7



Les montres rondes de la Boutique des Heures.  
Van Cleef & Arpels.  
22 place Vendôme, Paris.  
Tél. 261.58.58

### L'ADHÉSION DE LA FRANCE A LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

L'Assemblée nationale a adopté, le 9 décembre, le projet de loi autorisant l'adhésion de la France à l'accord constitutif de la Banque interaméricaine de développement.

Justifiée, pour M. TAITTIN-GIER, secrétaire d'État aux affaires étrangères, et FLORENOY (U.D.S.), rapporteur, cette adhésion a été dénoncée par M. BAILLOT (P.C.).

L'Assemblée a également adopté le projet de loi autorisant l'approbation d'une convention franco-sénégalaise en matière de pêches maritimes.

### RELÈVEMENT DU TICKET MODÉRATEUR SUR UN GRAND NOMBRE DE MÉDICAMENTS

Les pouvoirs publics auraient finalement renoncé à leur projet de radier quatre cent quarante médicaments, essentiellement les fortifiants, les laxatifs et les laxatifs, de la liste des produits pharmaceutiques remboursables par la Sécurité sociale (Le Monde daté 21-22 novembre).

Soucieux malgré tout de permettre à cet organisme d'économiser 450 millions de francs dans le cadre du plan mis au point en septembre, ils proposaient en contrepartie de relever le ticket modérateur attaché à ces médicaments, ainsi qu'à un certain nombre d'autres spécialités, telles que les psycho-stimulants (calmans, euphorisants) et les hépato-protecteurs, afin de parvenir à la somme d'économie désirée.

### LES DIRECTIONS DE L'E.D.F. ET DU G.D.F. SUSPENDENT LA GARANTIE D'AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT EN 1977

En application du plan Barri qui prévoit un maintien strict du pouvoir d'achat des salaires en 1977, les directions de l'Électricité et du Gaz de France, qui reçoivent l'ensemble des syndicats, vendredi 10 décembre au matin, ont annoncé, dès le début de la rencontre, la suspension de l'article premier de l'avenant à l'accord salarial garantissant la progression annuelle du pouvoir d'achat de 2 %. Toutefois, les directions ont précisé qu'elles ne balançaient pas la politique contractuelle.

Au cours de cette réunion, il a été décidé, au titre de l'application de l'accord en 1976, d'augmenter les salaires de base de 2,5 % à compter du 1<sup>er</sup> décembre (au lieu de 1 % initialement prévu) et d'attribuer à chaque agent un point d'indice supplémentaire.

À l'issue de cette rencontre, les syndicats se sont réunis pour examiner leur attitude. Rappelant qu'ils avaient précédemment cédé de lancer une grève de quarante-huit heures avec arrêt courant « modeste » les 14 et 15 décembre au cas où la clause de garantie de progression du pouvoir d'achat serait suspendue.

Quinze diplomates norvégiens (sur un total d'une quarantaine en poste en U.S.S.R.) ont quitté soudainement Moscou en octobre, après les révélations dans les capitales scandinaves sur les trafics de cigarettes d'alcool et de drogue auxquels livraient les Nord-Coréens pour subvenir aux frais d'entretien de leurs missions diplomatiques confiées-on dans les milieux diplomatiques.

## Breguet

### AU SUD EST ET A L'OUEST DE PARIS



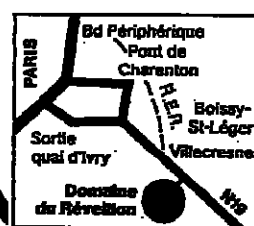
"Acacou", 135 m², 5 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

### Domaine du Réveillon

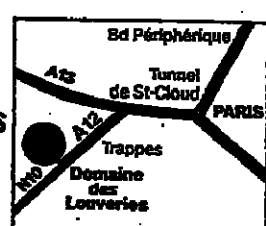
A 15 km au Sud-Est de Paris par la N19, dans un vallon en partie cerné de bois, voici un petit Domaine (90 maisons) qui joint les avantages de la charmante cité de Villecresnes (C.E.S., piscine, tennis) à ceux de la campagne. Ses 4 modèles de grandes maisons ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces.

### Domaine des Louveries

A 28 km du Pont de St-Cloud par l'autoroute Ouest, sur un terrain agréablement entouré de bois, voici un Domaine situé à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas et de ses équipements commerciaux, scolaires et culturels. Ses 4 modèles de maisons ont de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces.



VISITE DES MAISONS  
MODÈLES TOUS LES JOURS  
DE 10 À 19 H.



DOMAINE DU RÉVEILLON 94440 VILLECRESNES (Tél. 699.71.42)  
DOMAINE DES LOUVERIES 78810 MAUREPAS (Tél. 062.96.43)

هنا من الأنجل